

**130 F/20 euros**

هناك من الأصل



كذلك في الجدل

**BALKANS** La communauté internationale, qui avait réagi avec un certain attentisme au massacre de Racak, a été de nouveau déifiée, lundi 18 janvier, par le président yougo-

slave, Slobodan Milosevic. Belgrade a coup sur coup refusé l'entrée au Kosovo de Louise Arbour, procureur du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie, et décidé d'expulser le chef des ob-

servateurs de l'OSCE, William Walker. **LES FORCES** de sécurité serbes ont transporté, lundi, les cadavres qui reposaient dans la mosquée de Racak à la morgue de l'hôpital de

Pristina; leur autopsie doit contribuer à l'enquête menée par les Serbes sur les événements de vendredi, qui comportent certaines zones d'ombre. **À PARIS**, Jacques

Chirac a décidé d'engager avec le gouvernement une « réflexion de fond » sur la pertinence de la politique actuellement suivie par les Occidentaux.

## La communauté internationale face aux nouveaux défis yougoslaves

Belgrade a interdit l'entrée du Kosovo au procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, et a déclaré persona non grata le chef des observateurs de l'OSCE. Jacques Chirac appelle à un réexamen de la stratégie occidentale

« Ça ne va pas, il faut réexaminer toute la stratégie... » Avant même que la journée du lundi 18 janvier ait apporté aux Occidentaux leur lot de rebuffades venues de Belgrade, Jacques Chirac et ses conseillers avaient estimé qu'on ne pouvait s'en tenir à l'attentisme par lequel l'ensemble de la communauté internationale a réagi au massacre commis en fin de semaine dernière à Racak.

Dans l'après-midi, l'Elysée faisait savoir qu'une réflexion était engagée - en France d'abord, avec Lionel Jospin et les ministres concernés - sur la pertinence de la politique occidentale actuelle à propos du Kosovo. La tuerie de vendredi dans le sud de la province a « changé la donne », disait-on. La « situation nouvelle » appelle au minimum une interrogation, et de préférence une re-définition de la politique suivie depuis octobre 1998.

Les événements de lundi allaient apporter de l'eau au moulin de l'Elysée: après que Slobodan Milosevic eut refusé de recevoir des représentants de l'OTAN, les généraux Klaus Naumann et Wesley Clark, le procureur du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Louise Arbour, se voyait refuser par de simples garde-frontières l'entrée au Kosovo, puis Belgrade déclarait *persona non grata* le chef de la mission des observateurs déployés dans

la province, William Walker, en lui donnant quarante-huit heures pour quitter les lieux. Bref, le président yougoslave fait de la surenchère et a décidé de défier la communauté internationale

veau de février 1998, des observateurs sans armes ont été déployés sur le terrain, tandis que l'OTAN maintenait en principe sa menace d'une intervention aérienne si les choses tournaient mal. « Le

pas jouer, elle n'est pas crédible. » Jacques Chirac ne cache désormais plus son scepticisme à l'égard de l'accord conclu en octobre par Richard Holbrooke. Propose-t-il autre chose? A ce stade, on est prudent à l'Elysée: « Nous posons des questions. Faut-il adopter une autre stratégie, s'engager militairement? Qui serait prêt à le faire? »

« La réflexion, ajoute-t-on, doit porter sur tous les éléments du dossier, y compris l'avenir du Kosovo. » Dans un entretien au *Parisien* du 19 janvier, le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, répond un peu vivement à un journaliste qui l'interroge sur l'« impuissance » occidentale: « Si vous préconisez l'envoi au Kosovo d'un corps expéditionnaire comprenant des milliers de soldats français, dites le plus clairement! »

« La France fera tout pour que les pressions aboutissent. Faut de quoi, il faudrait reconsidérer l'ensemble de la question », ajoute le ministre.

### PAS DE RÉPONSE AMÉRICAINE

Depuis des semaines, Paris réclame une réunion du groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie (Etats-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Russie), sans obtenir de réponse des Américains qui préfèrent gérer seuls la crise. L'intervention de l'Elysée est aussi une façon de leur faire comprendre que, vu les résultats obtenus, cette exclusivité n'a aucune raison d'être.

La même situation est sensible à New York où les Américains s'efforcent manifestement de garder le dossier du Kosovo à l'écart du Conseil de sécurité de l'ONU, où la présence de la Russie complique les choses. Moscou n'envisage pas d'autre politique que la recherche d'une solution négociée au Kosovo. La Russie a néanmoins condamné, lundi, avec ses partenaires du Conseil de sécurité, la décision de Belgrade d'expulser le chef des ob-

servateurs William Walker. Réuni d'urgence, lundi, le Conseil a aussi « vigoureusement condamné » le massacre de Racak et réclamé l'ouverture immédiate d'une enquête. Cependant le refus yougoslave de coopérer avec le TPIY n'a pas été mentionné dans la déclaration. Interrogé sur l'impossibilité pour M<sup>me</sup> Arbour d'entrer au Kosovo, l'ambassadeur russe à l'ONU, Sergueï Lavrov, a répondu: « Elle n'avait qu'à demander l'aide du Conseil de sécurité avant d'entreprendre une telle mission. »

Divisé comme il est sur le conflit kosovar, le Conseil ne pouvait guère faire plus. Il devait toutefois examiner mardi un texte plus détaillé. Par ailleurs, dans un rapport transmis lundi au Conseil de sécurité, l'OSCE réitère les accusations lancées samedi par William Walker, qui avait imputé aux forces de sécurité serbes le massacre de quarante-cinq civils d'origine albanaise à Racak. Ce rapport confirme que les faits vérifiés par les observateurs « comprennent des preuves de détentions arbitraires, de meurtres extrajudiciaires et de mutilations de civils non armés par les forces de sécurité de la République fédérale de Yougoslavie ». La plupart, dit le rapport, ont été tués d'une balle tirée dans la tête, deux hommes ont été décapités et un troisième scalpel.

Afsané Bassir Pour et Claire Tréan

### Vuk Draskovic nommé vice-premier ministre de la RFY

Vuk Draskovic, dirigeant du Mouvement serbe du renouveau (SPÖ, droite nationaliste) et ancien opposant de renom au président yougoslave, Slobodan Milosevic, a été nommé vice-premier ministre de la République fédérale de Yougoslavie à annoncé, lundi 18 janvier, l'agence Tanjug à Belgrade dans un communiqué. Au sein du gouvernement fédéral dirigé par le premier ministre, Momir Bulatovic, M. Draskovic sera chargé des relations internationales, a ajouté l'agence. Trois autres membres de son parti se sont vu confier des postes ministériels dans le cadre de ce remaniement.

### Jiri Dientsbier, rapporteur de la commission des droits de l'homme de l'ONU pour l'ex-Yougoslavie

« Seul un déploiement de forces militaires peut changer la situation »

#### PRAGUE

de notre correspondant

Jiri Dientsbier, ex-dissident anti-communiste et proche du président Václav Havel - ancien ministre tchécoslovaque des affaires étrangères (1989-1992) -, représente aussi le président Havel dans le « Groupe des seize » chargé de réfléchir à la réforme de l'ONU.

« Quelle doit être la réponse de la communauté internationale au massacre de Racak? » Je pense qu'il est l'œuvre de policiers ou de militaires enrégimés, mais la communauté internationale doit édiger que les coupables soient trouvés et condamnés. Ce ne fut pas le résultat d'une bataille mais une vulgaire et brutale tuerie. Belgrade doit mener à bien l'enquête ou laisser le tribunal international de La Haye le faire et condamner les responsables. Pour l'instant, le n'accuserai pas le gouvernement de Belgrade mais s'il le tolère, ce genre de crime se reproduira. Le cabinet yougoslave doit ouvertement prendre ses distances avec ce massacre et la communauté internationale doit l'exiger. Mais ce massacre fait aussi partie d'une longue série - souvenons-nous de celui de Bosnie-Herzégovine. On ne peut donc s'intéresser seulement à ce massacre. Il faut empêcher toute escalade où les deux parties tirent et tuent leurs adversaires.



JIRI DIENTSBIER

« Les vérificateurs de l'OSCE n'ont pu empêcher ce massacre. Leur présence est-elle suffisante et leur mission adéquate? »

« La communauté internationale est, depuis dix ans en ex-Yougoslavie, en retard sur les événements. Ces vérificateurs joueraient un rôle utile s'il y avait quelque chose à vérifier, comme un accord entre les Albanais et Belgrade sur une période de transition de trois ans, avec élections, restauration du système scolaire et médical, constitution d'une police sur des standards internationaux. Or cet accord non seulement n'existe pas, mais sera très difficile à conclure. Les points de vue des deux parties sont incompatibles. Les Albanais, malgré leurs divisions et querelles, réclament tous l'indépendance. Ce que refuse totalement Belgrade. La communauté internationale rejette cette hypothèse et n'a donc que deux possibilités: soit ne pas se mêler de ce conflit et laisser les Balkans régler leurs affaires - mais c'est une méthode du XIX<sup>e</sup> siècle; dans notre monde global aux frontières ouvertes et aux informations rapides, ce n'est plus possible. Donc, la communauté internationale doit intervenir. Mais elle ne peut prendre de demi-mesures, d'éventuels bombardements - qui? comment? pourquoi? - ils ne mèneraient à rien. Je suis sûr qu'il sera nécessaire d'occuper le Kosovo avec un objectif politique clair: par exemple, ne pas changer les frontières dans les Balkans et construire une société civile démocratique et ouverte. Mais c'est un travail pour vingt ou trente ans, comme en Bosnie-Herzégovine et non une affaire

pour une période de transition de trois ans.

« Vous êtes donc pour un déploiement de forces militaires, de l'OTAN par exemple... »

« Je suis sûr que seul un déploiement limité mais suffisant de forces militaires pour empêcher les deux parties de se faire la guerre peut changer la situation. Forces de l'OTAN ou de l'ONU, de type SFOR ou Unprofor, c'est secondaire. L'important est que la communauté internationale se mette d'accord. Sinon, une guerre ouverte éclatera au printemps. »

« On ne peut laisser cela arriver. Ce sera à nouveau des dizaines de milliers de réfugiés, de nombreux morts et blessés, de graves violations des droits de l'homme. Les vérificateurs désarmés ne pourront en aucun cas, nous l'avons vu, l'empêcher. La Yougoslavie est contre un tel déploiement, mais je pense qu'elle n'a pas d'alternative: elle devra se rendre compte qu'elle ne peut écarter la guerre. Celle-ci, à cause entre autres de la brutalité de la police et de l'armée en 1998, peut s'appuyer sur une grande partie de la population, sur les villageois qui défendent leurs villages, et non plus seulement sur les chefs militaires de l'étranger ou les politiciens. L'armée yougoslave ne peut la vaincre, comme les Américains ou les Soviétiques au Vietnam et en Afghanistan. De même, l'UCK ne peut l'emporter sur l'armée yougoslave et occuper le Kosovo. Si la communauté internationale veut sérieusement arrêter ce conflit, il ne lui reste pas d'alternative. Un accord sur l'envoi de forces militaires doit voir le jour et être accepté par les Serbes et les Kosovars. Sinon, il faudra arrêter la guerre par la force. »

« Pensez-vous que la communauté internationale s'entendra rapidement sur un tel déploiement et que Belgrade et l'UCK l'accepteront? »

« En Bosnie, il a fallu trois ans pour que la communauté internationale mette fin au conflit avec les accords de Dayton. Je souhaiterais que cela intervienne le plus tôt possible. »

« Ibrahim Rugova, le président de la Ligue démocratique du Ko-

sovo, propose un protectorat international sur le Kosovo avec à terme l'indépendance. Est-ce réalisable? »

« Les Albanais vous disent qu'ils ne signeront pas d'accord sur une période transitoire de trois ans s'il n'y a pas une mention de ce qui interviendra à terme: soit un référendum, soit l'indépendance, ou autre chose. Mais c'est inacceptable pour Belgrade comme pour la communauté internationale. Il y a des Albanais qui, au nom de la réunification de tous les Albanais, rappellent que l'unification des peuples européens a été un processus normal partout ailleurs. Donc, il est juste que les Albanais se réunissent dans un même Etat. Certains même ajoutent que c'est aussi le droit de toutes les nations encore éclatées entre plusieurs pays. Donc, cela leur est égal si la République serbe de Bosnie se rattache à la Serbie, l'Herzégovine à la Croatie, ce qui était depuis toujours, et surtout depuis 1991, le souhait de Milosevic et de Tudjman, comme de nombreux Croates et Serbes de Bosnie. »

« La solution de la crise dans les Balkans repose depuis le début sur l'immuabilité des frontières. Si ce principe changeait au Kosovo, ce serait la fin des accords de Dayton et l'éclatement de la Bosnie-Herzégovine. Cela peut avoir des conséquences encore plus larges. Car si on accepte l'idée qu'une ethnité majoritaire sur un morceau de territoire puisse proclamer son indépendance ou réclamer son rattachement à l'Etat voisin où gouverne la même ethnité, cela pourrait s'appliquer aux Basques espagnols et français, aux Magyars de Transylvanie (Roumanie) et de Slovaquie, majoritaires sur des territoires frontaliers de la Hongrie. Par bonheur, Budapest va rejoindre l'OTAN, aspire à adhérer à l'Union européenne et donc ne peut ni ne veut soutenir une telle politique. Accepter l'indépendance du Kosovo signifierait menacer la fragile stabilité des Balkans, mais aussi de l'Europe, voire d'autres parties du globe. »

Propos recueillis par Martin Plichta

### « Rien ne va plus depuis la mort du Maréchal... »

#### RACAK (Kosovo)

de notre envoyé spécial  
Tout semblait figé, lundi 18 janvier, à Racak. Installés sur les hauteurs du village, des policiers serbes

#### REPORTAGE

Racak, un « no man's land » pris entre deux feux hésitants

traient au canon antiaérien en direction de la colline opposée. Davantage pour rompre l'ennui et marquer leur présence que pour causer de véritables dégâts dans les positions d'inséparables partisans albanais de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), dissimulés quelque part dans les bois. Parfois, en écho, une rafale d'arme légère partait de derrière un arbre.

Pris entre ces deux feux hésitants, Racak est un no man's land. Dans la mosquée, les corps de quarante-cinq Albanais, probablement massacrés par les forces de sécurité serbes, vendredi, reposent toujours sur le sol de la mosquée. « Les Albanais n'osent pas aller dans le village, parce que des policiers serbes sont installés dans certaines maisons », affirme Rujde Jashari, responsable local du village voisin de Petrovo, où les deux forces se sont affrontées la semaine dernière. Dans les ruelles désertes, on ne discerne pas le moindre mouvement.

On apprendra plus tard que les policiers serbes ont finalement pénétré dans le village, en milieu d'après-midi. Qu'ils ont chargé sur des camions les corps des Albanais, pour les transporter à la morgue de l'hôpital de Pristina, où ils seront autopsiés. L'enquête sur la tuerie, que les Serbes se désolent dans l'impossibilité de mener dans cet ancien fief de l'UCK, livra peut-être certaines circonstances du drame.

Non loin de Racak, abrité derrière un talus, un vieil Albanais regarde fixement le bout du chemin. Sa maison est à 200 mètres, il voudrait aller récupérer sa vache mais n'ose pas s'aventurer. « Rien ne va plus depuis

la mort du Maréchal [Tito]. Lui, nous avait donné des droits, des écoles. Depuis sa mort, on revit la même histoire qu'avant », lâche-t-il. La même histoire, ce sont ces maisons aux murs calcinés, c'est le silence de mort, troublé par la seule vie animale, par le bruit d'un cours d'eau.

« Depuis deux jours, c'est relativement calme », affirme le sexagénaire. Rien ne dit que cela durera. Au nord du Kosovo, vers Metrovica, cinq policiers serbes ont été blessés par un tir de mortier de l'UCK. Pareil acte appelle généralement « l'ouverture d'une enquête » des autorités, une autre expression pour désigner ce qui ressemble généralement à une expédition punitive.

Il semble - aujourd'hui plus qu'hier - difficile d'imaginer échapper à ces nouvelles violences. Le fragile garde-fou que les membres de la mission de vérification de l'OSCE au Kosovo (MVK) avaient commencé à bâtir risque de voler en éclats, après la décision de Belgrade d'expulser le chef de la MVK, le diplomate américain William Walker. Les sept cents vérificateurs déployés sur ce territoire, grand comme deux départements français, étaient censés inciter les deux parties à la retenue et créer les conditions favorables à une issue pacifique de la crise. Dans la réalité, si les combats ont baissé d'intensité par rapport à cet été, les accrochages n'ont jamais cessé. Mais lundi, Belgrade s'est attaquée aux fondements de cette mission, dont l'efficacité repose sur la confiance en ces médiateurs désarmés. La MVK devait être un élément important pour que Serbes et Albanais engagent enfin le dialogue, en servant d'interface entre les deux camps. Il est désormais peu probable que les indépendantistes albanais utilisent ce canal pacifique. Quelle confiance accorder à ces médiateurs, sachant que les Serbes ont retiré la leur au premier d'entre eux? Plus grand chose ne retient les Albanais d'en conclure qu'il ne leur reste qu'à s'engager un peu plus avant sur la voie des armes pour parvenir à leur but: l'indépendance.

Christophe Châtelot

**OISE**  
L'anglais à Oxford  
L'anglais à Bristol  
L'anglais à Heidelberg  
L'anglais à Cambridge  
L'anglais aux USA  
OISE est l'organisme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les stages intensifs de langues. Selon l'école, les stages s'adressent aux adultes, étudiants, lycéens ou collégiens. Avec logement en famille, voyage et loisirs.  
Bordeaux 05 57 93 34 12 Lille 03 20 40 20 38  
Lyon 04 78 24 46 74 Paris 01 44 19 66 66  
Nantes 02 99 79 76 44 Strasbourg 03 88 45 38 80



## Le Brésil relève ses taux pour défendre le real

Le gouvernement de M. Cardoso ne parvient pas à convaincre de sa capacité à faire passer les réformes au Congrès

**RIO DE JANEIRO**  
de notre correspondant  
Les députés et sénateurs brésiliens devaient entamer, mardi 19 janvier, une course contre la montre pour tenter d'adopter l'essentiel des mesures d'ajustement budgétaire : un plan d'austérité prévoyant des économies d'un montant de 23 milliards de dollars (environ 129 milliards de francs, 20 milliards d'euros). Il leur restait jusqu'au 29 janvier pour y parvenir et rendre crédible, aux yeux des marchés, la politique menée par le président Cardoso.

Dans le souci d'associer le pouvoir législatif à la gravité du moment, le chef de l'Etat a donné, lundi à Brasilia, une conférence de presse en compagnie des présidents du Sénat, Antonio Carlos Magalhães, et de la Chambre des députés, Michel Temer, tous deux représentants de partis participant à la coalition gouvernementale de centre-droit. M. Magalhães a réaffirmé sa conviction que les dernières me-

trale de 36 % à 41 %. Maintenu à des niveaux destructeurs pour l'économie dans le but d'éviter la « désintégration » du real, la politique monétaire obstinée pour suivre le réel, de plus, juguler le regain d'inflation qui résultera du renchérissement des importations (dont 35 % des besoins en pétrole).

Catapulté en pleine tourmente dès les premiers jours de son second mandat, le président Fernando Henrique Cardoso ne jure plus que par le programme d'ajustement que son équipe économique a négocié avec le Fonds monétaire international (FMI), en contre-partie d'une aide financière de 41,5 milliards de dollars (environ 233 milliards de francs, 35,77 milliards d'euros).

### MENU SURCHARGÉ

La réglementation de la réforme de l'administration fédérale (qui a mis fin à la stabilité de l'emploi, jusqu'ici constitutionnellement garantie de nombreuses catégories de fonctionnaires), l'augmentation de 0,20 % à 0,38 % de l'impôt sur les transactions financières (y compris les paiements par chèques et cartes de crédit), et la suppression de l'exemption des cotisations au régime de retraite dont bénéficient les non-actifs (retraités et pensionnés), ces projets de loi, rejetés sous quatre moutures différentes au cours du premier mandat de M. Cardoso, figurent au menu surchargé des prochaines séances parlementaires. D'après les prévisions officielles, l'adoption des mesures en souffrance permettrait, en économies budgétaires et en recettes supplémentaires, un gain cumulé de quelque 10 milliards de reais (6,3 milliards de dollars, 36 milliards de francs) sur les 28 milliards promis dans le « paquet fiscal » agréé par le FMI.

A Washington, où il est allé expliquer à la direction du FMI et au président de la Federal Reserve, Alan Greenspan, la récente capitulation du real face à une énième attaque spéculative, Pedro Malan, ministre des finances, a indiqué que la hausse des prix, proche de zéro en 1998, « devrait rester inférieure à 10 % cette année ». Comme toutes les autres prévisions macro-économiques figurant dans la « lettre d'intention » transmise au FMI, celle concernant l'inflation sera corrigée en fonction de la dévaluation intervenue. Une mission de l'organisation multilatérale est d'ailleurs en partance pour Brasilia afin d'y réviser les termes de l'accord devenu obsolète deux mois après sa signature.

Contraint de digérer sans trop rechigner la volte-face du Brésil sur la gestion du taux de change, le FMI s'est en revanche refusé à anticiper la libération de la seconde tranche, d'environ 4 milliards de dollars (3,45 milliards d'euros), du fonds de secours adopté en novembre 1998. Brasilia a déjà encaissé 9,4 milliards de dollars (environ 53 milliards de francs, 8,10 milliards d'euros) sur la quote-part du FMI, de la Banque des règlements internationaux et du gouvernement japonais.

L'institution mesure le chemin à parcourir pour rallier certains gouvernements récalcitrants. Réunis, lundi, à Belo Horizonte, la capitale du Minas Gerais, sept d'entre eux (sur vingt-sept), se réclamant de l'opposition, ont pris en exemple la renégociation rendue inévitable avec le FMI pour exiger, sur le ton de l'ultimatum, le réajustement des dettes de leurs Etats à l'égard de Brasilia. Deux d'entre eux, celui du Minas Gerais, Itamar Franco, qui a décrété un moratoire de quatre-vingt-dix jours (largement tenu pour le détonateur de l'attaque spéculative fatale), et son collègue du Rio Grande do Sul, Olívio Dutra, chef de file de la « gauche rouge » brésilienne, ont porté le contentieux financier avec le pouvoir fédéral devant les tribunaux. Le gouvernement brésilien a en effet retenu quelque 12 millions de dollars des sommes qu'il aurait dû verser à l'Etat du Minas Gerais en représailles à la décision de M. Franco de suspendre ses remboursements.

Jean-Jacques Sévilla

## Le procès de Bill Clinton au Sénat a repris avec les plaidoiries de la défense

Le chef de la Maison Blanche expose les grandes lignes de sa politique face au Congrès

Le Sénat devait reprendre, mardi 19 janvier, le procès en destitution de Bill Clinton, dans le cadre de l'affaire Lewinsky. Les défenseurs du

président disposeront de trois jours pour réfuter les plaidoiries de l'accusation. Le soir même, le président devait s'adresser aux deux Chambres

du Congrès réunies pour présenter les grandes lignes de sa politique dans le traditionnel discours sur l'état de l'Union.

### WASHINGTON

de notre correspondant  
Ce mardi 19 janvier devait offrir aux Américains une de ces journées surréalistes dont seule la politique a le secret. A l'issue des premières heures de la journée, consacrées aux premières plaidoiries des défenseurs du président au Sénat, celui-ci devait prononcer, à 21 heures (mercredi à 3 heures du matin heure française) son traditionnel discours sur l'état de l'Union. Tribunal le jour, le Congrès devait se transformer le soir en une tribune, d'où le chef de la Maison Blanche présentera son programme pour l'année qui s'ouvre. Un programme qu'il ne pourra réaliser que s'il survit à la procédure de destitution en cours au Sénat, et si la majorité républicaine des deux Chambres ne bloque pas, comme en 1998, les initiatives présidentielles.

Curieusement, les dirigeants républicains de la Chambre des représentants et du Sénat ont envoyé au président, dimanche, la liste de leurs priorités : retraites, éducation, baisses des impôts et sécurité. Comme s'ils étaient déjà convaincus qu'à l'issue du procès ils n'obtiendront pas la majorité des deux tiers indispensable pour destituer Bill Clinton. Car il reste improbable que douze sénateurs démocrates puissent faire défec-

tion. Les priorités de la majorité ne sont pas très éloignées – du moins dans les grandes lignes – de celles de la Maison Blanche, dont le porte-parole a déclaré : « Nombre de thèmes que le président abordera ne sont pas controversés et devraient obtenir le soutien » des deux partis au Congrès.

### RISQUES DE DÉRAPAGE

Tout comme l'an dernier, le discours sur l'état de l'Union sera pour M. Clinton l'occasion de montrer qu'il reste capable d'exercer son leadership malgré le boulet du Monicagate. Son propos aura été parfaitement ciblé pour répondre aux attentes des Américains et leur montrer que, pendant que ses adversaires s'acharnent à sa perte, il n'a qu'une seule préoccupation : servir leurs intérêts. Il faudra aussi leur faire oublier le

féroce réquisitoire des procureurs républicains, la semaine dernière. Même si les avocats de Bill Clinton passent pour les meilleurs, ils n'en seront pas moins sur la défensive. Il leur faudra contrer les accusations de « parjure » et d'« entrave à la justice » et convaincre que, même si elles venaient à être prouvées, ces fautes ne constitueraient pas des « crimes et délits graves » exigés par la Constitution pour destituer un président.

Il leur faudra aussi éviter de tomber dans un juridisme excessif, qui ne peut que nuire à l'image de leur client. En même temps, ils devront s'efforcer de convaincre les sénateurs qu'ils n'ont pas besoin de témoins pour appuyer leur cause. Cette question des témoins reste au cœur du débat divisant républicains et démocrates : les premiers sont unanimes à récla-

mer leur convocation, les seconds à les récuser. Les républicains affirment qu'ils sont indispensables à la manifestation de la vérité. Les démocrates demandent pourquoi et comment le vingt-troisième interrogatoire de Monica Lewinsky pourrait apporter quoi que ce soit de nouveau. Mais les chiffres sont là, les républicains sont 55 au Sénat, les démocrates 45 ; résignés face à l'inévitable, ces derniers mettent toutefois en garde contre les risques de dérapage du procès.

La semaine prochaine, après les vingt-quatre heures (trois fois huit) dévolues à la défense et les seize aux questions – écrites – des sénateurs, ceux-ci devront donc voter sur l'ajournement du procès et sur la convocation des témoins. L'unanimité de façade du Sénat devrait à cette occasion voler en éclats.

Mais déjà se profile un autre débat : certains procureurs et sénateurs républicains commencent à demander la comparution du président à titre de témoin. Les juristes sont divisés sur la légalité d'une telle convocation, ou même d'une invitation, que M. Clinton pourrait décliner. Les démocrates n'en veulent à aucun prix, et, pour le moment, plusieurs républicains n'y sont pas non plus favorables.

Patrice de Beer

### Les encouragements du FMI

Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus, s'est déclaré, lundi 18 janvier, « personnellement très satisfait des discussions entre le ministre brésilien des finances, M. Malan et les responsables du FMI au cours du week-end ». Ces conversations, qualifiées de « constructives », ont apporté des clarifications utiles sur les orientations politiques des autorités brésiliennes, précise le communiqué publié par l'institution. « Je suis tout particulièrement satisfait du fait que le Brésil ait confirmé que sa politique monétaire conservera comme objectif une inflation basse et de la priorité donnée par le gouvernement à la réduction du déficit budgétaire, accompagnée des mesures de privatisations et des réformes structurelles qui font partie du plan accepté par le FMI. »

Selon M. Camdessus, une mission va se rendre rapidement à Brasilia pour procéder à l'évaluation de la mise en œuvre du programme et établir un nouveau cadre macroéconomique et de politique monétaire.

sures fiscales, en cours d'examen au Congrès, seront approuvées, « même s'il faut travailler durant les week-ends », avant la fin de la session convoquée à la veille de la nouvelle législature qui débutera à la mi-février.

La situation est toujours très incertaine. La libre fluctuation du real, adoptée le 15 janvier en désespoir de cause et pour une durée indéterminée, n'est pas, selon le dernier communiqué de la banque centrale, des interventions « occasionnelles » et « limitées » pour faire face à des « mouvements désordonnés ». Placée en quelque sorte en liberté surveillée, après avoir fait voler en éclats, sous le coup d'une attaque spéculative, sa nouvelle marge de dévaluation fixée le 13 janvier, la devise brésilienne a poursuivi son reflux face au dollar. Lundi 18 janvier, en repli de 8,9 % sur son cours de clôture de la semaine écoulée, elle cotait 1,59 real pour 1 dollar. En huit jours, le real s'est déprécié de 31 % par rapport au billet vert. Cette « dévaluation contrôlée », ultime bouée de sauvetage du gouvernement brésilien, semble avoir atteint un seuil critique.

Responsables de l'entrée du Brésil en récession, les taux d'intérêt astronomiques, qui entretenaient l'illusion du real fort, ne risquent pas de fléchir de sitôt. « Il n'y aura de baisse des taux d'intérêt que quand le programme d'ajustement sera réalisé », a prévenu M. Cardoso. « Leur évolution est désormais indexée sur la crédibilité du Brésil », en a conclu une analyste économique à la télévision. La démonstration a été faite dans la soirée de lundi : réuni en urgence, le Conseil de politique monétaire élevait le plafond du taux directeur de la Banque cen-



Mercedes Classe A

1.500 F/mois entretien compris.  
La tranquillité n'est plus une option.

Pour 1.500 F/mois, vous pouvez désormais vous offrir une Mercedes Classe A 140 Classic boîte mécanique, avec en série tous les équipements de sécurité Mercedes : les AIR-BAGS MERCEDES conducteur et passager, l'ABS (système antiblocage de roues), l'ESP (régulation de comportement dynamique), l'ASR (régulation antipatinage) ainsi que le BAS (freinage d'urgence assisté).

Prix total de 14 000 F TTC. Financé en location avec option d'achat avec un dépôt de garantie de 10 000 F et un premier loyer de 19 767 F TTC sur 36 mois de 1 500 F TTC et d'un option d'achat de 36 931 F TTC pour 50 000 km. Coût total hors assurances facultatives de 126 628 F TTC et de 130 098 F TTC avec les assurances obligatoires et complémentaires financées en option. Offre valable du 15 janvier au 31 mars 1999 pour les véhicules livrables avant le 30 avril 1999, sous réserve d'acceptation du dossier par Mercedes-Benz Financement. \*Selon prestations prévues dans le contrat service entretien Classe A pour 50 000 km. Modèle présenté avec options.

www.mercedes.fr



Mercedes-Benz  
fait avancer l'automobile

كل شيء في الحياة



هذا من الامور

## Les parents des disparus chiliens déçus de leur entrevue avec M. Frei

SANTIAGO. Les crimes imputés à Augusto Pinochet avant qu'il ne devienne chef de l'Etat chilien ont été décrits, lundi 18 janvier, par l'accusateur public britannique devant les Lords juges. Ceux-ci doivent statuer sur l'immunité de l'ex-dictateur, dont l'Espagne demande l'extradition pour crimes contre l'humanité. Cependant, à Santiago, la capitale chilienne, les parents des disparus sous la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990) ont été déçus de leur entrevue avec le président chilien, Eduardo Frei, lundi. Ils attendaient cette rencontre depuis cinq ans. « On attendait mieux », a déclaré Viviana Diaz, vice-présidente de l'Association de parents de disparus.

Le chef de l'Etat a concédé que « le problème des disparus n'était pas résolu », mais a surtout expliqué « que Pinochet devait revenir au Chili », a-t-elle ajouté. « Malheureusement, il ne s'est pas engagé à faire changer les choses ». Les parents de disparus n'ont obtenu aucune garantie quant aux procès en cours contre les responsables des disparitions ni un changement d'attitude du gouvernement sur cette question. — (Corresp.)

## Bonn raidit sa position sur l'indemnisation nucléaire

BONN. Le chancelier Gerhard Schröder a estimé, lundi 18 janvier à Bonn, qu'il n'y avait « pas de raison » que l'Allemagne verse une indemnisation à la France du fait de son abandon du retraitement des déchets nucléaires. « Pour ce que je connais des contrats, il n'y a pas de raison de songer à une demande d'indemnisation, ni de la part du gouvernement français, ni de la part des entreprises », a déclaré le chancelier devant le présidium du Parti social-démocrate. Par ailleurs, le ministre de l'environnement allemand, Jürgen Trittin, se rend, mercredi, en Grande-Bretagne. Les compagnies allemandes font retravailler une partie de leurs combustibles nucléaires par la British Nuclear Fuels limited (BNFL). Selon le ministre allemand de l'économie, Werner Müller, seules 60 des 600 tonnes de déchets nucléaires allemands expédiés vers la Grande-Bretagne y ont été retravaillés, alors que les opérations ont été payées. Il s'exprimait, lundi, sur la chaîne de télévision NTV. — (AFP)

## Les Quinze hostiles à l'introduction anticipée des billets en euros

BRUXELLES. Les ministres des finances des Quinze, réunis lundi 18 janvier à Bruxelles, ont trouvé peu raisonnable l'idée belge d'introduire plus tôt que prévu, soit avant 2002, les pièces et les billets en euro. Dominique Strauss-Kahn a rappelé qu'« une des forces de l'euro est que les dates annoncées sont à chaque fois respectées ». Avant de clore le débat, la Commission devra cependant dresser un récapitulatif des avantages et inconvénients d'un tel avancement. Le conseil « Ecofin » a par ailleurs approuvé les « programmes de stabilité » de l'Autriche et de l'Irlande pour la période 2000-2002. Les ministres ont estimé, avec la Commission, que l'objectif que s'est fixé Vienne en matière de déficit public (1,4 % du produit intérieur brut en 2002) manquait d'ambition. — (Corresp.)

## Cessez-le-feu incertain dans l'ex-Zaïre

KINSASHA. Le président de la République démocratique du Congo, Laurent-Désiré Kabila, a souligné, lundi 18 janvier, qu'aucun accord sur un cessez-le-feu dans le conflit qui touche son pays depuis août n'a été signé lors de la conférence de Windhoek, capitale de la Namibie. « On parle tout le temps de cessez-le-feu (...). Rien n'est encore signé. Il faut que je vois les termes de ce cessez-le-feu », a-t-il déclaré à la radio officielle congolaise. L'un des responsables de la rébellion a, de son côté, indiqué n'être pas « directement concerné » par cet accord de cessez-le-feu. Selon lui, seuls des pourparlers directs avec M. Kabila pourraient mettre fin à la guerre. Une conférence venait de réunir à Windhoek les cinq principaux pays militairement engagés dans l'ex-Zaïre : l'Angola, le Zimbabwe, la Namibie, ainsi que l'Ouganda et le Rwanda qui soutiennent la rébellion congolaise. — (AFP, AR)

### DÉPÊCHES

■ **ESPAGNE** : le président du gouvernement espagnol, José María Aznar, a décidé, lundi 18 janvier, de remanier son cabinet, pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir en mars 1996. Le mouvement le plus notable est le départ de Javier Arenas, appelé à devenir secrétaire général du Parti populaire lors du congrès du 29 janvier. M. Arenas remplacera l'ultraconservateur Francisco Alvarez Cascos, actuel premier vice-président du gouvernement, qui a quitté « volontairement » la direction du parti. Le mouvement témoigne de l'effort de M. Aznar d'amener son gouvernement plus au « centre ». — (Corresp.)

■ **RUSSIE** : l'état de santé du président russe, hospitalisé dimanche pour un ulcère à l'estomac, est stationnaire, ont indiqué, mardi 19 janvier, des sources médicales citées par l'agence Interfax. Boris Eltsine doit subir, mercredi un examen qui permettra de décider ou non d'une intervention, dangereuse pour un cardiaque. A 67 ans, M. Eltsine, victime de plusieurs infarctus, a été opéré d'un quintuple pontage coronarien en novembre 1996. — (AFP)

■ **IRAN** : l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la République islamique, a invité, lundi 18 janvier, les factions conservatrice et libérale du clergé à cesser de s'entre-déchirer à propos de la récente vague d'assassinats d'opposants. Il a par ailleurs dénoncé une attaque menée, vendredi, par des intégristes contre l'imam de la prière d'Isfahan, l'ayatollah Jalaléddin Tahéri, proche du président Mohammad Khatami. Mais M. Tahéri en a pris aussi pour son grade : « Les imams de la prière du vendredi ne doivent pas évoquer dans leurs prêches des sujets susceptibles de semer la division », a dit le numéro un du régime iranien. — (AFP, Reuters.)

■ **PÉROU/ÉQUATEUR** : les présidents péruvien, Alberto Fujimori, et équatorien, Jamil Mahuad, ont dévoilé, lundi 18 janvier, la première borne devant marquer la frontière entre les deux pays andins, à la suite de l'accord signé en 1998, mettant fin à une dispute frontalière qui a provoqué trois conflits armés. « Les deux pays se sont entendus pour que la frontière ne soit plus un obstacle » aux échanges dans cette région amazonienne, a déclaré le président équatorien, Jamil Mahuad. — (AFP)

■ **CORÉE DU SUD** : le ministre français de la défense, Alain Richard, en visite, mardi 19 janvier, à Séoul a évoqué avec son homologue sud-coréen, Cheon Yong-taek, la possibilité d'une participation de la France à la production de la prochaine génération d'avions de combat et de sous-marins sud-coréens. La Corée du Sud a déjà acheté à la France des missiles sol-air Mistral et s'est intéressé au Rafale. — (Reuters.)

## Le directeur du programme Leonardo est sacrifié sur l'autel du compromis européen de Strasbourg

Une concession de la Commission de Bruxelles faite au Parlement des Quinze

La récente crise entre le Parlement européen et la Commission de Bruxelles aura fait au moins une victime : le directeur du programme Leonardo,

qui doit abandonner prochainement ses fonctions. L'objectif de ce programme, dont le budget atteint 733 millions d'euros (environ 4,8 mil-

liards de francs), est la mise en œuvre d'une politique de formation professionnelle dans vingt-sept pays d'Europe via des partenariats.

« JE NE PRÉTENDS PAS que je suis une victime, simplement une soupape de sécurité. » Dans tout marchandage politique, il faut des « fusibles ». Richard Walther s'est donc fait à l'idée que, de directeur du Bureau d'assistance technique (BAT) et de la société Agenor, qui sont les deux chevilles ouvrières du programme européen Leonardo de formation professionnelle, il était devenu ce qu'il appelle aussi une « concession politique ». L'épreuve de force entre le Parlement européen et la Commission de Bruxelles, qui a trouvé son épilogue, le 14 janvier, par un repli stratégique peu glorieux du premier, avait sa négociation secrète : la « tête » du directeur du programme Leonardo.

La forme que prendra ce départ n'est pas encore tout à fait finalisée mais l'issue ne fait guère de doute : Richard Walther a été avisé oralement qu'il aurait sous peu un remplaçant. La crise qui a souligné la faiblesse politique du président du collège des commissaires européens, Jacques Santer, et s'est focalisée sur deux d'entre eux, Edith Cresson et Manuel Martin, ne s'est apaisée que grâce aux concessions faites par la Commission au Parlement. Richard Walther, comme le demandait le président de la commission des affaires sociales du Parlement, le travailliste britannique Stephen Hughes, en représente une.

Comme il n'est pas question de relancer la polémique, il semble exclu qu'il y ait le moindre « chemin de retour ». Victime expiatoire donc, voire bouc émissaire, d'une vendetta politique visant M<sup>me</sup> Cresson ? Peut-être. Ce qui est vrai, c'est que, de la lettre anonyme envoyée aux parlementaires européens au début du mois d'octobre 1998, au document « explosif » du 9 décembre rédigé par Paul Van Buitenen, ce fonctionnaire néerlandais qui se voulait le justicier des irrégularités de gestion de la Commission, un certain acharnement s'est manifesté contre le programme Leonardo, lequel fait partie de l'escarcelle d'Edith Cresson, commissaire chargée notamment de la science, de la formation et de la jeunesse.

### RÉPARTITION DES POUVOIRS

M. Walther a eu son lot de « dénonciations calomnieuses, diffamatoires et haineuses, la plupart du temps anonymes », qui, en visant la gestion de Leonardo, ont jeté indirectement le discrédit sur une action dont les résultats ne sont pas contestés. Leonardo est un programme quinquennal dont le budget atteint 733 millions d'euros (environ 4,8 milliards de francs). Étendu à vingt-sept pays, il vise à mettre en œuvre une politique de formation professionnelle à travers

l'Europe, via des partenariats transnationaux. Soucieuse de ne pas prêter le flanc aux accusations de bureaucratie et ne disposant pas toujours des experts ad hoc, la Commission a tendance à confier à des sociétés privées la gestion de certaines tâches, et elle a multiplié les « BAT », lesquels font appel à des sous-traitants. Le programme Leonardo a fait l'objet d'un audit de la part de la « DG-20 » (administration chargée du contrôle financier), lequel s'est déroulé « dans un contexte difficile, marqué par la diffusion anonyme d'informations calomnieuses et mensongères ».

Des accusations de non-respect de la législation belge, de népotisme (l'épouse de M. Walther travaille avec lui) et de conflits d'intérêts ont été proférées mais, au bout du compte et au-delà d'une gestion pas toujours exemplaire, aucune faute grave n'a été retenue contre les responsables de Leonardo. Richard Walther ne prétend pas être « le meilleur gestionnaire du monde », mais il s'insurge contre la dérive du

mode de fonctionnement communautaire. La Commission, explique-t-il, « externalise ses problèmes » sans pour autant accepter les conséquences de cette sous-traitance privée.

Les fonctionnaires ont tendance à rejeter la responsabilité d'irrégularités de gestion sur des acteurs extérieurs, tout en voulant conserver ceux-ci sous tutelle. « Ce qui prend le dessus aujourd'hui, ce n'est pas la qualité de l'expertise ou de l'innovation, mais la conformité de la procédure : on est passé d'une philosophie de l'innovation à une philosophie de comptabilité, l'administration devenant totalement procédurière par rapport à un respect obligatoire de toutes les règles de concurrence, aussi minimes soient-elles. On nous demande de gérer des projets qui sont innovants en termes de contenu, comme si nous devions gérer des roulements à bille ! »

Au-delà de ce débat, comme derrière la violence des attaques ayant ponctué la crise traversée par les institutions communautaires, se cachent des enjeux autrement importants : l'évolution de la répartition des pouvoirs entre le Parlement et la Commission, bien sûr, mais aussi la campagne des élections européennes (devant certains auditeurs, la dénonciation de l'« eurocratie » fait toujours recette), enfin et surtout le rythme de l'intégration européenne : sans pour autant absoudre les indéniables dysfonctionnements de la Commission, force est de constater que leur exploitation sert des intérêts bien peu européens.

Laurent Zecchini

### Un « complot allemand » ?

« Il y a eu à l'origine un complot, puis se sont greffés dessus un certain nombre d'événements et d'incidents » : telle est, selon Edith Cresson, commissaire européenne chargée de la recherche et de la formation, l'explication de la crise récente qui a opposé le Parlement à la Commission de Bruxelles à propos des irrégularités de gestion reprochées à cette dernière. M<sup>me</sup> Cresson a particulièrement mis en cause, lundi 18 janvier, la télévision publique allemande, l'accusant d'avoir étayé ses accusations (dont M<sup>me</sup> Cresson a notamment été victime) en montrant un appartement luxueux qui n'était pas le sien. Le ministre allemand délégué aux affaires étrangères, Günter Verheugen, avait appelé, vendredi, la Commission européenne à oublier la théorie d'un complot ourdi par des responsables ou des médias allemands. — (AFP)

## Joyce Quin, secrétaire d'Etat britannique aux affaires européennes « La France a tiré beaucoup de bénéfices de la politique agricole commune »

« Après l'euro, la présidence allemande a relancé le débat sur l'approfondissement politique de l'Union. Etes-vous en mesure de prendre part à ce débat alors que vous héitez sur la monnaie unique ? »

« Nous sommes d'accord avec beaucoup des priorités de la présidence allemande : l'importance d'achever les négociations de l'Agenda 2000 dans les délais prévus ; la priorité de l'emploi ; la nécessité d'aborder l'avenir des institutions européennes. Il n'y a pas de lien automatique entre l'euro et la nécessité d'avoir un système institutionnel efficace au niveau européen. »

« Le mot « union politique » ne vous fait pas peur ? »

« Cela dépend de ce que cela veut dire, bien sûr. Nous ne voulons pas une Europe centralisée, mais une Europe où on reconnaît pleinement les identités nationales, régionales et locales. Nous ne sommes pas uniques à cet égard. J'ai lu ce qu'a dit Lionel Jospin tout récemment. Depuis que nous sommes arrivés, nous les travaillistes, au gouvernement, nous avons travaillé beaucoup plus étroitement avec nos partenaires sur l'emploi, les questions sociales, l'environnement, la justice, etc. Nous sommes déterminés à être un partenaire solide. »

« Il y a cependant des signaux un peu confus. Lors du sommet franco-britannique de Saint-Malo, vous avez fait des propositions pour une défense européenne. Et puis, la crise irakienne est arrivée et vous avez calqué votre attitude sur les Etats-Unis. Que faut-il comprendre ? »

« La politique vis-à-vis de l'Irak était la continuation d'une politique existante. Ce qu'on a essayé de faire à Saint-Malo, c'est de partir du traité d'Amsterdam pour faire des progrès, trouver des mécanismes efficaces pour nous organiser dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune. Mais il s'agissait surtout des questions qui touchent l'Europe spécialement, comme les Balkans, le Kosovo. Nous avons entamé à Saint-Malo un travail important. »

« Vous tenez à ce que le délai de mars soit respecté pour les négociations sur le financement de l'Union. Est-ce possible à trois mois de l'élection parlementaire européenne ? »

« Cela ne sera pas facile. Mais c'est possible. On voit déjà se dessiner un accord sur quelques grands sujets, comme les fonds structurels. Il y a un large mouvement en faveur d'une discipline budgétaire pour limiter les dépenses. La Grande-Bretagne et la France n'ont pas de difficultés sur ces sujets. »

« Sur la politique agricole commune, vous pensez que les Allemands et les Français vont bouger ? »

« On verra. Une réforme est nécessaire pour l'Europe, ses consommateurs, pour faciliter les relations commerciales et écono-

miques entre l'Europe et le monde, pour l'environnement.

« N'y a-t-il pas un danger de vouloir renationaliser au lieu de faire une vraie réforme ? »

« Je ne pense pas qu'on veuille renationaliser. On parle de cofinancement, ce n'est pas la même chose. Cela reste une politique commune même si, dans le financement, il y a une partie nationale. »

« Sur la suppression de la ristourne britannique, y a-t-il une marge de manœuvre pour votre gouvernement ? »

« Non. Je ne pense pas. Nous avons toujours payé plus que ce que nous avons reçu. Nous l'avons accepté. Mais aggraver cette situation, ce serait trop. Expliquer à notre opinion qu'il faut plus d'inégalité, ce serait trop difficile. »

« Donc il faudra que les Français paient un peu plus ? »

« Si on veut trouver une situation où l'Allemagne et les autres grands payeurs paient moins, il faut un certain rééquilibrage. La France a tiré beaucoup de bénéfices de la politique agricole et d'autres politiques communautaires. Il faut de temps en temps des changements pour arriver à une solution juste. »

Propos recueillis par  
Henri de Bresson

## Les espoirs déçus des chômeurs allemands en Bosnie...

### BONN

de notre correspondant

Lorsqu'une radio de Dresde, capitale de la Saxe, a annoncé que le ministre-président de la région, Kurt Biedenkopf (chrétien-démocrate), proposait d'envoyer des chômeurs allemands aider la Bundeswehr à reconstruire la Bosnie, la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre. Une aubaine dans cette région de l'ancienne RDA, sinistrée par le chômage et dont l'industrie du bâtiment s'est effondrée. La chancellerie et les bureaux de travail de la région ont été submergés d'appels de chômeurs offrant leurs services. « Il y avait des gens de partout, un cuisinier de Saxe, un électricien de Cologne, un chauffeur de Mecklenbourg », raconte le porte-parole de M. Biedenkopf, expliquant que plus de cinq cents personnes ont déposé leur candidature. Or il a fallu bien vite décevoir les candidats en-

thousiastes. M. Biedenkopf, de retour d'un voyage de Bosnie, a bien rencontré les soldats de la Bundeswehr, dont environ deux cents — sur deux mille neuf cents — travaillent à la reconstruction du pays. L'armée allemande manque, selon les observations de M. Biedenkopf, de spécialistes du bâtiment. Mais il n'y a guère de place pour les ouvriers allemands au chômage, seulement pour « deux douzaines » d'architectes, d'ingénieurs en bâtiment ou de contremaîtres.

L'affaire gêne M. Biedenkopf, qui a fait naître de faux espoirs, tout en mettant l'accent sur le fléau du chômage dans l'ex-RDA. Elle rend cependant l'Allemagne fière d'elle-même (ses travailleurs sont mobiles et prêts à partir pour une cause généreuse), contredisant ainsi les affirmations du patronat, qui se plaint de ne pas trouver de main-d'œuvre qualifiée. Elle redonne enfin le blason des chômeurs alle-

mands, qui passaient il y a peu pour des paresseux.

Le ministre de la défense, Rudolf Scharping, a déclaré qu'il allait examiner la proposition de son collègue, laquelle n'est pas facile à mettre en œuvre, en raison de contraintes juridiques, financières ou de sécurité. Même si le jugement de la population allemande sur son armée s'est considérablement amélioré depuis quelques années, le ministère de la défense doit montrer que la Bundeswehr travaille à des causes nobles, comme la reconstruction de l'ex-Yougoslavie. Avec des Verts pacifistes au gouvernement et un risque toujours présent d'intervention de l'OTAN au Kosovo, M. Scharping a tout intérêt à montrer que ses soldats sont des soldats de la paix, qui travaillent volontiers, main dans la main, avec les civils.

Arnaud Leparmentier



## Washington et Tokyo s'inquiètent des menaces de déstabilisation nord-coréennes

Le Japon ne minimise plus le « danger » nucléaire provenant de Pyongyang

Alors que les États-Unis et la Corée du Nord ont achevé à Genève, dimanche 17 janvier, une réunion de deux jours consacrée au problème de

l'inspection des sites nucléaires nord-coréens, Washington et Tokyo s'inquiètent des menaces que fait peser le régime de Kim Jong-il sur l'Asie

du Nord-Est. Pyongyang, de son côté, redouble d'invectives contre les « impérialistes » (lire aussi notre éditorial page 15).

TOKYO,

de notre correspondant  
La Corée du Nord est-elle en train de devenir un foyer de tension en Asie du Nord-Est à la même enseigne que l'Irak au Proche-Orient ? Washington hausse le ton et invite ses alliés sud-coréens et japonais à « une énergie mise en garde commune » dans le cas où Pyongyang s'apprêterait à lancer un nouveau missile, comme ce fut le cas en août. A Séoul, le 15 janvier, le secrétaire américain à la défense, William Cohen, a proposé à la Corée du Sud le « parapluie nucléaire » américain en cas d'attaque du Nord. A Tokyo, précédente étape de sa tournée en Asie du Nord-Est, il avait déclaré que « la possession par Pyongyang d'armes nucléaires et de missiles de longue portée constitue un élément déstabilisateur pour toute la région ».

Un « front uni » réunissant Séoul, Tokyo et Washington suffira-t-il à assouplir la position de Pyongyang qui, pour sa part, fait une véritable surcraquelure d'attaques propagandistes contre « les impérialistes appelés à être rayés de la planète » ? Ce n'est pas certain car la Chine, plus préoccupée par le renforcement de l'alliance américano-nippone et du potentiel militaire de l'archipel (qui entend se doter de satellites d'observation et participe au programme américain de développement de missiles de théâtre) ne semble guère déterminée à accentuer les pressions sur son voisin.

Après avoir longtemps minimisé le « danger » que représenterait la Corée du Nord, les Japonais semblent désormais en avoir fait un sujet d'inquiétude majeure. Dans son rapport annuel publié fin 1998, le ministère des affaires étrangères n'exclut pas une aggravation de la tension dans la péninsule. Le lancement par Pyongyang, le 31 août, d'une fusée à trois étages, qui est passée au-dessus du Japon avant de s'écraser dans le Pacifique, a semé l'effroi à Tokyo : l'Agence de défense nipponne a conclu qu'il s'agissait d'un missile, et non d'une fusée porteuse d'un satellite à placer en orbite, comme l'avait dit Pyongyang. Le Japon est toutefois prêt à « adopter une attitude constructive », comme viennent de le faire savoir le premier ministre, Keizo Obuchi, et son ministre des affaires étrangères, Hiroshi Nomura, qui n'ont pas exclu l'établissement de « relations diplomatiques » si les soupçons sur le développement de missiles sont éclaircis. En décembre, la marine



sud-coréenne a coulé un sous-marin espion du Nord, accroissant l'incertitude sur la stabilité de la péninsule.

Les experts de l'Agence de défense japonaise partagent les vues des États-Unis - dont ils dépendent. Il est vrai, pour la collecte des informations par satellite -, sur la menace nord-coréenne. Pyongyang se serait en train de construire, au nord et près de la zone délimitée qui sépare les deux Corées, des rampes de lancement de missiles balistiques de type Taepodong-1, d'une portée de 1 500 kilomètres supérieure à celle des Rodong-1 (version nord-coréenne des SCUD soviétiques).

Les États-Unis sont préoccupés par la vente de ces missiles au Proche-Orient et au Pakistan et surtout par ce qu'ils estiment être une remise en cause de l'accord qu'ils ont passé en 1994 avec Pyongyang sur l'arrêt de son programme nu-

cléaire en échange de la fourniture par un consortium international (Korea Energy Development Organisation : KEDO) de deux centrales à eau légère (dont l'énergie peut difficilement être détournée à des fins militaires) et de 500 000 tonnes de pétrole en attendant leur achèvement en 2003.

« CHANTAGE DU FAIBLE »

Depuis le milieu de l'année dernière, les États-Unis soupçonnent Pyongyang de construire des installations nucléaires souterraines à Kumchangri, à 40 kilomètres au nord-ouest du site de Yongbyon dont les activités ont été stoppées à la suite de l'accord de 1994. Les Coréens ont refusé l'accès de ce nouveau site aux experts américains, qualifiant les exigences de Washington d'humiliantes puis exigeant un « dédommagement » de 300 millions de dollars (258 millions d'euros).

### Inspection des sites nucléaires contre nourriture...

La Corée du Nord a réclamé la livraison par les États-Unis d'un million de tonnes de vivres avant de donner son accord à l'inspection d'un site soupçonné par Washington d'abriter des équipements nucléaires secrets, a rapporté, mardi 19 janvier, la presse sud-coréenne. Selon le quotidien *Hankyoreh*, qui cite des sources diplomatiques à Genève, siège de pourparlers entre les États-Unis et la Corée du Nord, Pyongyang a accepté de revenir sur sa première exigence portant sur un paiement de 300 millions de dollars (258 millions d'euros) pour réclamer désormais la livraison d'un million de tonnes de vivres. Pyongyang a par ailleurs mis en garde les États-Unis contre l'éventuelle utilisation de l'arme nucléaire « en son honneur », affirmant que Washington n'était pas capable de gagner une telle guerre. - (AFP)

ros) pour autoriser cette inspection. Une demande rejetée par William Cohen : « C'est un peu cher pour un coup d'œil », a déclaré à Tokyo le secrétaire à la défense.

En dépit de ce resserrement de l'état autour de leur pays, les dirigeants nord-coréens ne semblent pas se départir de leur politique de « chantage du faible » à laquelle ils se livrent depuis que la communauté internationale les soupçonne de chercher à se doter de l'arme nucléaire. Tenant en outre sa population en otage, le régime joue en même temps de la famine pour obtenir une aide humanitaire nécessaire à sa survie.

Aux accusations des Américains sur un non-respect de l'accord de 1994, Pyongyang répond que Washington n'a pas fait face à ses engagements : la fourniture des 500 000 tonnes de pétrole à commencé au compte-gouttes et le Congrès a désormais mis l'inspection du site de Kumchangri comme condition au déblocage des fonds (35 millions de dollars - 30 millions d'euros) pour la poursuite de ces livraisons. En faisant valoir qu'« il s'agit d'un site d'intérêt vital pour notre sécurité », pour justifier la « compensation » à cette inspection, Pyongyang a accru la suspicion, et a donc fait monter les enchères.

Face à un raidissement probable de Washington dont la marge de manœuvre diplomatique s'est réduite, les dirigeants nord-coréens cherchent à jouer sur les divergences au sein du « front uni » encore en pointillé formé par la Corée du Sud, les États-Unis et le Japon. Le président sud-coréen Kim Dae-jung, qui a lancé une politique d'ouverture en direction du Nord, insiste sur le fait que les exigences d'inspection de Washington se fondent sur des présumptions plus que sur des preuves et que la Corée du Nord fera preuve de velléités belliqueuses tant qu'elle se sentira le dos au mur. Pyongyang trouve surtout un soutien chez les Chinois qui voient leur ambition hégémonique dans la région contrainte par la redistribution des objectifs de l'alliance nord-américaine. Le commentaire de l'Agence Chine nouvelle, qui a qualifié de « ridicule » et d'« injustifié » la demande américaine d'inspection du site de Kumchangri, est symptomatique : Pékin n'entend pas participer aux pressions sur Pyongyang.

Philippe Pons

## Un ex-cadre onusien dénonce l'attitude « génocidaire » des Nations unies en Irak

Denis Halliday réclame la levée de l'embargo

IL NE FAUT PAS croire qu'ayant démissionné, en octobre 1998, de ses fonctions de coordinateur humanitaire des Nations unies en Irak - pour protester contre le sort fait à la population de ce pays -, Denis Halliday a décidé de se faire inviter à Paris par cinq associations françaises qui réclament la réintégration de Bagdad dans la communauté internationale. M. Halliday tient au contraire des propos plus sévères que jamais envers les États-Unis, la Grande-Bretagne et les Nations unies, qu'il accuse d'avoir eu un comportement « génocidaire », en « permettant que l'embargo imposé à ce pays dure huit ans, commettant ainsi une violation majeure des lois et pratiques internationales », voire de la charte des Nations unies. Il apporte également un appui très enthousiaste aux « idées » françaises pour résoudre la crise entre l'ONU et Bagdad (Le Monde du 14 janvier).

En privant les populations du minimum vital, l'embargo, a déclaré M. Halliday lors d'un déjeuner organisé lundi 18 janvier par le Mouvement chrétien V République, « tue des milliers de personnes. 30 % d'Irakiens souffrent de malnutrition - dont 25 % de malnutrition chronique -, ce qui entraîne des dommages physiques et mentaux. Nous sommes en train de handicaper la prochaine génération », insiste-t-il. « Depuis 1991, 500 000 à 600 000 enfants sont morts. Même si l'exagération est de 10 % ou 20 %, c'est inacceptable ! Les Nations unies punissent le peuple irakien parce qu'elles ne sont pas capables de traiter [le problème de] Saddam Hussein ».

« C'est une situation épouvantable », s'indigne M. Halliday, qui n'est pas à court d'arguments pour exprimer son écœurement : paupérisation jusqu'à l'indigence, effondrement de la structure familiale, déscolarisation des enfants, mendicité, prostitution forcée des femmes pour subvenir aux besoins des familles, émigration des élites éduquées, radicalisation politique d'une jeunesse pour qui les dirigeants actuels « sont trop modérés », et qui prône la rupture avec les Nations unies et la violence.

Il n'y a rien à espérer du côté des deux pays « bornés » que sont, à ses yeux, les États-Unis et la Grande-Bretagne. En revanche, M. Halliday ne tarit pas d'éloges sur les propositions françaises.

personnes est totalement incompatible avec la formule « pétrole contre nourriture », martèle-t-il. L'embargo doit être levé, pour que l'Irak puisse « gérer ses revenus pétroliers, investir dans ses infrastructures civiles », relancer son économie, créer des emplois et assurer le bien-être de ses populations.

L'ex-responsable de l'ONU estime toutefois que la seule levée de l'embargo ne suffirait pas. Il invite la France à prendre la tête d'un groupe de pays qui, par le biais d'aides, de prêts, d'investissements ou par d'autres moyens, contribueraient à la reconstruction de ce pays. Reconstruction qui requiert « immédiatement, affirme-t-il, entre 50 et 60 milliards de dollars (43 à 51 milliards d'euros) ».

CONTRÔLER LES VENTES D'ARMES

Dans le même ordre d'idées, M. Halliday souhaite que soit différé le versement par Bagdad de compensations aux pays, personnes morales ou individus lésés par l'invasion du Koweït (ces compensations représentent 30 % des revenus générés par la formule « pétrole contre nourriture »). Il juge inique une telle décision, alors que les Irakiens manquent des produits les plus élémentaires pour vivre.

Dans le double objectif de réhabiliter les Nations unies et de contrôler les décisions du Conseil de sécurité, il invite la France à prendre aussi la tête d'une campagne pour la constitution d'un comité de juristes qui dirait « ce qui peut être fait et ce qui ne doit pas l'être ».

Le contrôle de l'armement irakien est indispensable, estime-t-il, à trois conditions : il doit être fait par des personnes « des Nations unies qui répondent [de leurs activités] devant le secrétaire général », et non par la commission chargée de désarmer Bagdad (Unsmoc), « qui est morte », ou encore par des hommes tels que Richard Butler, le chef de cette commission, qui font acte de « loyauté à leurs employeurs, qu'il s'agisse de la CIA ou de différents gouvernements ». Bagdad doit faire preuve de transparence budgétaire totale. Enfin les pays producteurs et fournisseurs d'armement doivent balayer devant leur porte et contrôler eux aussi les ventes d'armement, non seulement à l'Irak, mais à tous les pays de la région.

Mouna Naïm

## L'éventualité d'un procès des Khmers rouges embarrasse la communauté internationale

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Peut-on juger les Khmers rouges sans éblouir trop de gens à la fois, à domicile comme à l'étranger ? Peut-on y procéder quand tant de monde a fait, à un moment ou à un autre, même à contre-cœur, même avec dégoût, alliance avec le diable, l'a nourri ou armé ? Peut-on juger les Khmers rouges sans faire le procès de la Chine, des États-Unis, d'autres de leurs partenaires et même, ce qui est encore plus grave, des élites cambodgiennes ?

Sans se montrer trop explicite, Hun Sen a répondu clairement « non », le week-end dernier, en déclarant que « personne ne doit échapper à la justice » et que « tous ceux qui ont soutenu les Khmers rouges doivent être présentés devant un tribunal ». Quels que soient les calculs du premier ministre cambodgien, son choix en faveur du procès global d'une période qui s'étend de 1970 à 1998 constitue un « formidable défi », selon l'expression de diplomates, car les obstacles à un procès « exhaustif » pourraient être insurmontables.

Chercheurs et défenseurs des droits de l'homme ont réagi positivement. « Beaucoup de gens viennent m'interroger sur les bombardements américains. Cette voie existe aussi car l'histoire est également là », a rapporté Youk Chhang, directeur du Centre cambodgien de documentation sur le génocide, à propos des bombarde-

ments massifs américains de 1969 à 1973. « Les demandes de Hun Sen sont honnêtes et stimulantes », elles font preuve d'une transparence heureuse puisqu'il invite aussi à une enquête sur sa propre gestion », a-t-il ajouté dans une référence à la période 1979-1998, au cours de laquelle Hun Sen a joué les premiers rôles.

Une autre perche a été tendue au premier ministre cambodgien par Desmond Tutu, président de la commission Vérité et Réconciliation sud-africaine, dont Hun Sen a souhaité l'avis. Non seulement l'archevêque sud-africain a fait savoir qu'il était prêt à coopérer avec les Cambodgiens, mais Dumisa Ntsebeza, membre influent de la commission, a déclaré à l'AFP : « Je peux dire sans risque d'être contredit que l'archevêque ne soutient pas l'idée d'une Cour internationale criminelle comme seule solution à ce genre de situation. » C'est un argument dont Hun Sen pourra faire usage, si nécessaire, le moment venu.

Les premières réactions soulignent l'embarras d'une communauté internationale qui, au courant de l'honneur du règne de feu Pol Pot, de 1975 à 1979, ne s'est pas moins portée à la rescousse des Khmers rouges pendant la décennie suivante. Les Américains l'ont fait parce qu'ils n'avaient pas encore digéré l'humiliation vietnamienne de 1975. Les Chinois et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est se sont impliqués par opposition à l'« hégémonie »

du Vietnam, dont les troupes ont pris Phnom Penh le 7 janvier 1979 et sont demeurées au Cambodge pendant les dix années suivantes.

Thomas Hammerberg, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour les droits de l'homme, auquel Hun Sen doit remettre jeudi un rapport circonstancié, s'est contenté, selon le *Cambodia Daily* de Phnom Penh, d'approuver avec prudence le premier ministre cambodgien. Tout en rappelant que le rapport d'enquête de l'ONU, qui doit être remis à Kofi Annan début février, ne concerne que la période 1975-1979, il a souligné qu'en cas de procès, « tous les facteurs de l'arrière-plan sortiront et cela n'exclut pas les références évoquées par le premier ministre » dans son choix pour un procès allant de l'émergence des Khmers rouges en 1970 à l'extinction du mouvement en 1998.

ENJEUX POLITIQUES

La Thaïlande, qui a offert l'hospitalité aux Khmers rouges pendant de nombreuses années, a déclaré qu'elle ne « comprend pas ce que le Cambodge veut dire ». La Thaïlande n'a pas été impliquée dans le génocide. Nous nous y sommes opposés et avons exprimé notre désaccord », a dit le premier ministre Chuan Leekpai, ajoutant : « Sur une base légale, il est impossible de traduire en justice un autre pays parce qu'il s'est agi d'un génocide. Nous avons déjà dit que les Cambodgiens devraient régler leurs problèmes eux-mêmes. Nous ne

sommes pas impliqués dans leurs problèmes. » Un porte-parole officiel a ajouté qu'accuser la Thaïlande d'avoir soutenu les Khmers rouges « n'était pas constructif sur le plan des relations internationales ». « Le premier ministre Hun Sen n'a pas soulevé ces questions lorsqu'il a rencontré notre premier ministre le mois dernier », a-t-il affirmé.

En dépit de l'énorme documentation rassemblée, le procès des Khmers rouges, qui figurent parmi les plus grands criminels du siècle, prendra la tournure d'un mur qui se fissure déjà à mi-hauteur alors que les dernières pierres ne sont pas encore posées ?

Les enjeux politiques sont importants : qui souhaite réellement remuer tant de boue ? Un porte-parole de Sam Rainsy, chef de l'opposition parlementaire cambodgienne, a déjà déclaré à l'AFP qu'il ne voulait pas d'un procès de 1970 à 1998. « Cela impliquerait les Américains et nous n'en voulons pas », a-t-il expliqué en ajoutant, à propos des bombardements aériens (1969-1973) : « Parfois, au cours d'une guerre, vous pouvez commettre une erreur. Nous l'acceptons. » On imagine donc les manœuvres, de tous côtés, pour faire durer le débat sans volonté d'aboutir, en dépit du courant d'opinion, croissant et durable, en faveur de la justice. Les Khmers rouges peuvent-ils être jugés par leurs contemporains ?

Jean-Claude Pomonti

## Le roi Hussein de Jordanie pourrait réviser le mécanisme de sa succession

LA JORDANIE devait réserver, mardi 19 janvier, un accueil triomphal au roi Hussein, hospitalisé pendant six mois aux États-Unis pour y suivre un traitement contre un cancer des ganglions lymphatiques. Le monarque, qui a effectué un bref séjour à Londres, pendant les derniers jours du ramadan, après son départ des États-Unis, avait quitté le royaume le 14 juillet. Pendant cette période, la régence avait été confiée au prince héritier, Hassan ibn Talal, frère cadet du roi.

Des centaines de milliers de personnes devaient escorter dans la liesse le convoi royal tout au long des 25 kilomètres qui séparent l'aéroport de la capitale, Amman, décorée d'innombrables banderoles. En 1992, après un premier cancer qui avait entraîné l'ablation de l'utérus et du rein gauche, plus d'un million de personnes avaient accueilli le souverain à son retour de l'hôpital. Samedi, dans une allocution prononcée à Londres, le roi Hussein s'était déjà adressé à ses sujets. « Maintenant que je suis complètement guéri, je serai bientôt parmi vous pour poursuivre ensemble et avec résolution l'édification du pays, avait-il déclaré. Il faudra entamer prochainement des réformes globales dans notre action nationale et régler toutes les questions qui nous préoccupent. »

L'annonce de ces réformes intervient alors que des sources bien informées à Amman indiquent que le souverain, âgé de soixante-trois ans, devrait prendre dans les semaines qui viennent des « décisions cruciales » sur sa succession. Selon ces sources, la gravité de sa maladie, dans les premières semaines du traitement, et sa longue absence, la plus longue depuis qu'il a été proclamé roi, il y a quarante-six ans, l'auraient incité à réfléchir à des réformes. Il pourrait notamment réviser le « Conseil de famille », une sorte d'organe consultatif de la monarchie prévu dans le code de la famille royale jordanienne.

Cette mesure pourrait être une première étape pour réviser le mécanisme actuel de succession, qui a fait du frère du roi Hussein, le prince Hassan, cinquante et un ans, l'héritier du trône depuis le 1<sup>er</sup> avril 1965. « Un amendement de la Constitution pour légaliser les décisions concernant la succession est attendu », expliquent certains diplomates. La Constitution prévoit depuis 1965 que la succession revient au fils aîné du roi, qui a toutefois le droit de choisir un de ses frères comme héritier du trône. Si le prince Hassan doit succéder à son frère, sa propre succession n'est pas encore réglée et fait l'objet de querelles incessantes entre les fils du roi Hussein. Ces décisions pourraient être prises avant le départ du roi en mars, pour des examens de routine, à la clinique du Minnesota où il a été soigné. - (AFP)

هنا من لاجل



**PARLEMENT** Les députés commencent, mardi 19 janvier, l'examen du projet de loi d'orientation sur l'aménagement et le développement durable du territoire.

élaboré et présenté par Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. L'épreuve est difficile pour M<sup>me</sup> Voynet, sur un sujet qui mobilise forte-

ment les élus. ● LES DÉPARTEMENTALISTES se sont manifestés avec insistance au niveau du gouvernement et dans les débats en commission. Ils devraient se faire entendre

en séance publique. ● JEAN-PIERRE SUEUR, maire (PS) d'Orléans et président de l'Association des maires des grandes villes, se montre, dans un entretien accordé au Monde,

très critique sur ce projet de loi, qu'il juge timoré face aux défenseurs du département et de la ruralité, et insuffisant sur les problèmes de la ville.

## Dominique Voynet en « aménageuse » (trop) prudente du territoire

Défendant pour la première fois un projet de loi d'envergure issu de son ministère, la dirigeante des Verts a dû composer, sous la férule de Lionel Jospin, avec le conservatisme de certains de ses collègues du gouvernement et de la plupart des parlementaires

**PAS DE CONGRÈS** de Versailles pour Philippe Duron (PS), rapporteur du projet de loi d'orientation sur l'aménagement et le développement durable du territoire. Lundi 18 janvier, à l'Assemblée nationale, le député du Calvados a passé en revue les quelque mille deux cents amendements déposés sur le texte de Dominique Voynet. La discussion en séance publique s'annonçait, mardi 19 janvier, comme un débat d'experts. Défenseurs du département contre régionalistes, « urbains » contre « ruraux », jacobins contre partisans de la décentralisation... Toutes ces visions du territoire se sont exprimées lors de l'examen du texte par la commission de la production et des échanges, au-delà du clivage gauche-droite.

M<sup>me</sup> Voynet, qui défend là son premier projet de loi, est attendue sur tous les bancs de l'Assemblée. Jean-Pierre Balligand, qui joue le rôle d'« animateur » du groupe socialiste, reconnaît que son texte a été « énormément réécrit ». Le maître de Vervins, président du conseil général de l'Aisne, a déposé un certain nombre d'amendements pour « rééquilibrer » un texte jugé trop urbain. « Nous, les ruraux, le texte de M. Pasqua nous a fait rêver. Comme la France était belle au début du siècle ! », semblait-il dire. Toutes les frustrations rurales se sont exprimées ! », se souvient M. Balligand, non sans souligner les limites du projet de loi de l'ancienne majorité : « Trop jacobin et trop rural, le texte de

M. Pasqua a oublié l'Europe et les acteurs territoriaux. »

Le texte de M<sup>me</sup> Voynet n'est pas le « grand soir » de l'aménagement du territoire, juge M. Balligand, mais « un texte modeste, pas de la législation à crédit ». André Lajoie (PCF), qui préside la commission de la production et des échanges, n'est pas plus tendre. Selon lui, « le texte manque de cohérence et fait l'impasse sur le département ». Pour évoquer ces sujets, mardi matin, le groupe communiste devait recevoir... Jean-Pierre Chevènement, dont le projet de loi sur l'intercommunalité doit être discuté le 3 février, dans la foulée du texte de M<sup>me</sup> Voynet.

### RÉPARTITION DES TÂCHES

Les conflits entre les deux ministres sont censés avoir été neutralisés par Lionel Jospin. En décembre 1997, lors de la réunion du comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT), le premier ministre a arbitré : à « Dominique », le soin d'associer le terrain à des projets de territoire, à « Jean-Pierre » la charge de construire le cadre institutionnel des agglomérations. Complémentaire ? Avant le début de la discussion au Parlement, les deux ministres se sont employés à taire leurs différends. « Je ne crois pas très utile de prolonger indéfiniment le débat byzantin sur les mérites comparés du département et de la région », a glissé le ministre de l'intérieur, lors de



ses vœux à la presse, lundi. Quatre jours avant, en présence de M. Jospin et des préfets de région, réunis à Matignon, M. Chevènement avait déploré la suppression, dans le projet de loi, du schéma national de services prévu par la loi Pasqua de 1995.

Dans la pratique, l'approche autogestionnaire, régionaliste et européenne de M<sup>me</sup> Voynet ne sied guère au président du Mouvement des citoyens, plus départementaliste, qui voit dans la définition des territoires un attribut de la souveraineté de l'Etat républi-

cain face aux dépossessions massives.

Autre difficulté dans l'élaboration du texte : les relations à couteaux tirés entre la Délégation à l'aménagement du territoire et la ministre, qui n'a cessé de dénoncer la vision « trop productiviste » et « centralisatrice » de la Datar.

A droite, Patrick Ollier (Hautes-Alpes) vit ce débat « comme une affaire personnelle ». Rapporteur du projet de loi de M. Pasqua, il y a cinq ans, le maire de La Salles-Alpes est porte-parole du RPR sur le texte de M<sup>me</sup> Voynet. « On

nous oppose que la loi Pasqua n'a pas été appliquée ? Mensonge ! », martèle M. Ollier, qui affirme que « cent deux textes d'application » avaient été pris avant le changement de majorité. « Le texte de M<sup>me</sup> Voynet est un simple texte de modification ? Mensonge ! », réplique-t-il, en dénonçant un projet de « rupture ».

Les autres orateurs du RPR vont décortiquer le projet de loi sur plusieurs thèmes : Eric Dollé (Loiret) s'exprimera sur le rôle du département, Michel Bouvard (Savoie) sur les « problèmes spécifiques » de la montagne, Thierry Mariani (Vaucluse) sur le développement du service public en milieu rural, etc. Le RPR agira sans alliance avec l'UDF ni avec DL, qui ont une vision de l'aménagement du territoire plus décentralisée que la sienne. Serge Poignant (RPR, Loire-Atlantique) opposera la question préalable, Philippe Vasseur (DL, Pas-de-Calais) soulèvera l'exception d'irrecevabilité, et François Sauvadet (UDF, Côtes-d'Or) demandera le renvoi en commission.

### SOLIDARITÉ « PLURIELLE »

M<sup>me</sup> Voynet a vécu l'élaboration de ce texte comme un pensum, selon ses proches. Pourtant, elle s'y est mise. Tous les mardis, depuis plusieurs mois, un petit groupe de parlementaires s'est retrouvé autour de la ministre pour faire l'exégèse de son projet. « Dominique Voynet a découvert l'aménagement du territoire en arrivant au

ministère, confie un député de la majorité. Elle a une culture associative, mais pas d'état de « terrain ». » Le 10 décembre 1998, M<sup>me</sup> Voynet a passé des heures au banc des ministres, au Sénat, pour un débat sans vote sur l'aménagement du territoire, à entendre les doléances des élus ruraux. Elle a su composer et accepter des compromis.

« C'est une loi d'orientation, il ne faut pas en attendre autre chose », résume Jean-Michel Marchand (Maine-et-Loire), porte-parole des Verts. Surtout, ajoute-t-il, « elle n'a de sens que dans sa globalité ». Matignon souligne que c'est le texte du gouvernement dans son ensemble, pas celui de la seule M<sup>me</sup> Voynet. La gauche « plurielle » va défilier en séance. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'Industrie, devrait proposer un amendement du gouvernement sur le service public de la poste. Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, dont le projet de loi sur les interventions économiques des collectivités locales n'a toujours pas été arbitré en conseil des ministres, a tenu à venir présenter une disposition sur les « maisons de service public », sortes de guichets uniques en zones rurales. Le cabinet de M. Chevènement viendra donner un « coup de main » sur les articles qui intéressent les deux maisons...

C. F. et B. J.

## Les élus départementaux redoutent la création d'un nouvel échelon

**MÉNAGER**, plutôt qu'aménager, le territoire. En acceptant d'adopter à son portefeuille « naturel » de l'environnement le ministère de l'aménagement du territoire, Dominique Voynet s'était fixé un objectif : faire passer la formule fétiche des Verts - le « développement durable » - dans les priorités d'une future loi. Dans les mots, le pari est gagné, puisque le projet de loi présenté à l'Assemblée nationale par M<sup>me</sup> Voynet s'intitule « loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire » (LOADDT). L'exposé des motifs est clair : il s'agit d'« optimiser les ressources sur le long terme, en combinant préservation de l'environnement, efficacité économique et équité sociale ».

Chemin faisant, M<sup>me</sup> Voynet a rêvé d'une autre victoire : transférer aux régions les prérogatives de l'Etat et, surtout, celles des départements en matière d'aménagement du territoire. Là, elle s'est heurtée à ses collègues du gouvernement, puis au lobby « départementaliste » de l'Assemblée. Mille deux cents amendements ont été déposés, dont cent cinquante, approuvés par la commission de la production et des échanges, seront discutés pendant deux semaines en séance publique. « Les élections régionales sont tombées au milieu de l'élaboration du projet de loi, explique M<sup>me</sup> Voynet. L'issue des scrutins a terni leur crédit. Le moment était donc mal choisi pour un texte ultrarégionaliste. »

L'examen du projet en commission a largement remanié la portée du « pays », principal outil de la loi. « Cent trois amendements ont porté sur les pays », recense Philippe Duron (PS), rapporteur du texte. Le « pays » n'est pourtant pas une invention de M<sup>me</sup> Voynet. Créé par la loi sur l'aménagement du territoire du 4 février 1995, il devait, dans l'esprit de Charles Pasqua, alors ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, se substituer à l'arrondissement.

Le projet Voynet lui ôte sa dimension de territoire aux

« contours définis à l'avance par l'administration », mais lui confère une nouvelle dimension. Le pays est d'abord un « territoire de projet », un cadre d'action pour permettre à plusieurs communes de définir des objectifs en matière de développement économique, social, culturel, touristique. Le texte prévoit que les pays pourront se constituer en syndicats mixtes et « contractualiser » avec l'Etat pour obtenir des fonds de ce dernier, ainsi que des régions et de l'Union européenne. C'était assez pour susciter les inquiétudes des élus, prompts à voir dans le pays l'avènement d'un nouvel échelon administratif, concurrent du canton. Un amendement vise à rétablir le droit de regard du département sur la reconnaissance d'un « pays ».

### PLANIFICATION DES SERVICES

Les députés se sont moins préoccupés de l'agglomération, objet du projet de loi Jean-Pierre Chevènement sur l'intercommunalité, qui sera discuté à partir du 3 février par l'Assemblée nationale. Ils ont bataillé sur un autre terrain pour limiter la portée novatrice du texte de M<sup>me</sup> Voynet, dont le troisième « étage » concerne la planification et la mise en réseau des équipements et des services sur l'ensemble du territoire à l'horizon 2020. Au schéma national de services, prévu par la loi Pasqua, mais jamais mis en vigueur, le texte substitue huit schémas sectoriels de services collectifs. Aux six existant - enseignement supérieur, équipements culturels, santé, information, transports de voyageurs -, la ministre propose d'en ajouter un sur l'énergie et un autre sur les espaces naturels et ruraux.

Toutes tendances confondues, les députés ont suivi Jean-Michel Marchand (Verts, Maine-et-Loire) pour demander que les huit schémas collectifs soient ratifiés par un office parlementaire ad hoc, et non pas seulement validés par décrets, comme le prévoyait le gouvernement.

B. J.

## Pour la ministre de l'environnement, une question de légitimité

**ELLE SAIT** qu'une épreuve de force l'attend. Mardi 19 janvier, Dominique Voynet devra s'affirmer dans la plénitude de sa fonction de ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Elle présentera le projet de loi d'orientation sur l'aménagement du territoire aux députés, qui doivent en discuter pendant deux semaines. C'est le premier texte d'envergure défendu par la ministre. Loin des grands débats d'idées, l'aménagement du territoire est un sujet très technique, qui intéresse tous les élus et laisse attendre des débats serrés.

M<sup>me</sup> Voynet a bien compris qu'elle joue sa légitimité de ministre. Il n'était pas question pour elle, dans ce débat, d'apparaître avant tout comme chef de parti. L'épisode de décembre 1998, lorsqu'elle s'était plainte de « s'être retrouvée en porte-à-faux » quant à l'arbitrage de Lionel Jospin sur le nucléaire, ne devait pas, non plus, se reproduire. Le premier ministre lui avait reproché, alors, de n'avoir pas assez mis en va-

leur ses succès, notamment le renforcement du contrôle sur la filière nucléaire. Ces derniers temps, M<sup>me</sup> Voynet est apparue beaucoup plus en retrait. Ainsi s'est-elle contentée, après les déclarations de Jean-Pierre Chevènement sur la sécurité, de critiquer l'emploi du mot « sauvages » au sujet des jeunes délinquants des banlieues. « Le renouveau de son cabinet (à la mi-novembre) est une bonne chose. Cela a permis une prise de distance avec certaines positions vertes », estime Philippe Duron, député (PS), rapporteur du projet de loi.

La droite ne lui fera pas de cadeau. Après un automne parlementaire éprouvant pour le gouvernement, l'opposition veut s'affirmer en cette rentrée parlementaire. « Si elle parle comme son texte est écrit, ça va mal se passer ! », lance Thierry Mariani (RPR, Vaucluse). La ministre doit s'assurer, face à une opposition combative, de l'appui de la majorité « plurielle ». « Nous, les Verts, nous serons en séance le plus souvent pos-

sible pour soutenir notre ministre », déclare Yves Cochet (Val-d'Oise). Matignon, qui a suivi de près l'élaboration du texte, se veut solidaire. « Elle donne assez de garanties au gouvernement pour que le problème ne soit pas de notre côté », affirme le député socialiste Michel François (Oise), qui rappelle toutefois le ressentiment de « quelques députés très chouchous ». « Elle n'est pas du tout consensuelle comme Chevènement », analyse Alain Tourret (PRG, Calvados). Ça va être dur pour elle. « Georges Sarre, président-délégué du MDC (Paris), ne cache pas le mal qu'il pense du texte et annonce son intention de parler « très franchement ». « Il peut y avoir des turbulences, surtout à l'approche d'élections », prédit le communiste Jacques Brunhes (Hauts-de-Seine). M<sup>me</sup> Voynet va devoir démontrer qu'elle sait « gérer » le pluralisme de la majorité.

Virginie Malingre

## Jean-Pierre Sueur, président de l'Association des maires des grandes villes

### « C'est tout un système institutionnel qui joue contre la ville »

« Etes-vous satisfait du projet de loi sur l'aménagement du territoire présenté par Dominique Voynet ? »

« Ce projet est en retrait sur les avant-projets pour le monde urbain. L'avant-projet de loi comprenait un titre sur les agglomérations. Il a disparu. Il s'ensuit un déséquilibre entre les passages consacrés à l'espace rural et ceux consacrés aux villes. Or, 80 % des français vivent dans les villes. Nous attendons beaucoup du débat parlementaire. »

« La même critique était formulée contre la loi Pasqua de 1994. Y aurait-il une fatalité « ruraliste » en matière d'aménagement du territoire ? »

« Du poids des trente-six mille communes à celui du Sénat, en passant par le mode d'élection des conseillers généraux, c'est tout un système institutionnel qui joue contre la ville. J'ajoute que le découpage des circonscriptions législatives, dont beaucoup sont à cheval sur le rural et l'urbain, va dans le même sens : seule une minorité de députés « jouent leur peau » sur l'urbain. Cela explique, par exemple, que l'ensemble des départements n'aient financé que très faiblement la politique de la ville au cours des six dernières années. »

L'heure est venue d'une seconde étape de la décentralisation, qui tire toutes les conséquences de la révolution urbaine.

« Jacques Chirac a repris, le 4 décembre 1998, à Rennes, l'idée de l'élection des assemblées intercommunales au suffrage universel direct. Le projet de loi Voynet aurait-il pu permettre de faire passer cette réforme ? »

« Le président de la République a repris, en effet, cette proposition, avancée depuis 1994 par l'Association des maires des grandes villes de France, mais il n'en tire pas toutes les conséquences quant aux autres niveaux d'administration. Plusieurs membres du gouvernement m'ont dit que ce n'est pas à l'ordre du jour. Je ne comprends pas pourquoi. »

« L'avènement d'un président d'agglomération ne contribuerait-il pas à créer un nouvel échelon, qui parasiterait les autres ? »

« Des assemblées intercommunales existent dans presque toutes les agglomérations. Elles prennent des décisions de plus en plus lourdes en matière de logement, d'environnement, d'aménagement, et prélèvent de plus en plus d'impôts. Pourquoi serait-il incongru de

consulter les citoyens à ce niveau, où l'on décide désormais de tant de choses, alors que l'on continue de faire voter, tous les trois ans, les habitants des grandes villes dans le cadre du canton, qui ne correspond plus, dans l'espace urbain d'aujourd'hui, à aucune réalité vivante ? »

« M<sup>me</sup> Voynet y est favorable. Jean-Pierre Chevènement s'y oppose... »

« Le projet de loi Chevènement peut permettre un autre pas important en avant, un amendement instaurant, dans toutes les agglomérations de plus de cent mille habitants, la taxe professionnelle unique d'agglomération. Ce serait une grande avancée vers une vraie puissance publique d'agglomération. Le système fiscal actuel joue contre l'aménagement raisonné, solidaire et durable de l'espace urbain. »

« Aménager le territoire ne devrait-il pas consister à revoir la répartition géographique et sociale des quartiers ? »

« J'approuve les orientations de Lionel Jospin et de Jean-Pierre Chevènement en matière de sécurité, mais il faut s'attaquer aux causes profondes de la violence urbaine. Depuis vingt ans, la ségréga-

tion n'a cessé de progresser. Or, la ségrégation induit la violence. On ne peut lutter contre la « ghettoïsation » grandissante que par une vraie politique de recomposition urbaine. La réparation ne suffit plus. »

« Claude Bartolone a obtenu l'accroissement des crédits de la politique de la ville. La loi sur l'aménagement du territoire pourrait permettre d'autres pas en avant. La dotation de solidarité urbaine, affectée aux quartiers qui vont mal, c'est 3 milliards de francs, pour 109 milliards de francs de dotation globale de fonctionnement et 250 milliards de francs, au total, de dotations de l'Etat aux collectivités locales, soit un peu plus de 1 % de l'ensemble ! »

« La vérité, c'est que les disparités financières entre les collectivités locales sont énormes, que leurs ressources sont souvent inversement proportionnelles aux difficultés auxquelles elles sont confrontées et que les péréquations ne jouent qu'à la marge. Il y a là un enjeu considérable pour une politique solidaire d'aménagement du territoire. »

Propos recueillis par Béatrice Jérôme



## Le Congrès a adopté sans passion la révision constitutionnelle

Les anti-européens ont tenté de perturber la réunion du Congrès, lundi 18 janvier à Versailles, qui permet la ratification du traité d'Amsterdam

A QUOI BON UN CONGRÈS... si même les timbres ne font plus recette ! « La chose devient banale », soupire un parlementaire, lundi 18 janvier, dans les couloirs de l'aile du Midi du château de Versailles. Si banale... Il s'agit, lundi, du septième Congrès depuis juin 1992 - qu'il avait décidé de « ne rien envoyer, pas même à [ses] neufs petits-enfants ». La plupart de ses collègues ont certes préservé la réputation philatélique du lieu... donnant ainsi un signe supplémentaire de l'ennui qui dominait, à l'heure de voter la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam. Apparaissant dans les couloirs, le ministre délégué aux affaires européennes, Pierre Moscovici, reconnaissait, lui-même, qu'on « s'ennuyait un peu ».

Faute d'ennui, nul n'a vraiment prêté attention à la litane des douze orateurs qui ont succédé au premier ministre à la tribune, tous - hormis les communistes Robert Hue et Michel Dufour, ainsi que le chevronné Michel Sautou - favorables à la réforme. Servi par le tirage en sort, le sénateur socialiste et ancien garde des sceaux Robert Badinter, premier intervenant, a bien tenté quelques formules. Sans grand succès. « Même Badinter n'était pas à la hauteur de lui-même », jugeait le député radical de gauche Alain Toubert (Calvados), en concédant : « On est un bon avocat à partir du moment où il y a un doute, où l'on doit gagner. » Un silence poit régnait dans les tribunes. Charles Pasqua, qui est arrivé entouré de ses conseillers, a eu quelques difficultés à faire accepter la présence de l'un d'entre eux, William Abitbol. Ce dernier avait crié des tribunes, lors du débat à l'Assemblée, un vibrant « Référendum ! » qui lui avait valu d'être expulsé par les huissiers. Sitôt sorti de l'hémicycle, le conseiller de M. Pasqua a retrouvé de la voix, pour se moquer de l'orateur RPR, le sénateur européen Michel Barnier, surnommé « le cabri de M. Séguin ».

Pour tromper l'ennui, chacun a lu entre les lignes des discours comme dans le mar de café, afin d'y deviner les contours du paysage pour les élections européennes. « On écoute Douste » (Philippe Douste-Blazy, président du groupe UDF de l'Assemblée) en se demandant s'il en fait assez pour prétendre conduire une liste séparée. On entend Hue en se disant que ça va être dur pour lui, entre Laguerre et Cohn-Bendit, racontait Michel François, député socialiste de l'Oise, avant de compatir

sur le sort qui attend, selon lui, le premier secrétaire du PS, François Hollande : « Le militant que je suis trouve que c'est le meilleur candidat. Mais au nom de l'amitié qui nous lie, je suis embêté qu'il y aille. »

A Versailles comme ailleurs, l'écologiste Noël Mamère était en campagne : « Le seul discours qui a eu un peu de souffle est celui de Douste. » Dans les couloirs, on apprenait que M. Hue avait plaidé pour que le très orthodoxe Maxime Gremetz, député de la Somme, figure sur sa liste. « Hue veut border à gauche », analysait l'intéressé. A deux pas de là, le député MDC Jean-Pierre Michel avait du mal à se résigner : « On vote contre la révision constitutionnelle. Demain, en groupe, on discutera de la directive sur l'électricité, à laquelle on va s'opposer. On ne va pas faire tout ça pour être ensuite derrière Hollande ! Ce qui serait bien, c'est que Jean-Pierre [Chevenement] conduise une liste MDC. Avec ce qui lui est arrivé, il ferait sûrement plus de 5 % ».

« Bayrou ne peut pas admirer la conversion d'Henri IV et regarder d'un mauvais œil celle de Séguin ! »

A droite, on se perdait en conjectures. « J'entend un peu de tout », résumait Josselin de Rohan, président du groupe RPR du Sénat. D'autres feignaient de savoir. François Goulard, député DL du Morbihan, rappelait que le 6 juillet 1998, dans les couloirs du précédent Congrès, relatif à la Nouvelle-Calédonie, il avait déjà donné Philippe Séguin comme tête de liste unique de l'opposition. « La plupart des élus UDF regrettent ce qui s'est passé en Rhône-Alpes et cherchent un compromis. Ils ne souhaitent pas de liste séparée », assurait le député DL Claude Gossuenn. « Je crois qu'on va vers deux listes. Depuis Rhône-Alpes, on s'est aperçu qu'on pouvait se débrouiller tout seul », indiquait, à l'inverse, le sénateur centriste Pierre Fauchon. « Bayrou ne peut pas admirer la conversion d'Henri IV et regarder d'un mauvais œil celle de Séguin ! », répliquait, à distance, le député RPR Patrick Devedjian.

Le meilleur moyen de tromper

l'ennui était encore de sortir. Dehors, avant même l'ouverture de la séance, les anti-Amsterdam ont joué une scène étonnamment anachronique. Etendards à fleurs de lys flottant au vent, drapeaux bleu-blanc-rouge à glands dorés : quelques cents militants de l'Action française, du FN et du Mouvement pour la France (MPF) de Philippe de Villiers sont venus manifester devant les grilles du château. Des insultes vengeresses attendent les parlementaires : « Traîtres ! », « Collabos ! », « Fossoyeurs de la France ! ». A l'arrivée des premiers cars, des premières voitures officielles, des œufs et des pierres ont été lancés de la foule, brisant une vitre et faisant dresser le poing du député RPR Patrick Devedjian qui criait son indignation : « Fascistes ! ». Très encadrés par les policiers, une délégation du FN conduite par Jean-Claude Martinez, Martine Lehideux et Marie-France Stirbois s'est avancée jusqu'à l'aile du Midi, où se tient le Congrès, pour y déposer une « motion de conseil et de remontrance ».

Vers 17 heures, les membres de l'Alliance pour la souveraineté de la France, qui préside le conseiller général des Hauts-de-Seine Francis Choisel, proche de Charles Pasqua, se sont rendus au palais des congrès de Versailles pour y tenir un « conseil national souverainiste ». Il y avait là, à trois pas du château, deux cents personnes, pour la plupart âgées, qui font un triomphe au secrétaire général de l'Action française (royaliste) Nicolas Kavanakis, à l'avocat Jean-Marc Varaut, qui défendit Maurice Papon, à Pierre Bernard, le maître (div. d.) de Montfermeil (Seine-Saint-Denis), à Patricia de Planchet, ancien directeur de la rédaction du *Picard-Magazine* ou à Guy Poussy, ancien conseiller général communiste du Val-de-Marne qui fut un des confidents de Georges Marchais.

M. Pasqua avait décidé qu'il ne viendrait pas. M. de Villiers, dont le MPF avait pourtant fourni le gros du service d'ordre, a aussi décliné l'invitation. « Je ne perds pas de temps avec les groupuscules », lâcha-t-il dans les couloirs du Congrès. Seule parlementaire présente, la députée (app. UDF) Christine Boutin, radieuse, drapée dans une étoile rouge, a eu droit à une ovation. « En ce jour de Congrès, un seul journal tirait en gros "Abandon de souveraineté", c'est l'Humanité. Je l'en félicite », a-t-elle lancé sous les applaudissements.

Récit du service France

## Cent onze parlementaires ont voté contre

LE CONGRÈS a adopté, lundi 18 janvier, le projet de réforme constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam, par 758 voix contre 111. La majorité requise - des trois cinquièmes des suffrages exprimés - était de 523 voix. L'Assemblée nationale avait adopté ce texte le 1<sup>er</sup> décembre 1998, par 469 voix contre 66, et le Sénat, le 17 décembre, par 240 voix contre 34. Au total, 49 parlementaires de plus ont donc, à Versailles, voté pour, et 11 de plus ont voté contre.

● Ont voté pour. Parmi les députés : 243 socialistes sur 251 ; 113 RPR sur 138 ; 65 UDF sur 69 ; 42 DL sur 43 ; 21 élus du groupe Radical, Citoyen et Vert sur 34, dont 6 Verts, 13 radicaux de gauche, 2 divers gauche ; 5 non-inscrits sur 7, dont Charles Millon et Jean-Pierre Soisson ; Parmi les sénateurs : 73 RPR sur 99 ; 77 socialistes sur 78 ; la totalité des 52 élus de l'Union centriste ; 41 républicains et indépendants sur 47 ; la totalité des 22 élus du groupe du Rassemblement démocratique, social et européen ; 4 non-inscrits sur 7.

● Ont voté contre. 29 députés communistes sur 36 ; 10 députés du groupe Radical, Citoyen et Vert, dont les 3 députés du Mouvement des citoyens, un radical de gauche, Jean Rigal, et un indépendantiste, Alfred Marie-Jeanne ; 4 députés socialistes (Yvette Be-

nayoun-Nakache, Julien Dray, Yann Galut et Catherine Picard) ; 20 députés RPR : Gautier Audinot et Nicolas Dupont-Aignan, qui s'étaient abstenus à l'Assemblée nationale, Jacques Baumel, Michel Bouvard, Nicole Catala, Xavier Deniau, Jean-Michel Ferrand, Robert Galley, Jean de Gaulle, François Guillaume, Jean-Jacques Guillet, Gérard Hamel, Jacques Limouzy, Lionel Luca, Thierry Mariani, Franck Martin (qui avait auparavant voté pour), Jean Marsaudon, Jacques Myard, Michel Terrot et Jean Valeix. Philippe Martin, qui avait voté contre, a cette fois voté pour ; ont également voté contre 2 députés UDF (Christine Boutin et Pierre Micaut), 1 député DL (Joël Sarti) et 1 député non-inscrit (Philippe de Villiers).

Parmi les sénateurs, ont voté contre 23 RPR : Michel Caidagues, Charles Ceccaldi-Raynaud, Charles de Cuttoli, Désiré Debave-laere, Jacques-Richard Delong, Michel Doublet, Xavier Dugoin, Bernard Fournier, Philippe de Gaulle, François Gerbaud, Adrien Gouteyron, Emmanuel Hamel, Roger Hussen, Christian de la Malène, Edmond Lauret, Paul Masson, Paul d'Ornano, Charles Pasqua, Jacques Peyrat, Alain Peyrefitte, Jean-Jacques Robert, Jean-Pierre Schosteck et Alain Vasselie. Ont fait de même 4 sénateurs républicains et indépendants (Jean-Paul Bataille, Louis Grillo,

André Pourny et Charles Revet) ainsi que 2 non-inscrits (Philippe Daroche et Bernard Sellier).

Se sont également prononcés contre la révision constitutionnelle le sénateur socialiste Jean-Luc Melonchon et 14 des 16 sénateurs communistes, républicains et citoyens, dont le chevenementiste Paul Lorient.

● Se sont abstenus. 5 députés RPR (Jean Auclair, Jean Besson, Franck Borotra, Jean-Claude Guibal et Jacqueline Mathieu-Obadia) ; 2 députés PCF (Jean-Pierre Brard et Ernest Moutoussamy) ; les 3 députés RCV de la Réunion (Huguette Bello, Claude Hoarau et Elie Hoarau). Parmi les sénateurs, se sont abstenus 1 RPR (Christian Demuyck), 1 républicain et indépendant (Louis Boyer), 1 communiste (Paul Vergès) et 1 non-inscrit (Philippe Adnot).

● N'ont pas pris part au vote. 2 députés UDF, dont Valéry Giscard d'Estaing, comme à l'Assemblée nationale, et Maurice Leroy ; 3 députés socialistes (Bernard Caze-neuve, Claude Desbans et Jacques Fleury) ; 5 députés PCF (François Asensi, Gilbert Blessey, Patrick Braouezec, Guy Hermier et Bernard Outin) ; 1 député non-inscrit (Hervé Morin). De même, quatre sénateurs n'ont pas pris part au vote : 2 RPR (René-Georges Laurin et Jacques Oudin), 1 républicain et indépendant (Guy Poirieux) et 1 communiste (Jack Ralite).

## La Sécurité sociale et les mutuelles seront en concurrence pour la CMU

Le projet de loi profitera à six millions de personnes

Le gouvernement, qui met la dernière main au projet de loi sur la couverture maladie universelle, a décidé de laisser aux six millions de bénéficiaires de ce dispo-

sitif le choix entre une prise en charge intégrale par la Sécurité sociale ou le recours à une mutuelle. Le texte devrait être voté avant la fin juin.

LES SIX MILLIONS de personnes qui renonceraient aujourd'hui à certains soins faute d'assurance complémentaire maladie sont peut-être en train de voir le bout du tunnel. Martine Aubry a confirmé, lundi 18 janvier, en présentant ses vœux à la presse, les grandes lignes du projet de loi instituant une couverture maladie universelle (CMU), qui doit être soumis au conseil des ministres en février, puis adopté par le Parlement avant la fin du mois de juin. La ministre de l'emploi et de la solidarité a annoncé que ces « exclus de la santé » auront le choix entre deux formules : s'assurer auprès de la caisse de « Sécu » de leur lieu de résidence, qui gèrera l'ensemble de leur couverture maladie, ou choisir une mutuelle pour leur complémentaire.

Ces dernières semaines, M<sup>me</sup> Aubry hésitait entre deux solutions : un dispositif centralisé confié aux seules caisses de Sécurité sociale, comme le souhaitaient les associations caritatives, certains syndicats et une partie de la gauche ; ou une formule dite « partenariale », associant mutuelles et compagnies d'assurances au financement et à la gestion de la CMU (Le Monde du 15 janvier). Pour M<sup>me</sup> Aubry, le premier avait « l'avantage de la simplicité », le second permettait de « traiter ceux qui ont la CMU comme les autres Français, qui peuvent choisir une mutuelle ou une assurance ». Pour ne mécontenter personne, mais aussi répondre à la diversité des situations, le gouvernement a donné aux béné-

ciaires de la CMU un choix qui, selon M<sup>me</sup> Aubry, « combine les avantages des deux formules ».

Le gouvernement se donne quelques jours pour boucler son projet. Le coût net de la CMU, évalué à environ 6 milliards de francs par an (soit 1 % des dépenses annuelles d'assurance-maladie ; 914 millions d'euros), sera pris en charge par l'Etat d'un côté, les organismes complémentaires (mutuelles, assurances, institutions de prévoyance) de l'autre, selon une clé de répartition qui fait encore l'objet d'après-négociations avec les mutuelles. Les conseils généraux, qui financent déjà l'aide médicale gratuite de 2,5 millions de personnes pour plus de 8 milliards de francs (1,22 milliard d'euros), transféreront ces sommes à l'Etat.

### REFORME MAJEURE

Toutes les personnes ayant des ressources inférieures ou égales à environ 3 500 francs par mois et résidant régulièrement en France auront droit à cette couverture. Si elles dépassent ce plafond, elles pourront encore en bénéficier pendant un an, et même avoir un tarif préférentiel de la part des assureurs complémentaires. Les dossiers des six millions de personnes concernées seront instruits par les caisses primaires. Que leur dossier soit géré par la « Sécu » ou une mutuelle, elles auront droit aux mêmes prestations minimales (médecine, optique, dentisterie, etc.), sans avoir à faire l'avance des frais. « Elles auront une médecine gratuite, des médicaments gratuits, des

soins à l'hôpital gratuits », a confirmé M<sup>me</sup> Aubry, qui n'a pas retenu la proposition de la Mutualité de faire payer une cotisation, même symbolique, aux bénéficiaires de la CMU.

La ministre de la solidarité espère « fortement que les mutuelles se saisissent de ce dossier », alors que leur première réaction a été très négative. « Le gouvernement a retenu la plus mauvaise des solutions », regrette le président de la Fédération nationale de la mutualité française, qui a été reçu, mardi 19 janvier, au ministère de la solidarité. En l'état actuel du projet, estime Jean-Pierre Davant, la formule est « extrêmement dangereuse car elle met en concurrence la Sécu, les mutuelles et les assurances pour les populations les plus fragilisées ».

Malgré ces difficultés, c'est une réforme majeure que le gouvernement a lancée. La France, qui est l'un des pays à consacrer la plus grosse part de sa richesse nationale à la santé (10 %), n'a pas su, jusqu'à présent, couvrir l'ensemble de sa population contre les aléas de la maladie. Car, outre les exclus, qui vivent en marge des circuits économiques, les jeunes et certaines catégories de travailleurs précaires restent très mal protégés. Selon le Centre d'études et de recherches en économie de la santé (Credes), 30 % des ouvriers non qualifiés et 20 % des commerçants, des artisans et des employés n'ont aucune couverture maladie complémentaire.

Jean-Michel Bezat

## 35 heures : la mise en garde du Medef au gouvernement

LA BATAILLE autour de la seconde loi sur la réduction du temps de travail est engagée. A l'issue d'un conseil exécutif de rentrée, le président du Medef, Ernest-Antoine Seillière, a adressé, lundi 18 janvier, une mise en garde très claire au gouvernement : cette loi qui va, d'ici l'automne prochain, définir les modalités définitives du passage aux 35 heures devra impérativement prendre en compte le contenu des accords de branche. Dans le cas contraire, a prévenu M. Seillière, le gouvernement s'exposera « à la rupture et à la riposte des entreprises sur le terrain », tout en se refusant à donner davantage de précisions sur la forme que prendraient ces réactions.

### « DÉCENTRALISER LE DIALOGUE SOCIAL »

Il est « absolument essentiel » que les négociations de branche sur les 35 heures, « cette vraie démocratie sociale », soient « respectées par le législateur », a insisté, une nouvelle fois, le numéro un de l'organisation patronale tandis que Denis Kessler, désormais vice-président délégué, enfonçait le clou : « Si la seconde loi en vient à invalider des accords, cela posera un problème redoutable à toute négociation sociale. » L'organisation patronale a d'ailleurs prévu de publier, d'ici le 1<sup>er</sup> mars, son projet pour la deuxième loi à partir du bilan qu'elle tirera des différents accords de branche.

L'organisation patronale entend donc préserver les dispositions qui, à l'instar de l'accord conclu en juillet 1998 dans la métallurgie, lui permettent d'amortir les effets du passage aux 35 heures, par un recours accru aux heures supplémentaires et à la flexibilité horaire. A l'inverse, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a, plusieurs fois, indiqué qu'elle n'enten-

dra pas l'accord de branche signé dans la métallurgie, en estimant qu'il ne respectait pas « l'esprit » de sa loi. De fait, le subtil jeu à front renversé qui a pris place entre gouvernement et patronat depuis l'été 1998 redouble d'ampleur. Le gouvernement, favorable au maintien d'un dialogue au niveau interprofessionnel, n'a de cesse de valoriser les accords de terrain. Le Medef, dont la ligne générale est d'encourager la « décentralisation du dialogue social au niveau de l'entreprise », trouve chaque jour un peu plus de mérite aux négociations de branche. « Près de 6 millions de salariés sont désormais couverts par les accords de branche qui se développent à un rythme impressionnant », se félicitait, lundi, M. Seillière.

S'il est ainsi prêt à engager un nouveau bras de fer sur les 35 heures, le patronat a montré quelques signes d'ouverture sur l'indemnisation des salariés précaires. Le Medef s'est déclaré prêt à ouvrir une négociation sur ce sujet, au sein de l'Unedic, tout en posant deux conditions très précises. En premier lieu, il demande que le produit de l'alourdissement de la cotisation Delalande sur les licenciements des salariés de plus de cinquante ans soit affecté au régime d'assurance-chômage et non aux caisses de l'Etat. En second lieu, il exige que le gouvernement abandonne son projet « absurde, tombé de là-haut, sans préavis » de taxer les entreprises qui recourent de façon abusive aux contrats précaires (CDD, intérim). Si ces deux conditions sont réunies, M. Seillière a déclaré qu'« il ne serait pas infondé de regarder si cette somme permettrait de s'engager dans une indemnisation un peu plus poussée des jeunes » sans emploi.

Caroline Monnot

### DÉPÊCHES

■ ÉLECTIONS EUROPÉENNES : François Hollande « jouera un rôle central dans la campagne européenne », quelles que soient « les configurations », a assuré, lundi 18 janvier, Alain Claeys, chargé de la coordination et de la trésorerie au secrétariat national du Parti socialiste. Alors que le dépôt des candidatures est ouvert depuis le 18 janvier et jusqu'au 19 février, M. Claeys a souligné qu'« on n'imagine pas le premier secrétaire de la principale formation de la majorité plurielle ne pas être au cœur de cette campagne ».

■ CITOYENNETÉ : le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a annoncé, lundi 18 janvier, lors des vœux à la presse, la création de « commissions départementales d'accès à la citoyenneté ». Ces « Codac » réuniront les responsables de l'administration préfectorale, des forces de l'ordre et de « toutes les administrations déconcentrées » et auront pour but de « faire accéder les jeunes, particulièrement ceux issus de l'immigration, à une pleine citoyenneté ».

■ CORSE : José Rossi, président du groupe Démocratie libérale de l'Assemblée nationale, accuse le gouvernement d'« hystérie » et de « gesticulation » dans sa gestion du dossier corse. « L'incantation du retour à l'ordre public a tourné à l'hystérie du pouvoir central. Celui-ci n'a fait qu'indisposer (...) non pas les grands criminels qui dorment toujours tranquilles, comme les assassins de M. Erignac, mais l'ensemble de la population qui n'est en rien responsable », estime l'ancien ministre, dans un entretien publié, lundi 18 janvier, par le quotidien *Sud-Ouest*.

■ SYNDICAT : Louis Vianet s'est prononcé, lundi 18 janvier, à Strasbourg, en faveur d'une « normalisation des rapports entre les organisations syndicales ». « Il n'est pas normal que les dirigeants syndicaux discutent avec les chefs d'entreprise, avec le gouvernement, et que cela prenne des allures d'événement lorsque ces dirigeants syndicaux discutent entre eux », a ajouté le secrétaire général de la CGT.

**Concours ENM exceptionnel**  
SESSION SEMESTRIELLE du 18 janvier au 10 juin

■ Taux de réussite exceptionnel en 1998  
■ Réunion d'information à l'ISTH : semaine du 18 janvier  
■ Dates du concours : 16 au 18 juin 1999  
■ Clôture des inscriptions : 19 février

ENCADREMENTS ÉCRITS ET ORAUX  
COURS DU SOIR & SAMEDI

**ISTH**  
Depuis 1954  
Enseignements Supérieurs Privés

Tél. : 01 42 24 10 72  
75016 Paris

لكن من الآخر



**IMMIGRATION** L'opération de régularisation des sans-papiers, décidée en juin 1997, offre une enquête grandeur nature sur la France des clandestins. ● POUR 143 000 étrangers

ayant déposé un dossier de régularisation, autant auraient préféré ne pas courir le risque d'être repérés, ce qui situe le nombre de clandestins en France aux alentours de 300 000 personnes.

● LES PAYS D'ORIGINE des sans-papiers demeurent les anciennes colonies françaises et ceux dans lesquels la tradition migratoire est ancienne. Contrairement aux idées reçues, les

sans-papiers répertoriés sont largement issus des catégories relativement aisées de leur pays d'origine. ● LE CENTRE D'HÉBERGEMENT de Nanterre est le cadre d'une polémique sur l'in-

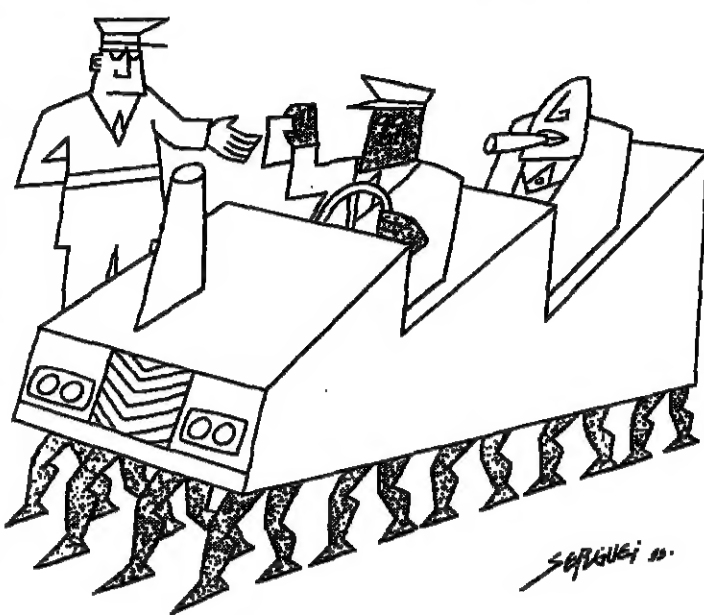
terpellation de l'un de ses résidents. La préfecture des Hauts-de-Seine se défend d'avoir utilisé le fichier des demandes de régularisation pour trouver son adresse.

## Les chiffres de la régularisation révèlent la France des clandestins

L'opération lancée par le gouvernement Jospin offre une enquête grandeur nature sur la population des sans-papiers. Selon une estimation du ministère de l'intérieur, quelque 300 000 étrangers en situation irrégulière vivaient dans le pays en 1997

D'OU VIENNENT les Immigrés « clandestins » ? Comment vivent-ils en France et combien sont-ils ? Ces questions, qui ne cessent d'alimenter les fantasmes et parfois la démagogie depuis quinze ans, pourraient trouver un début de réponse à l'occasion de l'opération de régularisation décidée en juin 1997 par le gouvernement Jospin, qui s'est pratiquement achevée avec l'année 1998. Au-delà de la polémique non éteinte sur l'utilisation des critères et le sort des déboutés de la circulaire Chevènement, cette procédure offre une enquête grandeur nature sur la France des sans-papiers, la première depuis la précédente opération, en 1981. Les renseignements collectés apparaissent fragmentaires, car aucun questionnaire n'a été proposé aux candidats à la régularisation, à la différence de 1981. Quant au sort des archives recueillies à cette occasion, il n'est pas encore défini. Les documents devraient être confiés à l'Institut des hautes études sur la sécurité intérieure (Ihesi), ainsi qu'à un « organisme indépendant de type CNRS », assure-t-on au cabinet de M. Chevènement. Pourtant, les premiers chiffres établis par le ministère de l'intérieur fournissent déjà d'intéressantes indications.

Pour 143 000 étrangers qui ont osé sortir du bois et déposer un dossier de régularisation, combien ont préféré ne pas courir le risque d'être repérés ? Probablement autant, ce qui établirait à environ 300 000 le nombre total de sans-papiers qui vivaient en France avant l'opération Jospin-Chevènement. Sur ce point crucial, la statistique des demandes ne fournit évidemment aucun renseignement. Imprécise, l'évaluation résulte d'une observation policière : pendant la période où les dossiers pouvaient être déposés, un étranger sur deux parmi ceux interpellés en situation irrégulière pouvait se prévaloir d'une demande de régularisation en cours d'examen.



L'échantillon ainsi établi n'est probablement pas représentatif en raison du caractère spécifique des lieux où s'opèrent les interpellations. Mais cette observation donne enfin une base rationnelle à un chiffre - 300 000 sans-papiers - souvent cité « au doigt mouillé », bien loin en tout cas des « 1,5 million de clandestins » agités par le Front national.

### PARALLÈLE ENTRE 1981 ET 1997

Enfin, si l'on s'interroge sur l'évolution de l'immigration irrégulière dans le temps, on ne peut qu'être frappé par la coïncidence entre le nombre des candidats à la régularisation en 1981-1982 (145 000 dossiers) et à celle de 1997-1998 (143 000 dossiers et 80 000 régularisations). « Dresser ce parallèle n'est pas absurde, car l'immigration irrégulière est un phénomène continu et dynamique, qui ne s'arrête pas sous prétexte qu'on régularise. Aux États-Unis, trois millions d'illégaux ont été régularisés en 1986 et aujourd'hui leur nombre est de nouveau estimé à trois millions », analyse Georges Tapinos. Ce spécialiste, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, estime que les chiffres de la régularisation reflètent la réalité d'assez près, car « l'intérêt de la clandestinité existe pour les employeurs, pas pour les travailleurs. Seule une minorité d'entre eux a intérêt à rester dans l'illégalité, si c'est la condition pour garder son emploi ».

À la continuité du phénomène lui-même répond celle des origines. L'essentiel des candidats à la régularisation provient des anciennes colonies françaises ou de pays avec lesquels la tradition migratoire est ancienne. Ainsi, les Marocains (20 500 dossiers), les Algériens (19 000), les Maliens (10 000) figurent parmi les premiers demandeurs. À un niveau égal avec les Congolais, ex-Zaïrois (9 000), on trouve, de façon plus surprenante, les Chinois (9 000). Puis viennent les Tunisiens (8 600), les Turcs (8 000),

les Sénégalais (6 500) et les Congolais, Brazzaville (4 000). Moins classiques en France, les Sri-Lankais (1 700), les Philippins (1 900) et les Pakistanais (1 500) sont représentés plus modestement, soit pour des raisons politiques (Tamouls), soit à cause de forts courants d'émigration économique. La forte présence des femmes parmi les ressortissants philippins reflète la réalité de l'emploi irrégulier en France de « bonnes » de ce pays. La faible présence des Russes (159) s'explique en partie par la situation géographique de la France, peu exposée aux migrations de l'Est. Elle dément la crainte, largement répandue au début des années 90, d'un déferlement inéluctable né de l'ouverture de l'URSS.

Les distorsions reflètent des profils plus ou moins conformes aux critères établis par la circulaire (liens familiaux en France ou insertion ancienne attestée par sept années de séjour), si l'on admet que les règles ont été appliquées de façon égalitaire. Ainsi, le taux relativement éle-

vé de régularisation chez les Algériens et les ex-Zaïrois reflète la multiplicité des liens familiaux et la mise en œuvre de l'asile territorial pour les personnes menacées. À l'inverse, le faible taux concernant les Turcs s'explique par l'insuffisante durée du séjour de certains candidats, selon le ministère de l'intérieur.

### L'exception chinoise

Avec 7 500 réponses favorables sur 9 000 demandes, les Chinois présentent le plus fort taux de régularisation par nationalité. La plupart de ces admissions au séjour ont été accordées sur la base de liens familiaux en France, ce qui traduit la présence d'une importante diaspora. On ne peut exclure que les Chinois aient aussi bénéficié du préjugé favorable dont ils jouissent généralement. Contrairement aux apparences, cette immigration en provenance de Chine continentale n'a rien de neuf. Elle plonge ses racines dans la décision prise en 1914, d'entraîner 140 000 Chinois dans les usines d'armement pour remplacer les Français partis au front, rappelle Emmanuel Ma Ming, responsable de l'unité de recherches Migrinter à l'université de Poitiers. Les immigrés de 1998 proviennent essentiellement de la province du Zhejiang (Chine méridionale), tout comme les quelque 3 000 ouvriers demeurés en France après 1918. « Le flux s'est amplifié récemment, précise M. Ma Ming. Mais il n'avait jamais cessé, il avait été masqué par l'afflux des réfugiés d'Asie du Sud-Est dans les années 70 ».

quarts des 80 000 régularisations accordées l'ont été sur la base des attaches familiales (dont 19 000 parents d'enfants nés en France, 10 000 conjoints d'étrangers en situation régulière et 10 000 adultes membres de familles constituées de longue date). Ces personnes correspondent pour l'essentiel aux situations insupportables nées de l'application des lois Pasqua. Mais seulement 16 500 « célibataires » (20 % du total) ont pu prouver la réalité de leur travail et obtenir des papiers.

D'autres enseignements de la régularisation écornent des clichés sur l'immigration clandestine. Ainsi, les sans-papiers répertoriés sont large-

ment issus de catégories relativement favorisées dans leur pays d'origine. C'est le cas des Magrébins, et en particulier des Algériens, pour lesquels la pression est forte chez les « cadres supérieurs occidentalisés », les médecins, les enseignants et les étudiants âgés. La présence de représentants de « couches moyennes rurales » chez les Africains (Mali, Sénégal, Cap-Vert) confirme le constat universel selon lequel ce n'est pas « toute la misère

### L'exception chinoise

Avec 7 500 réponses favorables sur 9 000 demandes, les Chinois présentent le plus fort taux de régularisation par nationalité. La plupart de ces admissions au séjour ont été accordées sur la base de liens familiaux en France, ce qui traduit la présence d'une importante diaspora. On ne peut exclure que les Chinois aient aussi bénéficié du préjugé favorable dont ils jouissent généralement. Contrairement aux apparences, cette immigration en provenance de Chine continentale n'a rien de neuf. Elle plonge ses racines dans la décision prise en 1914, d'entraîner 140 000 Chinois dans les usines d'armement pour remplacer les Français partis au front, rappelle Emmanuel Ma Ming, responsable de l'unité de recherches Migrinter à l'université de Poitiers. Les immigrés de 1998 proviennent essentiellement de la province du Zhejiang (Chine méridionale), tout comme les quelque 3 000 ouvriers demeurés en France après 1918. « Le flux s'est amplifié récemment, précise M. Ma Ming. Mais il n'avait jamais cessé, il avait été masqué par l'afflux des réfugiés d'Asie du Sud-Est dans les années 70 ».

quarts des 80 000 régularisations accordées l'ont été sur la base des attaches familiales (dont 19 000 parents d'enfants nés en France, 10 000 conjoints d'étrangers en situation régulière et 10 000 adultes membres de familles constituées de longue date). Ces personnes correspondent pour l'essentiel aux situations insupportables nées de l'application des lois Pasqua. Mais seulement 16 500 « célibataires » (20 % du total) ont pu prouver la réalité de leur travail et obtenir des papiers.

D'autres enseignements de la régularisation écornent des clichés sur l'immigration clandestine. Ainsi, les sans-papiers répertoriés sont large-

du monde », mais souvent la partie la plus dynamique de la population des pays pauvres, qui parvient à émigrer. Quant au constat de l'emploi irrégulier, parfois ancien, chez de nombreux candidats à la régularisation, il pourrait inspirer l'action politique. Enfin, la grande majorité des demandeurs de papiers sont entrés régulièrement en France. Ils ont demandé l'asile ou n'ont pas franchi clandestinement les frontières. C'est plus souvent à Roissy que sur un sentier des Pyrénées que les futurs sans-papiers découvrent la France.

Philippe Bernard

## Polémique à Nanterre sur l'utilisation du fichier des demandes

AU CENTRE D'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) de Nanterre (Hauts-de-Seine), l'asile est indistinctement donné à sept cents personnes dans la misère, avec ou sans papiers. « Les étrangers en situation irrégulière sont pratiquement aussi nombreux que les autres résidents, confie une employée. Tout le monde le sait, même Charles Pasqua [président du conseil général des Hauts-de-Seine] et l'administration, qui ont toujours laissé couler... »

L'arrestation d'Abdelkader Khallafi, le 4 janvier à 9 h 30, a mis un terme à ce climat de confiance qui devait permettre aux exclus de la « maison de Nanterre » de « retrouver un peu d'espérance ». Sans prévenir la direction, les gendarmes sont venus chercher cet Algérien de vingt-sept ans dans les locaux même du CHRS, où il résidait depuis plusieurs années. Placé le soir même en rétention administrative, « Kader » aurait été expulsé vers l'Algérie le 8 janvier s'il ne s'était pas entre-temps coupé les veines du poignet. « Il était recherché, précise la gendarmerie de Nanterre. Son adresse est tombée et on nous a demandé d'aller vérifier s'il était là... »

Au CHRS, personne ne connaît les raisons pour lesquelles Abdelkader Khallafi a été interpellé. On n'imagine pas que ce garçon « adorable, toujours souriant », ait pu commettre un autre crime que celui d'être resté en France alors que l'administration avait rejeté sa demande de régularisation. Depuis son interpellation, mesure « sans précédent », la direction de l'établissement public redoute le « début d'un processus » qui viserait, après Kader, tous les déboutés de la circulaire Chevènement dont la préfecture possède désormais les coordonnées.

Face à l'indignation d'une partie

du personnel et des associations de soutien aux sans-papiers, le préfet des Hauts-de-Seine a dû publier un communiqué dans lequel il dissipait toute ambiguïté : Abdelkader Khallafi n'a pas été interpellé « en qualité de demandeur de régularisation débouté, mais en raison de trois condamnations pénales, assorties de peines d'interdiction temporaire (de dix ans) du territoire national ».

### « LA OÙ IL Y AVAIT UNE ADRESSE »

M. Khallafi faisait en outre l'objet d'un arrêté ministériel d'expulsion depuis le 10 février 1994, motivé « par des condamnations pénales pour divers délits », « des vols et des condamnations pour séjour irrégulier », précise la préfecture : une circonstance qui l'empêchait de bénéficier, même à titre exceptionnel, d'une admission au séjour en France.

Interdit du territoire depuis des années, Abdelkader Khallafi semblait avoir été oublié par l'administration. « On ne savait pas où il habitait », reconnaissent les gendarmes. Il avait « disparu dans la nature », concède la préfecture de Nanterre. Celle-ci aurait-elle retrouvé sa trace en enregistrant sa demande de régularisation ? C'est ce qu'indique le parquet du tribunal de Nanterre, pour qui cet Algérien, en France depuis 1991, « n'aurait jamais été interpellé à son domicile si sa demande de régularisation n'avait pas été examinée et rejetée. Les gendarmes saisis par la préfecture sont allés là où il y avait une adresse ».

« Il a malheureusement commis l'erreur de solliciter sa régularisation alors qu'il n'avait pas dû se trouver sur le territoire », ajoute l'avocate commis d'office qui l'a assisté au tribunal.

La préfecture des Hauts-de-Seine dément avoir transmis les coordonnées de M. Khallafi aux gendarmes. Elle estime que les

promesses gouvernementales selon lesquelles la police n'aurait pas recherché à leur domicile les sans-papiers déboutés n'a pas été mise en cause. Au cabinet du préfet, on estime en revanche que l'utilisation à des fins policières des adresses fournies par les sans-papiers dont la demande de régularisation a été rejetée « n'aurait rien de choquant pour une personne ayant fait l'objet d'une interdiction du territoire français ».

Placé en chambre carcérale à l'hôpital Max-Fourstier de Nanterre, Abdelkader Khallafi est sorti libre, vendredi 15 janvier, et a été pris en charge par le collectif des sans-papiers des Hauts-de-Seine. L'arrêté d'expulsion et les jugements d'interdiction du territoire demeurent. Les gendarmes connaissent son adresse. La procédure recommencera s'il est de nouveau interpellé.

Alexandre Garcia

## Les Chinois régularisés créent leur association d'entraide

LE LICENCIEMENT de Lin Ye, employée d'un atelier de confection, a été un jeu d'enfant pour son employeur du quartier du Sentier à Paris. Il lui a demandé de signer des papiers. Elle n'en a pas saisi le sens. C'était une lettre de démission. Comme beaucoup de Chinois qui vivent et travaillent entre complicités, cette femme de quarante ans ne maîtrise pas la langue française en dépit de dix années de séjour à Paris.

Depuis que le patron de l'atelier avait appris que M<sup>me</sup> Ye était enceinte, il lui confiait systématiquement les tâches les plus difficiles, pour l'amener à s'en aller. Mais elle savait que son travail était la condition sine qua non pour obtenir des papiers en France. Elle devait tenir. Elle a été régularisée en juillet 1998. Son statut légal lui permettrait d'obtenir des allocations de maternité et des indemnités de chômage. Elle ne

les aurait pas obtenues sans l'aide de l'Association sino-française d'entraide et d'amitié (Aséa), récemment créée spécialement par les Chinois nouvellement régularisés, membres d'un « troisième collectif des sans-papiers ».

« QUATORZE HEURES PAR JOUR » « Les Chinois acceptent de travailler dans des conditions que les Français refusent », explique Tinglin Jia, interprète de l'Aséa. Dans la confection, les sans-papiers travaillent jusqu'à quatorze heures par jour, payés sans lumière, sans chauffage en hiver. Ceux qui ont des papiers s'accrochent à leur travail déclaré, même dans des mauvaises conditions, pour pouvoir renouveler leur carte de séjour. »

L'association a été créée pour faire valoir les droits des anciens sans-papiers auprès des employeurs, qui peuvent être tentés de les licencier après leur régularisation, et pour promouvoir leur intégration dans la société française. « Nos amis français interviennent auprès des employeurs pour rétablir la justice », explique le président de l'Aséa, qui se fait appeler Hong Diseng. C'est ainsi que M<sup>me</sup> Ye a pu accéder à ses droits. Mais pour éviter qu'à l'avenir nos compatriotes signent n'importe quel papier, pour qu'ils sachent rédiger une demande ou se plaindre eux-mêmes, nous organisons des cours de français. »

Peu à peu, les mœurs changent dans ce milieu très imprégné par la tradition. Les jeunes Chinois sans-papiers récemment arrivés en France sont sortis de leur réserve en manifestant dans la rue pour la régularisation. La création de l'association ressemble à un nouveau pas vers l'intégration.

K. N.

K. N.

## Hassan Sidibé : l'espoir dans dix mètres carrés promis à la démolition

HASSAN SIDIBÉ vit en France depuis huit ans, sans papiers. Malien, il est venu irrégulièrement, via la Belgique, dans ce pays qu'il imaginait tel que son père, commerçant, l'avait décrit : prospère et juste. Son espoir était de trouver du travail pour aider sa famille. Avec sa femme et leurs deux filles de trois et quatre ans, Hassan habite aujourd'hui Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), dans une pièce de dix mètres carrés. La bâtisse est promise à la démolition. Le père de la famille, fatigué mais souriant, ne se plaint pas. « Nous avons le nécessaire : l'électricité, l'eau [froide], le four à gaz. » Hassan et son épouse survivent, entre le travail au noir et les dons de la Cimade (association protestante d'aide aux étrangers) pour les enfants.

Lorsqu'il est arrivé en France, Hassan Sidibé a pu, un temps, travailler légalement, en tant que demandeur d'asile. Employé sur des chantiers, il gagnait alors 6 000 francs (914,63 euros) par mois

et pouvait se permettre de louer un appartement correct à 2 500 francs (381,09 euros). Mais le statut de réfugié ne lui a pas été accordé et les autorités l'ont invité à quitter le territoire. Il est resté à Paris, sans papiers. Il a travaillé au noir dans la construction mais a été rapidement interpellé par la police. Condamné à six mois de prison et cinq ans d'interdiction du territoire, il n'a pas été reconduit à la frontière à sa sortie de détention.

Cette décision judiciaire l'a empêché de demander à bénéficier de la circulaire de régularisation. En mars 1998, lorsqu'il a rejoint les sans-papiers qui voulaient occuper l'église Sainte-Elisabeth, à Paris, il a été à nouveau interpellé. Mais les trois mois destinés à conduire les manifestants à la préfecture de police ne pouvaient contenir tous les sans-papiers. « Ceux qui ne pouvaient rentrer dans les bus ont été invités à rentrer chez eux », assure Hassan Sidibé. Il en faisait partie mais il n'a pas voulu laisser ses cama-

rades. Avec sa femme, ses enfants et quelques amis, il a pris le métro pour manifester sous les fenêtres du centre de rétention et réclamer « le droit de vivre et de travailler comme tous les gens ».

### « IL NE FALLAIT PAS FAIRE D'ENFANTS »

« Sans papiers nous n'avons rien : pas de travail, pas de sécurité sociale, rien. Une assistante sociale à qui j'ai demandé un jour de l'aide pour faire manger mes enfants m'a répondu que si je n'avais pas de moyens, il ne fallait pas faire d'enfants. » Hassan dit qu'il n'est pas découragé, que jamais il ne rentrera au Mali. Sa vie est en France. Ses enfants vont à l'école maternelle. L'espoir est revenu depuis que sa femme a été régularisée, depuis qu'il a été assigné à résidence, ce qui suspend l'effet de son interdiction du territoire. En attendant les papiers, il continue sa vie illégale, à la vue de tous.



## Le parquet de Montpellier ouvre une enquête sur les pratiques de SOS-Psy

Médecins et psychiatres dénoncent cette association de psychothérapie par téléphone

Une enquête préliminaire sur le fonctionnement de SOS-Psy, une association proposant depuis novembre 1998 des consultations psychothé-

raques par téléphone, vient d'être ouverte par le parquet de Montpellier (Hérault). Les pratiques de cette association ont suscité, ces dernières se-

maines, une vive polémique dans les milieux ordinaires et psychiatriques qui jugent ces pratiques « inacceptables ».

**LE PARQUET DE MONTPELLIER** (Hérault) vient d'ouvrir une enquête préliminaire destinée à contrôler le fonctionnement de l'association SOS-Psy, qui propose, depuis novembre 1998, des consultations de psychothérapie par téléphone. L'enquête, confiée au service régional de police judiciaire, vise surtout Gérard-Juan Uribe, le président-fondateur de cette association.

Condamné à douze reprises par le passé à des peines, dont certaines de prison ferme, dans des affaires d'escroquerie, de vol et d'attentats à la pudeur notamment, M. Uribe est actuellement visé par deux informations judiciaires ouvertes à Montpellier par le juge d'instruction Claudine Laporte : l'une pour escroquerie, au préjudice de l'association Enfants sans frontières, et l'autre à la suite de deux plaintes pour agres-

sion sexuelle sur mineur de moins de quinze ans.

M. Uribe ne fait aujourd'hui l'objet d'aucune mise en examen, et sa responsabilité dans ces affaires n'est en rien démontrée. Le procureur de la République de Montpellier souhaite toutefois s'assurer que l'association SOS-Psy n'a pas d'autre objet que celui, officiellement affiché, d'assister les personnes en situation de détresse.

La création de cette association et la publicité faite sur ce thème par M. Uribe alimentent depuis quelques jours une vive polémique, les responsables ordinaires et les syndicats de psychiatres condamnant sans nuance une telle initiative.

Les membres de SOS-Psy proposent en effet des consultations de « psychothérapie » par téléphone avec règlement par carte

de crédit. L'association se présente comme un « service adapté aux besoins de chaque cas » offrant « la garantie d'avoir au bout du fil une oreille non seulement attentive mais spécialisée, un thérapeute professionnel ». Elle entend aussi pallier l'absence de disponibilité des praticiens et des services d'urgences psychiatriques.

**6 FRANCS LA MINUTE**

Selon l'association, le contact téléphonique offre d'autre part un gain de temps et d'argent, mais aussi une totale discrétion. L'appel est facturé 90 francs (13,72 euros) le premier quart d'heure, soit 6 francs (0,91 euro) la minute. Une consultation, non remboursée, peut ainsi rapidement atteindre des sommes de l'ordre de 500 francs (76,22 euros) à 1 000 francs (152,44 euros).

Initialement, les responsables de l'association expliquaient que cette dernière était composée de seize personnes – psychologues, psychanalystes, psychothérapeutes et psychiatres –, qui travaillaient en se relayant jour et nuit et qui, en fonction des problèmes psychologiques de leurs interlocuteurs, pouvaient les diriger vers d'autres praticiens. Après quelques semaines d'existence, SOS-Psy était, selon ses promoteurs, représentée dans vingt-trois départements.

Le discours, aujourd'hui, n'est plus le même. « C'était une erreur que de dire que nous avions, parmi nous, des psychiatres, a confié au Monde Carol Poulin, psychoté-

rapeute membre de l'association. Les seuls contacts que nous pouvons avoir avec des médecins concernent les personnes qui ne relèvent pas de notre compétence et auxquelles nous pouvons conseiller de prendre contact avec un spécialiste médical ».

Cette précision fait suite aux critiques, très sévères, émises notamment par le syndicat des psychiatres français, pour qui « la pratique de soi-disant "psychothérapies" par téléphone, en dehors de tout contact direct et, qui plus est, de toute démarche et conséquence médicale, est inacceptable et dangereuse pour les personnes en souffrance psychique qui y auraient recours ». Ce syndicat ajoute, à propos de l'activité de SOS-Psy, que « son caractère lucratif surajouté paraît contraire à toute éthique et déontologie médicales ».

Marcel Danan, psychiatre et président de l'Ordre des médecins de l'Hérault, a pour sa part mis ses confrères en garde, regrettant de ne pouvoir lui-même déposer plainte, cette association n'étant pas constituée de médecins.

Pour le professeur Bernard Glorion, président du Conseil national de l'Ordre des médecins, une telle initiative « n'est pas acceptable ». Selon lui, si le téléphone peut être un outil fort utile (par exemple en cas de situation d'urgence ou de conseils demandés par un patient connu du praticien), il ne peut en aucune façon se substituer au contact personnel, indispensable pour établir un diagnostic et prescrire une thérapie. « Ces règles élémentaires et fondamentales valent également pour la pratique psychiatrique », a déclaré le professeur Glorion au Monde. D'autre part, si cette association, comme on peut le craindre, se contente d'orienter vers un praticien, il s'agit d'un rabattage. Si elle prétend assurer des consultations thérapeutiques, elle prend des risques majeurs. Il y a là, en termes de santé publique, un véritable danger face auquel la direction générale de la santé ne pourra pas ne pas prendre des mesures restrictives ».

Jean-Yves Nau  
(avec Jacques Monin, à Montpellier)

Hervé Gattegno

## Un procès en diffamation oppose Michel Giraud à Claude-Annick Tissot

Les marchés publics au centre du conflit



PROCES

Claude-Annick Tissot, élue du même parti, qui fut un temps présidente de la commission d'appel d'offres du conseil régional.

M. Giraud s'estimait diffamé par un article publié dans L'Événement du jeudi, le 12 juin 1997, sous le titre : « Claude-Annick Tissot accuse : il y avait un chef derrière les soldats, Michel Giraud ». Dans cet entretien, M<sup>me</sup> Tissot évoquait des dysfonctionnements dans les procédures d'attribution des marchés de travaux publics, en particulier des lycées. Elle dénonçait un système « un peu mafieux » mis en place par M. Giraud.

Ce conflit entre élus RPR devrait connaître d'autres développements judiciaires puisqu'une instruction est toujours en cours à Paris (Le Monde daté 1<sup>er</sup> - 2 novembre 1998) à propos des rénovations des lycées franciliens. Mais cela n'a pas empêché la dix-septième chambre, présidée par Martine Ract-Madoux, de s'attarder d'ores et déjà sur le fond du dossier. De fait, les débats sont allés bien au-delà d'un « simple » article de presse et M. Giraud s'est retrouvé à plusieurs reprises en position de prévenu.

M<sup>me</sup> Tissot, qui a démissionné de ses fonctions en mai 1996, a en effet confirmé ses accusations. « Les irrégularités que j'ai pu constater, a-t-elle indiqué, visaient toutes à limiter la concurrence, voire à l'éliminer complètement. Elles ont entaché toutes les procédures de marchés publics. » Très critique à l'égard de l'ancien président du Conseil régional et de ses plus proches collaborateurs, M<sup>me</sup> Tissot a évoqué « un système Giraud ». Un jour, a-t-elle rappelé, on m'a dit que j'allais faire couler le BTP, j'ai compris que j'avais contrarié tout le monde. »

pointue du dossier, l'ancienne présidente de la commission d'appels d'offres a affirmé que M. Giraud était « au courant » des irrégularités commises. Interrogée sur la « finalité » de ce « système », M<sup>me</sup> Tissot a laissé entendre que l'argent ainsi dégagé aurait bénéficié à des élus. Elle a également rappelé les circonstances de son départ. A l'entendre, M. Giraud serait intervenu auprès de l'Élysée pour qu'elle soit poussée à « démissionner ». Une thèse que M. Giraud a vivement contesté, indiquant au contraire qu'il avait longtemps fait preuve d'« indulgence » à son égard.

**« MENACES »**

Lors de ses nombreuses interventions, la présidente Ract-Madoux a souligné que les propos de M<sup>me</sup> Tissot sur les marchés publics étaient confortés par plusieurs éléments. D'abord, un rapport de la chambre régionale des comptes, rendu public en mars 1997, auquel la magistrate a fait référence pour contredire M. Giraud. Ensuite, un témoignage écrit, transmis au tribunal par l'ancien directeur des affaires financières de la région, Didier Selles. Dans ce courrier de douze pages ce dernier apporte son soutien à M<sup>me</sup> Tissot. Il dénonce à son tour des « irrégularités », ainsi que des « menaces voilées ou directes » et des « tentatives d'intimidation ».

Appelé à la barre, M. Giraud s'est insurgé contre ces mises en cause. Jurant n'avoir « jamais demandé la tête de M<sup>me</sup> Tissot », il s'est dit atteint dans son « honneur ». Reconnaisant tout au plus des « irrégularités administratives », il a cherché à démontrer qu'il avait lui-même mis un terme à certaines pratiques antérieures à son élection. « M<sup>me</sup> Tissot a des motivations que je ne perçois pas », a-t-il indiqué à propos des accusations, répétées et précises, portées par la partie adverse. « Dans toute ma vie publique, a-t-il insisté, visiblement tendu, je n'ai jamais perçu 1 franc de qui que ce soit. » L'audience devait se poursuivre, mardi 19 janvier, avec les plaidoiries des avocats et le réquisitoire du substitut, Bénédicte Pasquet.

Philippe Broussard

### Une profession sans statut légal

La polémique suscitée par la création de l'association SOS-Psy trouve pour partie son origine dans les ambiguïtés de la profession de « psychothérapeute » et des diverses pratiques de « psychothérapies ». On estime aujourd'hui en France à 12 000 environ le nombre de personnes qui exercent, en dehors de tout statut légal, la profession de psychothérapeute.

Un mouvement a été lancé voici plus d'un an pour obtenir une réglementation de cette activité (Le Monde daté 4 décembre 1997). « La pratique spécialisée des psychothérapies demande à la fois une formation et une compétence à la clinique psychiatrique et à la technique psychothérapeutique, indique le syndicat des psychiatres français. Elle est, en France, largement pratiquée par l'ensemble des psychiatres. Ces suivis sont, d'autre part, pris en charge par l'assurance-maladie aux tarifs conventionnels usuels des lors qu'ils sont médicalement justifiés et pratiqués par des médecins en ayant la compétence. »

### Les propos apeurés d'un ancien intermédiaire de l'OM

MARSEILLE

de notre envoyé spécial  
Spiros Karageorgis s'en est tenu à sa promesse : il s'est présenté, lundi matin 18 janvier, à la barre du tribunal correctionnel de Marseille, afin d'être jugé, en solitaire, pour son rôle dans le scandale à trois des comptes de l'OM durant les années Tapie. Le 4 juillet 1997, cet « intermédiaire » athénien avait été condamné à 18 mois d'emprisonnement, assortis d'une amende d'un million de francs. Mais il n'avait pas pris part au procès. Ce n'est qu'après que la cour d'appel d'Aix-en-Provence eût sensiblement réduit les peines infligées aux anciens dirigeants de l'OM, Bernard Tapie en tête (Le Monde du 5 juin 1998), que les juges purent enfin mettre un visage sur son nom. M. Karageorgis se constituait prisonnier, le 21 septembre 1998. Le mandat d'arrêt dont il était l'objet fut levé, il fut aussitôt relâché et jura de revenir s'expliquer.

Il est donc revenu, mais ses explications sont maigres. « J'ai une passion pour le football et je lui ai rendu service », a-t-il dit à ses juges. Il n'a rien avoué, rien révélé. De lui, le tribunal a simplement appris qu'il exerçait la profession de « courtier en finances », qu'il avait vécu en Suisse, travaillé dans une banque et qu'il parlait « cinq ou six langues couramment ». De l'OM, M. Karageorgis a évoqué l'« ambiance nouveau riche ». Suit l'énumération d'une série de fausses factures, rédigées à

l'entête de sociétés fictives, immatriculées au Panama, puis en Suisse – « On m'avait demandé, dit-il, d'avoir une adresse européenne parce que c'était mieux... ». Au total, 26 millions de francs ont transité par ses comptes. L'OM payait, il restituait l'essentiel des sommes, en espèces, à ses dirigeants. « A qui exactement ? », interroge l'avocat de la ligue de football, Jean Appietto. « Je le déposais à ma banque suisse qui, par compensation, le versait à Paris, à la banque Paribas, place de l'Opéra », répond l'intermédiaire. La piste conduit ainsi à une impasse. Le président avance l'hypothèse de la « corruption », dont l'ombre plane toujours sur ce dossier. « J'exécute la corruption », répond-il, dans une molle indignation. Si j'avais le sentiment d'avoir donné 100 000 francs qui auraient servi à de la corruption, je le dirais. »

**« TENTATIONS »**

A la barre depuis deux heures, il bredouille, s'embrouille, bute sur le nom des clubs – jamais sur celui des banques. « Dans le football, il y a beaucoup d'argent, concède-t-il. Il y a des tentations. Certains y succombent. » Le tribunal insiste. Il baisse les yeux, s'excuse : « Je ne peux accuser personne sans preuve ». Il semble apeuré. Revient en mémoire les mots qu'il confia un jour à un juge suisse, quand il évitait la France : « Pour des raisons que je ne peux pas indiquer, il en va de ma sécurité face aux dirigeants de

l'OM ». Sévère, la représentante du parquet demande la confirmation de sa peine. « Ne faites pas de lui un bouc émissaire », plaide son avocat. L'OM de M. Tapie a laissé derrière lui un passif de 250 millions de francs. Ses anciens dirigeants ont été condamnés à en rembourser une partie. Mais une légèreté procédurale a conduit à ce paradoxe cruel : seul M. Tapie n'aura rien à payer...

Jugement le 26 février.

THIEFFRY  
&  
ASSOCIES

PARIS  
NEW YORK

AVOCATS  
www.thieffry.com

BRUXELLES  
SHANGHAI

### DÉPÊCHES

■ **ÉDUCATION** : Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, a signé, lundi 18 janvier à Saint-Quentin (Aisne), le premier « contrat de réussite » en réseau d'éducation prioritaire (REP). Constitué de quatre zones d'éducation prioritaires (ZEP), le réseau s'engage à atteindre des objectifs, notamment en matière de maîtrise de la langue. « Je vais veiller évidemment à ce que dans les ZEP il n'y ait pas diminution des moyens », a déclaré M<sup>me</sup> Royal à l'attention des enseignants.

■ **CONTAMINATION** : une dizaine de personnes hospitalisées à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne) ont été contaminées par une bactérie de la peau baptisée *Acinetobacter baumannii*, entre novembre 1998 et janvier. Deux personnes qui « présentaient un état général très altéré » sont décédées les 12 et 13 décembre 1998 à la suite de cette épidémie, a précisé, lundi 18 janvier, l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris. Les infections contractées en milieu hospitalier, dites « nosocomiales », provoquent environ 10 000 décès chaque année.

هذا من النص



## Ile-de-France : trop de projets d'incinérateurs d'ordures ménagères

La surcapacité des équipements prévus par les départements va à l'encontre de la loi qui veut favoriser le tri sélectif. Les préfets vont demander aux conseils généraux de revoir leur plan d'élimination des déchets. L'usine de Vitry, très contestée, n'a pas obtenu son autorisation d'exploitation

L'ILE-DE-FRANCE ne pourra pas être au rendez-vous : la loi du 13 juillet 1992, qui fixe à 2002 l'obligation de fermeture de l'ensemble des décharges brutes (c'est-à-dire non conformes à des normes strictes d'étanchéité) ne sera pas respectée par la région la plus productrice de déchets ménagers. Quelque 5 millions de tonnes d'ordures sont produites chaque année et 1,7 million de tonnes partent encore en décharge, selon les derniers calculs de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (Iauris).

Les plans départementaux d'élimination des déchets avaient planifié la construction d'une série d'incinérateurs capables de brûler au total plus de trois millions de tonnes de déchets. La liste des projets est impressionnante : deux usines en Seine-et-Marne (Melun et Montesson) et à Saint-Thibault ; trois installations dans les Yvelines (Carrières-Poissy, Guerville et Th-

verval) ; une usine en Essonne à Vert-le-Grand et deux nouveaux fours à Massy et à Villejust ; deux incinérateurs dans le Val-d'Oise (Sarcelles et Cergy), plus une extension à Argenteuil ; une usine dans les Hauts-de-Seine (Gennevilliers) ; une usine en Seine-Saint-Denis (Tremblay) ; la reconstruction de l'usine d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) ; et enfin deux grosses installations dans le Val-de-Marne à Créteil et Vitry.

Or le changement de gouvernement a chamboulé cette course à l'équipement. Après avoir fait un bilan des plans départementaux, le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'environnement a constaté que, dans l'ensemble des départements d'Ile-de-France, les autorités locales avaient élaboré des schémas faisant une part trop belle à l'incinération au détriment des autres modes de traitement. Le 22 avril 1998, une réorientation radicale de la politique des déchets était décidée : une circulaire fixait à 50 %

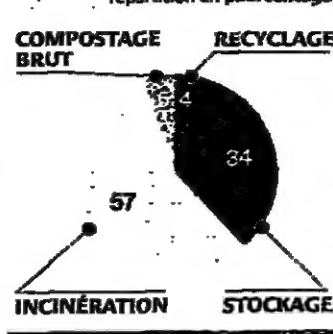
le niveau national de recyclage. Persuadé que l'équilibre des filières de traitement devait être réexaminé en région parisienne - le Syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de l'agglomération parisienne (Syctom) tablait sur une capacité d'incinération de 83 % des déchets en l'an 2000 -, le ministère a, à l'automne 1998, demandé aux préfets de revoir leur copie. Les plans ont en effet été bâtis sur une hypothèse de hausse de la production francilienne des déchets.

### SURCAPACITÉ

Hypothèse qui s'avère fautive d'après une étude de l'Observatoire régional des déchets (Ordif) mettant en évidence une baisse de la production des ordures ménagères. De plus, les plans départementaux ont sous-estimé l'évolution des comportements des populations et des industriels. Les collectes sélectives connaissent un succès plus important qu'escompté, et les déchets industriels banals sont en régression

### Les traitements des déchets en Ile-de-France

répartition en pourcentage



du fait d'une politique volontariste de certains entrepreneurs. Résultat : les départements d'Ile-de-France ont planifié une surcapacité patente d'incinération. Le premier projet à partir de cette réorientation pourrait être l'incinérateur de Vitry : cette énorme usine de 400 000 tonnes de capacité annuelle et d'un coût de

1,5 milliard de francs viendrait s'ajouter à trois usines existantes déjà dans le Val-de-Marne, ce département devenant le plus équipé de France.

Le projet cristallise depuis un an tous les mécontentements : recours en annulation déposés par les associations écologistes, oppositions des conseils municipaux et des populations consultées par référendum organisé par les maires de Vitry et d'Alfortville, lettre à la ministre de l'environnement de l'époque, Corinne Lepage... L'incinérateur est même devenu un enjeu majeur des élections législatives dans certaines circonscriptions.

Depuis deux ans, le ministère essaie de gagner du temps afin de faire avancer des alternatives. En novembre 1997, le préfet du Val-de-Marne, Francis Idrac, avait refusé le permis de construire de l'usine déposée par le Syctom. Motif invoqué : le trafic des camions apportant les ordures dans l'usine est trop important. Un deuxième permis de

construire, conforme aux exigences préfectorales, est déposé à l'automne 1998. L'autorisation est accordée en décembre.

Mais le délai d'instruction du permis d'exploitation, document sans lequel l'usine, même construite, ne peut démarrer, est prorogé d'un an. Le préfet justifie cette prolongation de l'instruction du dossier par la nécessité d'inscrire le projet de l'usine dans la révision générale du plan départemental. La préfète de Paris, Colette Horel, a été chargée d'élaborer un plan départemental. De son côté, le préfet de région doit rendre, fin janvier, une étude des flux interdépartementaux. Le ministère coordonnera ensuite un réexamen de tous les gros projets initialement prévus : les incinérateurs de Tremblay et Vitry sont sur la sellette.

Mais le bras de fer engagé avec le président du Syctom, Philippe Dominati, conseiller (DL) de Paris et conseiller régional, ne semble pas s'apaiser. Mercredi 6 janvier, M. Dominati a réuni une commission d'appel d'offres qui a attribué 400 millions de francs (60 millions d'euros) pour quinze nouveaux marchés publics. « Je considère qu'en accordant le permis de construire, l'Etat a décidé de laisser s'appliquer le plan départemental d'élimination des déchets tel qu'il est prévu », souligne le conseiller de Paris.

Le maire (PC) de Vitry, Alain Audoubert, a aussitôt réitéré son opposition : dans un communiqué publié mercredi 13 janvier, il affirme qu'« il serait inacceptable que le Syctom engage des chantiers sans avoir la certitude de pouvoir le faire fonctionner ». Le préfet tente de désamorcer le conflit en affirmant que ce permis demeure « virtuel comme une voiture sans clé ». Reste à en persuader les riverains.

Jean-Claude Pierrette

Sylvia Zappi

## Azalys veut incinérer propre

BAPTISÉE Azalys et implantée à Carrières-sous-Poissy (Yvelines), l'usine d'incinération et de valorisation des ordures ménagères du Syndicat intercommunal pour la destruction des résidus urbains (Sidru), qui groupe quinze communes autour de Saint-Germain-en-Laye, soit une population de 196 000 habitants, se veut « la plus propre de France ».

C'est au terme de dix ans de bataille entre inconditionnels du compostage et adeptes de l'incinération, sur fond de refus des communes retenues pour sa future implantation, qu'Azalys, après deux ans de construction, a été mise en service, le 1<sup>er</sup> décembre 1998.

Le centre de traitement, qui s'inscrit dans un véritable schéma de tri sélectif, est composé d'une déchetterie d'une capacité de 3 750 tonnes par an et d'une usine de valori-

sation énergétique de 115 000 tonnes par an. Le taux de valorisation des déchets devrait atteindre 94 % des tonnages récupérés sous forme de matière ou de production énergétique, les 6 % restants étant acheminés vers des centres d'enfouissement technique. La récupération de chaleur permettra une production d'électricité de l'ordre de 45 000 mégawatts par an, soit 20 000 tonnes équivalent pétrole, dont un quart sera utilisé pour le fonctionnement de l'usine et le reste exporté vers le réseau EDF.

Les normes retenues pour le site sont plus draconiennes que celles actuellement en cours d'élaboration en Europe en matière de traitement des polluants gazeux contenus dans les fumées. Elles correspondent aux valeurs hollandaises, qui sont parmi les plus sévères du monde. Pour y parvenir, des tech-

niques de pointe ont été mises en œuvre, ainsi l'installation destinée au traitement des gaz de combustion occupe, à elle seule, 40 % de la surface totale de l'usine. Les fumées subissent un traitement humide, sans rejet d'eau, ainsi qu'une dénitroxydation par voie catalytique des oxydes d'azote et d'oxydes, un système qui a l'avantage de ne pas produire d'odeur et d'atténuer au maximum l'effet de panache à la sortie des cheminées. Autre particularité d'Azalys, l'eau qui était en contact avec les gaz ou les résidus de combustion est récupérée, traitée et réutilisée en circuit fermé.

La réalisation de cette unité, construite et exploitée par Novergie, filiale de la Lyonnaise des eaux, a nécessité un investissement de 511 millions de francs (77,9 millions d'euros), subventionné pour 94,5 millions de francs

par la région Ile-de-France, dans le cadre du contrat Terres-Vives, 30 millions de francs par le conseil général des Yvelines et 15,7 millions de francs par l'Association pour l'environnement et la maîtrise de l'énergie (Ademe). Le prix de revient du traitement est de l'ordre de 520 francs hors taxes la tonne.

Le centre de Carrières-sous-Poissy, qui emploie 32 personnes, dont 80 % de niveau technicien, bac professionnel ou BTS, fonctionnera 300 jours par an, les mois d'été étant mis à profit pour l'entretien. Pour intégrer Azalys dans le paysage, le bâtiment est partiellement enterré et entouré de talus végétalisés dont certains s'élèvent jusqu'à 13 mètres au-dessus du sol, le tout entouré d'arbres, d'arbustes et de plantations.

## Plusieurs mises en cause visent l'architecte des Bâtiments de France de la Gironde

### BORDEAUX

de nos envoyés spéciaux

Il est convaincant, Jean-Pierre Errath. Surtout quand il explique au profane, croquis et photos à l'appui, pourquoi il a choisi telle solution plutôt que telle autre pour nettoyer une façade XVII<sup>e</sup> du cours du Chapeau-Rouge, restaurer un cloître place du Chapelet ou empêcher un clocher du Médoc de s'écrouler. Architecte des Bâtiments de France pour la Gironde depuis 1978, cet homme élégant, et dont tout le monde ici loue la compétence, est pourtant au centre d'une enquête que *Sud-Ouest* n'hésite pas à qualifier de « monumentale ». Le quotidien régional a ainsi révélé que la section française du SRP de Bordeaux avait, dans le cadre d'une enquête préliminaire ordonnée au printemps 1998 par le parquet de Bordeaux, envoyé à plus de deux cents maires du département des lettres leur demandant des précisions sur des marchés passés en vue de la restauration de monuments. En 1996, la direction régionale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DDCRF) avait déjà alerté le parquet sur les pratiques de l'ABF.

Après l'Oise, où plus de 800 élus avaient manifesté en décembre pour protester contre la garde à vue et la mise en examen d'une dizaine d'entre eux dans le cadre d'une enquête portant aussi sur les marchés relatifs à la restauration de bâtiments du patrimoine, la Gironde va-t-elle à son tour connaître la colère des édiles locaux ?

Apparemment, et compte tenu d'informations très fragmentaires sur l'enquête en cours, celle-ci tendrait plutôt à prouver qu'en l'occurrence les maires interrogés ont été davantage les victimes que les artisans d'un système très contestable d'attribution de certains marchés. Ce qui ne supprime en rien la possibilité éventuelle de poursuites contre certains d'entre eux.

L'histoire commence souvent autour d'un clocher qui rend l'âme. « Les maires, surtout en milieu rural, sont totalement livrés à eux-mêmes, notamment depuis les lois de décentralisation », explique Michel Du-

ne les empêche pas de faire appel à l'Etat dès qu'ils le peuvent. Un problème de route ? On s'adresse à la direction de l'équipement. Un problème de clocher qui s'écroule ? On s'adresse à l'ABF. » Le statut d'architecte des Bâtiments de France lui permettant de travailler aussi à son compte, c'est coffré de sa première casquette, celle de serviteur de l'Etat, que Jean-Pierre Errath va donc se rendre au chevet du bâtiment malade pour faire un premier diagnostic. Il indique ensuite au maire les procédures à suivre pour obtenir les subventions nécessaires à d'éventuels travaux de rénovation. Subventions sur lesquelles il aura son mot à dire : ainsi le conseil général ne peut accorder d'aides

pouvant rien lui refuser, d'autant qu'il se comportait comme un seigneur sur ses terres et qu'il avait été envoyé en grandes pompes par la préfecture. »

« Il n'y a aucun lien entre l'attribution des travaux et l'octroi de subventions, rétorque Jean-Pierre Errath. Pour preuve : en 1996, j'ai été maître d'œuvre de seize chantiers seulement sur les 237 ouverts dans le département. » L'ABF de Gironde défend bec et ongles son statut : « D'abord, nous ne sommes pas les seuls fonctionnaires à pouvoir effectuer des travaux privés. Le professeur de faculté peut bien écrire des livres ! D'autre part, il vaut mieux un architecte responsable, qui travaille jour et nuit, qu'un architecte rond-de-cuir

yeux, un tel n'est pas sérieux, un autre n'a pas la compétence suffisante, le troisième manque de références. Comment voulez-vous qu'on puisse le contredire, on n'est pas de la partie. » « Nous n'avons un bon résultat, répète l'architecte, que si nous nous appuyons sur les seuls professionnels que nous avons. »

Maryse Campion, responsable avec son mari d'une entreprise de bâtiment artisanale établie dans la banlieue de Bordeaux depuis plus de vingt ans, n'a toujours pas admis avoir été déclarée « incompétente » en décembre 1997 par l'architecte des Bâtiments de France pour la restauration d'une façade du centre de Bordeaux classée monument historique. « Il a décidé sans nous consulter, estime cette femme énergique, ce n'est pas parce qu'une entreprise est modeste qu'elle va mal faire le travail demandé. » Maryse Campion refuse de se taire, fait appel à son syndicat. La « guerre des façades » est déclenchée. Robert Golaud, le président du syndicat des artisans du bâtiment, s'élève contre le « veto de l'architecte des Bâtiments de France » et dénonce « la confiscation des marchés de la restauration du patrimoine ancien au profit de quelques-uns ».

Les maires commencent à renâcler. Michel Dufranc, premier magistrat de La Brède, la ville natale de Montesquieu, a choisi de lancer un concours pour la réhabilitation de l'église de sa commune plutôt que de passer par la procédure classique de l'appel d'offres restreint. « Compte tenu des nouvelles dispositions du code pénal, je ne voulais pas servir de laboratoire et risquer, on ne sait jamais, une mise en examen pour délit de favoritisme. » Le concours est un succès : vingt cabinets d'architectes sont sur les rangs, dont celui de Jean-Pierre Errath. Le jury l'écarte, suivant l'avis du représentant de la direction de la concurrence, qui estime que l'architecte des Bâtiments de France a été avantage par rapport aux autres concurrents puisqu'il a eu connaissance du dossier en réalisant des études préalables sur l'église.

Claudia Courtols et José-Alain Fraïlon



**VENTES PAR ADJUDICATION**  
**Office Spécial de Publicité**  
47, rue Louis Blanc 92094 LA DEFENSE Cedex  
Tél : 01.49.84.81.84 - Fax : 01.43.33.51.36

**75** Vente au Tribunal de grande Instance de PARIS  
Jeudi 4 Février 1999 à 14h 30  
**APPARTEMENT (253 m<sup>2</sup>) à PARIS 15<sup>ème</sup>**  
avec piscine - 71, rue de la Croix-Nivert  
2 séjours, 1 salon, 4 chambres, 2 salles de bains, cuisine  
**MISE A PRIX : 1.300.000 F**  
S'adr. à Me CHEVROT, Avocat à PARIS 8<sup>ème</sup>, 8, rue Tronchet  
Tél : 01.47.42.31.15 - Me de SARIAC, Avocat à PARIS 8<sup>ème</sup>, 42, Avenue  
George V - Tél : 01.47.20.82.38 - Me FRECHOU, Mandataire Judiciaire à  
PARIS 6<sup>ème</sup>, 18, rue Séguier - Me Armelle LE DOSSEUR, Mandataire  
Judiciaire à PARIS 4<sup>ème</sup>, 12, rue Pernelle - INTERNET : <http://www.licitor.com>  
Visites les 27 Janvier 1999 de 14h à 16h et le 1<sup>er</sup> Février 1999 de 10h à 12h

**92** Vente s/liquidation judiciaire au Palais de Justice de PARIS  
Jeudi 4 Février 1999 à 14h 30 - En deux lots  
**5 & 7, rue Gabriel-Péri à MONTROUGE**  
1<sup>er</sup> lot : APPARTEMENT de 4 P.P. (90 m<sup>2</sup>) en duplex  
Aux 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> étages du Bât. C et un box  
**MISE A PRIX : 1.300.000 F**  
Avec faculté de baisse de 15 % à défaut d'enchères  
2<sup>ème</sup> lot : PLATEAU de BUREAUX (126 m<sup>2</sup>)  
Au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment C et deux boxes - LIBRE  
**MISE A PRIX : 500.000 F**  
S'adr. à la SCP Bernard de SARIAC, Alain JAUNEAU, Avocats à PARIS  
8<sup>ème</sup>, 42, Avenue George V - Tél : 01.47.20.43.76 (uniquement de 10h à 12h) et  
3616 AVOCAT VENTES - Me CARRASSET MARILLIER, Mandataire  
Judiciaire à PARIS, 96, rue de Rivoli - Au Greffe du TGI de PARIS où le  
cabinet des charges est déposé. Sur les lieux pour visiter



# MERCI POUR CETTE FOLLE SOIRÉE !

MERCI à la Place de Paris de nous avoir permis de contribuer, par l'assistance technique que nous avons apportée à l'ensemble de la communauté financière depuis avril 1997, à la réussite du passage à l'euro.

Les consultants de PricewaterhouseCoopers ont pu préparer ainsi, avec les 69 acteurs principaux de la Place, ce basculement historique.

Mais qui se souvient encore dans le crépitement des bouchons de champagne des 18 mois de pilotage, des 10.000 entretiens téléphoniques, des 600 réunions avec nos interlocuteurs au sein des banques ?... Qu'importe après tout, puisque ce bruit sympathique qui accompagne les commentaires des présidents du Comité de pilotage des Marchés de Capitaux, Jean-François Théodore et Dominique Hoenn, est notre meilleure récompense.



“Un projet parfaitement orchestré...”

Jean-François Théodore  
Co-président du Comité de pilotage  
des Marchés de Capitaux

“Le partenariat que vous avez su établir  
avec les principaux établissements de la  
Place de Paris est l'une des clés de la  
réussite du projet euro.”

Dominique Hoenn  
Co-président du Comité de pilotage  
des Marchés de Capitaux

CONSEIL EN MANAGEMENT

PRICEWATERHOUSECOOPERS 

IL Y A UN PEU DE NOUS DERRIÈRE L'EURO

هناك من وراء اليورو



DISPARITIONS

# Oscar Cullmann

Un « géant » du mouvement œcuménique qui fut l'ami de trois papes

OSCAR CULLMANN, théologien protestant, ancien professeur des universités de Strasbourg et de Bâle, ancien directeur de l'Ecole pratique des hautes études à la Sorbonne, membre de l'Institut, est décédé à Chamonix, le samedi 16 janvier, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Aucun théologien protestant ne fut autant qu'Oscar Cullmann, né le 25 février 1902 à Strasbourg, passionné par la question des rapports avec Rome et de la réunification des Eglises. Pour le mouvement œcuménique, il restera l'un des « géants » du siècle. Et s'il est mort avant d'avoir vu aboutir son rêve, il ne faisait pas partie de ces œcuménistes impatients et déçus par l'essoufflement actuel. Il savait que la réunification prendrait du temps et admettait même les lenteurs du Vatican.

Avait-on jamais vu exégète

protestant écrire un livre aussi surprenant sur saint Pierre, justifiant presque le point de vue catholique sur la primauté de l'évêque de Rome (le pape), successeur du premier des apôtres. Ce maître ouvrage de 1952 fit sa renommée au Vatican, où il fut invité par Jean XXIII comme observateur protestant du concile Vatican II (1962-1965), et dont il suivit avec passion toutes les étapes et les sessions. Aussi, il devint l'ami de trois papes, de Jean XXIII, de Paul VI surtout et de Jean Paul II, malgré les freins qu'il mit à l'élan œcuménique des années 60 et 70.

Ce laïc de l'Eglise luthérienne d'Alsace-Lorraine, resté célibataire, était convaincu que l'unité des Eglises se ferait « par » leur diversité et non « malgré » elle. La diversité devrait être institutionnellement reconnue dans une sorte de communauté d'Eglises

autonomes, donnant par là « une visibilité » au rapprochement des chrétiens. Autant dire que ce modèle n'a reçu aucun début d'application. Les intuitions d'Oscar Cullmann sont résumées dans deux ouvrages tardifs, mais majeurs, parus au Cerf : *L'Unité par la diversité* (1986) et *Les Voies de l'unité chrétienne* (1992). Il fut à l'origine de la création, en 1972, de l'Institut œcuménique de Tannur (Jérusalem).

Oscar Cullmann aura eu plus de chance avec ses travaux sur le Nouveau Testament. Avant la découverte des écrits de Qumran (1948), il fut le premier à mettre au jour le rôle joué par le judaïsme orthodoxe dans le christianisme primitif. Avec l'Allemand Rudolf Bultmann (1884-1976), il restera l'auteur des plus grandes synthèses de théologie biblique du siècle. En témoignent des recueils comme

*Christ et le Temps* (1947), *Christologie du Nouveau Testament* (1958) et *Le Salut dans l'Histoire* (1966).

De Rudolf Bultmann précisément, Oscar Cullmann ne cessera de se différencier, au point d'entamer avec lui une controverse sur l'eschatologie. Le théologien combattit la tendance d'un Bultmann à réduire la foi à un engagement dans l'actualité, comme si son originalité n'était pas d'abord liée à une histoire et à la perspective d'un « au-delà ». Il veut restaurer le salut comme histoire, rétablir la tension eschatologique entre le « déjà » et le « pas encore », c'est-à-dire entre ce qui déjà est accompli par le Christ et l'avenir promis par la foi. Ce docteur « dans » l'Eglise laisse aujourd'hui orphelins de nombreux élèves.

Henri Thiry

# Paul Duchateau

Ancien secrétaire général du « Monde »

PAUL DUCHATEAU, ancien secrétaire général du *Monde*, est mort samedi 16 janvier à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Les rangs de la petite équipe qui a porté sur ses épaules *Le Monde* des premières années s'éclaircissent décidément de plus en plus. Quelques jours après ce formidable décour de l'Asie, et même des Asies, qu'était Robert Guillaud, disparaît le seul membre du personnel de ce journal qui tintait Hubert Beuve-Méry.

De cette intimité, Duchateau ne traitait nulle espèce d'orgueil ou de vanité : rien que le bonheur de servir un homme auquel il vouait une admiration attendrie et totalement dépourvue d'arrière-pensée.

Mais si leur entente était si profonde, ce n'est pas seulement parce que l'un et l'autre étaient fondamentalement des fidèles : le directeur-gérant avait besoin

d'avoir auprès de lui, comme secrétaire général de l'entreprise, un homme qui acceptait avec bonne humeur de se charger de l'aspect pratique des choses. Combien de fois ne l'a-t-il pas dépanné, notamment lorsqu'il s'est agi, alors que tous les moyens de transport étaient en grève, de le faire revenir d'urgence de Madagascar, où il se trouvait en mai 1968 ?

Chacun des survivants de la première génération du *Monde* doit garder, quand ce ne serait que parce que beaucoup d'entre eux ont été embauchés par lui, un souvenir personnel de la disponibilité et de l'affabilité de Paul Duchateau, dont on peut bien dire qu'il aimait, rare vertu en ce siècle, faire plaisir. Lui-même trouvait le sien dans l'accomplissement de sa tâche, y compris dans ses aspects les plus ingrats.

André Fontaine

## AU CARNET DU « MONDE »

### Naissances

Robert et André SARTIN, Denise SCHAFFER, Claude RÉMY et M<sup>me</sup> Annie RÉMY ont la joie d'annoncer l'arrivée de

Maria,

le vendredi 8 janvier 1999,

au foyer de Juliette et Jacques-Emmanuel RÉMY.

Zod est enchantée...

14, quai de Béthune, 75004 Paris. UNIVICP. HQ. Po. Box 1642, Chypre.

Arnaud et Coralie APPEL-MAMPAEY, leur fils Brice, ont la joie de faire part de la naissance de

Nils,

le 4 janvier 1999.

5, rue de la Berengère, 92210 Saint-Cloud.

Sophie, Christiane et Serge AIZENFISZ, Leokadia et Mieczyslaw OBADA. La famille CICHOSZ, sont heureux d'annoncer la naissance de

William,

le samedi 16 janvier 1999.

Agnesska et David AIZENFISZ.

7 rue des Moulins, 95160 Montmorency.

**Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 17 h**  
**Permanence le samedi jusqu'à 16 heures**

## Anniversaires de naissance

- A Didier HOLLARD,

dix ans de recyclage, vingt ans de gauche au pouvoir, trente ans de pédicure sans frontière, quarante ans de lecture du *Monde*, cinquante ans de calme olympien, soixante ans que le monde abrite un être exceptionnel.

Il était temps que *Le Monde* en parle !

Bon anniversaire, Papy !

Paul et Sarah.

### Décès

- Melou Kuentz, son amie, a la douleur de faire part du décès accidentel de

Mireille BABAZ,

professeur retraitée des universités,

survenue le 17 janvier 1999.

L'inhumation aura lieu, le jeudi 21 janvier, au cimetière parisien de Pantin, où l'on se réunira à l'entrée principale (conservation) à 11 h 30.

45, rue d'Avron, 75030 Paris.

- M<sup>me</sup> André Belorgey, née Thérèse Wiet, son épouse, Sylvie et Malo Caroff, Chantal et Jean-Luc Cruchon, ses enfants et petits-enfants, M. Jacques Belorgey, M. et M<sup>me</sup> Louis Lamere, ses frères et sœurs, ont la tristesse d'annoncer le décès de

André BELOGEY,

survenue le 17 janvier 1999.

La cérémonie religieuse aura lieu le 21 janvier, à 14 h 15, en l'église Saint-Joseph-Arthur, 36, rue du 18-Juin, à Saint-Cloud.

Pas de fleurs, mais des dons peuvent être versés à la recherche médicale.

124, boulevard de la République, 92210 Saint-Cloud.

- C'est avec une vive émotion que sa famille et ses amis informent que leur cher

Oscar CULLMANN, de l'Institut de France, professeur émérite aux universités de Paris, Strasbourg et Bâle, ancien recteur de l'université de Bâle, commandeur de la Légion d'honneur et des Palmes académiques,

s'est endormi dans la paix, à Chamonix, le 16 janvier 1999, dans sa quatre-vingt-septième année.

Le service funéraire aura lieu à Strasbourg, en l'église Saint-Thomas, le vendredi 22 janvier, à 14 h 30, suivi de l'inhumation au cimetière Saint-Gall, à Strasbourg-Koenigschoten.

Un service sera célébré à Bâle, le jeudi 21 janvier, à 14 heures, en la collégiale Saint-Leonard.

Avec toute leur reconnaissance envers tous ceux qui ont témoigné leur affection à l'insubmersible défunt.

Ceux qui le désirent peuvent déposer des fleurs dans les églises ou faire un don à la Fondation œcuménique Oscar-Cullmann, CP 10-3-5 UBS Lausanne N° 532.382.

(Lire ci-dessus).

- M. et M<sup>me</sup> Yves Gricourt et leurs enfants, M. Didier Bouthors et M<sup>me</sup>, née Gricourt, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Philippe Gricourt et leurs enfants, Les familles Gricourt et Deyrins, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Allette DEYSINE,

ingénieur CNRS,

survenue le 17 janvier 1999, dans sa soixante-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 22 janvier, à 10 h 30, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, Paris-17<sup>e</sup>, suivie de l'inhumation dans la sépulture de famille, au cimetière des Batignolles, dans l'intimité familiale.

5, rue Dazie, 75005 Paris.

- Michel Corbery et Anne Trévis, née Corbery, ses enfants, Franck, Loïc, Antoine et Marion, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Henri CORBERY,

use Marcelle DABOS,

survenue au Chesnay, le 15 janvier 1999, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 21 janvier, à 14 h 15, en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, au Chesnay.

- M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul Duchateau, M. Xavier Duchateau, M. et M<sup>me</sup> Dominique Duchateau, ses enfants, François-Xavier et Christine, Gaëtan, Loïc et Maxime, ses petits-enfants, Eléonore, son arrière-petite-fille, Les familles Duchateau, Dillais, Gellehon, Fessinger, Grevinier, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Paul DUCHATEAU,

officier de la Légion d'honneur, ancien secrétaire général du journal *Le Monde*,

survenue à Paris, le 16 janvier 1999, dans sa quatre-vingt-seizième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 21 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Christophe-de-Javel, 8, rue Saint-Christophe, Paris-15<sup>e</sup>.

L'inhumation se déroulera dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Jean-Paul Duchateau, 5, rue Alphonse-Baudin, 75011 Paris, Xavier Duchateau, 304, rue Lecoq, 75015 Paris, Dominique Duchateau, 19, avenue Jean-Jaurès, 69007 Lyon.

(Lire ci-dessus).

- M<sup>me</sup> Emilie Durand, son épouse, Philippe et Geneviève Durand, Pierre et Pauline Mazziery, Augustin et Colette Durand, Robert et Claire Nicodème, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Emile DURAND,

doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse, membre correspondant de l'Institut, officier de la Légion d'honneur,

survenue le 15 janvier 1999, dans sa quatre-vingt-septième année.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 20 janvier, à 11 h 30, en l'église Saint-Aubin, à Toulouse.

Ni fleurs ni couronnes.

34, rue des Lilas, 31500 Toulouse.

- Yolande Melenotte, Et ses enfants ont la tristesse d'annoncer le décès de

George Albert MELENOTTE,

survenue à Strasbourg, le 11 janvier 1999.

- Esther Zauderer, sa sœur, Milla Verdi, sa nièce, René Goldman, La famille Krzenowski, Et tous ses amis fidèles, ont l'immense douleur de faire part du décès de leur très cher

Sophie MICNIE

(Schwartz).

Ses obsèques auront lieu le jeudi 21 janvier 1999, à 14 h 45, au cimetière parisien de Bagneux.

Un car partira de l'Hôtel Holiday Inn, place de la République, à 14 heures.

- Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants ont la douleur de faire part du décès de

Yvonne MARCILLAC,

le 16 janvier 1999, dans sa quatre-vingt-sixième année, en sa maison de Suresnes.

Michel Lecompte, 6, rue d'Arsonval, 75015 Paris.

- Les familles Morville, Delahoe, Negaret et Descolonges font part de la disparition de

Roger MORVILLE,

après une longue maladie.

La cérémonie aura lieu le mercredi 20 janvier 1999, à 10 h 30, en la chapelle de Pontchallou (Rennes), dans la dignité.

- Le président de l'université Paris-VII, le département d'étude des pays anglophones, L'UPR lettres, littératures et civilisations étrangères, Le personnel administratif, Ses étudiants, Ses collègues et amis, expriment leur profonde tristesse devant la disparition de

Jean-François ORJOLLET,

maître de conférences, ancien élève de l'Ecole normale supérieure,

survenue prématurément, le 5 janvier 1999, dans sa soixante-seizième année.

Jeune enseignant-chercheur lors de la création du Centre universitaire expérimental de Vincennes en 1968, ses idées, ses engagements, sa générosité et sa personnalité ont marqué l'histoire du département d'anglais-américain.

Il exprime toute leur sympathie à sa famille, ses proches et ses amis.

- Cécile Solé, son épouse, Robert et Elisabeth Solé, Manuel, Julien et Caroline, Myriam et Jean-Louis Basmillon, Stéphane et Christophe, Joëlle et Dennis Maguire, Elizabeth et Laura, Sonia et Daniel Rusa, Nathalie et Emmanuel, Nadine Solé, ont la tristesse de faire part du décès de

Henri SOLÉ,

à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Une office religieux sera célébrée le vendredi 22 janvier 1999, à 12 heures, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, 79, rue Galande, Paris-5<sup>e</sup>.

Remerciements.

- Banyuls-sur-Mer.

Profondément touchés par les très nombreuses marques de sympathie qu'ils ont reçues à l'occasion du décès de

M<sup>me</sup> Pierre GOUBARD,

née Danielle LESSENNE,

Le général Pierre Goubard, M. et M<sup>me</sup> Rudy Bugnot et leurs enfants, Les familles Lesenne, Clere, Jacques, Kibne, Gros, expriment leurs très sincères remerciements à tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Avis de messe.

- La famille, Et les amis de

Thierry LAOUR,

décédé accidentellement, le 20 décembre 1998, à Saint-Barthélemy,

vous prient d'assister à la messe célébrée à son intention en l'église Notre-Dame-de-Passy, rue de l'Annonciation, Paris-16<sup>e</sup>, le vendredi 22 janvier 1999, à 19 heures.

## Anniversaires de décès

« Quand s'éteignent les lumières nos cœurs s'obscurcissent pas. »

Elaine et Maurice Melles rappellent le souvenir de leur fils,

Pierre,

disparu tragiquement, le 20 janvier 1992, à l'âge de trente-six ans, dans la catastrophe aérienne du mont Sainte-Odile.

« Son soleil ne se couchera plus et sa lune ne sera plus obscurcie car l'Eternel l'éclairera pour toujours. »

Il y a deux ans, le 20 janvier 1997,

Alexandre VEKLIARD, professeur émérite de psychologie à l'université de Nice,

nous quitte.

« Son souvenir est toujours présent au sein et à ceux qui l'ont connu, aimé, apprécié. Il nous aura pour lui. »

## Conférences

Première conférence-débat d'APLVI.

Association psychanalytique d'enseignement des lois de vie de l'individu.

jeudi 28 janvier 1999, de 19 h 30 à 21 h 30.

Hôtel Prince-de-Galles, 33, avenue George-V, Paris-8<sup>e</sup>.

Thème : « La vie est belle, mais qu'en est-il de notre vie ? »

par Maryse Touboul, psychanalyste. Participation : 150 F.

## Communications diverses

- Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-5<sup>e</sup>, jeudi 21 janvier, à 20 h 30 :

« Israël à l'aube de 1999 », avec M. Ben Elissar, ambassadeur d'Israël.

Tél. : 01-42-71-69-19.

## Thèses

- Mardi 26 janvier, à 14 heures, Alain

Soubigou soutiendra sa thèse de doctorat intitulée « Thomas Garrigue Masaryk (1859-1937), biographie intellectuelle et politique », à la Sorbonne, amphithéâtre Gaston-Bachelard, galerie Claude-Bernard.

- M. Dominique Aven, agrégé d'histoire, ATTER à l'université Paul-Valéry (Montpellier-III), a soutenu, le 15 janvier 1999, sa thèse de doctorat d'histoire sur : « Paul Doncelet, jénite (1880-1961). Splendeur humaine et grandeur française par un christianisme laïque ? ».

Le jury, composé des professeurs Gérard Choisy (Montpellier-III), directeur de recherche ; Père Pierre-Marie Gy, O.P. (Institut catholique de Paris) ; Etienne Foutou (Lyon-II) ; Jules Maurin (Montpellier-III) ; Yves Tranvouez (université de Bretagne occidentale, Brest), lui a décerné la mention « très honorable » avec ses félicitations à l'unanimité.

## CARNET DU MONDE

TARIFS 99 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS

136 TTC - 20,73 €

TARIF ABONNÉS 118 TTC - 17,98 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES

520 TTC - 79,27 € FORFAIT 10 LIGNES

Toute ligne suppl. : 62 TTC - 9,45 €

THÈSES - ETUDIANTS : 83 TTC - 12,45 €

COLLOQUES - CONFÉRENCES :

Nous consulter

52 01-42-17-30-30 - 01-42-17-38-45

Fax : 01-42-17-21-38

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

Dans le cadre de son projet de développement

### L'ECHO DU CENTRE

recherche pour CDD, objectif CDI

### jeunes journalistes ou confirmés

maîtrisant S.R. actuel

Pour ces postes à pourvoir rapidement, merci d'adresser votre candidature à :

L'ECHO DU CENTRE, 29, rue Claude-Henri Gorceix, BP 1582, 87022 Limoges cedex.

Association loi 1901 à Paris 9<sup>e</sup> recherche un directeur du personnel (H/F), 1/4 temps. Compétences : Connaissance du droit du travail et de la CCNT 1968. Très bonnes notions comptables et financières. Adresse candidature (CV - lettre) : Centre Monceau - 91, rue Saint-Lazare - 75009 Paris.

Cabinet d'audit, commissariat aux comptes, expertise judiciaire recherche

### COLLABORATEUR,

formation Ecole de commerce ou MSTCF 2 ans d'expérience en cabinet. Prendre contact avec le cabinet PROREVEISE 140, bd Haussmann 75008 Paris.

H. 40 ans DEFA exp. conséquences civile et vie associative ci poste à respons. Etude propos. B. Janvier 01-46-50-10-51

H. 43 ans. Voyages d'études Italie Nord mal/jul. Pologne sept/év. Etude tas propos. (organisations, entreprises, particuliers). Tél. : 01-46-51-35-41

Journaliste, photographes, biographies, (E. Bova) et virement passionné recherche emploi secteur multimédia Tél. : 01-43-44-80-50

Pour vos annonces dans

### L'EMPLOI

Tél. : 01-42-17-39-33

Fax : 01-42-17-39-38



# HORIZONS

ENQUÊTE

## Ne réveillez pas le lord qui dort

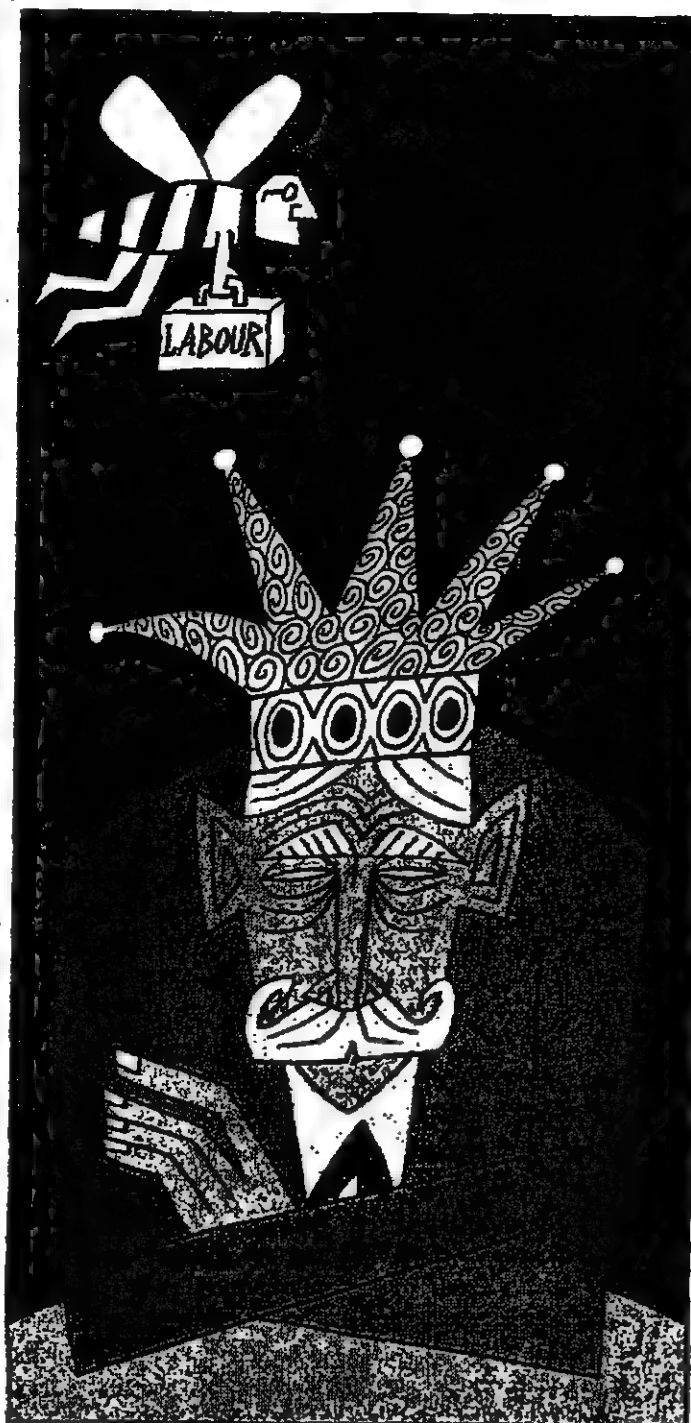
**A**LORS, dans un silence religieux, l'élégant baron John Polson Corbett Rowallan, quatrième du nom, lève majestueusement son confortable séant de la séculaire banquette de cuir écarlate, et prend la parole : « Nobles lords, savez-vous qu'il s'agit d'un séjour de trois semaines aux États-Unis pour obtenir un certificat établissant votre compétence en dentisterie chevaline ? » Médusée, l'ignorante Assemblée de Westminster ! Lord Ernest Jackson Soulsby de Swaffham Prior ne venait-il pas, justement, de citer la grande Amérique en exemple pour l'excellente manière qu'elle aurait de réguler la condition d'arracheur de dents de chevaux ? Oh, la respectable baronne Rachel Trize Gardner de Parkes peut bien plaisanter sous la grande voûte gothique, suggérant sur un ton ricanneur qu'il est peut-être temps d'obliger tous les équilibristes du royaume à croquer régulièrement des carottes, l'affaire « est sérieuse », insiste Lord Soulsby. Et elle réclame l'« urgente attention du gouvernement de Sa Majesté ». Non mais...

Judi 15 h 10, le 14 janvier de l'an de grâce 1999 à la Chambre des lords britanniques, palais royal de Westminster, London SW1A 0PW. La dernière séance de la semaine à la Chambre haute du Parlement britannique vient de commencer. Encore quelques minutes de patience sur les quenottes chevalines et elle va se poursuivre par une autre question cruciale, soulevée cette fois par Monseigneur le lord-évêque d'Oxford, chasuble en dentelle immaculée très seyante sur courte et ample soutane noire : « Qu'entend faire précisément le gouvernement, questionne sévèrement le prélat, pour inciter les Presses universitaires d'Oxford à reprendre la publication régulière de la liste des lauréats de poésie ? » La prose anglaise n'est-elle pas le creuset de la culture nationale ?

Au bout d'un quart d'heure de débat, ce jour-là, trois lords dorment déjà à poings fermés. Mis à part deux agences fatiguées sur les bancs de la presse et un groupe de collégiens bayant aux cornelles dans la galerie du public, personne, pas une âme pour admirer le vibrant spectacle offert par ce que John Wells, auteur d'un hilarant et érudit ouvrage sur la question, appelle « le plus grand théâtre étatique du royaume ».

Ainsi s'écoulent doucement, à l'approche du nouveau millénaire, les sessions quotidiennes de la plus antique et folklorique Assemblée non élue de la planète. Mille deux cents lords pour représenter « l'ordre et la tradition », les deux manières de la monarchie britannique. Que font-ils ? A en croire les députés des Communes, qui siègent à quelques dizaines de mètres, de l'autre côté du palais, et qui n'appellent l'organe que « l'autre endroit », en se pinçant légèrement le nez, pas grand-chose. Au moins cinq cents lords portent le titre et se donnent du « Messire », mais n'assument rien de la fonction. D'autres viennent régulièrement y somnoler en paix, et l'on raconte que certains y sont morts sur la banquette. D'où viennent-ils ? De loin, de très loin, puisque l'Assemblée des sages, qui entourait le roi au X<sup>e</sup> siècle, est considérée comme l'embryon de cette mystérieuse Chambre des soupis.

Où vont-ils ? C'est plus compliqué. « Coupons-leur la gorge tout de suite », s'écriait déjà, en 1963, ce vieux mécréant travailliste de Michael Foot. Trente-cinq ans plus tard, les seigneurs anachroniques qui forment cette espèce de Sénat, émasculé mais encore puissant et influent, bande de vieux aristocrates souvent souffreteux et sans autre mérite qu'un lointain ancêtre commerçant ou pirate, sont toujours autorisés à dire leur mot, voire à retarder pendant des mois les textes votés aux Communes par les représentants élus du peuple. « Une hérésie totale ! », lâche Tony Blair, à peine élu. Une hérésie qui peut coûter cher. Entre les deux guerres, les lords ont



**Ils sont mille deux cents à former la plus antique et folklorique Assemblée non élue de la planète, qualifiée d'« hérésie totale » par Tony Blair. Si près de la moitié de leurs pairs ne siègent jamais, les « law lords », qui ont eu à se prononcer sur l'immunité d'Augusto Pinochet, constituent la plus haute cour d'appel du royaume**

longtemps retardé le projet gouvernemental d'étendre l'école obligatoire pour tous les enfants jusqu'à quatorze ans. En 1956, ils avaient bloqué le texte portant abolition de la peine de mort. L'an dernier, ils ont rejeté la loi, votée aux Communes, abaissant à seize ans - comme pour les hétérosexuels - l'âge minimum légal de la liberté des relations homosexuelles. Et, il y a deux mois, ils ont rendu Tony Blair fou furieux en votant cinq fois de suite contre l'établissement du scrutin proportionnel par listes fermées - ils les voulaient ouvertes - pour les prochaines élections européennes.

**F**INALEMENT, suite à un marchandage complexe, le texte, jugé nécessaire par le gouvernement du royaume, devrait voir le jour incessamment. Les lords, qu'on se le dise, ne dorment pas toujours. Un jour de 1997, Tony Blair, encore lui, prend le mors aux dents. Dans un discours aux Communes, il jette le patronyme des barons Bocket en pâture : « Le premier du nom a acheté son titre nobiliaire à Lloyd George, rappelle-t-il, goguenard. Le second était un sympathisant nazi, et le dernier est en prison ! » Bêtement général sur les bancs travaillistes, blémissements de rage dans « l'autre endroit ». « Misesérables attaques personnelles indignes d'un chef de gouvernement ! » Quand on touche à un membre de la caste, les messires se fâchent. Le jeune premier ministre, qui sait avoir l'opinion der-

rière lui sur ce chapitre, n'en a cure. Il redouble d'assaut contre la « citadelle moyenâgeuse et antidémocratique à l'autre bout du couloir ».

Les travaillistes, c'est clair, veulent la peau des lords. Ils n'utiliseront pas les méthodes du célèbre Guy Fawkes, le rebelle catholique qui essaya, sans succès, en 1605, de tout faire sauter au baril de poudre. Mais ce n'est pas l'en- vie qui leur manque. A la fin de l'an dernier, dans le fameux discours du Trône traditionnellement rédigé par le gouvernement, ils se

rit automatiquement de trois contre un aux conservateurs ».

C'est qu'il y a lord et lord. Il y a celui dont le génome familial est épais comme une encyclopédie, mais qui n'a jamais tourné les pages de la *Britannica* parce qu'il est bien trop occupé à chasser le cerf dans son domaine. Et puis il y a l'ex-roturier, ancien syndicaliste, chef de gare ou brillant physicien, qui a été récompensé d'une pairie pas plus tard qu'hier. A la date du 30 juin 1998 et pour les six premiers mois de l'année seulement, trente et un méritants, par-

chi d'hermine - parfois de la simple peau de lapin, déplorent les puristes - pour les grandes occasions. Ils ont, en outre, leurs armoiries personnelles, signe obligatoire de la fonction, et ils sont tous deux membres de la caste conservatrice à la Chambre. Seulement voilà...

Le premier est un authentique brahmane du royaume qui tient sa baronnie, vingt-sixième du nom, d'un évêque normand nommé Roger de Montbrail - comme sa localité d'origine, près de Coutances, en Normandie -, qui eut la bonne idée d'être présent au couronnement de Guillaume le Conquérant en 1066. Tandis que le père de la baronne de Kesteven, lui, était épici-er, dans les années 30, sous le très commun patronyme de Thatcher. Eh oui, Charles Edward est un véritable aristocrate, alors que Margaret, la « Dame de fer », n'a été bombardée baronne et pair-esse du royaume qu'en 1992, à l'âge de soixante-sept ans, après qu'elle eut perdu le pouvoir au profit d'un rustre déjà oublié nommé John Major. Même si quelques-uns ont refusé la distinction, tous les anciens premiers ministres britanniques ont droit à la pairie et à la baronnie - impossible d'être promu dans l'une sans accepter le titre minimal de l'autre.

En clair, il y a les aristocrates, les vrais - encore que certains monarques, comme James I<sup>er</sup>, qui avait de gros besoins d'argent, vendaient les titres à tire-larigot et que, sur les deux cents nobles pairs héréditaires créés entre 1885

et 1914, on comptait un tiers de commerçants et hommes d'affaires prospères -, et puis les « méritocrates », comme Lady Thatcher de Kesteven. Les premiers se transmettent la sinécure de génération en génération, selon la très féodale tradition de la primogéniture - le fils aîné, ou à défaut, depuis 1958, la fille -, alors que, sauf à effectuer rapidement un parcours vraiment exceptionnel, Mark Thatcher restera toute sa vie Mr Thatcher. Les aristocrates de transmission sont pourtant loin d'être les plus méritoires à la Chambre.

**L**E cinquième vicomte de Hampden explique ainsi, dans les années 70, qu'il n'était jamais venu à la Chambre parce qu'aucun projet de loi gouvernemental ne l'avait véritablement choqué. Le bonhomme ne voyait pas pourquoi il se serait déplacé. Au moins Lord Montague of Brand faisait-il preuve d'une grande assiduité. Et d'esprit. Comme on lui demandait, après la guerre, pourquoi, en quarante-cinq années de présence, il n'avait jamais pris la parole à la Chambre, il eut ce trait : « Entre le risque de passer en silence pour un imbécile et celui de ne plus laisser place au doute en discutant, j'ai choisi le moindre. »

Les lords héréditaires ne sont pas forcément les plus balourds. Et ils sont les plus nombreux : sept cent vingt-trois au dernier pointage, dont seize femmes seulement, avec, dans l'ordre d'entrée en scène, un prince de sang royal, Charles le veuf (de Diana), qui use parfois de son droit de parole dans l'auguste enceinte, vingt-huit ducs - dont celui d'Edimbourg, père du précédent, qui n'y vient qu'une fois par an, quand sa royale épouse doit prononcer le célèbre pensum dit du Trône - trente-cinq marquis, cent soixante-neuf comtes, cinq comtesses, cent quatre vicomtes, plusieurs centaines de barons et une poignée de baronesses dépourvues de grand titre.

Côté roturier, les rangs sont plus clairsemés, forcément, puisque la création de la pairie à vie ne date que de 1958. Ceux-là sont quatre cent trente-cinq, dont soixante-dix femmes, deux archevêques, vingt-quatre évêques - les « lords spirituels », membres de droit - et vingt-six lords dits de justice, dont douze, actifs et compétents, forment, en cas de besoin, la plus haute cour d'appel du royaume. Le modèle de l'institution, qui a jugé et qui rejuge l'appel en immu- nité de Pinochet, remonte au XII<sup>e</sup> siècle. La fonction a évidemment connu des hauts et des bas. Pour des raisons politiques ou bas- sement mercantiles, les pairs de justice ont souvent donné raison aux plaignants. Entre 1712 et 1714, le tiers des décisions prises par les tribunaux du royaume furent ren- versées par les lords. Un record qui fit éclore quelques belles fortunes...

Les *law lords* d'aujourd'hui n'ont évidemment rien à voir avec ces forbans. Magistrats émérites, champions du barreau triés sur le volet, les « douze justes » sont des professionnels blanchis sous le barreau, l'« incarnation même de la Loi », note John Wells. Nommés par la reine sur proposition du gouvernement de l'heure, leur « impartialité politique » affirmée est notoirement un leurre - cer- tains ont d'ailleurs goûté en leur temps aux charmes des cam- pagnes électorales -, mais il leur est interdit de prendre parti. C'est pour l'avoir oublié que Lord Hoff- man, celui des cinq qui avait émis le verdict anti-Pinochet décisif en novembre 1998, est aujourd'hui invité par plusieurs de ses pairs à démissionner.

Et c'est grâce à lui, parce que le premier verdict fut cassé par d'autres lords, que les caméras du monde entier éclairent une nou- velle fois les ors de la mystérieuse Chambre. La dernière ? « La mon-archie, a dit Shakespeare, et Dieu sait que les lords en sont l'une des dernières émanations les plus criantes, est le tissu des rêves. »

Patrice Claude  
Dessin : Sergueï

هكذا من الابد



## Le traquenard des hypocrites

par Gore Vidal

QUAND le procureur spécial Kenneth Starr sera enfin inculpé pour avoir mené une vendetta partisane contre le président Clinton, le premier des chefs d'accusation retenu contre lui sera celui d'« entrainement » (« traquenard »), arme beaucoup trop souvent employée, bien qu'illégale, par le gouvernement américain dans sa guerre éternelle contre la drogue et le terrorisme, et même contre son peuple en général.

Starr a préparé un piège pour Clinton, avec l'assistance de Linda Tripp, femme mystérieuse qui obtint de son amie Monica Lewinsky les détails d'un « pelotage poussé » entre elle et le président, mais sans pénétration : donc sans rapport sexuel, comme l'entendent la plupart des gens des États du Sud ; il ne sont pas les seuls à l'entendre ainsi. Nous devons cette information vitale à Monica, à sa déclaration retentissante épanchée dans la poitrine accueillante, pour ne pas dire savamment sonorisée, de cette fausse amie, Linda, poussée par on ne sait - du moins pas encore - quels démons, insère l'information dans l'affaire de harcèlement sexuel intentée par Paula Jones contre le ci-devant gouverneur Clinton. Starr se hâte aussi de prendre en marche ce dossier prometteur en mentant, semble-t-il, à l'avocat général, de manière à pouvoir invoquer la connexité des non-dits immobiliers du président avec des affaires de jupons et, pis, de parjure, véritable fétiche national au même titre que la dinde.

On demande sous serment au président s'il a eu ou pas des relations sexuelles avec d'autres que Paula Jones... disons avec Monica. Clinton, inconscient du piège, nie une connaissance intime de Monica-aux-yeux-de-biche. Le piège du parjure a fonctionné.

Dans les années 70, un collecteur de fonds de droite, du nom de Richard Viguerie, annonçait que la stratégie de la droite devait se concentrer non plus tant sur un programme manifestement impopulaire que sur les questions de valeurs - en agitant des sujets sensibles comme le sexe. Au commencement des années 90, les médias étaient prêts à imprimer n'importe quoi sur n'importe qui, le *New York Times* étant à l'avant-garde.

Ce qui a d'abord, en 1993, été conçu comme le châtiement de Clinton pour avoir tenté de donner aux États-Unis une sécurité sociale universelle s'est métastaté en une attaque en règle de l'exécutif par le pouvoir législatif avec le concours

de la Cour suprême - la meilleure cour que puisse se payer l'argent des grandes compagnies -, qui consent à prêter son *Chief Justice* pour qu'il juge le procès qui a lieu au Sénat, à présent que Clinton est mis en accusation.

J'ai toujours pensé que, s'agissant d'hypocrisie imbécile et spontanée, les Britanniques formaient une classe de champions du monde à eux seuls ! Mais les citoyens des États-Unis sont en bonne voie de décrocher le prix d'honneur, et les tartufferies hasardeuses émanant du Congrès et des studios de télé font honte à l'hypocrisie de la presse anglaise, dont les grandes heures ont désormais rejoint celles du *Raj* (*l'empire britannique des Indes*) et de la pierre de Scone (*sur laquelle étaient couronnés les rois d'Écosse*) sous le trône.

Starr se hâte de manière à pouvoir invoquer le parjure, véritable fétiche américain au même titre que la dinde

En définitive, tout pronostic est téméraire pour l'instant. Clinton sait récupérer. Il jouit toujours de la faveur des sondés, qui ne croient pas plus les médias que les politiciens. D'un autre côté, ils sont écorchés par cette affaire, comme le découvriront les républicains d'ici deux ans, lors des élections.

En attendant, c'est à peine si une voix américaine s'est élevée contre le bombardement-diversion de l'Irak par Clinton, initiative tout à fait digne, par sa malveillance pure et unilatérale, des combines similaires d'Adolf Hitler plus tôt dans ce siècle effroyable, qui jette ses dernières crachotements tandis que les lumières de la liberté et de la démocratie explosent sur Bagdad.

Ce serait bien si nous commençons le nouveau siècle en inculquant Clinton, Bush et Kissinger de crimes contre l'humanité. Un apurement des comptes pour célébrer notre entrée dans ce qui sera, on l'espère, l'âge d'or de la présidence Hillary Rodham Clinton.

Gore Vidal est écrivain.  
© Gore Vidal  
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Guillaume Villeneuve.

## Rendez-nous Reagan-le-Nul !

par Tristan Egolf

J'Etais dit que je ne n'aurais ni ne publierais jamais un article sur cette affaire et, à ce jour, je suis resté fidèle à ma promesse sans un instant d'hésitation. Mais le « *Monicagate* » continue sa course désastreuse et infortunée, outrepassant désormais les bornes du pur et simple mauvais goût, sinon de la pudeur, pour se perdre à grandes enjambées dans le royaume du presque-incompréhensible. Il incarne d'ores et déjà la réponse tant attendue de notre décennie au PMRC (Parent's Music Resource Center, organisation antirock music) de Tipper Gore, à la chasse aux sorcières de McCarthy et aux procès de Salem tout ensemble. Il n'est pas d'âme à peu près raisonnable qui ne s'aperçoive rapidement, après un bref examen, qu'on n'a jamais vu, depuis l'époque de la prohibition, les préoccupations des médias américains et du corps politique s'éloigner davantage de celles du peuple.

Dans ce contexte, quelques phrases de la part de votre bien sûr, mais déplaçant, sinon (glups) pertinentes... En tout cas, après le raz-de-marée incessant, écorçant, d'articles dont chacun d'entre nous a été inondé durant la petite éternité récente, il faudrait être un naïf de grange, sourd-muet, aveugle et égarant du mal dans la cambrousse gabonaise pour ne pas avoir une opinion sur la question. Donc. Allons-y.

Bien que la simple existence de ce qu'on appelle par euphémisme le « scandale Lewinsky » soit devenue à ce point gênante sur le plan international que les braves ménagères de Plovia en rougissent, je suis pour ma part d'avis, à ce stade (ultime ?) de la partie, que le président Bill Clinton doit être destitué avec une extrême vigueur. Le plus tôt sera le mieux. Mes raisons pour soutenir ce point de vue sont au nombre de trois et les suivantes :

1) Chose très importante, l'expulsion de Clinton concrétiserait la catastrophe du Parti républicain dans son ensemble pour la plus grande partie de la prochaine décennie. N'oubliez pas que les premières victimes du *Monicagate* n'ont pas été, contrairement aux intentions originelles du procureur, la cote de Bill Clinton dans les sondages ni la crédibilité du Parti démocrate actuel, mais plutôt les républicains Newt Gingrich, en tant que *speaker* de la Chambre, et son successeur éphémère de Louisiane, Bob Livingston.

La simple idée que ces deux profiteurs néofascistes, repêlés, géométriques sont désormais relégués dans une queue de chômeurs infestée de vampires au plus fort de l'hiver, comme un couple de rois Lear sur la lande, suffit à me faire chaud au cœur, comme à bien d'autres

lecteurs. Et pourtant, tel un animal enragé se ruant vers sa propre destruction, c'est le Parti républicain lui-même qui a insisté pour aller de l'avant, plus décidé que jamais à en finir à tout prix avec « Mr Bill », même si cela signifie se couper les ailes pour les dix à vingt premières années du siècle qui vient. En ce sens, le président fera assurément plus de bien que de mal *in absentia* :

2) La destitution de « Mr Bill » pourrait, selon toute vraisemblance, libérer ce qu'on a déjà baptisé une éruption de « *macarthyisme sénat* » à Washington dans son ensemble, une bombe incendiaire dantesque dont peut-être cinq individus éparpillés émergeraient du Capitole sains et saufs. S'étant débarrassé de quatre ou cinq cents de ces porcs légitimement élus, le reste de la nation pourrait enfin suivre l'exemple lumineux récemment donné par les braves gens du Minnesota et remplir les deux chambres d'anciens luteurs professionnels doués d'ambition politique et d'esprit d'entreprise ;

Savoir ce qui a pris au juste à Bill Clinton de brandir brusquement l'infâme vérité restera à jamais du domaine de l'hypothèse. Il a dû perdre la tête

3) Bien qu'il ait parfaitement su à quel point il avait affaire, Bill Clinton lui-même a eu l'inexcusable pitié d'idée, même s'il était, à sa décharge, assailli par les incursions quasi perverses de son persécuteur Kenneth Starr, de confesser une « relation déplacée » avec *frau Monica*. Le fait est que personne, sauf un imbécile patenté, ne gaspillerait toute une existence consacrée à atteindre le plus haut poste de la nation en faisant machine arrière pour proclamer brusquement la « stricte vérité » (au nom du Ciel, Bill ! qu'est-ce qui se passe dans ta tête ?).

En 1991, le peuple américain avait volontiers accepté la dégradation honteuse du président niant avoir jamais fumé de la marijuana - on espère, à tout le moins, que c'était un mensonge. Les allégations ultérieures selon lesquelles il avait quitté le service militaire furent accueillies avec une nonchalance comparable. Puis il y eut Paula Jones - premier round - au sujet de laquelle le président plaqua un ouïbi-complet (Paula qui ?) pour obtenir de nouveau une approbation serine et majoritaire, même si elle n'était pas aussi générale. Ensuite, il y eut Whitewater - malgré son manque flagrant d'intérêt du point de vue humain et, plus important, malgré l'absence apparente de preuves directement incriminantes -, qui fut encore plus dédaigné que le reste, dans l'ensemble,

après un round supplémentaire de « qui ? moi ? » de la part de « Mr Bill ».

Enfin, ce furent les rounds d'ouverture du *Monicagate*, que la nation désormais lasse du scandale paraissait encline à tolérer, voire à écarter totalement pourvu que l'affaire restât du domaine de la conjecture. Le président encaissa chacune des accusations consécutives avec toute la sérénité et la célérité du professionnel aguerri, en ayant toujours recours à la stratégie la plus ancienne, éprouvée, infaillible, dans le marigot politique : la dénégation honteuse, impudente, stoïque, encore, encore et encore.

Ainsi donc, qu'est-ce qui s'est brusquement cassé ? Comment une campagne constante, ferme, toujours réussie de parjures, de dissimulation et de tromperie généralisée, une campagne ayant étayé toute une carrière politique, a-t-elle pu susciter une faille imprévue à sa base ?

Pour le chef d'État le plus honnête que ce pays ait eu à la barre

depuis Teddy Roosevelt, c'est fou ce que « Mr Bill » peut se montrer bête. Savoir ce qui l'a pris au juste de brandir brusquement l'infâme vérité restera à jamais du domaine de l'hypothèse. Il a dû perdre la tête. On dirait presque qu'il a sincèrement cru que le peuple américain était assez préparé. On pourrait même se demander, très sérieusement, si le président ne jugeait pas, au fond de lui, que ses administrés étaient capables d'être représentés et incarnés par un être humain authentique, vivant, respirant et même potentiellement imparfait.

Il est vrai qu'il fut originellement élu sous ce soupçon précis - une sorte d'antidote vivant à Reagan-le-Nul et au vieux George. Mais de là à l'admettre publiquement quand on est en poste, Seigneur ! Il se trouve que je sais que la plupart d'entre nous ne sont pas absolument certains que Reagan était un sale type. Et s'il faut une arlequinade grotesque de cigares cubains, de négligé taché de sperme, un escadron de paparazzi irresponsables et un fanatique fondamentaliste à face de lune comme procureur en chef pour dissiper toute confusion, ainsi soit-il ! Tout cela empêche de toute façon l'erreur humaine ordinaire. Finissons-en une bonne fois avec cette dépravation ! L'expérience a assez duré. Nous autres du peuple en avons jusque-là de ces

perversions libérales au grand cœur.

Rendez-nous Reagan-le-Nul ! Car c'est ce que nous voulons, n'est-ce pas ? Le vieux Dick-lacombine suce les pissenlits par la racine. Ford est tombé sur la tête une fois de trop. La politique étrangère de Carter allait à vau-l'eau. Et le vieux George s'est fait mettre une trempe par « Mr Bill », l'abruti ! Il n'en reste plus qu'un qui ait la tête de l'emploi. Le Grand Communicateur. On n'a jamais surpris Ronald Reagan le pantalon sur les chevilles. Et il s'en est toujours fallu de vingt-quatre heures au moins qu'il dise la vérité. On n'en fera jamais d'autre comme lui. Pas un que nous puissions manœuvrer, en tout cas.

Bill Clinton, en effet, fut le premier et le seul candidat humain jamais élu dans l'histoire de la présidence américaine et il sera, avec la permission du destin, destitué en vertu de cette même qualité. Si les personnes appropriées s'occupent de son procès, nous nous retrouverons avec un eunuque sérieux, doté tout à la fois d'un goût maladif pour l'artillerie de gros calibre et à longue portée et d'un handicap effrayant au golf, au pouvoir en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire.

Linda Tripp sera nommée grande prêtresse de chirurgie esthétique et de damnation publique. Kenneth Starr, après avoir remporté sans conteste le concours de « l'imbécile de la décennie », sera intronisé ministre des dépenses publiques inutiles. Monica Lewinsky sera déportée *manu militari* en Nouvelle-Guinée comme cinquième épouse par correspondance de Cat Stevens - d'ailleurs, où vit-il, ce saligaud ?

Gingrich et Livingston seront gracieusement dépêchés comme présidents de la fierté confédérée d'aujourd'hui dans les districts écarts de St-Louis-est et de Philadelphie-nord. Jesse « The Body » Ventura prêtera serment en tant que nouveau *speaker* de la Chambre.

Et « Mr Bill » - William Jefferson Clinton - le quarante-deuxième président des États-Unis d'Amérique, hélas, sera refoulé dans un club porno de cinquième zone à Trifouilly-les-Oies dans l'Arkansas, pour y faire le barman comme le meilleur de petites culottes dégenéré, l'obésité suceur d'oignon qu'il est.

Quoi qu'il en soit, nous n'aurons plus à entendre parler de ce gâchis, et si la Fortune le veut bien, nous pourrions même être capables un jour de recommencer à lire les journaux sans déceler dans les champs en chemise de nuit.

Tristan Egolf est écrivain.  
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Guillaume Villeneuve.

Tout l'actualité un ton plus haut.

**BFM**

24 septembre 1998. Par une nouvelle offensive au Kosovo, Milosevic répond aux déclarations déterminées de l'ONU, de l'OTAN, du groupe de contact. Un représentant du département d'État américain déclare : « La combinaison d'un message politique et d'un message militaire avertissant que l'OTAN est de plus en plus prête [sic] à agir va convaincre le président Milosevic qu'il est temps de négocier. »

Deux exemples parmi d'autres, innombrables, des rododromes qui jalonnent depuis un an le discours de la communauté internationale. En octobre 1998, les États-Unis, agissant en solo, ont, il est vrai, cru obtenir un accord qui devait conduire à l'arrêt des combats.

16 janvier 1999. Les cadavres de quarante-cinq civils albanais sont

## Kosovo, honte à l'Europe !

par Jean Cot

ONZE juin 1998. Les combats s'intensifient au Kosovo. La police et l'armée serbes multiplient les agressions contre les civils. L'OTAN s'agite et planifie. Son secrétaire général « est profondément préoccupé ». Mais, déclare-t-il, « à la place de M. Milosevic, je serais préoccupé. Nous [lui] envoyons un signal très clair. Il est tout à fait en mesure d'en saisir la signification ».

24 septembre 1998. Par une nouvelle offensive au Kosovo, Milosevic répond aux déclarations déterminées de l'ONU, de l'OTAN, du groupe de contact. Un représentant du département d'État américain déclare : « La combinaison d'un message politique et d'un message militaire avertissant que l'OTAN est de plus en plus prête [sic] à agir va convaincre le président Milosevic qu'il est temps de négocier. »

Deux exemples parmi d'autres, innombrables, des rododromes qui jalonnent depuis un an le discours de la communauté internationale. En octobre 1998, les États-Unis, agissant en solo, ont, il est vrai, cru obtenir un accord qui devait conduire à l'arrêt des combats.

16 janvier 1999. Les cadavres de quarante-cinq civils albanais sont

découverts à Racak, une balte dans la tête. Aussitôt l'OTAN s'agite, planifie et « affine ses frappes ».

Mais, au fait, à quoi sert donc l'OTAN ?

En Bosnie, elle aurait pu imposer l'arrêt des combats dès 1993 sans le refus absolu des États-Unis de mettre un seul soldat américain au sol, là où il pouvait se faire tuer. L'IFOR n'a donc été engagée qu'au début de 1996, après le cessez-le-feu. Au Kosovo, depuis le début de la crise, elle discute et menace, en faisant des ronds dans l'air. Sur proposition de la France, elle a, il est vrai, mis en place en Macédoine une force dont la mission exclusive est de porter secours aux observateurs de l'OSCE au Kosovo. Cette force n'est en rien concernée par les massacres d'Albanais. Le ministre de la défense français lui a récemment rendu visite. Il s'est réjoui, après d'autres, de cette manifestation concrète de l'identité européenne au sein de l'Alliance.

Quelle identité ? Mille huit cents soldats européens, dont huit cent cinquante Français équipés, entraînés, déterminés, sont, l'un au pied, à portée d'hélicoptère de l'endroit où des observateurs de l'OSCE sans armes et désarmés décomptent et photographient les

cadavres. Quelle ambition pour l'Europe ! Pourquoi mille huit cents soldats européens ou davantage ne seraient-ils pas aujourd'hui au Kosovo, soutenant directement les observateurs et prévenant par leur présence et leur détermination les exactions des forces serbes aussi bien que les débordements des extrémistes kosovars ? Parce que, depuis le début de la guerre yougoslave, nous, Européens, sommes affligés d'une grave inhibition : nos dirigeants sont convaincus que nous ne pouvons rien faire sans les Américains, même lorsque nos intérêts majeurs sont en cause. Nous ne mettrons pas les pieds au Kosovo, puisque les Américains ne veulent pas y aller !

A quoi nous sert cette Alliance ? Elle sert avant tout à garantir au moindre coût le contrôle stratégique des États-Unis sur l'Europe. Il n'y aura jamais d'identité européenne de sécurité et de défense au sein de l'Alliance actuelle. Mais attention, Européens ! Pour nous, après Vukovar et Srebrenica, la honte revient !

Le général (CR) Jean Cot est ancien commandant de la 1<sup>re</sup> armée et ancien commandant de la Forproun.





## Impossible ici !

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

IT CAN'T HAPPEN HERE. de Sinclair Lewis, a paru aux États-Unis en 1935. Deux ans plus tard, le roman était publié par Gallimard, dans une traduction de Raymond Queneau, sous le titre *Impossible ici*.

Le livre est malheureusement épuisé. C'est une politique-fiction à brève échéance. L'auteur imaginait qu'en 1941 l'Amérique s'abandonnerait à une dictature de style européen, avec parti unique, milice, presse muselée, chasse aux opposants, aux rouges, aux noirs, aux juifs, tortures, camps de concentration, autodafés et la suite. Une résistance armée s'organiserait à partir du Canada. Le régime chercherait son salut dans une invasion du Mexique. Un accord serait passé avec Hitler, et Goering annoncerait sa visite, à l'heure même... où Roosevelt entrerait en guerre contre le Reich !

Sinclair Lewis a donc tout faux, au regard de l'histoire. Mais il touche juste quant à la façon dont le fascisme s'installe « habituellement ». Sa description du système concentrationnaire prouve : ou que l'on savait déjà tout, en 1935, sur les barbaries nazie et stalinienne que les « collabos » des deux bords prétendront avoir ignorées jusqu'en 1945 et au-delà ; ou que les propriétés divinatoires des romans dépassent décidément celles des essais, comme l'a montré superbement Le Procès, de Kafka.

Le maccarthysme et les expériences communistes d'après-guerre vérifieront la conviction

de Sinclair Lewis que la principale faiblesse des démocraties vient de la conviction de chacune d'elles qu'en dépit de tant d'exemples du contraire, elle échappera au fléau ; du fait de sa culture, de sa fibre profonde, d'on ne sait quel anticorps, quel humour. Chez le voisin, tout est à redouter ; chez nous, rassurez-vous, pas question !

Sans doute les lecteurs français d'*Impossible ici* ont-ils eu cette réaction optimiste, en 1937, malgré l'existence de quatre dictatures à leurs frontières, dont l'une, au Sud, issue d'une tuerie civile, et l'autre, à l'Est, armée jusqu'aux dents. L'écrasement qui allait suivre, en 1940, révélerait la fragilité de nos défenses idéologiques, proportionnée à celle de nos protections militaires.

Les grandes manœuvres de cet hiver 1999 sur notre échiquier partisan éclairaient d'une drôle de lueur la lecture de Sinclair Lewis. Qu'est-ce qui serait possible ou impossible, ici, maintenant ? Le pire n'est pas sûr ; mais sa conjonction non plus. Ce qui s'est affaibli, indéniablement, c'est la fiabilité des pronostics. Personne n'avait prévu la scission entamée à l'extrême droite, ni sa tournure.

En termes d'emplois de théâtre, la distribution de cette crise a de quoi étonner. Qui aurait dit qu'un frère jago serait en passe de l'emporter par surprise sur une sorte d'Othello, à la couleur de peau près ? La mystique du chef à poigne se perdrait-elle, par chance ? Ou serait-

elle gommée, par tactique, pour mieux rapprocher le mouvement des forces voisines et du pouvoir ?

Dans la fiction de Sinclair Lewis, certains démocrates modérés se condamnent en choisissant de s'allier avec le diable en considération des voix que cela leur rapportera et non du péril que cela représente. Ne sommes-nous pas en présence de tels calculs de grivoiserie ? D'autres opposants du roman américain, internationalistes par vocation, croient limiter la menace, au risque de la renforcer, en exaltant les valeurs de l'adversaire, le rejet des immigrants, la souveraineté, l'héritage... Devant la crainte instinctive de perte d'identité que répand la marche vers l'Europe, nos universalistes d'hier se remettent, eux aussi, à chanter les refrains d'en face, le pré carré, le p'tit village, le vieux clocher, la douce France princesse des contes et madone des fresques. Les mêmes qui reprochaient aux intellectuels leur manque de soutien à la gauche dans les années 80, ne sont pas les derniers à occuper ce créneau, scrogneuque ! A nous Barrès, et gare aux Boches !

Devant tant de chassés-croisés aussi rapides qu'imprévus, la question n'est plus de savoir ce qui sera bientôt possible ou impossible, mais où l'opinion s'en ira. Vieilles valse-hésitation, qui s'est souvent révélée mortelle, du fait que chacun, en démocratie, réagit isolément au danger ; à son heure, c'est-à-dire trop tard !

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## Le danger nord-coréen

LOIN des préoccupations immédiates des Européens, un foyer de tension inquiétant est en train de se réchauffer : depuis Pyongyang, la sécurité de la péninsule coréenne et de ses voisins est à nouveau menacée par les imprévisibles maîtres du dernier vrai régime stalinien façon guerre froide. L'affaire est récurrente, elle n'en est pas moins sérieuse. Les Nord-Coréens sont soupçonnés de chercher à reprendre leur programme d'armement nucléaire, un temps gelé, et redoublent de vituperations à l'encontre des « impérialistes », épithète comprenant les États-Unis et leurs alliés dans la région, le Japon et la Corée du Sud. Ces invectives sont appuyées de gestes aussi concrets qu'hostiles comme l'envoi d'un missile, en août 1998, à travers l'espace japonais, et de perpétuelles manigances de sous-marins espions dans les eaux territoriales sud-coréennes.

Prompts à se soucier de toute incartade commise par un Saddam Hussein en Irak, les Occidentaux ne semblent pas avoir pris toute la mesure des risques que fait peser Kim Jong-il, fils et successeur de Kim Il-sung, sur la tranquillité de cette région. Les États-Unis, principal acteur stratégique dans ces parages, avaient cru calmer le jeu en 1994 en concluant avec Pyongyang un marché équilibré : en échange de l'abandon de leurs ambitions nucléaires militaires, les Nord-Coréens devaient recevoir deux centrales civiles d'un type virtuellement impossible à détourner. L'administration Clinton

avait réussi à faire accepter cette proposition par le Congrès, en dépit de l'avis de ceux qui y voyaient le succès d'un chantage nord-coréen. Il semble aujourd'hui que ce marché soit remis en question et que le chantage de Pyongyang ait repris.

C'est partiellement explicable. Le régime nord-coréen a réduit l'économie du pays à un champ de ruines, où seule l'industrie militaire paraît encore en mesure de fonctionner. La population souffre, par endroits, d'une famine qui éveille épisodiquement l'alarme. La direction du régime échappe aux grilles d'analyse des plus fins spécialistes. Non seulement le régime expérimente des fusées à la trajectoire fantaisiste, mais il paraît bien en voie de reconstituer secrètement des laboratoires destinés à équiper lesdits missiles en têtes atomiques.

Washington n'est pas loin de réviser sa politique pour tenir compte de l'angoisse nouvelle qu'éprouve le Japon face aux armées nord-coréennes. De passage à Tokyo, le ministre français de la défense, Alain Richard, a partagé l'analyse pessimiste des dirigeants nippons. Le risque est d'autant plus grand d'un dérapage que les tentatives sud-coréennes pour tendre la main à Pyongyang ont pour l'heure échoué. La Chine ne s'épuise pas en efforts pour modérer son allié. La communauté internationale dispose, pour infléchir ou contenir les débordements d'hubris guerriers de Kim Jong-il, d'encore moins de moyens qu'avec Saddam Hussein. Il lui faut pourtant, dès à présent, en trouver.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Adley, directeur général ; Noël-Henri Bergmann, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Sylvie Pissel  
Directeur adjoint de la rédaction : Thomas Fereczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhonnau  
Directeur artistique : Dominique Reynaud  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Rédacteurs en chef : Alain Frachon, Bille Izard (Éditoriaux et analyses)  
Laurent Groussier (Supplément et cahiers spéciaux) ; Michel Kahn (Débat) ; Éric Le Boucher (Internation) ; Patrick Lemaire (France) ; Patrick Monod (Sport) ; Claire Blandin (Environnement) ; Jacques Baud (Aujourd'hui) ; Isabelle Sauvageat (Culture) ; Christian Mameo (Sélections de romans) ; Rédacteur en chef technique : Eric Azan

MAINTIEN : ROBERT SMI

Directeur adjoint : Eric Pélissier ; directeur adjoint : Anne Chassebois  
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Verdet ; parutions audiovisuelles : Bertrand Le Centre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

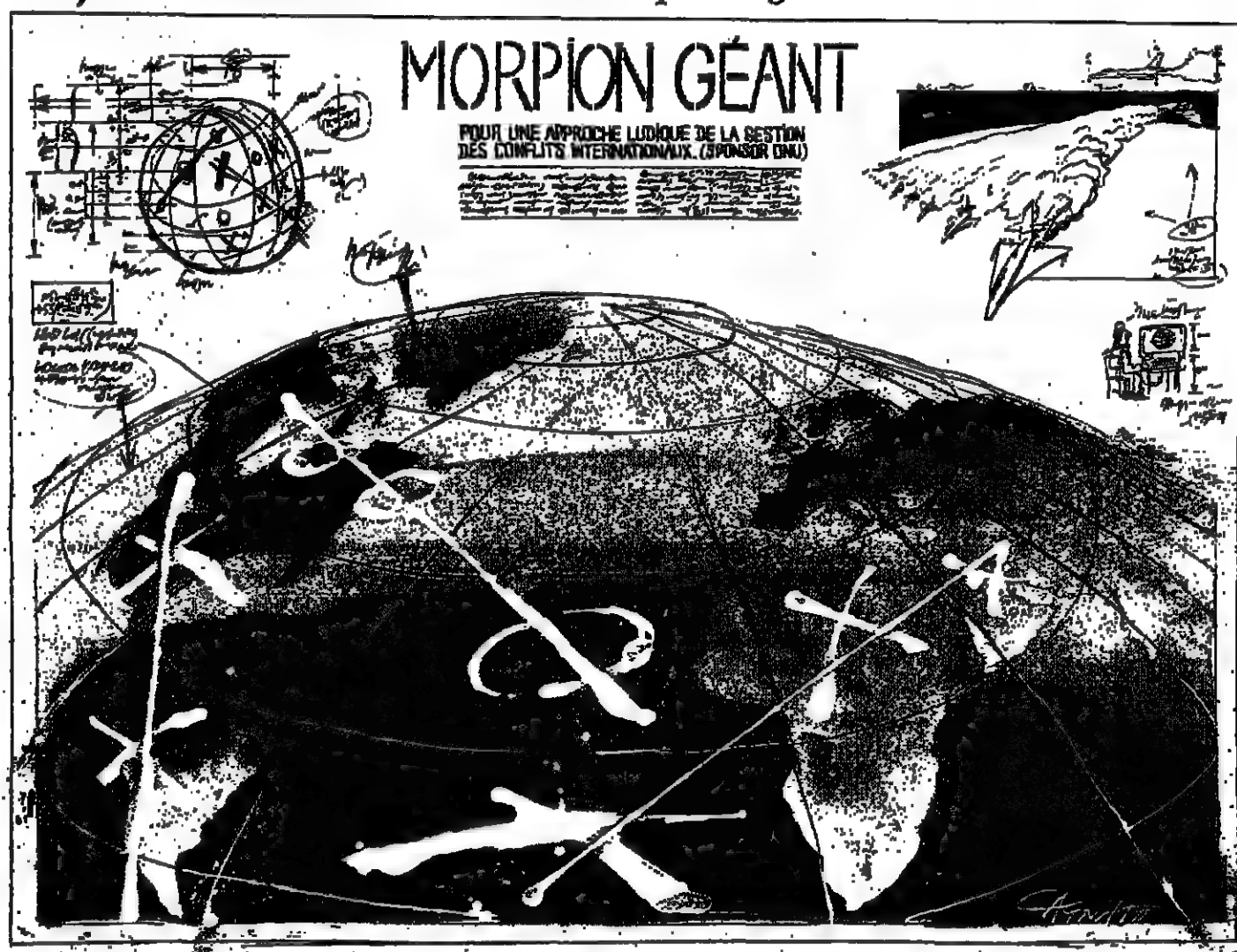
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1964) ; Jacques Fauret (1964-1982) ; André Laurens (1982-1985) ; André Fontaine (1985-1991) ; Jacques Lecaillon (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 950 000 F. Actionnaires : Société civile des Rédacteurs du Monde, Fonds continu de placement des personnels du Monde.

Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, L'Essai Presse, Le Monde Privé, Claude Bernard Participations.

## Projet de célébration de l'an 2000 par Cagnat



## M. Loujkov se pose en successeur de M. Eltsine

Suite de la première page

« La question de l'élection présidentielle anticipée est posée », a déclaré vendredi 15 janvier M. Loujkov, quarante-huit heures avant l'annonce de la tenue d'une élection présidentielle. Mais le premier ministre a dit et répété qu'il n'était pas question pour lui d'être candidat.

Si l'hypothèse Primakov est abandonnée, M. Loujkov apparaît sûr de son fait. Viktor Tchemomirine, ancien premier ministre et candidat déclaré depuis 1998, est crédité de 1 % à 3 % d'intentions de vote, marge d'erreur des sondages d'opinion. Son parti, Notre Maison la Russie, est en pleine crise, avec le départ de plusieurs députés et gouverneurs, et le limogeage en décembre de son chef à la Douma, Alexandre Chokhine. Il paraît aujourd'hui incapable de franchir la barre des 5 %, seuil requis aux élections législatives pour avoir des députés à la Douma.

Les réformateurs et libéraux demeurent fortement divisés entre les personnalités d'Egor Galdar, Sergueï Kirienko, Boris Nemtsov et Anatoli Tchoubais. L'idée d'une coalition ne progresse que péniblement, alors que la thérapie de choc et le sinistre financier d'août 1998 ont jeté un discrédit durable sur ces

responsables. Le général Alexandre Lebed est, pour sa part, en difficulté à Krasnolarsk, où il a été élu en mai 1998 gouverneur. Vouloir démontrer ses capacités de gestion, il s'est aliéné en deux cents jours la plupart de ses soutiens politiques et doit faire face à une fronde de son Parlement local.

Le Parti communiste est, lui, menacé d'éclatement. Son chef, Guennadi Ziouganov, que les sondages placent régulièrement en tête du premier tour d'une élection présidentielle, a pu constater la semaine dernière les profondes divisions de ses troupes. Dans ce paysage, seul le parti réformateur Iabloko apparaît stable et durablement implanté. Son chef, Gregori Iavinski, est régulièrement crédité de 11 % à 13 % d'intentions de vote au premier tour d'une élection présidentielle. Mais il est tout aussi régulièrement battu au second tour.

En regard, Iouri Loujkov a su en quelques semaines rallier des forces importantes. Le 19 décembre 1998, le congrès fondateur de son mou-

vement, La Patrie, a été l'occasion de rassembler mille délégués, dont plusieurs gouverneurs, venus de quatre-vingt-huit régions de Russie. Depuis plusieurs mois, Moscou multiplie les accords de coopération technique et financières avec les provinces, pour mieux faire oublier les traditionnelles réticences à l'égard de la capitale russe.

Se réclamant « du centre et de la sociale-démocratie », étrange notion politique en Russie, M. Loujkov vante « le capitalisme, le marché et la liberté », et pimente ses discours de fortes déclarations nationalistes - « patriotiques », dit-il. Portant en bandoulière ses succès moscovites, il couvre ainsi un large champ politique, allant de l'électorat communiste à celui susceptible de soutenir les réformateurs. Disposant de réseaux étendus, une puissance financière incomparable, le maire de Moscou s'est ainsi donné les moyens de parler haut et fort. Persuadé que la présidence Eltsine ne verra pas l'été.

François Bonnet

### RECTIFICATIFS

#### FRONT NATIONAL

Un raccourci malencontreux nous a fait écrire, dans un article consacré au Département protection-sécurité (DPS), le service d'ordre du Front national (Le Monde du 15 janvier), que l'ancien commissaire Charles Pellegrini avait servi d'« intermédiaire auprès de Jean-Marie Le Pen » pour favoriser le recrutement de Ber-

nard Courcelle à la tête du DPS. En fait, M. Pellegrini s'est contenté de « recommander » M. Courcelle, qu'il connaissait, à son prédécesseur.

#### MUSÉE DE LA SEITA

Le véritable numéro de téléphone du Musée de la Seita, à Paris, où a lieu l'exposition consacrée au peintre autrichien Oscar Kokoschka (Le Monde du 8 janvier), est le 01-45-56-60-17.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Le problème des loyers

IL ARRIVE que les Assemblées remettent sur le chantier des lois dont l'usage a montré les défauts, et c'est essentiellement leur fonction d'adapter la législation aux circonstances. Mais que penser d'un législateur qui renierait son œuvre avant même de l'avoir mise à l'épreuve ? C'est pourtant le sort que certains voudraient faire subir à la loi sur les loyers.

S'agit-il d'un texte improvisé, insuffisamment pensé, hâtivement discuté, dont les intentions sont flottantes et les conséquences mal prévues ? Aucune loi au contraire n'a été aussi longuement et laborieusement préparée. Est-ce à dire que la loi soit parfaite, et dans tous ses détails intangible ? Certainement non, pas plus que ne l'est la Constitution. Mais ici la coutume ne suffit pas à assouplir la lettre. Et l'on aperçoit déjà que des aménagements s'imposent.

Il reste que, parce qu'elle cherche non sans courage - il faut toujours du courage pour demander des sacrifices - à redresser des erreurs et à rétablir de l'ordre, elle mérite d'être appliquée loyalement dans ses principes essentiels, d'autant plus que les principaux intéressés, les locataires, semblaient avoir accepté l'épreuve. Or quel est l'objectif réel de l'agitation qui se manifeste au Parlement et dans la presse avec un ensemble qu'on sent orchestré ? Rien de moins que remettre en cause le principe même de la réforme, c'est-à-dire l'ajustement aux conditions économiques des valeurs locatives. Et pour cela, faisant jouer l'émotion plus ou moins provoquée d'une opinion touchée à un point traditionnellement sensible, inviter le Parlement à se déjuger.

André Chénèbenoit  
(20 janvier 1949.)

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-23-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30  
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

سنة ١٤٢٠ هـ



**SOCIAL** Le dispositif de financement de départs en préretraite dans le secteur automobile serait sur le point d'être finalisé par le gouvernement. Lundi soir 18 jan-

vier, les ministères des finances, du travail et de l'industrie étaient d'accord sur le principe de l'aide mais n'avaient toujours pas trouvé le moyen d'éviter de subir les foudres

de la Commission de Bruxelles. • CET ACCORD viserait à embaucher un jeune pour trois ou quatre départs en préretraite. • LE COUT pour l'Etat est estimé, selon nos cal-

culs, à 2,6 milliards de francs. • LA FRANCE n'est pas le seul pays à recourir à des systèmes de préretraite. Plusieurs de ses partenaires européens disposent de systèmes

de départ anticipés. • RENAULT confirme son intérêt pour Nissan, le deuxième constructeur japonais, mal en point et convoité par DaimlerChrysler.

## L'Etat s'apprête à aider l'automobile à rajeunir ses effectifs

Les discussions entre Renault, PSA et les pouvoirs publics sur un dispositif de départ en préretraite contre des embauches de jeunes sont sur le point d'aboutir. Mais le gouvernement doit trouver le moyen d'éviter les foudres de la Commission de Bruxelles

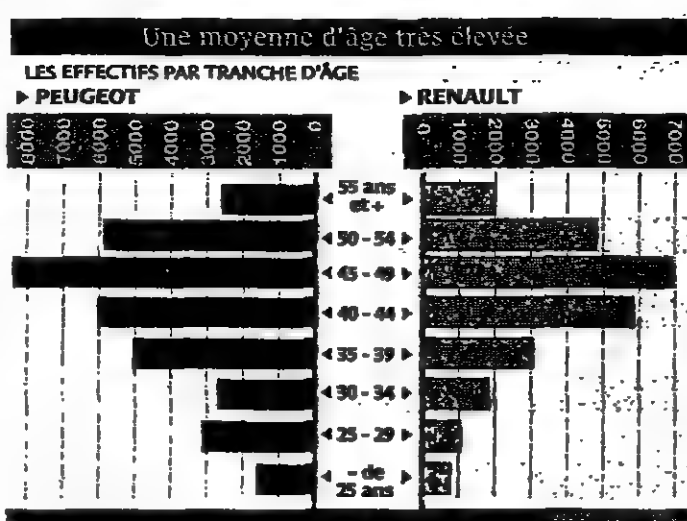
« L'AUTOMOBILE ? C'est réglé. Mais c'est aux constructeurs d'annoncer l'ensemble du dispositif. » Présentant ses vœux à la presse, lundi 18 janvier, Martine Aubry, ministre de l'emploi et des affaires sociales, qui s'est défendue de toute fébrilité sur les 35 heures, n'a pu s'empêcher d'annoncer que, « dans quelques jours, quelques grands accords dans des entreprises privées à monoactivité » allaient être signés. Selon nos informations, Renault et PSA Peugeot-Citroën auraient bouclé leurs négociations avec l'Etat pour le financement de départs en préretraite puisque, dans ce secteur, la négociation sur les 35 heures se double d'une négociation sur le rajeunissement de la pyramide des âges.

Dans quelques jours, au plus tard quelques semaines, un dossier qui fait figure de serpent de mer depuis juillet 1996 trouverait enfin une solution. C'est à cette date que Jacques Calvet, à l'époque président du directoire de PSA, et Louis Schweitzer, PDG de Renault, ont écrit une lettre commune à Alain Juppé, alors premier ministre, lui demandant l'aide de l'Etat pour rajeunir leur pyramide des âges. Pour les constructeurs, le rajeunissement des effectifs fait partie des leviers indispensables pour améliorer la compétitivité : les salariés les plus âgés sont considérés comme moins productifs.

Ainsi chez Renault, un salarié de plus de 55 ans sur deux est jugé inapte au travail à la chaîne. La pyramide des âges de Renault et de PSA est vieillissante. La moyenne d'âge est ainsi de 42,6 ans chez Peugeot, de 41,5 ans chez Citroën et de 45 ans chez Renault, quand elle est de 26 ans dans l'usine Fiat de Meli (Italie du Sud), de 28 ans sur le site Volkswagen de Bratislava (Slovaquie) ou de 30 ans en moyenne chez les constructeurs japonais.

Ce contraste risque de s'amplifier à partir de 2001 avec la mise en route de la nouvelle usine Toyota de Valenciennes (Nord). Aussi les deux constructeurs français avaient-ils proposé un vaste plan sur six ans, visant à faire partir 40 000 salariés de plus de 51 ans et s'engageant, en contrepartie, à embaucher 15 000 jeunes. Le gouvernement de M. Juppé avait finalement repoussé l'idée à cause de son coût pour les finances publiques (près de 43 milliards de francs). Le nouveau secrétaire d'Etat à l'Industrie, Christian Pierret, avait relancé l'idée en déclarant, en septembre 1997, que « le gouvernement était prêt à discuter avec les constructeurs pour faciliter le rajeunissement de leur pyramide des âges... dans la limite des contraintes budgétaires ». Le débat sur les 35 heures a précipité les événements.

Selon nos informations, un pro-



La moyenne d'âge des personnels des constructeurs français reste élevée. Elle est de 42,6 ans chez Peugeot, de 41,5 ans chez Citroën et de 45 ans chez Renault.

blème de taille reste à résoudre : rendre « euro-compatible » ce dispositif. Lundi soir, les ministères des finances, du travail et de l'industrie étaient d'accord sur le principe de l'aide, mais n'avaient toujours pas trouvé le moyen d'éviter de subir les foudres de la Commission de Bruxelles. Le ministre de l'Industrie, Christian Pierret, a déclaré que le gouvernement était prêt à discuter avec les constructeurs pour faciliter le rajeunissement de leur pyramide des âges... dans la limite des contraintes budgétaires.

Fa fait en 1997 avec le plan textile de France Borotra, le remboursement par les industriels des aides perçues. C'est pour cette raison que le dispositif pourrait ne pas utiliser l'argent du Fonds national pour l'emploi (FNE). Le FNE présente d'ailleurs un second inconvénient : Martine Aubry veut en réduire la portée. Mais l'aide à l'automobile risque de faire des jaloux.

Conclusion : les pouvoirs publics, les constructeurs et les syndicats

devraient s'entendre pour monter une véritable « usine à gaz ». Officiellement, les partenaires sociaux de la métallurgie décideraient de proposer aux secteurs qui le souhaitent - mais, en fait, des critères seraient mis pour que seule l'automobile en bénéficie - un élargissement de l'ARPE (allocation de remplacement pour l'emploi). Ce système - une préretraite d'un salarié de 58 ans ayant cotisé quarante ans contre l'embauche d'un jeune - serait étendu durant six ans aux salariés de plus de 55 ou 56 ans. Dans le cas d'un travail pénible, il ne serait pas exigé que le salarié ait cotisé quarante ans. Sur-tout, il ne s'agirait plus de compenser un départ par une embauche mais quatre départs par une embauche ou - c'est l'un des objets de la négociation - une embauche pour trois départs. D'où les ordres de grandeur avancés : 43 000 départs contre 12 000 embauches.

Si les syndicats sont dans l'ensemble d'accord sur le principe, des divergences subsistent quant aux modalités. « C'est normal de songer à un dispositif de départ anticipé pour quelqu'un qui a travaillé sur une chaîne pendant vingt-cinq ou trente ans », explique Philippe Martine, délégué syndical central CGT de Renault, pour autant il n'est pas question de déroger au principe de « un départ pour une embauche ». De son côté, la CFDT a chiffré, chez Renault SA, le nombre d'em-

bauches sur cinq ans à 7 000, compensés par 13 000 départs, dans le cadre d'une double négociation préretraite-réduction du temps de travail. En outre, les syndicats protestent à l'annonce du manque de transparence des négociations, qui se sont déroulées sans eux.

**EFFORTS FINANCIERS PARTAGÉS**  
Reste l'essentiel : le financement. Chacun y mettrait du sien. Les constructeurs, dont la santé financière fait davantage envie que celle de l'Etat, qui aiderait les partenaires sociaux - on parle d'une aide de 60 000 francs par départ - et le salarié concerné. Si ces chiffres étaient maintenus, le coût pour la collectivité serait, selon nos calculs, d'environ 2,58 milliards de francs. Ce chiffre peut paraître élevé, mais, rapporté à l'ensemble des effectifs (la construction automobile occupe 186 000 personnes, selon le Centre d'étude de l'emploi), il est moins qu'une aide Aubry aux entreprises qui anticipent la réduction du temps de travail : 14 000 francs contre 30 000 francs (9 000 francs la première année, puis 8 000, 7 000 et 6 000 francs).

Le dossier devrait, selon nos informations, être bouclé très rapidement. Renault devait annoncer, mardi 19 janvier, en milieu de journée, qu'il s'apprête à ouvrir le 8 février sa négociation sur les 35 heures. Son objectif est d'achever la négociation-cadre en avril. Celle-ci ne s'annonce pas forcément sous les meilleurs auspices. Depuis environ un an, la CFDT s'oppose aux autres syndicats réformistes et se rapproche de la CGT. D'ores et déjà, elle affirme que les cadres ne sauraient être exclus de la réduction du temps de travail et menace de mener, comme chez Thomson-CSF, une grève pour faire respecter la durée légale du travail, y compris dans l'encadrement. Chez PSA, les négociations ont démarré dès septembre 1998. La direction, qui voulait les terminer en janvier, a reporté sine die la dernière réunion plénière prévue pour le 14 janvier, en raison des silences de l'Etat sur le financement des préretraites. Vu la précipitation des événements, le patron de PSA, Jean-Martin Folz, semble avoir été entendu.

Stéphane Lauer et Frédéric Lemaître

## D'autres membres de l'Union européenne bénéficient également de système de préretraite

LA FRANCE, mauvaise élève de l'Europe en matière de retraites anticipées ? Pas si sûr. En fait, nos partenaires européens ont également recours à une panoplie de mesures d'âge.

• En Allemagne, le système des préretraites a fonctionné, jusqu'en 1996, en accès totalement libre, sans intervention de l'Etat et avec un financement assuré en quasi-totalité par les caisses de chômage et les caisses de retraite (l'entreprise payant, en moyenne, 7,7 % du coût total d'une préretraite). La réunification du pays et la crise du début des années 90 ont généré des sureffectifs importants, et le recours aux préretraites est devenu systématique, notamment dans l'industrie automobile, avec 125 000 départs entre 1991 et 1995. Cette situation mettant en péril l'équilibre du système de retraite, le gouvernement allemand a institué, en 1996, un dispositif plus restrictif - proche de la préretraite progressive française - ouvert à partir

de 55 ans, soit dix ans avant l'âge légal de la retraite. Le salarié travaille alors à mi-temps en étant payé 70 % de son ancien salaire, 20 % étant pris en charge par l'Etat et 50 % par l'entreprise. Si celle-ci n'embauche pas, ou si le salarié reste en préretraite au-delà de cinq ans, l'entreprise prend en charge les 70 %. 1,5 million de salariés allemands bénéficient d'une préretraite progressive.

• En Italie un système de « mobilité » a été créé en 1991. Il permet d'anticiper le départ en retraite en accordant des années de cotisations retraite « gratuites » au salarié âgé licencié. Le régime de droit commun autorise tout salarié à partir en retraite avec, au minimum, 35 ans de cotisation, dès lors que la somme de ses années de cotisation et de son âge est au moins égale à 90 (un salarié ayant 35 ans de cotisation peut partir ainsi à 55 ans). Il existe deux systèmes de mobilité, qui dépend du niveau des difficultés rencontrées par l'entreprise. La mobilité ac-

corde à un salarié licencié de bénéficier sur-avant son âge de mois de droits à acquis, qu'il fera jouer au moment de son départ à la retraite. Ces mois sont financés sur fonds publics (par l'Institut national de prévoyance). Son application est soumise à l'accord des pouvoirs publics et suppose, comme en France, l'existence d'un plan social. Fiat en a bénéficié de 1994 à 1996 et en 1997.

• Le système belge de préretraite est certainement le plus varié, avec pas moins de huit régimes différents. L'ensemble est cofinancé par les caisses de chômage et de retraite, et les entreprises. La mise en œuvre d'une « pré-pension » suppose la conclusion d'une convention collective prévoyant ce régime et l'accord de l'Etat qui engage le financement de l'opération pour la part concernant les caisses de retraite et de chômage. L'Etat ne finance donc pas le mécanisme, mais c'est lui qui donne l'autorisation d'y recourir. Le régime allie par conséquent

un système conventionnel à l'allemande et un dispositif public comme en France ou en Italie. Il a notamment été utilisé à l'usine Renault de Vilvorde en 1995. Une étude de 1996, réalisée par la Fédération des entreprises de Belgique, soulignait que seuls 50 % des 50-54 ans avaient un emploi. Une proportion qui tombe à 30 % pour les 55-59 ans et 10 % pour les plus de 60 ans.

• La métallurgie des Pays-Bas dispose de deux systèmes de préretraite, l'un progressif, l'autre total. Mais l'essentiel des mécanismes de fin de carrière est construit sur le principe de l'« inaptitude » (qui n'est pas considérée comme de la préretraite). Ce mécanisme, qui concerne près de 1 million de personnes, consiste à verser des indemnités à un salarié en fonction de son état de santé (certificat médical à l'appui) et du marché du travail. Ces indemnités sont alors supérieures à celles du chômage.

S. L.

## Nissan fait monter les enchères entre Renault et DaimlerChrysler

LE DUEL opposant DaimlerChrysler et Renault pour le contrôle de Nissan se joue désormais au grand jour, après la confirmation par le constructeur français, lundi 18 janvier (Le Monde du 19 janvier), qu'il discutait bien avec le numéro deux japonais de l'automobile, et qu'il n'excluait pas d'envisager une prise de participation. Nissan, lui, joue avec les nerfs des boursiers de Tokyo et ceux de ses prétendants.

Lundi, le directeur général de la firme, Yoshikazu Hanawa, affirmait à nouveau que son groupe « n'a pas ouvert de négociations concrètes pouvant déboucher sur une alliance capitaliste ». Mais il ajoutait aussitôt qu'un investisseur étranger pourrait éventuellement monter jusqu'à 33,4 % du capital de Nissan Motor, et que, « si les liens (entre partenaires) se renforçaient, la participation pourrait dépasser 33,4 % ». Une façon de renvoyer dos à dos les deux plus sérieux prétendants, de faire monter les enchères entre eux, voire de susciter l'intérêt d'autres groupes, comme Ford ou Volkswagen. Plusieurs analystes pensaient que Nissan se servait de Renault comme « lièvre », à la veille de la venue à Tokyo des deux coprésidents de DaimlerChrysler, Jürgen Schrempf et Robert Eaton, officiellement pour l'inauguration, vendredi, d'une exposition consacrée à leur groupe.

« Nous ne nous connaissons pas très bien », a dit M. Hanawa à propos de Renault, ajoutant « ce serait peut-être plus facile de travailler avec une entreprise qui est en train d'accomplir son redressement. Je pense que l'on pourrait dire que nous avons les mêmes préoccupations et qu'il y a beaucoup de domaines où l'on pourrait coopérer ». Et de souligner qu'il n'envisageait pas de finaliser cette semaine la prise de participation envisagée de DaimlerChrysler dans Nissan Diesel, la filiale camions du groupe.

Chez Renault, c'est après une longue hésitation que l'on s'est résigné à confirmer les négociations entreprises avec Nissan. Les cinq lignes de communiqué ont été so-

gneusement pesées pour qu'apparaissent bien le fait que Renault « ne cède pas à la mode des fusions », dit une porte-parole. Le communiqué précise que ce n'est qu'« après étude approfondie » - comprendre : après un audit complet des comptes et du dispositif industriel - que Renault envisagera éventuellement de prendre une participation dans Nissan. Le capital du groupe nippon étant très dispersé en Bourse, il suffirait de 10 % à Renault ou à DaimlerChrysler pour en devenir l'actionnaire de référence.

Une telle éventualité serait un retournement sans précédent. En 1989, chez Nissan, le président d'alors prophétisait la disparition de la quasi-totalité des construc-

teurs européens et américains, au profit des japonais. Dix ans plus tard, le septième constructeur automobile mondial, héritier d'un puissant zaibatsu (conglomérat) de l'avant-guerre et pionnier de l'industrie automobile au Japon, est en passe de ne plus honorer ses échéances. Comment en est-il arrivé là ?

Abréviation de Nippon Sangyo (Industries du Japon), Nissan fut créé en 1928 par un entrepreneur, Yoshiaki Aikawa, qui commença par l'assemblage de véhicules de petite cylindrée puis se lança dans la construction de camions pour l'armée avec l'aide d'ingénieurs américains. L'automobile n'était qu'une unité de l'un des groupes baptisés « nouveaux zaibatsu », par opposition aux conglomérats, et à son rival Toyota, créé par M. Toyota. Nissan n'était pas une affaire de famille, mais cotée à la Bourse. Son expansion fut liée à la montée militariste et à la création de l'Etat-fantôme de Manchoukouo, où il s'installa dès 1938. En 1943, Nissan était fournisseur de l'armée en moteurs d'avion.

Démantelé, comme les autres zaibatsu, par l'occupant américain après la défaite de 1945, le groupe d'Aikawa se réorganisa en association d'entreprises, sous l'égide de

Nissan Motor et de Hitachi. Dans les années 80, Nissan faisait partie du groupe Fuyo, l'un des six grands groupements industriels et financiers du Japon, qui réunissait 125 entreprises, dont Hitachi, la banque Fuji ou la maison de commerce Marubeni.

### ERREURS DE STRATÉGIE

C'est la guerre de Corée (1950-1953) qui relança la production automobile japonaise par les commandes de véhicules de l'armée américaine. Nissan produisit des voitures d'avant-guerre, commercialisées sous la marque Datsun, jusqu'à son alliance avec Austin au début des années 50. En 1959, elle sortait sa première voiture « exportable », la Datsun Bluebird. Le rival de Toyota jouait la carte de la technologie. Nissan fut pionnier en matière de robotisation et de contrôle de la qualité. Mais il fut désavantagé par des syndicats forts, qui menèrent au début des années 50 des grèves qui restèrent parmi les plus dures dans les annales sociales du Japon. Nissan ne put jamais imposer les cadences du « toyotisme » des années 60-70.

A la fin des années 70, le vent a tourné en défaveur de Nissan. Toyota avait rattrapé son retard technologique et innovait plus rapidement dans la gestion de la production. Aux erreurs marketing, sur

des modèles parfois non adaptés au marché, s'ajoutèrent des erreurs de stratégie sur le marché américain. Nissan y enregistra aujourd'hui des pertes de 2 milliards de francs (305 millions d'euros). Tandis qu'au Japon ses quatre usines ne tournent qu'à 70 % de leurs capacités. Quant à sa filiale camions, Nissan Diesel, elle a vu ses ventes chuter de 25 % en 1997. Ses pertes dépasseraient de beaucoup le 1,5 milliard de yens annoncé (70 millions de francs), et l'entreprise frôlerait l'insolvabilité avec l'arrivée à échéance, en septembre 1999, d'obligations émises pour un montant de 1,8 milliard de francs.

Or Nissan n'a plus les moyens financiers de soutenir sa filiale, dont la vente - ou l'adossement - à un groupe plus puissant est nécessaire à sa propre survie. Son considérable portefeuille d'actifs immobiliers donne encore une marge de manœuvre au groupe. Mais le conglomérat Fuyo ne peut guère lui venir en aide : ses financiers, qui sont aussi les principaux actionnaires de Nissan, la banque Fuji et la Banque industrielle du Japon, sont elles-mêmes en difficulté. La vente récente de l'immeuble du siège social de Nissan dans le quartier de Ginza est symbolique du déclin du constructeur.

Pascal Galbrier et Philippe Pons à Tokyo

Le rachat de 6 crée le num

Un accord jugé anti-eur



# Le rachat de GEC-Marconi par British Aerospace crée le numéro trois mondial de la défense

La candidature du français Thomson-CSF est écartée

Les groupes britanniques British Aerospace (BAe) et General Electric Company (GEC) ont annoncé le 19 janvier la fusion de leurs activités

d'aéronautique et de défense. BAe rachètera Marconi, la filiale d'électronique militaire de GEC, pour « plus de 7,7 milliards de livres »

(10,9 milliards d'euros). Ce rapprochement, qui inquiète les autres industriels européens, créera le numéro trois mondial de la défense.

LONDRES

de notre correspondant à la City British Aerospace (BAe) et General Electric Company (GEC) ont annoncé, dans un communiqué publié mardi 19 janvier, la fusion de leurs activités d'aéronautique et de défense. BAe rachètera Marconi, la filiale d'électronique militaire de GEC, pour « plus de 7,7 milliards de livres » (10,9 milliards d'euros), par échange de titres et reprise de dettes. Après cette opération, qui doit déboucher sur la création du numéro trois mondial, les actionnaires de BAe en détient 63,3 % et ceux de GEC 36,7 %.

La nouvelle société, qui conservera le nom de British Aerospace, « devra être la pierre angulaire de la consolidation future de cette industrie en Europe », indiquent les deux sociétés, même si ce rapprochement met fin aux projets d'alliances qu'elles avaient négociés. GEC avec le français Thomson-CSF, BAe avec l'allemand DASA. « British Aerospace entend poursuivre ses discussions avec d'autres partenaires potentiels européens », affirme le texte.

L'organigramme de la future société n'est pas encore officiel. Peter Gershon, le directeur général de Marconi Electronic Systems, branche de défense de GEC, siègera au conseil d'administration élargi de BAe, dont le président, Sir Dick Evans, devrait partir à la retraite. Le directeur général du

groupe d'aéronautique, John Weston, devrait lui succéder. Le président de GEC, lord Simpson, après avoir piloté la mise en place de la nouvelle structure, pourrait rejoindre la brochette d'industriels actifs au sein du gouvernement Blair, dont il est particulièrement proche.

La première réaction des analystes est plutôt prudente : « GEC a réussi à tirer un bon prix pour Marconi en jouant la surenchère entre BAe et Thomson. Mais sur le long terme, la déception des Allemands et des Français complique la mise en place d'une Europe de la défense. Pour créer une alliance à l'échelle européenne, il va falloir donner des gages, d'où le risque d'accords futurs bâclés au détriment des actionnaires », indique un expert de la City. Dans un éditorial intitulé « Auto-défense », le Financial Times va dans le même sens : « Contribuer à ce qu'affirment BAe et le gouvernement britannique, cette fusion ne pose pas les fondations d'une défense européenne... Ils devront réparer la casse causée avec les autres partenaires potentiels européens... Mais tout futur accord signé dans la foulée de ce regroupement devra seulement être motivé par la création de valeur pour l'actionnaire ».

La City s'interroge sur la réaction officielle du gouvernement britannique, tenu constamment informé de l'évolution des discussions. Dès le départ, le ministre de la défense, George Robertson,

plus francophile des membres du gouvernement, a affaibli l'influence du « lobby français » au sein de l'administration de Whitehall à un moment crucial. « L'attitude britannique est de prendre un problème à la fois pour garder le dessus, c'est dans leurs gènes. En bons pragmatiques, ils ont pris la solution qui posait le moins de difficultés », affirme un banquier français très impliqué dans le secteur de la défense.

Reste une inconnue : Stephen Byers, le nouveau ministre du commerce et de l'industrie, saisira-t-il la commission des monopoles et fusions ? De nombreux députés travaillistes ont exprimé leurs inquiétudes sur d'éventuelles suppressions d'emplois. Or, comme on l'a vu dans l'OPA de Rupert Murdoch sur Manchester United, le New Labour a tendance à « passer le bébé » aux autorités anti-trust.

On imagine quels déchirements internes Lord Westminster, le fondateur de GEC, qui a pris sa retraite en 1996, doit ressentir à l'annonce de cette nouvelle. Pendant un décennie, il avait œuvré à un rapprochement avec BAe pour faire naître un géant de l'aéronautique et de la défense en fusionnant purement et simplement les deux compagnies. Ce projet, qui avait toujours échoué, se réalise aujourd'hui. Mais en même temps, Lord Westminster voit disparaître son « enfant », dont il ne restera plus qu'une société de haute technologie centrée sur les télécommunications.

Quant à Thomson-CSF, malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

s'était déclaré favorable à cette solution anglo-américaine comme première étape vers la création de l'Europe de la défense. A ses yeux, un accord avec DASA aurait favorisé les Allemands, qui risquaient de mettre la main sur le secteur « recherche et développement » de la nouvelle société. Cette crainte, relayée par les conseillers militaires de Robertson, a joué contre DASA, de même que les exigences jugées démesurées de Manfred Bischoff, le patron de DASA, à l'heure de la répartition des postes. Quant à Thomson-CSF,

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

malgré les synergies plus évidentes, il a souffert de la mauvaise image de marque du gouvernement Jospin dans la City ainsi que des liens traditionnellement étroits entre Londres et Washington. La démission récente du ministre de l'Industrie, Peter Mandelson, le

## Wim Duisenberg dénonce le coût des frais de change en euros

LE PRÉSIDENT DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE (BCE), Wim Duisenberg, a déploré, lundi 18 janvier devant la sous-commission monétaire du Parlement européen, à Bruxelles, « de devoir payer des commissions de change excessivement élevées » sur les transactions en euros dans les onze pays participants. Il espère que « la concurrence va aboutir à la réduction de ces commissions », qui n'ont pas disparu avec la monnaie unique. La Commission européenne a d'ailleurs lancé une enquête sur le sujet et souhaite parvenir à une réduction de ces coûts.

M. Duisenberg a par ailleurs estimé « techniquement impossible » d'avancer la mise en circulation des pièces et billets en euros. Cette éventualité est mise en avant par la Belgique, afin de profiter de « l'europhorie » perceptible dans la population européenne. L'introduction définitive des pièces et billets, et la disparition des monnaies nationales, est prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

## Le Club Méditerranée renoue avec les profits

LE RETOUR AUX BÉNÉFICES du Club Méditerranée n'est pas une surprise. Après avoir affiché un résultat net de 132 millions de francs (20,12 millions d'euros) au premier semestre, le Club a annoncé, mardi 19 janvier, pour l'intégralité de son exercice achevé au 31 octobre 1998, un résultat net de 171 millions de francs (26 millions d'euros). « Je suis plus que jamais confiant dans l'avenir du Club Méditerranée et notamment dans la réalisation de notre objectif de 700-750 millions de francs de résultat d'exploitation en l'an 2000 », a commenté le PDG du groupe, Philippe Bourguignon.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 8,384 milliards de francs (1,278 milliard d'euros), en hausse de 1,9 % sur l'exercice précédent. Le nombre de journées hôtelières vendues a progressé de 7,7 %. Le taux d'occupation s'est amélioré, passant en moyenne à 72,3 % en 1998 contre 69,1 % l'année précédente. Le taux d'occupation connaît toutefois des disparités selon les zones géographiques (+3,5 points en Europe-Afrique, +5,9 points en Amérique du Nord, mais -2,1 points en Asie).

## SNCF : la grève continue dans le Sud-Est

LE MOUVEMENT DE GRÈVE amorcé, jeudi 14 janvier, à Marseille, se poursuivait toujours, mardi 19 janvier. Un préavis de grève pour l'ensemble des personnels de la région Sud-Est a été déposé pour le jeudi 21 janvier. Ce conflit trouve ses origines dans des sanctions administratives qui pourraient être prises par la direction à l'encontre de quatre agents qui avaient séquestré sept cadres lors d'un mouvement revendicatif le 14 novembre 1998.

« Il y a urgence à ce que l'ensemble des cheminots de la région riposte à cette atteinte au droit syndical et plus largement au droit de revendiquer », affirme la section régionale des cheminots CGT, dans un communiqué. Mardi 19 janvier, sur les grandes lignes, un train sur trois desservait la cité phocéenne et un train sur quatre pour le train express régional (TER). Aucune perturbation n'était à signaler dans le trafic des TGV en direction de Marseille.

Marc Roche

## Les Britanniques numéros trois et six mondiaux

● British Aerospace a réalisé en 1997 un chiffre d'affaires de 8,546 milliards de livres (12 milliards d'euros) dont l'essentiel (plus de 6 milliards) dans la défense et 2 milliards dans l'aéronautique civile. Le résultat net est de 161 millions de livres.

● General Electric Company a enregistré un chiffre d'affaires de 6,27 milliards de livres en 1997 (8,9 milliards d'euros), pour un bénéfice de 677 millions. GEC-Marconi représente 3,6 milliards de livres de chiffre d'affaires.

## L'accueil des boursiers est très réservé

MARDI 19 JANVIER, le titre BAe se repliait à l'ouverture de près de 7,8 %. La veille, la Bourse de Londres, pourtant habituée aux rumeurs, tenait pour imminente le rachat de la division défense du groupe General Electric Co par son concurrent British Aerospace Plc. L'action de ce dernier avait baissé de 4,9 %, à 493,5 pence, la baisse la plus importante en trois mois. Le prix de 7,7 milliards de livres (10,9 milliards d'euros) a inquiété les analystes. « La valorisation semble très élevée », a estimé Nick Cunningham, analyste chez Salomon Smith Barney, interrogé par l'agence Bloomberg. Ce qui inquiète le plus les boursiers, c'est le poids important de la dette logée dans Marconi, la branche défense de GEC. Celle-ci s'élève en effet à 1,55 milliard de livres (2,2 milliards d'euros).

Pour rassurer la communauté financière, British Aerospace a précisé, mardi 19 janvier, que le rapprochement entre les deux entités devrait occasionner plus de 275 millions de livres d'économies annuelles et pourrait susciter une progression du bénéfice par action de 16 % à 18 % en trois ans.

Après avoir sanctionné l'action BAe, le marché a également fait reculer le titre GEC de 3,9 %. La veille, pourtant, il s'était adjugé un gain de 1,4 %, pour atteindre son niveau record de 577,50 pence, en hausse de 8,9 % depuis le début de l'année. Les actionnaires

de GEC devaient recevoir 0,42 titre British Aerospace pour chaque action GEC détenue. Au terme de l'échange, ils devraient contrôler 36,7 % du nouvel ensemble, ce qui leur permet d'être actionnaire du troisième groupe mondial d'armement, pesant 12 milliards de livres de chiffre d'affaires, derrière les deux groupes américains Boeing et Lockheed Martin Corp.

PREMIÈRE VITESSE

« Pour GEC, cette opération permet de séparer la filiale défense, préservant ainsi cette activité profitable de l'éventuelle influence négative des autres développements du groupe », estime Doug McVitie, directeur d'Arran Aerospace, un cabinet de consultant écossais spécialisé dans l'aviation, dont l'avis est rapporté par Bloomberg. Le mariage BAe-GEC a pris de vitesse l'alliance initialement prévue entre British Aerospace et le groupe allemand DASA. Le titre DaimlerChrysler, maison mère de DASA, n'avait pas encore « réagi », lundi 18 janvier, à la Bourse de Francfort. Même si, à la fin de la séance, l'action avait légèrement progressé de 0,77 %, les investisseurs étaient plus préoccupés par les négociations avec Nissan que par la fusion BAe-GEC. En revanche, à Paris, l'action Lagardère, groupe partenaire de GEC au sein de Marconi, a reculé de 3,08 %, à 34,51 euros (226,37 francs). (Bloomberg et AFP.)

## Un accord jugé anti-européen par les autres groupes

● THOMSON-CSF : « Notre offre était meilleure », indiquait au Monde, mardi matin 19 janvier, le porte-parole du groupe français, candidat malheureux au rachat de GEC-Marconi. Le groupe d'électronique de défense, averti depuis quelques jours que ses propositions n'avaient plus aucune chance d'être retenues par les actionnaires de GEC (Le Monde du 19 janvier), déclarait « prendre acte » des décisions annoncées par l'industriel britannique. « L'alliance de British Aerospace (BAe) et de Marconi n'est pas européenne », soulignait-on au siège du groupe français, assurant que celle-ci « crée moins de synergies » que le schéma franco-britannique qu'il proposait. Thomson-CSF, surtout, s'étonnait des conditions financières dans lesquelles devait se faire ce rachat : BAe payera 7,7 milliards de livres (environ 11 milliards d'euros), soit près de 2 milliards de livres de plus que le

prix offert par le groupe français. « Il n'était pas question pour nous de brader l'intérêt de nos actionnaires », faisait-on valoir chez Thomson-CSF, rappelant que le groupe « n'était pas prêt à surpayer Marconi ». « Nous continuerons à rechercher une stratégie européenne », affirmait-on. Un conseil d'administration devait se réunir, mercredi après-midi, pour évoquer les différentes stratégies possibles pour Thomson-CSF après l'échec de son projet de fusion avec GEC-Marconi.

● DaimlerChrysler Aerospace (DASA) : « L'annonce de cet accord non-européen entre GEC et BAe n'est pas une surprise, après les discussions de ces dernières semaines », avouait, mardi, au Monde, un porte-parole du groupe allemand, également déçu par l'échec de ses propres projets d'alliance avec l'industriel britannique. Avant que GEC ne propose à BAe de négocier un rapprochement

entre Britanniques, DASA avait négocié, pendant de longs mois, une fusion avec BAe. « Nous avons toujours été en faveur d'une vraie restructuration européenne », soulignait le porte-parole de DASA. Bien que le communiqué publié par GEC indique que la porte reste ouverte à des discussions avec d'autres partenaires, DASA estimait qu'une reprise des négociations avec le nouveau groupe britannique « serait désormais très difficile ». DASA, qui affirmait continuer à « militer pour l'Europe », disait s'atteler, désormais, à la recherche « d'autres options pour poursuivre l'intégration européenne ». Il ne souhaitait pas, toutefois, commenter les éventuels résultats des nombreux contacts noués, ces derniers jours, avec les groupes français Aérospatiale et Matra, eux-mêmes en cours de fusion (Le Monde du 15 janvier).

A.-M. R.

## GROUPE SAGEM

### PROJET D'ACQUISITION DE SFIM PAR SAGEM

SAGEM, groupe français de haute technologie de 14.000 personnes, a réalisé en 1998 un chiffre d'affaires de 18,8 milliards de FRF en croissance de 12 % par rapport à 1997 dont 42,4 % à l'international. Les activités se répartissent en trois branches : Télécommunications (58 %), Automobile et Câbles (24 %) et Défense (18 %).



هكذا من اجل

## COMMUNICATION

LE MONDE / MERCREDI 20 JANVIER 1999

# La confiance des Français dans la presse écrite s'est améliorée en 1998

Selon le baromètre annuel de la Sofres pour « Télérama » et « La Croix » sur la crédibilité des médias, les journaux talonnent désormais la télévision pour la fiabilité de leurs informations, alors que la radio reste en tête. Les Français déplorent surtout la surmédiation de certaines affaires

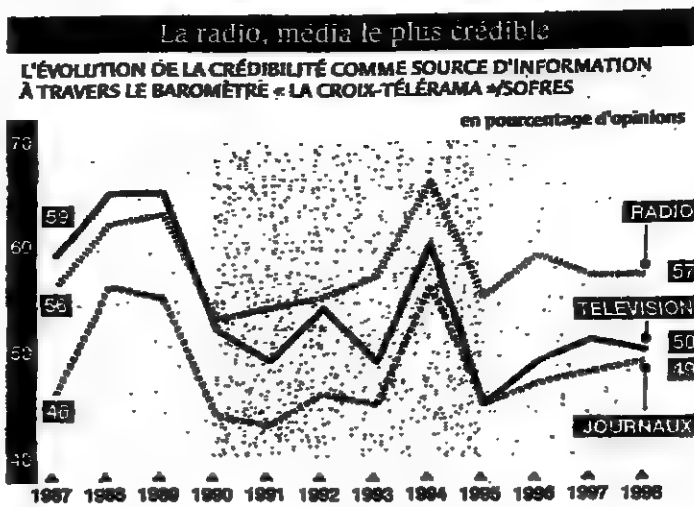
1998 aurait pu être une année noire pour les médias. Les polémiques sur leur rôle et leurs excès ont été vives, des ondes de choc de la publication du rapport Starr à la sortie en salles du film de Pierre Carles, *Pas vu, pas pris*, dénonçant la connivence de certains journalistes avec les hommes politiques, en passant par deux affaires qui ont terni l'image des journalistes au dernier trimestre 1997 : le débat sur les paparazzi après la mort de Lady Diana et les accusations sans preuves portées par André Rougeot et Jean-Michel Verne dans un livre sur l'assassinat de la députée du Var, Yann Piat.

Paradoxalement, la perception des médias par les Français a peu évolué en 1998, selon les résultats du sondage réalisé chaque année

par la Sofres, pour *Télérama* et *La Croix*, le quotidien en publiant les résultats dans son édition du 19 janvier. Elle s'est même améliorée en ce qui concerne la presse écrite, qui reste cependant le média jugé le moins fiable, comme c'est le cas chaque année depuis l'instauration de ce baromètre en 1987. 49 % jugent que les nouvelles se sont à peu près passées comme le journal les raconte. Ce chiffre est en progression constante depuis 1995. 50 % d'entre eux jugent crédibles les informations à la télévision, un chiffre en baisse par rapport à 1997 mais, surtout, 49 % (contre 47 % un an plutôt) estiment que les choses ne se sont pas passées comme la télévision les montre. La radio reste le média le plus crédible. L'information plus factuelle

de la radio est jugée crédible par 57 % des personnes interrogées. Autre satisfaction pour les journaux : 50 % des Français font confiance à la presse pour expliquer en détail une nouvelle importante, contre 43 % en 1997. La proportion chez les plus jeunes (18-24 ans) est de 53 %. La vertu pédagogique de la télévision et de la radio est en baisse, selon ce sondage réalisé, du 18 au 22 décembre, auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.

**LES PRESSIONS DE L'ARGENT**  
Comme chaque année, et comme dans la plupart des pays du monde, les journalistes apparaissent comme dépendants des pouvoirs politiques ou économiques. Seulement un Français sur trois les pense indépendants des partis politiques. Le jugement est encore plus sévère à l'égard des pouvoirs économiques. Pour un Français sur quatre, les journalistes sont sensibles aux pressions de l'argent. Le poids des « menages » (collaborations externes) effectués par certains journalistes joue certainement un rôle dans ce jugement, de même que la conscience de cette exception française que constitue l'adossage d'entreprises de médias à des groupes industriels et financiers. Faible consolation, malgré les soupçons qui ont pesé sur la presse en 1998, ces proportions sont en hausse par rapport à 1997 : 32 % pensent qu'ils sont politique-



Depuis les événements de Timisoara, en 1989 en Roumanie, et la guerre du Golfe, c'est la télévision qui a le plus souffert de la baisse de confiance des Français.

ment indépendants, contre 27 % en 1997, et 26 % (contre 23 % l'an dernier) estiment qu'ils le sont économiquement.

Les Français dénoncent enfin la surmédiation de certains sujets. Ils sont 91 % à estimer que les médias ont trop parlé de l'affaire Monica Lewinsky. Ils dénoncent également à 88 % la publication par certains journaux - dont *Le Monde* - de larges extraits du rapport Starr, en estimant qu'il s'agit de détails privés entre Bill Clinton et Monica Lewinsky qui

n'auraient pas dû être rendus publics.

La guerre des chefs entre Bruno Mégret et le Front national, les affaires de dopage dans le sport ou le Viagra font aussi partie des sujets ressentis comme trop vus dans les médias. Si 52 % jugent que les médias ont trop parlé du dopage, 58 % des personnes interrogées estiment cependant qu'ils ont bien rendu compte de ces affaires.

Depuis plusieurs années, le rôle de la presse dans les affaires jodi-

ciaires est régulièrement dénoncé, comme cela a été le cas en 1998, avec l'affaire Roland Dumas, quelques mois après l'affaire Tiberi. Si les Français restent attachés, à 67 %, à la présomption d'innocence et au secret de l'instruction, ils défendent le journalisme d'investigation et reconnaissent à 65 % qu'il joue « un rôle positif ».

Au fil des ans, le jugement des Français sur les médias apparaît sévère, mais nuancé. Au début des années 90, le faux charnier de Timisoara, l'impact de la guerre du Golfe et l'affaire Botton avaient entraîné une grave crise de confiance entre les Français et leurs médias. Cette défiance ne s'est jamais démentie depuis, même si elle s'amoindrit quelque peu. Le principal reproche devient aujourd'hui la surmédiation de certaines affaires.

Alain Salles

### Baisse de la crédibilité de France 3

Le sondage de la Sofres pour *La Croix* et *Télérama* mesure la crédibilité des chaînes de télévision et des stations de radio comme source d'information. Comme en 1997, TF1 arrive largement en tête (38 %, en baisse de 2 points), devant France 2 (22 %, en hausse de 2 points). La crédibilité de France 3 chute sévèrement : 13 % font confiance à la troisième chaîne, contre 18 % en 1997. Cette baisse profite à Arte, qui passe de 8 % à 10 %, et à M6, de 4 % à 6 %. La progression de la chaîne culturelle comme source d'information est constante depuis sa création : elle était de 4 % en 1994, de 6 % en 1995, de 8 % en 1996 et 1997.

Le paysage de la radio est plus stable. France-Inter progresse de 18 % à 20 %, tandis que RTL baisse de 2 points, à 19 %, au même niveau que France-Info (19 %). La crédibilité d'Europe 1 progresse légèrement, de 12 % à 13 %. RMC reste à 2 %. 8 % se tournent vers d'autres radios pour s'informer contre 10 % en 1997.

## La Belgique veut durcir la répression des délits de presse

BRUXELLES

de notre correspondant  
L'ensemble des partis politiques belges représentés au Parlement, à l'exception du Vlaams Blok (extrême droite nationaliste flamande), se sont mis d'accord pour modifier les lois sur la presse afin de lutter contre la propagande raciste et xénophobe. Ces mesures devraient être adoptées par la Chambre des représentants et le Sénat au début de la prochaine législature, qui sera issue des élections générales du 13 juin 1999.

La principale mesure envisagée vise à modifier l'article 150 de la Constitution du royaume, qui stipule que les délits commis par voie de presse relèvent exclusivement de la cour d'assises. Dans les faits, il est extrêmement rare que ces délits, comme la diffusion de fausses nouvelles ou l'atteinte à l'honneur ou à la considération d'une personne, aboutissent devant une juridiction pénale, car la procédure des assises est lourde et les délais de prescription concernant ce type de délits sont relativement brefs.

On avait pu voir notamment d'importantes personnalités politiques mises en cause dans les tourbillons de l'affaire Dutroux en 1996 renoncer, pour cette raison, à

demandeur la condamnation devant les tribunaux des organes de presse qui les avaient injustement dénoncés comme pédophiles.

**La réforme devrait empêcher la multiplication des tracts des formations d'extrême droite**

Si la réforme de cet article 150 est adoptée (ce qui ne fait guère de doute étant donné l'imposante majorité dont disposent les partis qui la proposent), les délits de presse à caractère raciste et xé-

phobe seront désormais passibles des tribunaux correctionnels. Cela devrait rendre leur répression plus facile, et surtout empêcher la multiplication des tracts des formations d'extrême droite, qui se présentent comme des journaux gratuits diffusés dans les boîtes aux lettres. C'est le cas, notamment, d'une publication intitulée *Le Ker* (le gamin, en dialecte bruxellois) qui s'est fait une spécialité de diffuser avec virulence, rumeur et dessins racistes à l'appui, les thèses de l'extrême droite, dénonçant les immigrés vivant dans l'agglomération bruxelloise.

La décision des partis politiques a été précédée d'une large consultation des associations de journalistes et d'éditeurs, qui ont pu s'exprimer sur ce thème devant la commission compétente de la

Chambre. Alors que l'association des journalistes professionnels de Belgique manifestait son opposition à cette mesure au nom de la défense de la liberté de la presse, les éditeurs n'étaient pas tous d'accord. Tandis que *La Libre Belgique* (catholique, centre droit) approuvait l'esprit du projet, les représentants du *Soir* (centre gauche) se prononçaient contre, en arguant du fait qu'une telle mesure pouvait constituer un précédent dans la réduction de la liberté d'expression.

Le projet prévoit également que l'audiovisuel sera désormais soumis constitutionnellement au même régime que la presse écrite en matière de délit de presse, ce qui n'est pas le cas dans la législation actuelle.

Luc Rosenzweig

## Deux éditeurs de journaux régionaux britanniques s'intéressent au groupe Mirror

QUI VA RACHETER le groupe Mirror, troisième groupe de presse britannique et propriétaire du *Daily Mirror* (2,3 millions

d'exemplaires) ? Après l'échec des négociations avec le groupe allemand Axel Springer au printemps 1998 (*Le Monde* des 28 mai et 17 juin 1998) et, plus récemment, avec le groupe de presse régionale anglais Trinity - qui n'a pas renoncé -, le groupe Mirror a annoncé, lundi 18 janvier, qu'il examinait une offre de rachat du groupe de presse régionale Regional Independent Media (RIM), qui publie *The Yorkshire Post* et qui est contrôlée par la société de capital-risque Candover Investments.

L'offre de RIM à 200 pence l'action valorise le groupe à plus de 913 millions de livres (1,28 milliard d'euros). Dans un communiqué, le groupe précise que son conseil d'administration « examine actuellement cette approche » et demande aux actionnaires « de ne pas entreprendre aucune action » en attendant sa décision.

ENDETTEMENT

L'offre a été présentée durant le week-end au président du groupe Victor Blank, en lui assurant qu'elle ne serait pas hostile. Les négociations ont été révélées par le *Financial Times* du 18 janvier, qui estime qu'une fusion du groupe Mirror et de RIM formerait le premier groupe britannique de presse écrite. Handicapé par le poids d'une dette de 500 millions de livres (714 millions d'euros),

héritage de la gestion de son ancien propriétaire, Robert Maxwell, le groupe cherche à s'associer pour se développer.

L'offre de RIM intervient après la rupture de pourparlers la semaine dernière entre le groupe Mirror et le groupe d'édition régionale Trinity. Ces discussions auraient notamment échoué sur le rôle du directeur général du groupe Mirror David Montgomery. Malgré l'échec des négociations, le groupe Trinity ne semble pas avoir dit son dernier mot et pourrait surenchérir sur l'offre de RIM. « Nous attendons de voir quelle sera la réaction des principaux actionnaires à ces nouvelles », a déclaré un porte-parole de Trinity.

M. Montgomery a déclaré au *Financial Times* du 19 janvier que le groupe Mirror serait « heureux d'examiner une offre », en ironisant sur le fait que Trinity avait « essayé de nous amadouer avec des insultes ». Le principal actionnaire du groupe Mirror, avec 22 % du capital, est le fonds d'investissement Phillips and Drew.

L'annonce de l'intérêt de RIM a suscité des réactions politiques, au sein du parti travailliste. *The Mirror* est l'un des rares quotidiens de gauche de Grande-Bretagne, alors que RIM est présidé par l'ancien ministre conservateur Norman Fowler. - (AFP, Bloomberg)

## L'américain True North réclame 60 millions de dollars à Publicis

TRUE NORTH COMMUNICATIONS INC., système groupe de publicité mondial, a porté plainte contre Publicis SA, son ancien partenaire en Europe, devant le London Court of Arbitration. L'américain réclame 60 millions de dollars (52 millions d'euros) au groupe français à la suite de la décision des Français de fusionner la filiale Publicis Communication avec Publicis SA (*Le Monde* du 10 novembre 1998). Les Américains estiment que l'échange de leur ancienne participation contre leurs nouveaux titres dans le groupe fusionné est « inadéquat » (*Le Monde* du 10 décembre 1998). Selon le patron de Publicis, Maurice Lévy, « c'est une demande fantaisiste qui n'a aucun fondement ».

DÉPÊCHES

■ **AUDIOVISUEL** : les syndicats de France 3 ont levé le préavis de grève déposé pour mardi 19 janvier. Après de nombreuses heures de négociations, menées par Xavier Gouyou Beauchamps, PDG de France Télévision, ils ont signé un accord qui prévoit que 42,5 millions de francs (6,47 millions d'euros) seront consacrés, jusqu'à 2002, au rattrapage des disparités salariales avec France 2.

■ **Le conseil d'administration de RFO (Réseau France Outre-mer)** a autorisé, jeudi 14 janvier, André-Michel Besse, PDG de la chaîne, « à exécuter, pour le premier semestre 1999, un budget conforme à la demande qu'il avait adressée en décembre 1998 » (*Le Monde* du 13 janvier).

■ **Deux Français sur trois** disent n'être « plutôt pas ou pas du tout » prêts à payer plus cher la redevance pour l'audiovisuel public pour avoir moins de publicité, selon un sondage Louis-Harris pour *France Soir* du mardi 19 janvier. 29 % sont d'un avis contraire, interrogés sur les programmes, ils souhaitent des documentaires (60 %), des films (43 %), des émissions culturelles (42 %).

■ **France 3 arrête le magazine « Parole d'Expert »**. Selon *Libération*, à la suite des remarques du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) sur la publicité clandestine, la chaîne a décidé de mettre fin à cette émission quotidienne consacrée à la consommation. France 3 argue du coût de l'émission et promet de confier une émission hebdomadaire à Valérie Expert, qui animait cette émission.

■ **CanalSatellite revendique 1,211 million d'abonnés** au 31 décembre 1998. Le bouquet numérique a gagné 417 000 nouveaux abonnés l'année dernière, soit près de 60 % des recrutements du marché français de la télévision numérique par satellite.

■ **Le groupe d'électricité espagnol Endesa va vendre ses 3,6 % d'Antena 3**, la première télévision privée espagnole, au principal actionnaire de cette chaîne, le groupe Telefonica. Cette vente est évaluée à 3,8 milliards de pesetas (22,84 millions d'euros) et s'inscrit « dans le programme de cessions d'actifs non stratégiques » d'Endesa. - (AFP)

■ **PRESSE** : « *Glory* » disparaît. Lancé en mars 1998 comme le « premier magazine fait par les stars », par l'ancien président de Fun Radio, Benoît Sillard, et le publicitaire François Trabelsi, *Glory* cesse sa parution au bout de huit numéros en raison d'une diffusion insuffisante, autour de 70 000 exemplaires. La société d'édition du titre a été placée en liquidation judiciaire le 22 décembre 1998.

■ **PHOTOGRAPHIE** : trois photographes de l'Agence France-Presse (AFP) ont obtenu des prix lors de la cérémonie de l'Association des photographes de presse de la Maison Blanche. Il s'agit de Luke Frazza pour un cliché sur un match de football américain, de Paul Richards pour la photo de Bill et Hillary Clinton dansant sur une plage des Caraïbes, et de Steve Jaffe pour une photo de l'épouse du président en Afrique du Sud.

■ **JOURNALISTES** : le tribunal de grande instance de Paris a renvoyé au 26 février l'audience d'examen du plan de reprise du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ), présenté par l'association CFPJ-Demain (*Le Monde* du 14 janvier). Le tribunal estime qu'un nouveau délai est nécessaire, le bouclage financier du plan n'étant pas terminé. La CFDT (qui présidait l'ancienne structure du CFPJ), placée depuis mai en redressement judiciaire a à nouveau dénoncé le « flou » du plan de reprise et s'inscrit de la « privatisation de fait » du CFPJ.

## Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS littéraires

### Les mondes de Jean Giono

« Dans son sang méditerranéen il y a ce je ne sais quoi qui, comme les vins de Grèce quand on les mélange aux crus français, ajoute du corps et de la saveur à la langue française » (Henry Miller).

### Vertiges du baroque

BAROQUE : un concept rebelle à la définition.

VERTIGES DU BAROQUE : un dossier qui vous emmène au royaume de la sensibilité exacerbée et de l'exaltation des sentiments amoureux et religieux.

UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



## TABLEAU DE BORD

## AFFAIRES

## INDUSTRIE

● **GENERAL ELECTRIC**: le groupe américain a annoncé, mardi 19 janvier, la cession de sa filiale de défense GEC Marconi à British Aerospace (lire p. 17).

● **AUTOMOBILE**: l'état s'apprête à aider les constructeurs automobiles pour réduire leurs effectifs (lire p. 16).

● **HYUNDAI MOTOR**: le constructeur automobile coréen a annoncé mardi la suppression de 600 emplois de cadres sur les 3 000 du groupe. En 1998, Hyundai avait déjà supprimé 8 746 emplois, soit 18 % de ses effectifs, ce qui avait déclenché une grève de trois mois.

● **LEGO**: le fabricant danois de jouets plastiques a confirmé lundi qu'il devrait réduire ses effectifs. Le déficit financier attendu pour 1998 est le premier depuis les années 30. La revue financière danoise *Morgen* avait indiqué lundi que Lego allait licencier jusqu'à 10 % de son personnel.

● **USINOR/COCKERILL**: pour donner son aval à la fusion entre le sidérurgiste français et le groupe belge, la Commission européenne demande la vente d'une partie des activités de « prestation de services sidérurgiques » et de « production d'acier profilés » où la nouvelle entité se trouvera en position dominante.

● **THOMSON-CSF**: un débrayage de deux heures a eu lieu lundi, sur le site de Fleury-les-Aubrais (Loiret), à l'appel des syndicats contre les réductions de personnel annoncées et les négociations sur les 35 heures. Le mouvement a été suivi par plus de 50 % des salariés de l'entreprise.

● **RHODIA**: la filiale chimique de Rhône-Poulenc a annoncé mardi l'acquisition de l'activité plastique technique du coréen Hyosung, numéro un de cette spécialité dans ce pays. Son chiffre d'affaires est de 37 millions d'euros.

## SERVICES

● **SNCF**: l'entreprise va augmenter le 24 janvier ses tarifs voyageurs, hors Ile-de-France, de 1,3 % en moyenne. Les prix des cartes 12-25, Enfant Plus et Senior seront inchangés.

● **SEMA GROUP**: la société de services informatiques franco-britannique vient d'annoncer une alliance stratégique avec le groupe américain Broadvision. Broadvision est une start-up réalisant un chiffre d'affaires de 50 millions de dollars (43 millions d'euros).

● **FRANCE TÉLÉCOM**: la direction a fait jusqu'à présent des propositions « humiliantes et provocatrices » en matière d'emploi dans le cadre de la négociation sur les 35 heures, a estimé lundi la CGT-PTT qui a appelé les personnels, de même que le syndicat SUD-PTT, à la grève le 26 janvier. Selon ces syndicats, la base de discussion porte sur 20 000 départs nets de l'entreprise à l'horizon 2002.

## FINANCE

● **COMMERCIAL UNION**: CU France, la filiale française de l'assureur CGU, a annoncé lundi le rachat à Royal Sun Alliance de sa filiale française d'assurance par téléphone, Tellit Assurances, pour environ 10,56 millions d'euros (69,3 millions de francs). Le rapprochement de Tellit avec Eurofil les placera en position de numéro deux de l'assurance directe en France, derrière Direct Assurance (Axa), avec un chiffre d'affaires de plus de 360 millions de francs (54,8 millions d'euros).

● **AXA**: la dénomination sociale de la société Axa-UAP est devenue Axa à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999 et le titre est désormais coté sous ce nom, a indiqué lundi l'assureur. L'assemblée générale des actionnaires avait entériné le 6 mai 1998 la disparition définitive du sigle UAR.

● **JAPON**: les deux banques japonaises Chuo Trust et Mitsui Trust ont décidé d'étudier une possible fusion, affirme mardi la chaîne de télévision publique NHK.

## RÉSULTATS

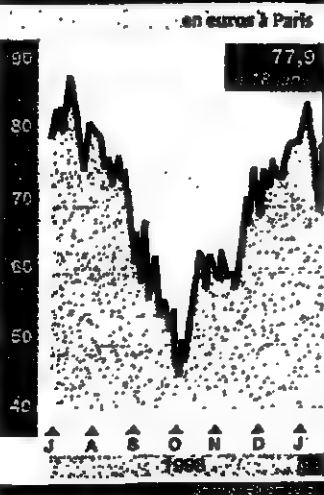
● **EUROTUNNEL**: le concessionnaire du tunnel sous la Manche a annoncé lundi un chiffre d'affaires (non audité) de 920 millions d'euros (+36 %). Le versement par les assureurs de 53,36 millions d'euros, correspondant au remboursement de l'incendie de novembre 1996, a porté le produit d'exploitation à 990 millions d'euros. En 1998, 20 millions de voyageurs et 11 millions de tonnes de fret ont emprunté le tunnel.

## VALEUR DU JOUR

## Le CCF suscite les appétits

LES RUMEURS sur la reconstitution du tour de table du Crédit commercial de France (CCF) pourraient bientôt devenir réalité. Les Mutuelles du Mans vont confier à la Banque Lehman Brothers l'étude de leur participation de 7,6 % du capital du CCF (11,6 % des droits de vote) à la suite « de plusieurs offres non sollicitées de rachat », a indiqué un communiqué de l'assureur, lundi 18 janvier. « Cette procédure ne préjuge d'aucune décision quant à l'avenir de cette participation », ajoute le communiqué. Deuxième actionnaire de la banque française derrière l'assureur Swiss Life (9,9 % du capital et 14,7 % des droits de vote), les Mutuelles du Mans, désormais dirigées par Jean-Claude Seys, avaient déjà indiqué que cette participation était purement financière. « L'assureur fait monter les enchères », commente un analyste. Sa participation, valorisée au cours actuel (de lundi) à 2,8 milliards de francs (426 millions d'euros), recèle une belle plus-value. Swiss Life a, de son côté, récemment réaffirmé qu'il souhaitait maintenir sa participation dans le CCF, mais cette affirmation ne convainc pas pour la banque dirigée par Charles de Croisset. Le géant néerlandais ING, de longue date dans le capital du CCF, contrainct en décembre, avec la Banque Bruxelles Lambert (BBL), 5,03 % du capital et 5,71 % des droits de vote, et marque de l'intérêt pour la France. L'assureur japonais Taiyo Mutual Life détient 5 % des droits de vote et 3,65 % du capital. Et la

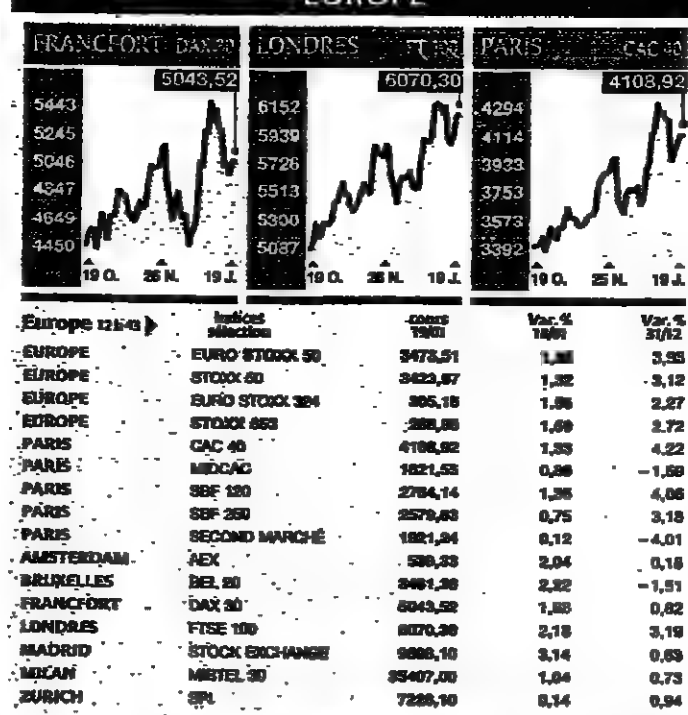
## Action CCF



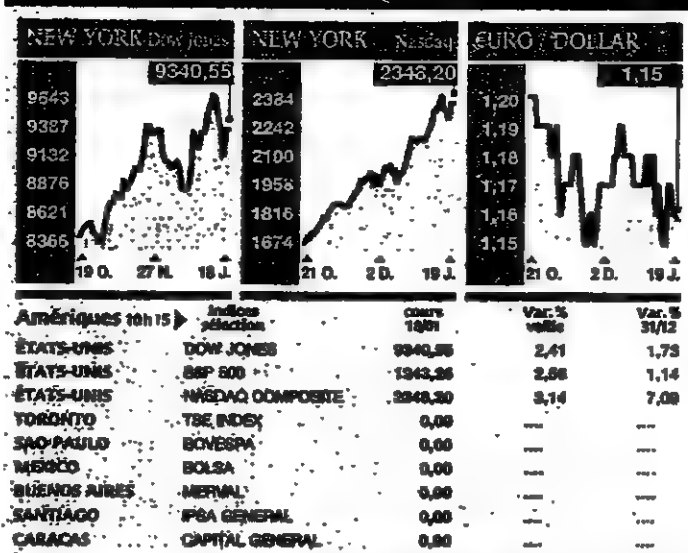
banque italienne IMI San Paolo, partenaire de l'espagnol Banco Santander, qui vient de fusionner avec le Banco Central Hispano (*Le Monde* du 17 janvier), fût-elle aussi avec le CCF. On lui prête l'intention d'acquiescer entre 20 % et 25 % du capital. La banque belge KBC regarde aussi le dossier. Le CCF pourrait donc être la première banque française à changer de mains, sur fond de restructuration générale du paysage bancaire en Europe. Dopée par l'annonce de la fusion en Espagne Banco Santander-BCH, les valeurs bancaires se sont envolées, lundi, à la Bourse de Paris. Le titre CCF a terminé en hausse de 9,41 %, à 77,9 euros (510,99 francs), ce qui valorise la banque à 5,7 milliards d'euros (37,35 milliards de francs).

Pascale Santi

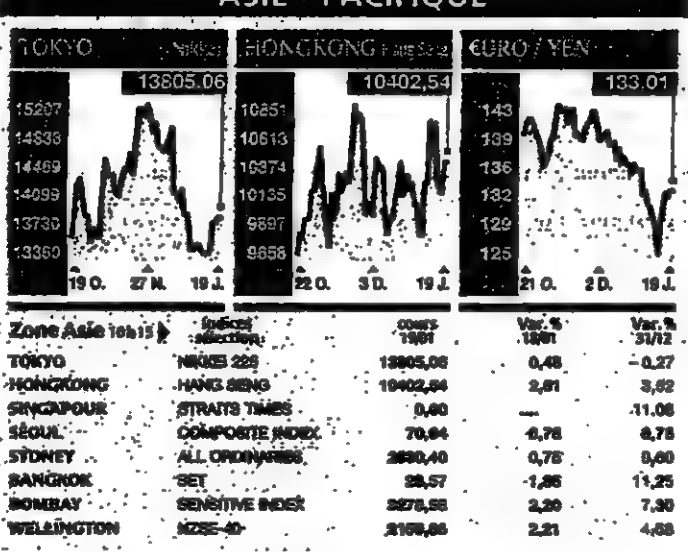
## EUROPE



## AMÉRIQUES



## ASIE - PACIFIQUE



## SUR LES MARCHÉS

## PARIS

LA BOURSE de Paris était en baisse à la mi-journée, mardi 19 janvier, l'indice CAC 40 cédant 1,06 % à 4 107,61 points. La tendance était dominée par des prises de bénéfices après le gain de 2,39 % enregistré la veille.

## FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort a ouvert sur une progression de 0,43 % à 5 089,79 points, mardi 19 janvier. La tendance restait bien orientée après la nette progression enregistrée la veille (+2,07 %), la décision des autorités brésiennes de laisser flotter le real ayant été bien accueillie par les opérateurs.

## LONDRES

L'INDICE FT 100 de la Bourse de Londres a clôturé en hausse de 3,07 %, à 6 123,8 points, lundi 18 janvier. Après le rapprochement annoncé entre Vodafone et Airtouch, la multiplication des rumeurs de restructuration dans l'industrie des télécommunications, ainsi que dans le secteur bancaire soutenait la tendance.

## TOKYO

LA BOURSE de Tokyo s'est repliée, mardi 19 janvier, l'indice Nikkei affichant une baisse de 0,25 % à 13 770,44 points. La cote a été affectée par la fermeté du yen, dont le cours face au billet vert s'est stabilisé à 114,75 yens pour 1 dollar.

## SAO PAULO

LA BOURSE brésilienne a poursuivi son spectaculaire redressement entamé vendredi. Lundi 18 janvier, l'indice Bovespa a grimpé de 5,43 %, terminant à 7 113 points. Les valeurs exportatrices, qui bénéficient de la dépréciation de plus de 20 % de la valeur du real, étaient particulièrement bien orientées. Toutefois, les observateurs redoutent que ces gains ne fondent très vite si le Congrès brésilien n'adopte pas rapidement des mesures pour réduire le déficit budgétaire.

## TAUX

LE CONTRAT notional du Matif, qui retrace l'évolution des emprunts d'Etat, était stable à l'ouverture, mardi 19 janvier. Il s'établissait à 112,99 points, en baisse de 2 centimes. Le rendement de l'obligation d'Etat émise à 10 ans s'inscrivait à 3,77 %. En Allemagne, le rendement des emprunts d'Etat de même échéance s'établissait à 3,66 %.

## CHANGES

LE DOLLAR faisait preuve de fermeté face au yen et s'échangeait proche de ses plus hauts niveaux depuis trois semaines. Mardi 19 janvier, en début de matinée, le billet vert cotait 114,22 yens contre 114,13 yens à Tokyo lundi soir. L'euro restait stable. Il valait 1,1581 dollar contre 1,1606 dollar à Londres lundi soir. Les cambistes anticipent que la Banque centrale européenne abaissera ses taux dans les prochains mois.

## ÉCONOMIE

## La banque centrale du Brésil relève ses taux directeurs

LE COMITÉ de la politique monétaire de la banque centrale du Brésil (Copom) a décidé, lundi 18 janvier, de relever de 36 % à 41 % son principal taux directeur (lire page 3).

« La banque centrale a mis en place une politique monétaire dans le but à la fois de réduire la volatilité excessive du taux de change et, d'autre part, de renforcer la stabilité des prix », selon le communiqué du Copom.

Le ministre brésilien de l'économie, Pedro Malan, avait, quelques heures auparavant, appelé l'institut d'émission à agir dans ce sens, afin de contenir les risques inflationnistes.

La politique monétaire à court terme au Brésil visera à éviter une trop forte dépréciation du real, qui fluctue librement face au dollar, afin de garder un rythme d'inflation faible, avait-il expliqué lors d'une conférence de presse. Le real a perdu environ 10 %, lundi, face au billet vert, à 1,59 real pour 1 dollar.

Sept gouverneurs d'opposition se sont réunis lundi à Belo Horizonte, la capitale de Minas Gerais, pour élaborer la « charte de Belo Horizonte » dans laquelle ils demandent au gouvernement central de pouvoir renégocier leurs dettes sans encourir de représailles.

Le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, s'est déclaré, lundi, pleinement satisfait des réunions avec le Brésil notamment sur l'accélération du programme d'aides dans le domaine social, bancaire et de l'ajustement budgétaire.

Le ministre japonais des finances Kiichi Miyazawa a estimé, mardi 19 janvier, que les marchés financiers mondiaux devraient se stabiliser maintenant que le Brésil a décidé de laisser flotter le real.

CHINE: la Chine s'efforcera d'équilibrer son commerce extérieur cette année, malgré « les grandes difficultés » provoquées par la crise asiatique, a déclaré le ministre du commerce extérieur et de la coopération économique cité mardi par l'agence Chine nouvelle.

JAPON: la situation économique du Japon reste très sombre, en dépit de certaines améliorations ponctuelles qui demandent encore confirmation, a souligné mardi 19 janvier l'Agence de planification économique (EPA).

La croissance de la masse monétaire japonaise est retombée en décembre, avec une hausse de 3,9 % sur un an, après +4,3 % en novembre, a annoncé mardi la Banque du Japon (BoJ).

Le nombre des défaillances d'entreprise au Japon a reculé de 26,6 % en décembre, sur un an, pour ne concerner que 1 169 sociétés, a annoncé mardi la société privée d'analyse-crédit Teikoku Data-bank.

EURO: la Norvège est à la recherche d'un lien plus étroit entre sa monnaie et l'euro, alors que pour la première fois une majorité de Norvégiens se sont dits favorables à une adhésion à l'Union européenne.

Les ministres européens des finances n'ont en majorité pas estimé judicieux lundi d'avancer de quelques mois l'introduction des billets et pièces en euros, prévue début 2002. Ils ont toutefois demandé à la Commission européenne de leur dresser rapidement un récapitulatif des avantages et inconvénients d'un avancement de l'échéance prévue.

Le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, a affirmé lundi à Bruxelles qu'un avancement d'un an de l'entrée en service des billets et pièces en euro est « techniquement impossible » (lire page 17).

M. Duisenberg, président de la BCE, a « déploré de devoir payer des commissions de changes excessivement élevées » pour les transactions bancaires en euros à l'intérieur de la zone euro.

M. Duisenberg a estimé lundi que les taux d'intérêt actuels dans les onze pays de la zone euro (3 %) « sont les plus appropriés dans la situation économique où nous sommes ».

La situation économique dans la zone euro, même si elle est affectée par les crises en Asie, en Russie et en Amérique du Sud, ne justifie en aucun cas de faire des prévisions pessimistes, a déclaré lundi, à Bruxelles, le ministre allemand des finances, Oskar Lafontaine.

Les ministres européens des finances ont approuvé lundi à Bruxelles les plans de stabilité budgétaire de l'Autriche et de l'Irlande pour la période 1999-2002 avec les « appréciations » de la Commission européenne, a indiqué le commissaire européen Yves-Thibault de Silguy.

OPEP: les revenus pétroliers des douze membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont chuté de 35,6 %, en 1998, selon les calculs de l'hebdomadaire spécialisé Pétrostratégie.

## Taux de change fixe des pays Euro

Euro contre	Taux	Contre franc	Taux
EUROFRANC	6,55967	FRANCO EURO	0,15246
HONGROIS	1,93600	DEUTSCHE MARK	1,93600
EURO LIRE ITALIENNE (1000)	1,93607	LIRE ITALIENNE (1000)FRANC	3,33774
ESPAGNOL (100)	1,66639	PESETA ESPAGNOLE (100)FRANC	3,33774
PORTUGAIS (100)	2,00483	ESCUDO PORTUGAIS (100)FRANC	3,33774
SCHILLING AUTRICHIEN (100)	1,37603	SCHILLING AUTRICHIEN (100)FRANC	4,75593
EURO PUNT IRLANDAIS	0,78756	PUNT IRLANDAISFRANC	3,33774
EURO FLORIN NÉERLANDAIS	2,00371	FLORIN NÉERLANDAISFRANC	3,33774
EURO FRANC BELGE (10)	4,83593	FRANC BELGE (10)FRANC	1,62907
EURO MARKA FINLANDAISE	5,94573	MARKA FINLANDAISEFRANC	1,62907

## Cours de change croisés

1999 12-13	Cours DOLLAR	Cours YEN/100	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIRE	Cours P.S.
DOLLAR	114,75000	0,87116	1,15825	0,17857	1,65310	0,12270
YEN	133,01500	1,15825	20,27500	148,78000	82,66500	0,00800
EURO	0,86337	0,75179	—	0,16248	1,42748	0,62400
FRANC	0,56336	0,49130	0,85957	—	0,83510	0,02890
LIRE	0,00492	0,52990	0,70056	0,10685	—	0,45706
FRANC SUISSE	1,36870	1,20530	1,00290	0,24455	2,28795	—

## Taux d'intérêt (%)

Taux 1 an	Taux 3 ans	Taux 5 ans	Taux 10 ans	Taux 30 ans
—	—	—	—	—

## Matières premières

En dollars	Cours 1999	Var. %	Cours 1999	Var. %
MÉTALLS (LONDRES)	—	—	—	—
CUIVRE 3 MOIS	1474	-0,27	—	—
ALUMINIUM 3 MOIS	1225,5	-0,22	—	—
PLOMB 3 MOIS	499,5	-0,50	—	—
ETAIN 3 MOIS	5073	-0,14	—	—
ZINC 3 MOIS	849,5	-0,47	—	—
NICKEL 3 MOIS	6475	-0,45	—	—
MÉTALLS (NEW YORK)	—	—	—	—
ARGENT A TERME	5,12	-0,39	—	—
PLATINE A TERME	739,40	-0,74	—	—
GRAINES DENRÉES	—	—	—	—
BÉ (CHICAGO)	277	-0,18	—	—
MAÏS (CHICAGO)	215,5	-0,18	—	—
SOJA TOURTEAU (CHICAGO)	135,8	-0,28	—	—
SOJA	—	—	—	—
CAO (NEW YORK)	1360	-2,24	—	—
CAFÉ (LONDRES)	1885	-1,30	—	—
SUCRE BLANC (PARIS)	34	—	—	—

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde » : [www.lemonde.fr/bourse](http://www.lemonde.fr/bourse)







● L'action Canal Plus gagnait 2,9 % à l'ouverture de la Bourse de Paris, mardi 19 janvier. La première chaîne payante d'Europe a annoncé une augmentation de 16 % du nombre total d'abonnements, dont une progression de 8,7 % en France.

- L'action Air liquide cédait 1,1 %, mardi matin, après l'annonce d'une rationalisation de la distribution et de la logistique de sa branche soudage.
- Le titre Cap Gemini affichait un repli de 2,1 %, dans les premiers échanges, mardi. Les opérateurs s'attendaient à une hausse de plus de 3 % des résultats prévisionnels que l'entreprise de services informatiques doit publier mercredi.
- L'action Carbone Lorrain gagnait 0,6 %, mardi, en fin de matinée, après la publication d'un chiffre de croissance des ventes de 18 % en 1998, soit 2 % à structure et change constants.
- Le titre Cofinor cédait 0,4 %, mardi matin, après la publication d'un résultat net par titre du groupe de 171 millions de francs (26 millions d'euros).
- L'action Renault progressait de 2 %, mardi matin. Le président de Nissan, Yoshikazu Hanawa, s'est montré favorable à l'entrée d'un groupe étranger dans le capital de sa firme. La veille, des rumeurs persistantes avaient fait état d'un éventuel rapprochement entre les constructeurs français et japonais.

**MARDI 19 JANVIER** **Cours relevés à 12 h 43**  
 Limitation : 22 janvier

France ▶	President on Cartes	Guest on Cartes	Guest on Cartes	5 Yr. win/loss	Mount Cartes
B.N.P. (C.F.P.)	148	---	---	---	6.58
C.N.P. (C.N.P.)	136.10	---	905.89	---	0.10
RENAULT (C.P.)	420	---	577.79	+0.83	19.15
SAF (S.A.F.)	100.20	---	115.10	+2.86	0.77
THOMSON S.A. (T.P.)	100.20	---	957.79	+1.29	0.17
ACCOR	180.20	---	121.04	+	0.61
ALCATEL	80.40	---	32.00	-0.49	0.76
ALSTOM	80.40	---	3.65	---	0.76
ALUMINUM TECH-IND. #	205.30	---	685.50	-3.00	1.78
ATOS C.A.	338.70	---	138.00	+4.82	---
ATOS C.A.	338.70	---	1305.39	-1.97	---
BOUYGUE	103	---	844.23	+1.93	1.37
B.P. INVEST.	127	---	109.10	+1.10	1.04
BAZAR HOT. VILL.	119.80	---	774.00	+3.87	2.89
BERTRAND FAURE	57	---	388.00	-1.31	0.61

[illegible]

111.30	319	721.65	-1.69	2.16	SOCIETY
WINE CASINO...	370	324	2453.79	-0.58	5.05
WETTE FILM...	306	809.50	1323.31	-1.09	2.29
W53 ADVERTISE...	153	148	1016.73	-1.30	2.29
WAGNERS DE HOI	39	86.10	843.39	-0.90	2.67
WAGNERS DE HOI	17.65	86.10	843.39	-0.90	2.67
WAGNERS DE HOI	58.55	59.00	284.39	0.08	...
WAGNERS DE HOI	25.30	86.39	158.08	-0.26	0.46
WAGNERS DE HOI	21.65	81.21	148.73	-0.19	0.61
WAGNERS DE HOI	25.1	261.80	1649.73	-0.19	0.61
WAGNERS DE HOI	81	01	400.13	...	2.18
WAGNERS DE HOI	78.00	...	...	...	1.83
WAGNERS DE HOI	88.15	88	594.12	-0.17	4.32
WAGNERS DE HOI	122.80	89.00	1199.53	-0.54	1.42
WAGNERS DE HOI	77.70	78.05	518.85	-1.99	1.68
WAGNERS DE HOI	30.45	30.45	1449.00	-0.21	2.51
WAGNERS DE HOI	64	81.50	405.31	-0.30	0.85
WAGNERS DE HOI	36.90	36.90	241.39	-0.18	1.07
WAGNERS DE HOI	210.10	214.90	1449.00	-0.21	2.51
WAGNERS DE HOI	125	129	613.39	-0.60	1.20
WAGNERS DE HOI	48.88	44.88	252.88	-2.68	0.91
WAGNERS DE HOI	124	125.50	812.73	-0.04	0.94
WAGNERS DE HOI	827	827	1449.00	-0.21	2.51
WAGNERS DE HOI	213	213.90	1399.53	-0.54	1.42
WAGNERS DE HOI	181	171.10	1123.34	-0.64	2.90
WAGNERS DE HOI	124	124	1449.00	-0.21	2.51
WAGNERS DE HOI	31.98	31.01	203.34	-0.08	0.58
WAGNERS DE HOI	38	38	248.18	...	2.29
WAGNERS DE HOI	11.85	11.85	721.65	-1.69	2.16
WAGNERS DE HOI	57	65.90	366.68	-1.92	1.52
WAGNERS DE HOI	22.20	22	183.67	-0.99	1.80
WAGNERS DE HOI	20.01	20.01	197.52	-0.19	0.84
WAGNERS DE HOI	78.28	...	...	...	...
WAGNERS DE HOI	174	187.80	1098.38	-3.67	1.14
WAGNERS DE HOI	148	141	486.01	-0.91	1.04
WAGNERS DE HOI	82.70	82.70	545.73	-0.21	2.51
WAGNERS DE HOI	251.50	248.00	1630.71	-1.15	1.82
WAGNERS DE HOI	59.20	54.80	178.52	-1.91	0.81
WAGNERS DE HOI	54.80	54.80	545.73	-0.21	2.51
WAGNERS DE HOI	138.50	132	885.54	-2.92	0.45
WAGNERS DE HOI	162	165.20	101.74	-1.43	5.85
WAGNERS DE HOI	80.50	77.65	525.41	-4.28	1.31
WAGNERS DE HOI	79	78	518.85	-1.88	1.88
WAGNERS DE HOI	84.50	838	4191.57	-0.58	2.59
WAGNERS DE HOI	15.20	15.20	906.28	-1.50	0.03
WAGNERS DE HOI	15.20	15.20	906.28	-1.50	0.03
WAGNERS DE HOI	43.78	44.94	294.13	-2.39	0.83
WAGNERS DE HOI	74.30	74.25	480.49	-0.41	0.35
WAGNERS DE HOI	11.70	11.70	81.21	-0.76	0.76
WAGNERS DE HOI	46.25	46.20	920.13	-0.32	0.57
WAGNERS DE HOI	20.20	11.20	729.42	-3.73	0.73
WAGNERS DE HOI	10.48	2.41	155.01	-1.63	0.18
WAGNERS DE HOI	88	88	248.18	...	2.29
WAGNERS DE HOI	870	880	3235.95	-0.51	19.81
WAGNERS DE HOI	872.80	872.80	3709.44	-1.82	4.41
WAGNERS DE HOI	110.75	106.70	710.08	-4.00	2.82
WAGNERS DE HOI	71.70	71.08	489.59	-0.08	2.88
WAGNERS DE HOI	180.80	175.50	1111.00	-2.00	2.82
WAGNERS DE HOI	37.20	37.20	370.73	-0.08	1.07
WAGNERS DE HOI	51.75	50.05	325.31	-3.29	0.99
WAGNERS DE HOI	49.50	49	371.21	-1.01	1.63
WAGNERS DE HOI	94.70	94	376.40	-0.60	1.63
WAGNERS DE HOI	89	86.98	327.49	-3.64	2.50
WAGNERS DE HOI	113.80	122.50	344.38	-1.88	1.11
WAGNERS DE HOI	83.80	82.58	724.48	-0.18	0.81
WAGNERS DE HOI	79.85	79.85	489.59	-0.08	2.88
WAGNERS DE HOI	44.40	44.40	297.24	...	0.81
WAGNERS DE HOI	79.85	79.85	489.59	-0.08	2.88
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	85.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	28.10	28.10	183.67	-0.43	2.90
WAGNERS DE HOI	82.10	8			

GENERALE	148	195	1011,73	+ 4,02	2,30
INDON.	183,50	128,80	680,12	+ 0,87	2,34
ALLIANCE	100	168,00	551,53	+ 0,95	2,34
(C) (FIN)	72,80	71	485,73	+ 2,42	2,44
ALLIBERT	33,05	23,07	151,53	+ 2,45	2,69
ALCANTARA	26,80	9,01	342,77	+ 1,16	0,18
PAULICE F	9	37	376,55	+ 1,03	2,33
FACOM	63	63	413,26	-	2,30
INDIA EA	183,10	62,50	1190,86	+ 0,87	2,29
MBF	231	233,60	1479,18	+ 2,38	0,54
INDIA	76,80	76,80	467,87	+ 0,87	2,30
NCST	34,72	31,70	207,28	+ 0,98	0,55
IND	91,40	91,70	594,95	+ 0,77	3,05
IND	117	117	767,47	+ 1,17	3,05
IND FIDAL	116,70	110,30	765,44	+ 1,16	3,05
IND	10,57	9,90	64,94	+ 3,60	0,50
IND	72,80	71,76	470,65	+ 1,03	0,99
IND	20,10	20,10	125,50	+ 1,03	0,99
UE	26,10	22,25	179,40	+ 4,76	1,23
IND	233,20	229,50	1880,56	+ 1,18	2,29
IND	14	14	91,83	-	2,30
IND	193	191,00	1254,85	+ 0,88	2,13

## International ►

donal	Prévisions en %	Cours en %	Cours en %	% Var. visé	Moyenne
	sur le	sur le	sur le	sur le	(1)
EXPRESS	90	89,48	396,75	-0,81	0,16
EXPRESS	11,75	70	47,92	-0,13	0,12
GOLD	17,21	17,24	113,08	-0,17	0,08
ORDI	28	28	183,67	-	0,18
ORDI	12,20	12,11	79,44	-0,44	0,17
ORDI	18,53	18,53	210,8	-0,37	0,20
ORDI	60	59,55	390,62	-0,76	0,32
ORDI	72,85	72,85	348,27	-0,23	0,23
ELECT.	87	86,78	569,04	-0,28	0,29
FACTORS	8,6	7,23	47,22	-0,55	0,16
FACTORS	5,89	5,84	38,31	-0,84	0,03
FACTORS	198,70	198,70	1047,56	-	0,18
DO	81,15	81	947,88	-3,61	0,09
DO	16,53	16,44	84,6	-0,50	0,08
DO	56,70	56,60	338,21	-0,29	0,07
DO	105,80	105,80	830,64	-0,15	0,40
DO	4,57	-	-	-	0,08
DO	79,80	79,77	471,54	-0,34	0,08
DO	94,98	94	616,60	-0,27	0,71
DO	19	19	-	-	0,09
DO	44,80	44,80	294,39	-0,17	0,25
DO	70,56	70,56	485,61	-0,11	0,38
DO	18	18,20	113,38	-0,11	0,20

**ABRÉVIATION**

**SYMBÔLES**  
1 = 1<sup>re</sup>; 2 = 2<sup>de</sup>; 3 = 3<sup>e</sup>; 4 = 4<sup>e</sup>; 5 = 5<sup>e</sup>; 6 = 6<sup>e</sup>; 7 = 7<sup>e</sup>; 8 = 8<sup>e</sup>; 9 = 9<sup>e</sup>; 10 = 10<sup>e</sup>; 11 = 11<sup>e</sup>; 12 = 12<sup>e</sup>; 13 = 13<sup>e</sup>; 14 = 14<sup>e</sup>; 15 = 15<sup>e</sup>; 16 = 16<sup>e</sup>; 17 = 17<sup>e</sup>; 18 = 18<sup>e</sup>; 19 = 19<sup>e</sup>; 20 = 20<sup>e</sup>; 21 = 21<sup>e</sup>; 22 = 22<sup>e</sup>; 23 = 23<sup>e</sup>; 24 = 24<sup>e</sup>; 25 = 25<sup>e</sup>; 26 = 26<sup>e</sup>; 27 = 27<sup>e</sup>; 28 = 28<sup>e</sup>; 29 = 29<sup>e</sup>; 30 = 30<sup>e</sup>; 31 = 31<sup>e</sup>; 32 = 32<sup>e</sup>; 33 = 33<sup>e</sup>; 34 = 34<sup>e</sup>; 35 = 35<sup>e</sup>; 36 = 36<sup>e</sup>; 37 = 37<sup>e</sup>; 38 = 38<sup>e</sup>; 39 = 39<sup>e</sup>; 40 = 40<sup>e</sup>; 41 = 41<sup>e</sup>; 42 = 42<sup>e</sup>; 43 = 43<sup>e</sup>; 44 = 44<sup>e</sup>; 45 = 45<sup>e</sup>; 46 = 46<sup>e</sup>; 47 = 47<sup>e</sup>; 48 = 48<sup>e</sup>; 49 = 49<sup>e</sup>; 50 = 50<sup>e</sup>; 51 = 51<sup>e</sup>; 52 = 52<sup>e</sup>; 53 = 53<sup>e</sup>; 54 = 54<sup>e</sup>; 55 = 55<sup>e</sup>; 56 = 56<sup>e</sup>; 57 = 57<sup>e</sup>; 58 = 58<sup>e</sup>; 59 = 59<sup>e</sup>; 60 = 60<sup>e</sup>; 61 = 61<sup>e</sup>; 62 = 62<sup>e</sup>; 63 = 63<sup>e</sup>; 64 = 64<sup>e</sup>; 65 = 65<sup>e</sup>; 66 = 66<sup>e</sup>; 67 = 67<sup>e</sup>; 68 = 68<sup>e</sup>; 69 = 69<sup>e</sup>; 70 = 70<sup>e</sup>; 71 = 71<sup>e</sup>; 72 = 72<sup>e</sup>; 73 = 73<sup>e</sup>; 74 = 74<sup>e</sup>; 75 = 75<sup>e</sup>; 76 = 76<sup>e</sup>; 77 = 77<sup>e</sup>; 78 = 78<sup>e</sup>; 79 = 79<sup>e</sup>; 80 = 80<sup>e</sup>; 81 = 81<sup>e</sup>; 82 = 82<sup>e</sup>; 83 = 83<sup>e</sup>; 84 = 84<sup>e</sup>; 85 = 85<sup>e</sup>; 86 = 86<sup>e</sup>; 87 = 87<sup>e</sup>; 88 = 88<sup>e</sup>; 89 = 89<sup>e</sup>; 90 = 90<sup>e</sup>; 91 = 91<sup>e</sup>; 92 = 92<sup>e</sup>; 93 = 93<sup>e</sup>; 94 = 94<sup>e</sup>; 95 = 95<sup>e</sup>; 96 = 96<sup>e</sup>; 97 = 97<sup>e</sup>; 98 = 98<sup>e</sup>; 99 = 99<sup>e</sup>; 100 = 100<sup>e</sup>; 101 = 101<sup>e</sup>; 102 = 102<sup>e</sup>; 103 = 103<sup>e</sup>; 104 = 104<sup>e</sup>; 105 = 105<sup>e</sup>; 106 = 106<sup>e</sup>; 107 = 107<sup>e</sup>; 108 = 108<sup>e</sup>; 109 = 109<sup>e</sup>; 110 = 110<sup>e</sup>; 111 = 111<sup>e</sup>; 112 = 112<sup>e</sup>; 113 = 113<sup>e</sup>; 114 = 114<sup>e</sup>; 115 = 115<sup>e</sup>; 116 = 116<sup>e</sup>; 117 = 117<sup>e</sup>; 118 = 118<sup>e</sup>; 119 = 119<sup>e</sup>; 120 = 120<sup>e</sup>; 121 = 121<sup>e</sup>; 122 = 122<sup>e</sup>; 123 = 123<sup>e</sup>; 124 = 124<sup>e</sup>; 125 = 125<sup>e</sup>; 126 = 126<sup>e</sup>; 127 = 127<sup>e</sup>; 128 = 128<sup>e</sup>; 129 = 129<sup>e</sup>; 130 = 130<sup>e</sup>; 131 = 131<sup>e</sup>; 132 = 132<sup>e</sup>; 133 = 133<sup>e</sup>; 134 = 134<sup>e</sup>; 135 = 135<sup>e</sup>; 136 = 136<sup>e</sup>; 137 = 137<sup>e</sup>; 138 = 138<sup>e</sup>; 139 = 139<sup>e</sup>; 140 = 140<sup>e</sup>; 141 = 141<sup>e</sup>; 142 = 142<sup>e</sup>; 143 = 143<sup>e</sup>; 144 = 144<sup>e</sup>; 145 = 145<sup>e</sup>; 146 = 146<sup>e</sup>; 147 = 147<sup>e</sup>; 148 = 148<sup>e</sup>; 149 = 149<sup>e</sup>; 150 = 150<sup>e</sup>; 151 = 151<sup>e</sup>; 152 = 152<sup>e</sup>; 153 = 153<sup>e</sup>; 154 = 154<sup>e</sup>; 155 = 155<sup>e</sup>; 156 = 156<sup>e</sup>; 157 = 157<sup>e</sup>; 158 = 158<sup>e</sup>; 159 = 159<sup>e</sup>; 160 = 160<sup>e</sup>; 161 = 161<sup>e</sup>; 162 = 162<sup>e</sup>; 163 = 163<sup>e</sup>; 164 = 164<sup>e</sup>; 165 = 165<sup>e</sup>; 166 = 166<sup>e</sup>; 167 = 167<sup>e</sup>; 168 = 168<sup>e</sup>; 169 = 169<sup>e</sup>; 170 = 170<sup>e</sup>; 171 = 171<sup>e</sup>; 172 = 172<sup>e</sup>; 173 = 173<sup>e</sup>; 174 = 174<sup>e</sup>; 175 = 175<sup>e</sup>; 176 = 176<sup>e</sup>; 177 = 177<sup>e</sup>; 178 = 178<sup>e</sup>; 179 = 179<sup>e</sup>; 180 = 180<sup>e</sup>; 181 = 181<sup>e</sup>; 182 = 182<sup>e</sup>; 183 = 183<sup>e</sup>; 184 = 184<sup>e</sup>; 185 = 185<sup>e</sup>; 186 = 186<sup>e</sup>; 187 = 187<sup>e</sup>; 188 = 188<sup>e</sup>; 189 = 189<sup>e</sup>; 190 = 190<sup>e</sup>; 191 = 191<sup>e</sup>; 192 = 192<sup>e</sup>; 193 = 193<sup>e</sup>; 194 = 194<sup>e</sup>; 195 = 195<sup>e</sup>; 196 = 196<sup>e</sup>; 197 = 197<sup>e</sup>; 198 = 198<sup>e</sup>; 199 = 199<sup>e</sup>; 200 = 200<sup>e</sup>; 201 = 201<sup>e</sup>; 202 = 202<sup>e</sup>; 203 = 203<sup>e</sup>; 204 = 204<sup>e</sup>; 205 = 205<sup>e</sup>; 206 = 206<sup>e</sup>; 207 = 207<sup>e</sup>; 208 = 208<sup>e</sup>; 209 = 209<sup>e</sup>; 210 = 210<sup>e</sup>; 211 = 211<sup>e</sup>; 212 = 212<sup>e</sup>; 213 = 213<sup>e</sup>; 214 = 214<sup>e</sup>; 215 = 215<sup>e</sup>; 216 = 216<sup>e</sup>; 217 = 217<sup>e</sup>; 218 = 218<sup>e</sup>; 219 = 219<sup>e</sup>; 220 = 220<sup>e</sup>; 221 = 221<sup>e</sup>; 222 = 222<sup>e</sup>; 223 = 223<sup>e</sup>; 224 = 224<sup>e</sup>; 225 = 225<sup>e</sup>; 226 = 226<sup>e</sup>; 227 = 227<sup>e</sup>; 228 = 228<sup>e</sup>; 229 = 229<sup>e</sup>; 230 = 230<sup>e</sup>; 231 = 231<sup>e</sup>; 232 = 232<sup>e</sup>; 233 = 233<sup>e</sup>; 234 = 234<sup>e</sup>; 235 = 235<sup>e</sup>; 236 = 236<sup>e</sup>; 237 = 237<sup>e</sup>; 238 = 238<sup>e</sup>; 239 = 239<sup>e</sup>; 240 = 240<sup>e</sup>; 241 = 241<sup>e</sup>; 242 = 242<sup>e</sup>; 243 = 243<sup>e</sup>; 244 = 244<sup>e</sup>; 245 = 245<sup>e</sup>; 246 = 246<sup>e</sup>; 247 = 247<sup>e</sup>; 248 = 248<sup>e</sup>; 249 = 249<sup>e</sup>; 250 = 250<sup>e</sup>; 251 = 251<sup>e</sup>; 252 = 252<sup>e</sup>; 253 = 253<sup>e</sup>; 254 = 254<sup>e</sup>; 255 = 255<sup>e</sup>; 256 = 256<sup>e</sup>; 257 = 257<sup>e</sup>; 258 = 258<sup>e</sup>; 259 = 259<sup>e</sup>; 260 = 260<sup>e</sup>; 261 = 261<sup>e</sup>; 262 = 262<sup>e</sup>; 263 = 263<sup>e</sup>; 264 = 264<sup>e</sup>; 265 = 265<sup>e</sup>; 266 = 266<sup>e</sup>; 267 = 267<sup>e</sup>; 268 = 268<sup>e</sup>; 269 = 269<sup>e</sup>; 270 = 270<sup>e</sup>; 271 = 271<sup>e</sup>; 272 = 272<sup>e</sup>; 273 = 273<sup>e</sup>; 274 = 274<sup>e</sup>; 275 = 275<sup>e</sup>; 276 = 276<sup>e</sup>; 277 = 277<sup>e</sup>; 278 = 278<sup>e</sup>; 279 = 279<sup>e</sup>; 280 = 280<sup>e</sup>; 281 = 281<sup>e</sup>; 282 = 282<sup>e</sup>; 283 = 283<sup>e</sup>; 284 = 284<sup>e</sup>; 285 = 285<sup>e</sup>; 286 = 286<sup>e</sup>; 287 = 28

d = demandé; † off

**DERNIÈRE COLONNE RM (1) :**  
 Lundi date mardi : % variation 31/12 ; Mardi date mercredi : montant du coupon en euros ; Mercredi date jeudi : paiement dernier coupon ;  
 Jeudi date vendredi : compensation ; Vendredi date samedi : nominal.

**NOUVEAU  
MARCHÉ**

[illegible]

384.82	+ 0.53
2.86	+ 8.75
349.83	- 3.57
281.73	+ 5.27
448.02	+ 1.94

[illegible]

LOULOUSE	472
CGT NV	263
TOUR P	369
ETAL	308
MALLIN	

[illegible]

38,37	+ 0,88	C.A. SOMME C...
37,01	- 0,08	CRAG.SUD RH...
37,75	- 0,52	CIDER SANTE...
39,23	- 0,66	CODETOUR...
51,14	+ 5,45	COFIDUR #...

0.84	-0.08	CORA INDUSTRIE	428	275.50	
0.8382	-0.15	DELACHAUX S.A.	140	915.94	+ 0.07
0.8381	-0.88	DELTA OZING	43.00	43.00	
0.8379	-2.91	DIGIRAM S.A.	21.30	139.00	+ 4.07
0.8378	-0.02	DISTRIBORG S.A.	49.00	330.00	+ 0.40
0.8376	-0.76	EMIR-LYVADH	33.00	367.51	+ 0.11
0.8375	-0.01	EMIR-LYVADH	11.00	110.00	
0.8373	+ 0.44	GRAVOPH	10.12	96.28	
0.8372	-0.06	GUE GUILLIN	21.28	143.96	+ 0.26
0.8371	-0.28	JANSEAN S.A.	17.78	116.43	
0.8370	-1.28	JRS INDO	11.00	110.07	- 0.54
0.8368	-1.70	MOI.REG.PARIS	100.00	893.38	
0.8367	-1.64	HUREL DOUBOS	30.00	820.05	+ 4.47
0.8365	-0.01	INTERPARFUM	11.00	778.83	
0.8364	-0.33	JRS INDO	14.00	140.00	
0.8363	-0.31	IDI PARFUM	34	167.43	- 0.41
0.8362	-0.11	IO (NS)	39.12	226.48	
0.8361	-0.33	LABO PHARMAT.	29.00	186.86	- 4.36
0.8360	-0.01	LABO PHARMAT.	9.00	90.00	
0.8359	-4.87	NSC GPE (NY)	81	599.92	- 4.05
0.8358	-0.01	NOCBIE	44.27	296.85	
0.8357	-2.08	ORCAUSTAL	15.17	151.49	- 0.17
0.8356	-1.77	PARIS PREDADUL	17.10	111.17	
0.8355	-0.28	PARIS PREDADUL	20	103.90	
0.8354	-1.28	PARIS IMPORT	9.12	99.12	- 0.10
0.8353	-0.04	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8352	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8351	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8350	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8349	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8348	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8347	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8346	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8345	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8344	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8343	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8342	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8341	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8340	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8339	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8338	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8337	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8336	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8335	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8334	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8333	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8332	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8331	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8330	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8329	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8328	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8327	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8326	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8325	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8324	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8323	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8322	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8321	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8320	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8319	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8318	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8317	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8316	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8315	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8314	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8313	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8312	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8311	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8310	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8309	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8308	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8307	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8306	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8305	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8304	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8303	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8302	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8301	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8300	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8299	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8298	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8297	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8296	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8295	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8294	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8293	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8292	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8291	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8290	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8289	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8288	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8287	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8286	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8285	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8284	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8283	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8282	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8281	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8280	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8279	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8278	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8277	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8276	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8275	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8274	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8273	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8272	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8271	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8270	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8269	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8268	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8267	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8266	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8265	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8264	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8263	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8262	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8261	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8260	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8259	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8258	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8257	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8256	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8255	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8254	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8253	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8252	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8251	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8250	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8249	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8248	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8247	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8246	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8245	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8244	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8243	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8242	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8241	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8240	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8239	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8238	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8237	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8236	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8235	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8234	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8233	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8232	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8231	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8230	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8229	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8228	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8227	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8226	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8225	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8224	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8223	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8222	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8221	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8220	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8219	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8218	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8217	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8216	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8215	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8214	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8213	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8212	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8211	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8210	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8209	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8208	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8207	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8206	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8205	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8204	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8203	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8202	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8201	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8200	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8199	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8198	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8197	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8196	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8195	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8194	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8193	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8192	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8191	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8190	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8189	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8188	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8187	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8186	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8185	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8184	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8183	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8182	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8181	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8180	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8179	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8178	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8177	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8176	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8175	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8174	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8173	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8172	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8171	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8170	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8169	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8168	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8167	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8166	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8165	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8164	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8163	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8162	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8161	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	
0.8160	-0.26	PIEC D'OR	10	101.10	

**SICAV**  
**FCP**

[illegible]

OP. D.....	2409,7
URS CCSP-CDC	
RAITE C.....	327,7
RAITE D.....	310,2

[illegible]

01	622,63	18/01	OBLIION
01	674,08	18/01	SICAV 50
06	1189,22	18/01	SLVAFRA
05	1188,11	18/01	SLIVAM
06	119,12	15/01	SLIVARE

11	11.90	18/01	TRIUMF	796,50	822,57
12	11.95	18/01	<b>Crédit Mutual</b>		
13	1672,58	18/01	<b>EUROPE</b>		
14	1165	18/01			
15	821,76	18/01	CM EUROPE	16,58	114,80
16	37,51	18/01	CM FRANCE ACTIONS	38,98	196,48
17	37,51	18/01	CM INT. ET. FRANCE	24,85	161,11
18	37,51	18/01	CM MONDIE ACTIONS	228,19	1942,88
19			CM OBLIG. LONG TERME	187,53	707,82
20	10.601,82	18/01	CM OBLIG. DYNAM.	267,88	176,76
21	10.601,77	18/01	CM OPT. INT. FRANCE	48	22,32
22	11.104	18/01	CM OBLIG. COURT TERME	187,53	887,81
23	11.104	18/01	CM OBLIG. MOYEN TERME	215,43	2089,00
24	11.104	18/01		10,87	1113,98
25	113,28	18/01	Fonds communs de placements		
26	105,22	18/01	CM OPTION MODERATION	17,78	116,10
27	105,48	18/01			
28	104,58	18/01	LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE		
29	532,59	18/01	ASSURANCE	58,50	388,83
30	532,59	18/01	SAINT-HONORE CAPITAL	3622,35	2249,01
31			ST-HONORE MAR. EMER.	48,80	329,76
32			ST-HONORE P. SECUR.	10,87	88,57
33			ST-HONORE VIE SANTS	1012,71	2051,24
34	191,15	18/01			
35	175,40	18/01			
36	825,78	18/01	<b>LEGAL &amp; GENERAL BANK</b>		
37			SECURITAUX	388,66	1902,01
38			STRATEGIE IND. EUROPE	187,39	1228,01
39			STRATEGIE REINDEMENT	380,82	2170,04
40	1154,68	18/01	<b>LA FONDATION</b>		
41	178,09	18/01			
42	484,20	18/01			
43	103,59	18/01	AMPLITUDE AMERIQUE C	33,50	146,02
44	103,59	18/01	AMPLITUDE AMERIQUE D	32,50	145,02
45	4259,86	18/01	AMPLITUDE EUROPE C	25,84	215,42
46	1260,88	18/01	AMPLITUDE EUROPE D	32,50	212,52
47	187,20	18/01	AMPLITUDE MONDE C	191,28	1235,37
48			AMPLITUDE MONDE D	177,78	1173,98
49			AMPLITUDE PACIFIQUE C	32,57	84,42
50			AMPLITUDE PACIFIQUE D	32,57	83,77
51			AMPLITUDE PACIFIQUE E	32,57	84,42
52	1480,34	18/01	BLANCO EUROPE D PEA	100,62	800,02
53	17919,33	18/01	EMERGENCE E.P.O.S.T.D PEA	10,87	187,54
54	1189,86	18/01	GEOMILYS C	114,70	736,76
55	1129,19	18/01	GEOMILYS D	20,46	85,03
56	27868,73	18/01	INTENSITY C	19,07	123,68
57	23836,56	18/01	INTENSITY D	17,84	115,05
58	177,81	18/01	KALEIS DYNAMISME C	295,48	1347,07
59				20,46	85,03

01 KALEIS DYNAMISME D.  
07 KALEIS ÉQUILIBRE D.  
01 KALEIS SÉRÉNITÉ D.  
01 LATITUDE C.  
01 LATITUDE D.  
01 OUI D.

[illegible]

**★** Hors frais. **★★** A titre indicatif



مكتبة في البيت

# AUJOURD'HUI

LE MONDE / MERCREDI 20 JANVIER 1999

S  
m  
d  
s  
g

**SCIENCES** La température moyenne sur l'ensemble du globe a, une fois de plus, battu des records de chaleur en 1998. ● EL NINO, phénomène climatique cyclique de la zone

Pacifique, et son homologue Atlantique semblent, cette fois, jouer un rôle important dans cette tendance. ● UNE POLEMIQUE se fait jour entre certains chercheurs, convaincus d'as-

sister aux débuts du réchauffement planétaire provoqué par les gaz à effets de serre émis par l'homme, et d'autres pour qui le doute subsiste. ● DANS LE PASSE, des hausses de

température plus importantes dont les causes étaient tout à fait naturelles ont été observées et la réactivité du climat à l'activité humaine est encore difficile à cerner. ● LA MODIFICATION

du régime des pluies aura, de toute façon, pour l'homme et les cultures des conséquences beaucoup plus importantes que celle des températures lors du changement climatique attendu.

## Comment débusquer l'empreinte de l'homme dans les caprices du climat

Dans un entretien au « Monde », le climatologue Robert Kandel estime qu'« il est urgent de se pencher sur les effets de la redistribution de l'eau » qu'induirait un réchauffement planétaire, plutôt que d'essayer d'interpréter une hausse des températures aux causes difficiles à cerner

M  
R  
P  
L  
u  
s  
t  
c  
p  
i  
g  
p  
t  
b  
t  
c  
l  
f  
u  
r  
o  
u  
j  
s  
i  
L  
O  
A  
N  
I  
d  
r  
p  
p  
l  
d  
E  
R  
C

LA NASA vient d'annoncer que 1998 a battu tous les records de chaleur. Cela n'empêche pas les Etats-Unis d'avoir connu des chutes de neige et un froid exceptionnel début janvier. Robert Kandel analyse cette situation paradoxale. Directeur de recherche au CNRS, il travaille sur le « bilan radiatif » de la Terre et le climat terrestre au laboratoire de météorologie dynamique (CNRS, Ecole polytechnique, Ecole normale supérieure). Il vient de publier *L'Incertitude des climats* (Hachette, collection Sciences, 306 p., 45 F, 6,86 €) et *Les Eaux du ciel* (Hachette, collection Sciences, 329 p., 120 F, 18,39 €).

« Le record de température moyenne observé en 1998 est-il un signe du réchauffement planétaire annoncé ?

« Il s'agit surtout d'une conséquence de la fin du El Niño de 1997-1998, le plus important depuis cinquante ans. La présence de ce phénomène climatique s'est traduite par un hiver nettement plus doux, en particulier sur l'Amérique du Nord. Il a disparu totalement fin juin et son absence actuelle peut expliquer en partie les chutes de neige et les records de froid du début de ce mois aux Etats-Unis. De la même manière, l'oscillation de l'Atlantique nord (NOLA : phénomène un peu similaire à El Niño, mais de périodicité plus longue) détermine la sévérité des hivers sur l'Europe. Dans tous les cas, il s'agit de phénomènes cycliques. En climatologie, il convient d'avoir de la mémoire, avant de parler de tendance nouvelle.

« L'effet d'El Niño semble

quand même se superposer à une tendance marquée à la hausse des températures.

« C'est vrai : les températures moyennes ont augmenté, au total, d'environ 0,9 degré depuis 1910. Mais, en y regardant de plus près, on constate un réchauffement significatif entre 1910 et 1940, suivi d'une période à peu près stationnaire, voire d'un très léger refroidissement jusqu'en 1975. La hausse n'est donc franche que depuis vingt-cinq ans seulement. Or le taux de dioxyde de carbone d'origine humaine (CO<sub>2</sub>) a monté régulièrement depuis le début du siècle. Si son influence sur l'effet de serre avait été aussi directe que certains le pensent, les températures auraient dû suivre. En fait, nous sommes encore incapables d'expliquer l'épisode 1910-1940 et, plus généralement, pourquoi le climat a changé entre 1850 et 1950.

« Cela n'a pas empêché les experts du Groupement intergouvernemental sur l'évolution du climat, mis en place par l'ONU, d'affirmer, dès 1996, qu'une influence humaine sur le climat était détectable.

« Ce qu'on a vu, c'est, tout d'abord, une hausse du taux de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. Son analyse isotopique a confirmé, que, depuis un demi-siècle, une part importante de ce gaz carbonique provient de la combustion du charbon et du pétrole. L'étude des variations climatiques du passé ayant montré que les réchauffements, après les glaciations, se sont accompagnés d'une augmentation du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, on peut

craindre que cet ajout d'origine humaine n'accroisse un éventuel réchauffement. On a pu aussi vérifier l'influence régionale des émissions de dioxyde de soufre dues à la pollution industrielle. Cet effet « parasol » n'est pas direct : le dioxyde de soufre entraîne la formation d'aérosols (gouttelettes d'acide sulfurique) qui modifient les propriétés des nuages. Cela accélère le refroidissement du climat aux activités humaines.

« Sera-t-il possible, un jour, d'isoler l'empreinte de l'homme dans la hausse des températures ?

« La question est mal posée. Parler de « réchauffement planétaire », c'est caricaturer le changement climatique. Les variations de températures seront très variables

double intérêt. Elles aideront, d'abord, à mieux évaluer les conséquences d'un réchauffement pour les hommes et l'agriculture. Elles nous permettront, surtout, de mieux comprendre le fonctionnement du climat. L'eau contenue dans l'atmosphère joue un rôle important dans les échanges thermiques. L'effet de serre est extrêmement sensible à la quantité de vapeur d'eau en altitude. Les nuages, en revanche, peuvent, selon les circonstances, amplifier ou minimiser fortement le réchauffement. Mais d'énormes lacunes subsistent dans nos connaissances des propriétés des nuages, des aérosols et de leur répartition.

« Comment comptez-vous combler ces lacunes ?

« Il faut concilier la dimension microscopique - celle des gouttelettes et des cristaux composant les nuages - avec l'observation à l'échelle planétaire, tout en observant ce qui se passe réellement *in situ*. La seule solution, c'est d'installer sur un satellite des instruments permettant à la fois de mesurer le bilan radiatif et d'observer ce qui se passe à l'intérieur des nuages.

« Le rayonnement infra-rouge et visible est mesuré couramment depuis l'espace. Mais il ne fournit qu'un résultat global de l'énergie rayonnée au-dessus de l'atmosphère. Pour sonder les nuages, il faut des radars, ou des lidars, sortes de radars utilisant la lumière laser au lieu des micro-ondes. Les lidars ont été très peu utilisés depuis l'espace. Leurs résultats sont spectaculaires pour l'observation des cirrus (écharpes nuageuses très fines),

mais ils ne parviennent pas à pénétrer les nuages épais. Les radars météorologiques, plus efficaces dans ce dernier cas, n'ont été employés qu'au sol, pour des observations forcement localisées. Mais les choses évoluent. Plusieurs projets sont à l'étude.

« La NASA et le CNES viennent d'annoncer leur association pour la mise au point d'un satellite d'étude des nuages et des aérosols doté d'instruments d'imagerie infra-rouge et d'un lidar, qui devrait être lancé en 2003. A plus long terme, les Japonais et les Américains envisageraient de mettre également un radar météorologique en orbite.

« Pour notre part, nous travaillons à un projet plus ambitieux, que nous avons présenté à l'Agence spatiale européenne (ESA) : un satellite doté des instruments classiques d'observation en optique visible et infra-rouge, d'un lidar et aussi d'un radar. Cela permettrait de combiner, en un même point et simultanément, l'analyse de la répartition verticale de l'eau à l'intérieur des nuages avec la mesure de l'énergie rayonnée à leur sommet. De telles données nous permettraient d'améliorer considérablement nos modèles de simulation du climat. Malheureusement, cette mission est chère : actuellement, plus de 300 millions d'euros - et la France et l'Allemagne viennent d'indiquer qu'elles souhaitent diminuer de 50 % leur contribution aux programmes d'observation de la Terre en préparation à l'ESA.

Propos recueillis par Jean-Paul Dufour

## Des précédents historiques inscrits dans les glaces de l'Arctique

LE TEXTE diffusé par la NASA sur Internet est formel : « De nombreux chercheurs, y compris ceux de la NASA, pensent que le réchauffement planétaire est une conséquence au moins partielle de l'accroissement des gaz d'origine humaine dans l'atmosphère. »

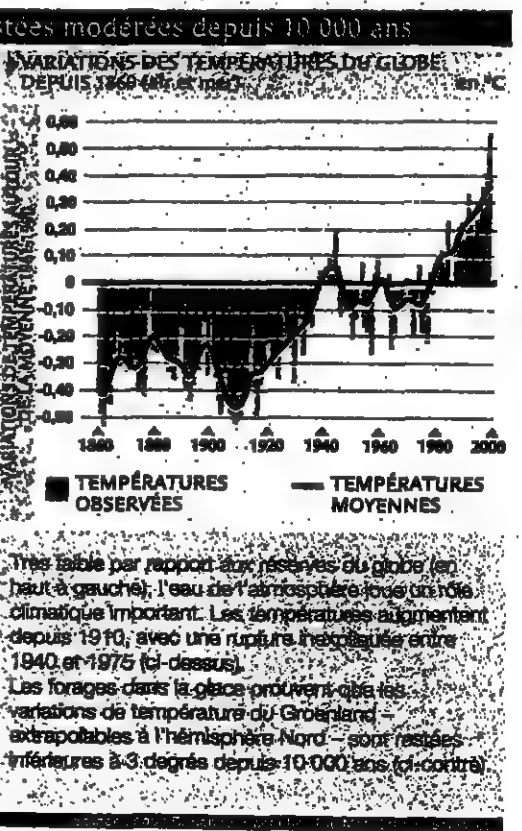
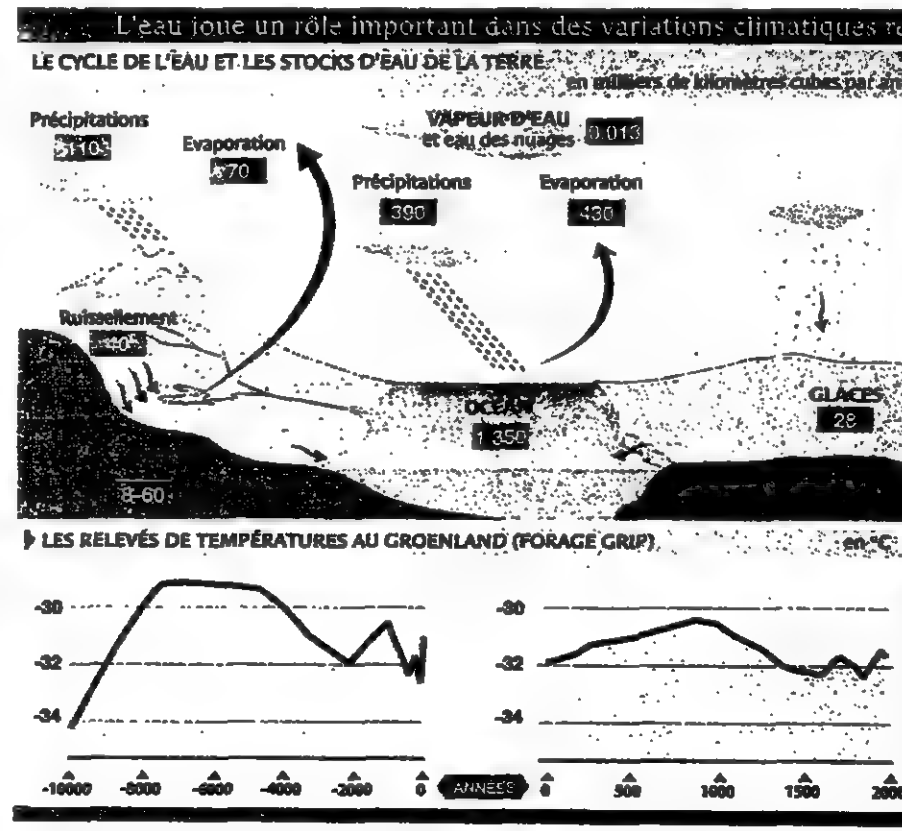
Les auteurs de l'étude - James Hansen, Reto Ruedy, Jay Geach et Makiko Sato, de l'Institut de recherches spatiales Goddard de la NASA (New York) - ont examiné les données collectées entre le 1<sup>er</sup> décembre 1997 et le 1<sup>er</sup> décembre 1998 par « plusieurs milliers de stations météorologiques du monde entier » et les mesures de la température de surface des océans effectuées par les satellites de la NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration).

« En première analyse, la température moyenne aux Etats-Unis est la plus chaude depuis au moins quarante ans », concluent-ils. Mais ce record ne dépasse pas celui de 1934.

**VARIATIONS INEXPLIQUÉES**

A l'échelle planétaire, la température moyenne de 1998 dépasse « le précédent record de 1995 avec une telle marge qu'elle marquera certainement un nouveau record ». El Niño joue un rôle important dans ce réchauffement. Sans lui, un tel record « n'aurait sans doute pas été établi ». Il n'en reste pas moins que la température augmente d'un demi-degré Celsius depuis 1975, « au moment où le taux de gaz à effet de serre montait le plus rapidement ». Plus généralement, estime James Hansen, « le réchauffement rapide durant les vingt-cinq dernières années rend caducs les arguments des sceptiques de l'effet de serre ».

Un jugement un peu hâtif pour une partie de la communauté des climatologues, qui, sans nier le risque d'un changement climatique dû aux activités humaines, reste « sceptique » sur l'interprétation de la hausse de la température planétaire moyenne enregistrée depuis 1910 (0,9 degré au



## L'interdiction provisoire de l'insecticide Gaucho satisfait en partie apiculteurs et industriels

L'INSECTICIDE Gaucho est-il moribond et les apiculteurs peuvent-ils crier victoire ? Le communiqué rendu public, vendredi 15 janvier, par le ministre de l'Agriculture, Jean Glavany, pourrait le laisser croire (Le Monde daté 17-18 janvier). Le ministère a en effet décidé d'interdire ce produit sur tout le territoire national destiné à la culture du tournesol. Mais le texte, tout en nuance, n'ordonne cette mesure que de « façon provisoire » et « dans l'attente des résultats d'études scientifiques complémentaires demandées à la société Bayer » qui le fabrique.

Les syndicats d'apiculteurs, qui, depuis deux ans, accusent le Gaucho de décimer les populations d'abeilles, essentiellement dans le centre et centre-ouest de l'Hexa-

gone, et réclament son interdiction définitive, se sont montrés assez satisfaits de la décision. « Sans parler de victoire totale, c'est assurément une première étape satisfaisante », estime Francis Chauvany, de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) des Deux-Sèvres. « Mais, ajoute-t-il, nous réclamons l'interdiction du Gaucho sur toutes les cultures. Car si l'abeille butine en priorité le tournesol, elle ramène aussi du pollen de maïs et parfois du millet de blé ou d'orge, comme on a pu le constater lors d'analyses scientifiques. Or ces cultures sont aussi susceptibles d'être traitées au Gaucho. »

Plus surprenant, la firme Bayer, qui assure depuis des années que son produit n'est en rien respon-

mainier

PARIS 1  
SUDAN  
PARIS 2  
MAHARA  
PARIS 3  
A ESCAROT  
MONTROUGE



## Coup de théâtre dans l'affaire du Balzar, jours tranquilles au Palais-Royal, un Japonais rue de Berri

Aujourd'hui, la coupe est pleine. Fausses promesses, vaines mençons, entouloirés à répétition aggravés d'intermèdeux mielleux. Jean-Paul Bucher n'est décidément plus un homme fiable. Passons à autre chose. Et plus précisément à cette résolution numéro 3, jusqu'ici tenue confidentielle, et évoquée en assemblée générale en date du 24 novembre dernier : « *Création d'une nouvelle brasserie à proximité du Balzar.* » C'est ce que la cellule de crise va proposer aux adhérents de l'association, en leur demandant leur avis sur l'idée d'une souscription permettant de mettre au point un plan de financement pour trouver, donc, dans les alentours de l'établissement prématurément retiré à l'affection des siens, un restaurant professionnel, très naturel de l'autre

Chance seulement pour ceux qui ont choisi de venir casser la croûte en se retrouvant entre parents vraiment bécheurs à jouer les sorties en ville à petits prix. S'aiment et se dorlotent ici, un peu de Comédie-Française (autre originalité de l'endroit, on y reçoit l'af-faire jusqu'à minuit), un peu de Conseil constitutionnel, qui loge à deux pas, rue de Montpensier, un peu de petits grands patrons de presse escortés de journalistes à la mode et bien intentionnés, un peu de couples en réconciliation.



On doit ce nouvel endroit de la rue de Berri au fusain d'Andrée Putman, désigneuse du moins

**Jean-Pierre Quélin**

★ **Lô Sushi**, 8, rue de Berri (angle rue de Ponthieu), 75008 Paris. Tél. : 01-45-62-01-00. Assiettes : 15, 45, 100 F (2.29 à 15.24 euros).

la vend dans son bar à eau en sous-sol, et où la trouve en rayons à la Grande Épicerie du Bon Marché.

En face d'elle, une nouvelle venue, Zilia, une eau de montagne lancée en 1995 et qui provient de Balagne, non loin de Calvi. Particulièrement douce, elle a conquis quelques marchés à l'exportation, notamment les Etats-Unis, pays pour lequel on a jugé utile de rajouter un dessin de Napoléon sur l'étiquette, précisant que la Corse est son « birthplace »...

Sur le continent, les sources corsees ne sont pas encore sur toutes les tables.

Si la région provençale commence à être approvisionnée, le prix du transport vers la capitale est en revanche, lourd à assumer. La Saint-Georges, vendue 2,50 F la bouteille d'un litre et demi dans son île, est proposée deux fois plus cher à l'ombre de la tour Eiffel.

Guillaume Crouzet

## AOC Haut-Médoc

★ Château Lestage Simon 1997 : 75 F TTC (11,43 euros) la bouteille à la propriété (par caisse de 12).  
Charles Simon, viticulteur, Château Lestage Simon, Saint-Seurin-de-Cadourne, 33180 Saint-Estèphe, tél. : 05-56-59-31-83.

## Bistrots

■ Chaque année depuis bientôt huit ans, c'est ici (et non au Petit-Vendôme) que se retrouvent les Bourguignons, pour célébrer la Saint-Vincent, patron des vignerons, après une messe à l'église Saint-Roch en présence de l'évêque d'Autun. Notre information (*Le Monde* du 13 janvier) était erronée : c'est le 22 janvier (et non le 21) que le souvenir du diacre de l'église de Saragosse sera célébré de 13 heures à 23 heures avec force spécialités bourguignonnes : jambon persillé, escargots, œufs en meurette, qui sont l'ordinaire de ce bon bistrot. Tout au long de l'année, avec les vins de Lamarche et une fameuse entrecôte, François-Joseph Christian met un point d'honneur à maintenir la tradition bistrotière dans ce quartier qui renaît, après cinq ans de travaux. Mâchon de la Saint-Vincent : 130 F (19,82 euros). A la carte, compter 250 F (38,11 euros).

★ 10, rue Gomboust, 75001 Paris, tél. : 01-42-51-77-78. Fermé le dimanche.

## LE PAVILLON DE LA TOURELLE

■ Deux générations d'hôtes déjà, la mère et le fils, pour la réussite de cet établissement, une construction fin de siècle entourée de verdure. L'on y savoure la cuisine sage et classique du chef Akio Ikeno, dans les vastes salles à manger. L'on s'y enchante d'une précieuse carte des vins, qui permet les accords gourmands d'une salade de homard aux mangues, préparée à la commande, ou bien d'un rafraîchissant tartare de saumon au citron vert. De délicates queues de langoustines sautées au bœuf et un blanc de turbot rôti en croûte signent une cuisine de haut goût. La tradition est ici bien vivante avec le tournedos façon Rossini, longtempes et injustement décrié, et les aiguillettes de canard en saïms, accompagnées d'un simple givry de propriétaire. Pour les déjeuners gourmands du dimanche, signalons le pain perdu au pain d'épices et marmelade d'oranges. Menus : 150 F (22,87 euros) (formule), 150 F (29,73 euros), 250 F (38,11 euros) (vin compris). À la carte, comptez 350 F (53,36 euros).

★ 10, rue Larmeroux, 92170 Vanves, tél. : 01-46-42-15-59. Fermé le dimanche soir et le lundi.

## Gastronomie

## ARISTIPPE

■ Dans une ancienne maison en bordure des Halles, à Paris, remise à neuf avec soin, Gilles Le Gall propose une cuisine du cœur et de la Bretagne. Plus hétéroclite qu'épicurien, comme l'enseigne semble le suggérer, formé auprès de Gilbert Lecoez, puis de Bernard Loiseau, le chef propose les produits de la mer. D'abord, les huîtres plates ou les creuses du Morbihan, puis les langoustines à la façon de Gilbert Lecoez, ouvertes en longueur, simplement poêlées, puis délicatement déglacées au fumet de crustacé, parfumées d'un beurre persillé et rapidement passées au four. Un hommage au bon temps du restaurant des Bernardins. Dans la blanquette de lotte, Bretagne oblige, le lard croquant parfume le poisson. Le seigle et les lentilles, avec leurs textures contrastées, accompagnent la nage de merlan « kg la farz » ou bien l'andouillette de poisson. De bons desserts, comme la soupe de pain au miel parfumée à la cannelle et quelques vins judicieusement choisis, dont un petit chablis du château de Maligny. Une cuisine précise, un cadre soigné, voilà qui donne un visage nouveau et attrayant au quartier parisien des Halles. Menus : 170 F (25,92 euros) (dîner), 220 F (33,54 euros) (dégustation). A la carte, compter 240 F (36,59 euros).

★ 8, rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris, tél. : 01-42-60-08-80. Fermé le samedi midi et le dimanche.

Jean-Claude Ribaut

## Les eaux corses

En 1998, 32 milliards de litres d'eau embouteillés ont été vendus en Europe, dont plus de 5 milliards en France seulement. Depuis quelques années, l'existence dans notre pays d'un véritable engouement pour les crus étrangers. Sous couvert d'étoumer ses convives, on propose à sa table une eau en provenance de la fonte des glaciers canadiens ou puisée au plus profond d'une nappe phréatique à Hawaï.

Pour surprendre, il n'est pourtant pas nécessaire d'aller chercher aussi loin. Les eaux corse sont aussi devenues du dernier chic. L'île était jusqu'alors plutôt connue pour ses vins aux cépages locaux : vermentino, sciarellu ou niellucciu.

Pourtant, les sources existent sur place, et l'eau y est même embouteillée depuis assez longtemps. Pendant la première moitié du siècle, les Belges étaient, par exemple, grands consommateurs de l'eau de Ditta, en Haute-Corse, « eau apéritive et bactéricide », comme on pouvait le lire sur l'étiquette.

« Il existait aussi une eau gazeuse, celle d'Orizzu, riche en fer et en manganèse, qui

raconte Georges Sarri. L'homme connaît son sujet. Responsable de la Société corse de boissons, il a été chargé, pendant près de trente ans, de l'exploitation de cette source, la seule qui soit naturellement gazeuse sur l'île. La concession lui ayant été retirée en 1995, il a réalisé, à Furiani, un forage à 83 mètres de profondeur, où il va chercher l'eau qu'il embouteille désormais : l'Acqua Corsa. Celle-ci, plate au naturel, est gazéifiée par ses soins puis vendue sous cet aspect, ou sert de base à la fabrication du Coca-Cola, dont il est l'unique producteur, dans l'île.

En attendant qu'Orrezza reprenne du service (les propriétaires du champagne Lanson viennent d'en signer la concession en décembre 1996), ce sont les eaux plates qui font parler d'elles en Corse. La plus médiatisée est la Saint-Georges, une eau pour laquelle les propriétaires ont fait appel au designer Philippe Starck afin de redessiner la bouteille. Huit cannettes verticales, un bouchon noir, une étiquette



**Retrouvez chaque semaine  
la rubrique "GASTRONOMIE",  
renseignements : ☎ 01.42.17.39.40**

هكذا هي الحال



سكنا من انا

# Pluie et vent près de la Manche

MERCREDI, pluie et vent affectent les régions proches de la Manche. Ce mauvais temps gagne au cours de la journée les régions s'étendant des Charentes aux Ardennes en passant par l'île-de-France. Ailleurs, le soleil est généreux, sauf autour du golfe du Lion. Les températures restent douces pour la saison.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - La matinée est dominée par les nuages, la pluie et le vent, dont les rafales de sud-ouest atteignent 80 à 90 km/h. Des éclaircies se développent ensuite par l'ouest. Il fera de 11 à 13 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La pluie arrive dès le matin près de la Manche, puis gagne les autres régions dans la journée. Le vent de sud-ouest souffle jusqu'à 80 km/h sur le littoral de la Manche. Il fera de 10 à 12 degrés.

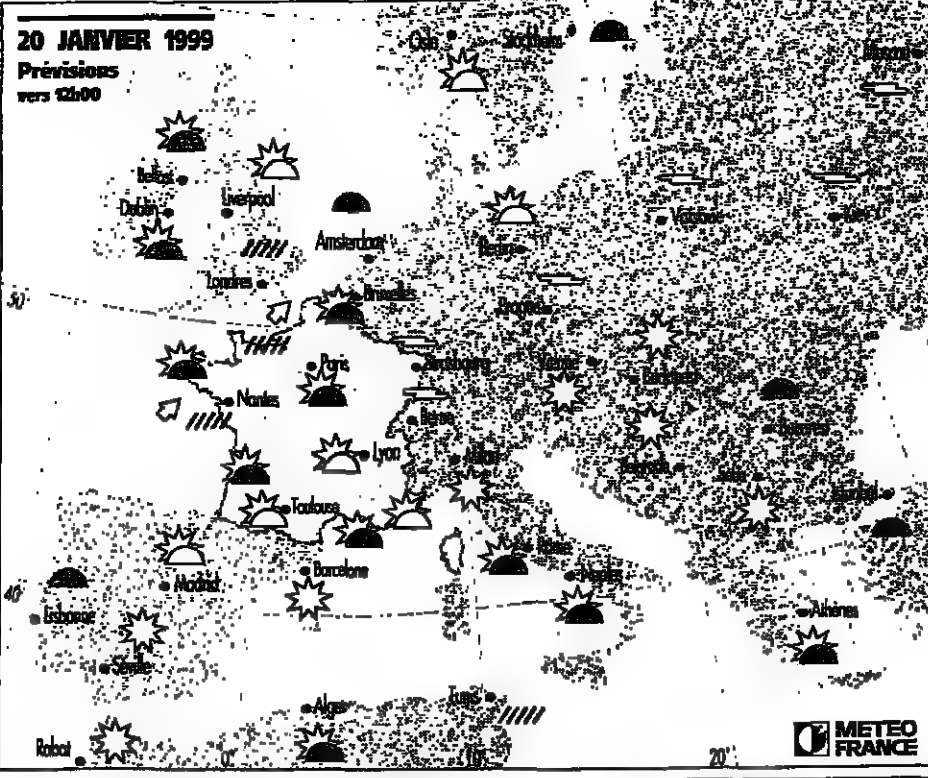
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - En Champagne-Ardenne, les nuages

dominent, mais sans pluie. Dans les autres régions, le soleil est généreux. Attention toutefois aux bancs de brouillard, essentiellement en Alsace. Il fera de 10 à 12 degrés en général, mais seulement 2 à 5 degrés en Alsace.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Dans les Charentes et le Poitou la pluie arrive à partir de la mi-journée. Dans le Sud-Ouest, après dissipation des brouillards matinaux, le temps est bien ensoleillé. En Aquitaine, le ciel se voile toutefois au cours de la journée par le nord-ouest. Maximales voisines de 12 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le soleil brille du matin au soir. Seul le Limousin voit le ciel se voiler par l'ouest dans l'après-midi. Il fera de 10 à 12 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Dans le Languedoc, jusqu'aux Cévennes, le ciel est gris avec de la pluie sur le relief. Partout ailleurs, le soleil est omniprésent. Il fera de 12 à 15 degrés.



## LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE: La ligne TGV qui relie Cherbourg à Lille, expérimentée depuis deux ans entre Paris et le Nord sans passer par Paris, prendra fin en juin faute d'une fréquentation suffisante, a annoncé la SNCF. Le TGV circule quatre jours sur sept, à raison d'une liaison quotidienne, et dessert les gares de Caen, Lisieux, Evreux, Massy, Marne-la-Vallée et Roissy. Ouzbékistan. Trois villes d'Asie centrale que le voyageur Transoceanic (dans les agences et au 01-53-24-34-00) propose de découvrir au fil d'un circuit de 8 jours. Jusqu'au 23 mars (attention, il peut faire très froid), il en coûte 7 300 F (113 €) par personne en chambre double (« 3 étoiles », normes locales) et pension complète avec le vol Paris-Tachkent A/R, les transports en autocar, les visites, un guide francophone et un accompagnateur.

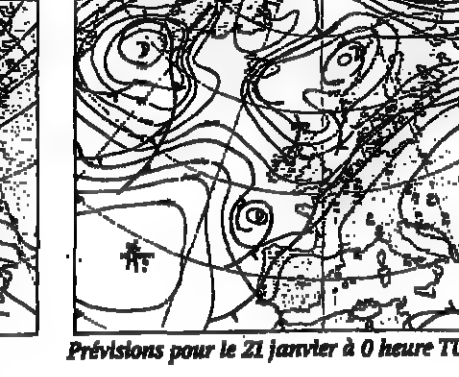
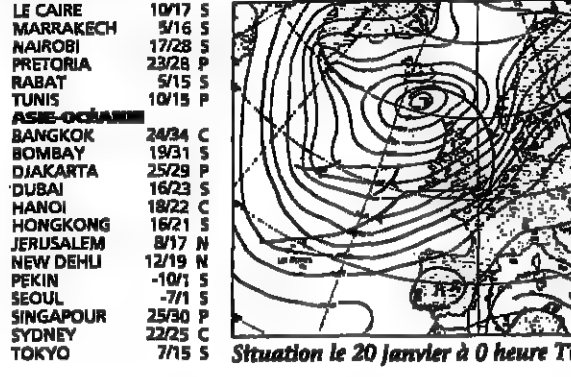
PRÉVISIONS POUR LE 20 JANVIER 1999

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE métropole	4/12 S	NANCY	7/11 P
AJACCIO	3/14 S	NANTES	7/11 P
BIARRITZ	5/14 S	NICE	5/13 S
BORDEAUX	3/12 N	PARIS	5/11 N
BOURGES	3/11 N	PAU	3/13 S
BREST	8/11 N	PERPIGNAN	4/14 S
CAEN	7/9 N	RENNES	8/12 N
CHERBOURG	8/11 N	ST-ETIENNE	2/11 S
CLERMONT-F.	0/12 S	STRASBOURG	0/10 N
DIJON	0/11 S	TOULOUSE	3/13 S
GRENOBLE	-1/8 S	TOURS	4/11 P
LILLE	6/9 P	FRANCE outre-mer	
LIMOGES	5/11 S	CAYENNE	23/28 N
LYON	2/11 S	PORT-DE-PR.	23/28 S
MARSEILLE	4/13 S	NOUMEA	29/31 C

PAPEETE	25/31 C	KIEV	-5/0 C
POINTE-A-PIT.	22/29 S	LISBONNE	9/15 C
ST-DENIS-RE.	23/27 P	LIVERPOOL	6/11 N
EUROPE		LONDRES	8/13 P
AMSTERDAM	7/12 C	LUXEMBOURG	4/9 C
ATHENES	6/13 N	MADRID	-1/11 N
BARCELONE	7/14 S	MILAN	1/8 S
BELFAST	2/6 S	MOSCOU	-5/2 C
BELGRADE	1/7 S	MUNICH	1/9 C
BERLIN	5/11 N	NAPLES	4/13 N
BERNE	4/14 S	OSLO	-2/9 C
BRUXELLES	8/12 N	PALMA DE M.	3/16 S
BUCAREST	-4/1 C	PRAGUE	-2/6 C
BUDAPEST	-3/3 S	ROME	5/13 N
COPENHAGUE	5/8 P	SEVILLE	4/14 S
DUBLIN	3/7 S	WASHINGTON	-4/4 S
FRANCFORT	5/11 N	ST-PETERSB.	-2/2 P
GENEVE	4/8 C	STOCKHOLM	4/6 C
HELSINKI	2/4 C	TENERIFE	10/12 S
ISTANBUL	3/7 C	VARSOVIE	-1/3 C

VENISE	-1/8 C	LE CAIRE	10/17 S
VIENNE	-3/2 S	MARRAKECH	3/16 S
AMSTERDAM	19/29 S	MAIROBI	17/28 S
BUENOS AIR.	17/22 P	PRETORIA	23/28 P
CARACAS	21/29 S	RABAT	5/15 S
CHICAGO	-4/1 N	TUNIS	10/15 P
LIUNA	19/24 N	ASIE-OCEANIE	
LOS ANGELES	13/15 N	BANGKOK	24/34 C
MEXICO	7/21 S	BOMBAY	19/31 S
MONTREAL	-6/3 N	DIJAKART	25/29 P
NEW YORK	1/4 S	DUBAI	16/23 S
SAN FRANCISCO	11/12 P	HANOI	18/22 C
SANTIAGO-CH	12/24 S	HONGKONG	18/21 S
SAO PAULO	-8/2 N	JERUSALEM	8/17 N
TORONTO	1/11 C	NEW DELHI	12/19 N
WASHINGTON	1/11 C	PEKIN	-1/9 S
AFRIQUE		SEOUL	-7/1 S
ALGER	6/14 S	SINGAPOUR	25/30 P
DAKAR	17/22 S	SYDNEY	22/25 C
KINSHASA	21/31 N	TOKYO	7/15 S



## PRATIQUE

# Les droits et devoirs des chauffeurs de taxi et de leurs clients

PRENDRE un taxi relève parfois de l'aventure. « Le chauffeur roulait trop vite, et a coupé la route à un autre véhicule, évitant de justesse l'accident. Je lui ai demandé de ralentir en lui disant, pour ménager sa susceptibilité, que j'étais malade en voiture. Mais il n'a pas été sensible à l'argument. Furtif, il a stoppé net et m'a sommé de descendre. A 2 heures du matin, le boulevard était désert, et je n'en menais pas large. J'ai répondu que si je descendais, je ne pourrais pas. Il a alors redémarré en hurlant qu'il allait directement au commissariat. J'ai répondu que j'étais d'accord, alors il s'est mis à m'insulter, raconte Emille. « Au feu rouge suivant, deux dames qui s'apprêtaient à traverser sont venues me demander si j'avais besoin d'aide. Avant que j'aie pu ouvrir la bouche, le chauffeur leur a crié que j'étais ivre et que j'allais leur vomir dessus. Les passantes ont aussitôt reculé. » Arrivée chez elle, Emille a demandé une fiche. Délivrée sur demande du client, et obligatoire pour toute somme supérieure ou égale à 100 francs (15,24 €), la fiche établit la preuve du transport et permet de signaler le comportement délictueux du chauffeur de taxi à la commission de discipline de Paris. Ce chauffeur

s'est rendu coupable de deux infractions. Il n'avait pas le droit de se faire accompagner par un passager (sauf un animal familier). Ensuite, il a fait preuve envers la cliente d'une attitude incorrecte, susceptible de lui valoir avertissement de la commission de discipline à la première infraction, ou d'une suspension qui peut aller de quinze à quarante-cinq jours en cas de récidive. En 1997, la commission de discipline des conducteurs de taxis parisiens a eu à traiter de 108 affaires de ce genre pour 14 900 véhicules. « On a même vu des chauffeurs donner une paire de claques à des clientes auxquelles ils déniaient le droit de choisir leur itinéraire », dit-on à la préfecture de police. Sans être victimes d'incidents aussi graves, beaucoup de clients se plaignent. Quel de plus exaspérant que de héler un taxi sous une pluie battante et de le voir repartir après vous avoir demandé votre destination ? Il s'agit là d'un refus de conduire, qui n'est admis que si le chauffeur antenne sa dernière demeure de service : il peut alors préférer les courses qui le rapprochent de son domicile. L'heure de fin de service est affichée sur l'horodateur situé à l'arrière du véhicule, et celui-ci

clignote. Cette tolérance ne vaut que pour les taxis en maraude : ceux qui attendent dans une gare ou une station doivent prendre toutes les courses qui se présentent. Il n'est pas rare que le chauffeur refuse un trajet court, estimé insuffisamment rentable. « De retour de vacances à l'aéroport de Roissy avec nos quatre enfants et cinq valises, nous voulions deux taxis pour rentrer à Villenoble. Les huit premiers de la file se sont refusés ! », déplore Bruno. Toujours à Roissy, certains chauffeurs, craignant les embouteillages, déposent leurs clients aux portes de Paris : ils prétendent alors ne pas connaître les rues ! Le client est contraint de prendre un autre taxi, et d'acquiescer une seconde prise en charge. La commission a constaté 114 refus de conduire en 1997, dont 84 ont été sanctionnés d'un retrait temporaire de la carte professionnelle. Les bagages sont également source de litiges. « Le sac dans lequel je mets mon parapluie, le journal et quelques documents est systématiquement

considéré comme un bagage, même si je le garde avec moi pendant le trajet », constate une cliente. Pourtant, seuls les colis de plus de 5 kilos ou les paquets encombrants (poussette, skis) peuvent donner lieu à supplément. Il arrive aussi que le taxi force la note en omettant de remettre le compteur à zéro. La commission de discipline a relevé 148 infractions de ce type. Il y a aussi des plaintes concernant l'allongement des trajets. « Je prenais un taxi trois fois par semaine, pour aller à l'hôpital ; l'itinéraire et le

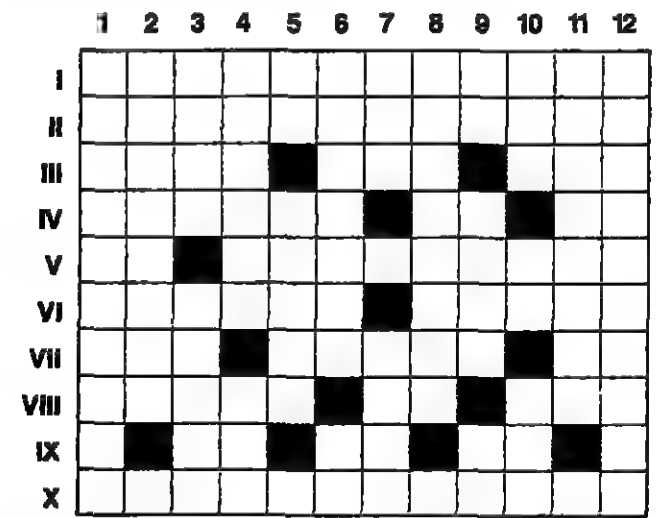
prix étaient toujours différents », raconte Annie. Le chauffeur doit prendre l'itinéraire le plus court et le plus rapide ; celui-ci peut varier selon l'heure et la densité de la circulation. Le client a le droit d'exiger un trajet préféré. D'autre part, indique-t-on à la préfecture, « Il arrive aux chauffeurs débutants de se perdre. Le client peut alors demander une remise, car il n'a aucune raison de faire les frais de l'erreur. » Lorsqu'on voyage à plusieurs, on a parfois du mal à trouver un taxi. Pourtant, le chauffeur doit accepter trois personnes, ou un couple avec deux enfants. Au-delà, il peut refuser un quatrième passager, ou demander un supplément de 13 francs (1,98 €). Enfin, le pourboire n'est pas un dû. Or certains chauffeurs n'hésitent pas à s'en octroyer un d'autorité, en refusant de rendre la monnaie ; c'est illégal. Si la lecture de ces lignes vous incite encore à prendre un taxi, sachez qu'il existe cependant des chauffeurs compétents, polis et attentifs au bien-être de leurs passagers. Il en est même un, dit-on, qui offre le café aux clients noctambules ou matinaux.

Michaëla Bobasch

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99017

3615 LEMONDE, topez SOS (2,23 F/min).



### HORIZONTEMENT

1. Taillé par le tailleur pour le tailleur. - II. Impossibles à réprimer. - III. Revenu. Bien attrappé. Aide-bibliothécaire à ses débuts. Il a laissé un important petit livre. - IV. Redressent au passage. Bon conducteur. Départ de série. - V. Dans la masse. Blesse les oreilles délicates. - VI. Bien étendue. Arrache à contresens. - VII. Partie avec le premier venu. Sans aspérités. Résistible dans son ascension. - VIII. Rejets en forêt. Se promène un disque d'or sur la tête.

### VERTICALEMENT

1. Taillé par le tailleur pour le tailleur. - 2. Tranchante en pleine bouche. - 3. Nymphé rapporteuse. Due au bacille de Hansen. - 4. Accompagne les petits dans la nuit. Elu dans la confusion. - 5. Personnel. Africain. noir et dur. - 6. Comme une oreille qui ne veut rien perdre. Pris en connaissance.

7. A mis l'euro en place. Choist. - 8. Menue monnaie. - 9. Né dans l'Altaï. Il se jette dans l'Arctique. Sans floriture. Interjection. - 10. Pour prendre l'air en solitaire. Dans un vivier. Grande en Amérique. - 11. Ce misanthrope a laissé un grand journal. - 12. Réservé aux Initiés.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 99016

HORIZONTEMENT  
1. Langue-de-chat. - II. Ecourté. Rase. - III. Cristallin. - IV. Hie. Tondre. - V. Ed. Ecran. Ion. - VI. Fil-mal. Gicla. - VII. Ré. Angle. Ali. - VIII. Inerte. Epar (rapel). - IX. MG. Duel. Né. - X. Empesé. Oués.

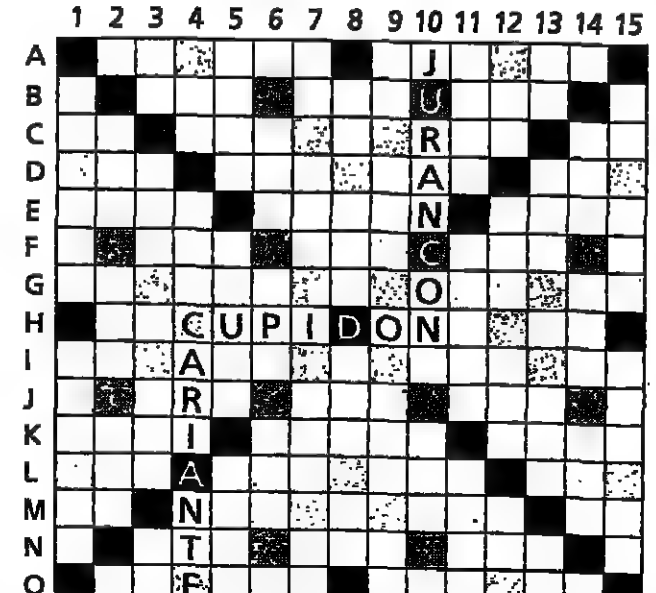
VERTICALEMENT  
1. Lèche-frite. - 2. Acridien. 3. Noie. Emp. - 4. Gus. Emarge. - 5. Uricant. - 6. Eta (ETA). Rigide. - 7. Delta. Leu. - 8. Longe. EO. - 9. Crin. Elu. - 10. Handicap. - 11. As. Rolland. - 12. Tégénaires.

## SCRABBLE

PROBLÈME N° 105

# Le quatrième mot

1. Tirage : E I M O R R T  
a) Trouvez 48 points sans scrabble.  
b) Trouvez et placez un mot de sept lettres.  
c) Avec ce même tirage, trouvez 5 mots de huit lettres en le complétant avec 5 lettres différentes appartenant à l'un des mots placés sur la grille.  
N. B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.  
2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.  
d) D E I R S U V. Trouvez 2 sept-lettres. C I N P Q U Y. En utilisant le E du tirage précédent, trouvez un sept-lettres et un huit-lettres.



Solutions du problème paru dans Le Monde du 13 janvier. Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lors que la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) COUPLEE, G 5, 81, en coiffant au-dessus de KANTIAN, ou G 9, 74  
b) DECOUPLE, K 4, 102-OPER

CULE, n masc couverte, 61, 158-COUPLEE, 1 D, 95-OPULENCE, 6 C, 66-OCUPLEE, 7 F, 67  
c) CUPIDON, génie ailé-CARIANT, qui provoque des caries-CONJURA.

Michel Charlemagne



LE CARTE  
DU VOYAGE

# CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 20 JANVIER 1999

**MUSIQUE** Label historique du jazz, Blue Note fête ses soixante ans. Pendant tout le mois de janvier, les clubs new-yorkais les plus prestigieux reçoivent les artistes mai-

son. ● LA FRANCE accueille de son côté les formations d'Erik Truffaz et de Stefano Di Battista, le trio Pysm, suivis de Dianne Reeves, de Jacky Terrasson et d'autres musiciens. Cet

anniversaire s'accompagne d'un important programme de rééditions et de nouveautés. ● FONDÉ en 1939 par Alfred Lion, un Allemand ayant fui le nazisme, bientôt secondé par son

compatriote Francis Wolff, Blue Note a porté les courants les plus novateurs du jazz, be-bop, hard-bop, free. En péril pendant les années 70, le label a été relancé à partir de 1985 par

Bruce Lundvall et s'est ouvert à des artistes non américains. ● AVEC UN SENS DU GRAPHISME inégalé, Blue Note a aussi révolutionné l'art de concevoir des pochettes de disque.

## La jeunesse intacte de Blue Note, label sexagénaire du jazz

La plus ancienne compagnie phonographique consacrée au jazz a été fondée aux Etats-Unis en 1939 par Alfred Lion, qui avait fui l'Allemagne nazie. A New York et à Paris, de nombreux concerts sont organisés. Plusieurs nouveautés discographiques et un important programme de rééditions sont prévus

AU DÉBUT de 1989, à New York, Blue Note avait fêté le cinquantième anniversaire de sa création au Birkland, l'un des clubs les plus célèbres de la ville, installé dans des locaux locaux. Les guitaristes Stanley Jordan et Bireli Lagrene y avaient emmené loin dans la nuit une chaise, cette course-poursuite des solistes du jazz, Michel Petrucciani, le « petit Français » était là. Art Blakey, l'un des musiciens emblématiques du label, avait une fois de plus ravi l'assistance par son énergie, sa vitalité. On avait évoqué la mémoire d'Alfred Lion, fondateur de la marque en janvier 1939, mort en 1987, et celle de Francis Wolff, son ami d'enfance, mort en 1971. C'était une fête amicale, tranquille, quatre ans après la réouverture de Blue Note sous la présidence de Bruce Lundvall.

Cette année, Blue Note s'empare de New York. Pratiquement un concert chaque jour durant le mois de janvier dans les clubs les plus connus de la ville (le Birkland à nouveau, le Sweet Basil, l'Iridium, le Village Vanguard, le Blue Note...). Visa a édité une version spéciale de sa carte de paiement à l'effigie d'Art Blakey, réservée aux titulaires du compte First USA Platinum. Le programme témoigne de l'importance du label, le deuxième après Verve. La plupart des artistes de Blue Note jouent un soir, une semaine : Eliane Elias, Cassandra Wilson, Dianne Reeves, Joe Lovano, Bob Dorough, Max Roach, Gonzalo Rubalcaba, Pat Metheny, les petits derniers Javon Jackson, Brian Blade, le trio Medeski, Martin & Wood, qui fait un carton aux Etats-Unis ; le saxophoniste Greg Osby au Sweet Basil et le pianiste Jacky Terrasson à l'Iridium termineront le



PHOTO FRANCIS WOLFF/DESIGN JOHN HERMAN/DAUER

mois avec leurs quartettes respectifs. Si New York est à la fête, la France n'est pas en reste. La seconde patrie du jazz - la première, selon certains musiciens - sera visitée par plusieurs artistes Blue Note : les groupes du trompettiste Erik Truffaz et du saxophoniste Stefano Di Battista, le trio Pysm - trois signatures « locales » -, suivies de la chanteuse Dianne Reeves et de Jacky Terrasson dans les semaines à venir, avant l'arrivée d'autres musiciens de la compagnie de jazz, la plus ancienne encore en activité. A Paris, Truffaz, Di Battista et le trio Pysm, qui réunit le pianiste

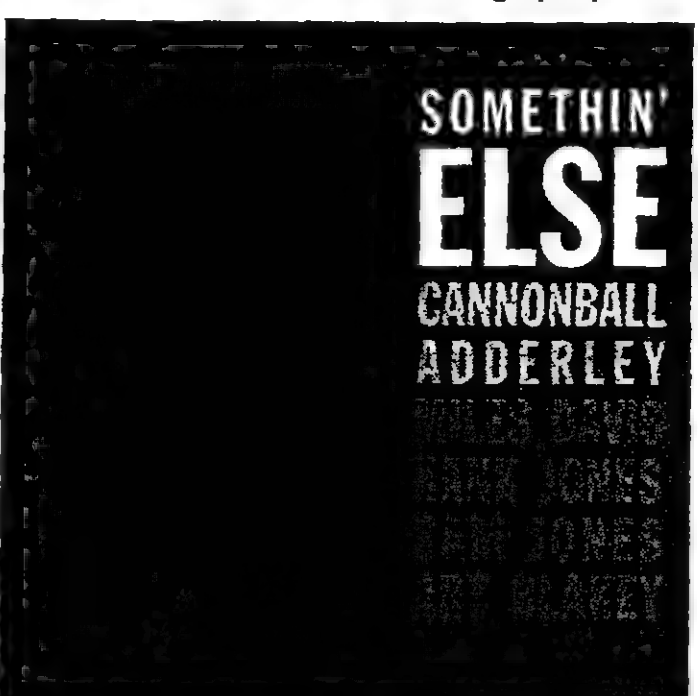


PHOTO REID MILES/DESIGN REID MILES

Pierre de Bethmann, le contrebassiste Christophe Wallemme et le batteur Benjamin Henocq, se produiront au New Morning du 20 au 22 janvier, là même où Art Blakey (mort en 1990) venait chaque année. D'une capacité de 500 places - bien tassées - et fort d'une histoire qui a pris la forme d'une légende, comparable à celle de Blue Note, le club a tout du lieu le plus adéquat pour une célébration qui s'appuie en partie sur un passé prestigieux. Les trois formations participeront au Midem, le 27 janvier, avec le pianiste Manuel Rocha- man, récente signature du département jazz de la branche française du japonais Sony Music. Ne manque que le saxophoniste Julien Lourau, chez WEA, pour avoir un état quasi complet des jeunes solistes français qui, ces derniers mois, sont venus grossir les rangs des majors du disque. Chez BMG, où le département jazz français a permis au saxophoniste américain Steve Coleman d'enregistrer plusieurs albums à succès, une série de disques de pianistes a été récemment produite (Stefan Oliva ou Alain Jean-Marie auprès de Paul Bleys).

A Londres, où il est venu rencontrer les responsables d'EMI Music, la major britannique qui distribue Blue Note, Bruce Lundvall s'est expliqué, en quelques mots, sur cette tendance actuelle dans le jazz. Il y voit à la fois une stratégie claire

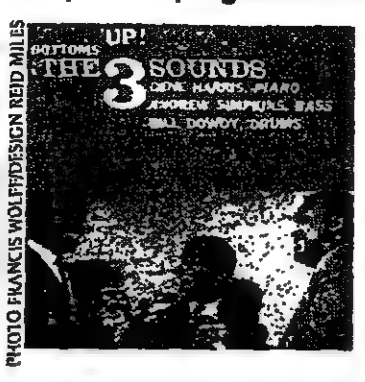


PHOTO FRANCIS WOLFF/DESIGN REID MILES

Cinq albums mythiques de Blue Note : « The Connection » (1960), de Freddie Redd, « At The Cafe Bohemia » (1955), des Jazz Messengers, « Somethin' Else » (1958), de Cannonball Adderley, « Bottoms Up ! » (1959), de The Three Sounds, et « Love Call » (1968), d'Ornette Coleman.

quement recevoir des artistes américains, les Etats-Unis ne peuvent pas se contenter de leurs seuls artistes, même s'il est vrai qu'il est difficile d'imposer des musiciens européens chez nous.

Le président de Blue Note, comme son ami et collègue Tommy Lipuma (producteur, responsable du jazz chez Universal Music, devenu propriétaire de Polygram), comme Ahmet Ertegun, le légendaire fondateur d'Atlantic, est de ceux qui continuent d'aller entendre la musique en direct et écoutent des dizaines de maquettes parce qu'ils sont d'abord des passionnés de musique. Ils ont vu l'industrie du disque se transformer en une activité « scientifique » où, même dans des secteurs comme le jazz ou la musique classique, souvent considérés comme les danseurs des grosses compagnies, il faut impérativement faire du chiffre et répondre à des objectifs établis lors de séances hebdomadaires où les courbes de vente servent de partitions.

### Nouveautés et rééditions

Trois enregistrements en public sont déjà publiés par Blue Note : *Town Hall Concert* (1985), avec Herbie Hancock, Joe Henderson, Tony Williams... ; *Banned in New York*, du saxophoniste Greg Osby, en quartette (1997) ; *Live in New York*, du guitariste Stanley Jordan. Sont annoncés un nouvel album du saxophoniste Phil Woods, *The Rev and I*, avec Johnny Griffin, et un hommage à Miles Davis de la chanteuse Cassandra Wilson, *Traveling Miles*. Un coffret de sept doubles CD retrace l'histoire du label (*The Blue Note Years 1939-1999*). Les rééditions rassemblent sous l'étiquette « Connoisseur Series » des enregistrements méconnus ou encore inédits (Gil Mellé, Julius Watkins en sextette...) et certains disques mythiques, comme *At The Cafe Bohemia*, des Jazz Messengers, *Bottoms Up !*, de The Three Sounds, *The Connection*, de Freddie Redd ou *Go !*, de Dexter Gordon. Cette série d'une centaine de références, produite au Japon, reproduit les pochettes originales, les bandes ayant été remastérisées par l'ingénieur du son Rudy Van Gelder.

### Les grandes heures d'une maison singulière

● Les origines. Naissance, en 1909 à Berlin, d'Alfred Lion ; il fuit l'Allemagne nazie et s'installe à New York en 1938. Il entend les pianistes de boogie Albert Ammons et Meade Lux Lewis lors d'un concert à Carnegie Hall. Ils seront les premiers artistes à enregistrer pour la compagnie phonographique qu'il crée sous le nom de Blue Note le 6 janvier 1939. Ami d'enfance de Lion, Francis Wolff quitte l'Allemagne pour les Etats-Unis à la fin de 1940. Il deviendra le photographe attitré de Blue Note et secondera Alfred Lion pour les enregistrements et l'organisation. ● Les premiers artistes. En juin 1939, Lion signe le clarinettiste Sidney Bechet ; le pianiste Earl Hines figure aussi sur le catalogue. Le label s'intéresse à l'essor des formations moyennes issues des grands orchestres ; le saxophoniste Ike Quebec ou le tromboniste Benny Morton le rejoignent. Ike Quebec met Lion et Wolff en contact avec les jeunes solistes du be-bop : les pianistes Bud Powell, Tadd Dameron, Horace Silver ou Wynton Kelly, le saxophoniste James Moody, le trompettiste Fats Navarro, le batteur Art Blakey. Le label accompagne les débuts de Thelonious Monk.

Hancock y enregistre certains de ses disques les plus fameux. ● La période grise. La compagnie Liberty Records prend le contrôle de Blue Note en 1966. Lion reste quelques mois à son poste avant de laisser à Pearson et à Wolff le soin de faire durer le label. Ce qu'ils feront jusqu'à la mort de Wolff, en 1971. Hard-bop et jazz fusion cède le pas aux musiques d'accompagnement. A partir de 1975, le label ne produit plus de nouveaux artistes. ● La résurrection. Le 22 février 1985, un concert au Town Hall de New York est l'occasion d'annoncer la relance de la firme, placée sous la responsabilité de Bruce Lundvall. Les premières signatures sont celles du pianiste Michel Petrucciani, du guitariste Stanley Jordan et du chanteur Bobby McFerrin. Alfred Lion meurt le 2 février 1987 en Californie. Fidèle aux principes de ses créateurs, Blue Note révèle ou accompagne les carrières des pianistes Benny Green, des saxophonistes Joe Lovano et Greg Osby, du guitariste John Scofield, du clarinettiste Don Byron, des chanteuses Cassandra Wilson et Dianne Reeves. En France, le trompettiste Erik Truffaz, le saxophoniste Stefano Di Battista et le trio Pysm rejoignent le catalogue.



PHOTO FRANCIS WOLFF/DESIGN HANOVIA

pour renforcer l'implantation de Blue Note en France - de la même manière, sa société a signé avec des artistes locaux au Japon, au Brésil (Eliane Elias), en Grande-Bretagne (Tommy Smith) ou aux Pays-Bas - et une attention artistique portée à un pays qu'il considère à la fois comme un marché important pour

le jazz et comme un gisement de créativité. « Historiquement, la France a toujours été très attentive au jazz, ajoute-t-il. L'étape suivante avec Erik Truffaz, Stefano Di Battista et Pysm serait qu'ils viennent jouer régulièrement aux Etats-Unis, à New York, dans les grandes villes. De même que la France ne peut pas uni-

### CONTINUITÉ FRANÇAISE

Avec Truffaz, Di Battista et Pysm, Blue Note France annonce des chiffres de vente satisfaisants : le trompettiste a vendu, en 1998, 11 000 exemplaires de son disque *The Dawn*, où jazz et jungle se mêlent ; Pysm (*Second Coming*) et Di Battista (*A Prima Vista*) en sont environ à 4 500 exemplaires chacun. Dans les trois cas, comme précédemment avec Michel Petrucciani, Jacky Terrasson et Bireli Lagrene, le son et l'image Blue Note sont respectés. Truffaz illustre l'attrait du label pour les courants funk et dansants, dans les années 70 ; le quintette de Di Battista se réfère au hard bop des Jazz Messengers ; et le trio Pysm rappelle le Herbie Hancock acoustique des années 60. Mais, pour Bruce Lundvall, plus que l'adaptation avec le jazz tel que Blue Note l'a définie, c'est d'abord parce qu'il y a des individualités qui s'affirment que le public s'y retrouve. Ce qui, selon lui, reste la meilleure définition d'un musicien de jazz.

Sylvain Sicler

\* Pysm, Stefano Di Battista Quintet, les 20 et 21 janvier ; Erik Truffaz Quartet avec Nya, le 22 janvier, 21 heures. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>c</sup> Châteaudeau. Les 20 et 21 janvier. Tél. : 01-45-23-51-41, 120 F.

### Le génie du graphisme dans 961 centimètres carrés

A L'ORIGINE de Blue Note, il y a la guerre, l'exil, un tandem génial (Francis Wolff et Alfred Lion), leur idée de la photo en noir et blanc, la saisie des postures, des visages et des fumées, et le sens du graphisme. Il y a surtout, indissociable de la musique produite et inventée par la marque, une façon inégalée de considérer la pochette de disque, sa matière, le grammage de son carton, la composition de son image. Les disques Blue Note ont compté parmi les plus beaux objets inventés par des hommes qui avaient un œil. Ordinairement, la couverture d'un trente-trois tours est carrée, 31 centimètres de côté, illustration au recto, texte au verso (dans la plupart des cas), ligne d'indications sur la tranche pour le disquaire, l'ensemble plus ou moins soumis à une esthétique tartarologique ou prétentieuse. C'est une époque où le fétichiste aura pas mal souffert. Voir les *Impulse* ! par exemple : avec leur bandeau, leur épaisseur, leur double couverture et la large tranche orange-noir qui sert à les repérer dans toute discothèque : il n'est que trop tentant de les ranger ensemble. L'obsessionnel s'y retrouve, le scrupuleux s'y perd. Blue Note malmène l'un et l'autre : on connaît pas mal d'amateurs (vivant souvent en mi-

lieu ouvert) qui n'auront gardé les Blue Note que pour la couverture. En pleine période noire, dans les années 70, les Japonais ont tout reconstitué avec une fidélité de soleil levant, jusqu'à la texture du carton. Au milligramme près. C'est à cela que l'on reconnaît l'amour.

**RAPPORT STUPEFIANT** Le fétiche, dans la théorie freudienne, c'est le substitut - façon de parler - du pénis maternel. Le style Blue Note donne à cette version des faits une réponse assez confortable. Primo, le substitut en question est un carré plat de carton (élégante manière de régler la quadrature du cercle du disque), d'une surface de 961 centimètres carrés (à deux doigts du nombre d'or). Question d'imaginaire, c'est moins compromettant qu'un stylo, un cigare ou une clarinette beuveuse. De toute façon, ainsi que le fait observer Freud, il ne faut pas voir le mal partout, « il y a toujours un moment où un cigare ne symbolise rien d'autre qu'un cigare ». Donc, le cercle carré. Blue Note a littéralement inventé un rapport de l'image (la photo), du lettrage, de la lettre, la couleur des lettres, au carré de 961 centimètres carrés qui est stupéfiant. Jusqu'au maniérisme. Ce disque de Horace

Parlan, par exemple : son *Movin' and Groovin'*, numéro 84028 : immense page mauve pâle, unie, pleine page, sans un mot, défiant toutes les lois du marketing. Un bandeau noir à droite avec la photo du pianiste, dont on devine la main gauche. Le titre en lettres déformées et disposées au cordeau. Le fin du fin, c'est l'intégration graphique du logo (la mention « stereo » en capitales, le slogan « The finest in jazz since 1939 », sur rectangle noir), et l'ovale noir où s'inscrit le numéro de série. Personne à être allé si loin dans l'élégance justifiée. Autre exemple, le *Somethin' Else* de Cannonball Adderley, avec Miles Davis, Hank Jones, Sam Jones et Art Blakey. Fond noir. Colonne de texte sur la moitié droite de la couverture, avec marge juste en haut et en bas. Toutes les lettres en capitale. Trois couleurs : un blanc effarant, vert d'eau, un turquoise léger. Le blanc pour le titre (deux hauteurs de lettres), le vert pour Cannonball, le turquoise pour les sidemen. Il y a aussi chez Blue Note un génie des titres, mais c'est plus facile, plus ancien, plus rhétorique. Celui de la composition et des couleurs reste neuf et sidérant.

Francis Marmande

سكتة من الازلي



## William Forsythe fait sa révolution

Installé à l'Opéra de Francfort depuis 1984, le plus européen des chorégraphes américains reste dans la ville, mais reprend sa liberté

LA NOUVELLE a de quoi surprendre ! C'est décidé : l'Américain William Forsythe quitte l'Opéra de Francfort, dont il était le chorégraphe depuis 1984. Oti va-t-il ? Il reste dans la ville, mais installe son extraordinaire Ballet Frankfurt au Theater am Turm, un ancien entrepôt de tramways, en cours de rénovation, qui l'accueillera dès le 1<sup>er</sup> octobre 1999 avec une création qui devrait faire date. Dans la foulée, il s'est séparé de Martin Steinhoff, son administrateur. Il ne veut plus que les finances soient séparées de l'artistique. Trop de contraintes. Il reprend sa liberté et les 15 millions de marks qui l'accompagnaient (soit 7,5 millions d'euros) : « Plus de la moitié de la somme retourne aux services centraux, explique-t-il. Qu'importe : je veux pouvoir créer des spectacles plus expérimentaux, retrouver en partie la maîtrise du temps. »

La séparation est officielle. Le chorégraphe a négocié un service de douze représentations par an avec l'Opéra (où il conserve un studio de répétitions) et avec le Théâtre de la ville de Francfort. On comprend mieux certains passages énigmatiques du film de Mike Figgis *Just dancing around* (tourné en février 1998) : notamment le discours désaccordé tenu d'un côté par le chorégraphe, de l'autre par l'administrateur. La colère que William Forsythe piquait en direct à propos du sponsoring trop m'as-tu-vu d'un célèbre bijoutier parisien... Déjà, rien n'allait plus.

### A PARIS, IL CHANGE AUSSI

Comme un changement n'arrive jamais seul, le chorégraphe quitte aussi le Théâtre du Châtelet, son lieu de résidence à Paris, pour la Maison de la culture de Bobigny (Seine-Saint-Denis). Ariel Goldberger, qui dirige le théâtre, a su trouver les arguments pour séduire l'Américain, très attaché pourtant au cœur de la capitale, à cette place du Châtelet, point cardinal à partir duquel la ville se dé-

veloppe, autour duquel tourne et s'écoule le trafic, une topographie dessinée pour exalter son imagination de chorégraphe passionné d'architecture : « J'étais triste lors de la dernière représentation, en juin 1998, avoue-t-il. Mais travailler avec Ariel est très stimulant. » Après le départ de Stéphane Lissner, à l'origine de l'invitation de l'artiste en 1988, et l'arrivée de Jean-Pierre Brossmann au Châtelet, avec Maurice Béjart dans ses bagages, le départ s'imposait.

Forsythe, qui aura cinquante ans le 31 décembre 1999, anticipe l'avenir. On s'attendait, après la mort de Jerome Robbins le 31 juillet 1998, qu'il rejoigne Peter Martins à la direction du New York City Ballet, créé par George Balanchine, seule ascendance ar-

les concilier avec plus d'harmonie. L'intellectuel, petites lunettes, coupe au ras du crâne, air tourmenté dès qu'il parle, coexiste avec le bouchon de champagne, style Cristal Roederer Grande Cuvée, de celui qui a hérité d'un corps qui danse au rythme de sa

### Leçon de grammaire

En avril 1998, la chaîne de télévision câblée Merzo diffusait un bêtisier, passé trop inaperçu : *From a classical position*. William Forsythe y danse avec Dana Caspersen, beauté blonde, à la fois égérie et co-auteur. En une série de séquences, ce film prouve clairement que la danse classique n'est pas à tout. A condition de la connaître, de l'aimer, et par conséquent de savoir « bien la chasser ». Le danseur et la danseuse lui tendent toutes les embuscades pour la faire sortir de ses gonds. Car c'est de cela qu'il s'agit : Forsythe adore l'artificialité du corps du danseur classique. Il veut lui faire risquer ce qu'elle n'ose pas : être une vraie orthopédie, où le chausson de pointes est tout autant prothèse que fait chuter que moteur qui propulse dans les airs. Les deux partenaires ne se lâchent jamais, s'épaulent, s'entraident. Le mouvement surgit de l'intérieur. Il est animé d'une vibration continue. Il n'a aucune raison de s'arrêter. Il vient du fond des âges, aussi préhistorique que futuriste.

tistique qu'il revendique, avec celle de Fred Astaire, et des champions de danses de salon. Nomination qui aurait été excellente, dans le droit-fil de la carrière de celui qui, venant du ballet classique, imagine une des danses les plus explosives de cette fin de XX<sup>e</sup> siècle. Après Mister B., surnom de Balanchine, pourquoi pas Mister F. ?

Mais deux personnalités s'opposent chez Forsythe. En prenant son autonomie, il sait qu'il pourra

pensée. Sur Haendel, sur Bach, ou sur un rap bien piteux, il faut le voir transmettre à ses danseurs, médusés, une danse coulée, qui glisse tout au long du corps, se cabre pour faire peur, mais qui toujours trouve d'improbables rétablissements parce qu'elle est scientifiquement étudiée pour que les points d'articulation et de rotation soient travaillés à leur maximum d'impossibilité. L'absence absolue dissimule un travail d'ingénieur, calculant tous les pa-



William Forsythe : « Je veux pouvoir créer des spectacles plus expérimentaux. »

ramètres qui définissent la vitesse, le déplacement dans l'espace.

L'élégance de Forsythe, qui est une morale, consiste à donner à ses ballets l'impression que la danse y jaillit spontanément, qu'on y bouge « juste comme ça » pour le plaisir. Retrouver la folle griserie qui, alors qu'il était gamain, lui donnait la fièvre du samedi soir quand il regardait ses danseurs préférés à la télévision. *Just dancing around* ! Pas étonnant que la chorégraphie soit pour lui cadastre, lumière (passages au noir, fondu-enchâné), musique, organisation dans un espace délimité.

### LE SOULETTE DE LA DANSE

L'œil du chorégraphe filme en permanence la danse qu'il invente, et à laquelle il associe de plus en plus ses interprètes, n'oubliant pas de les rétribuer en fonction de leurs apports (Dana Caspersen, Jacopo Godani...). Là encore, l'élégance de celui qui sait ce que d'autres se seraient empressés de clamer ! Il a pour habitude de dire qu'il apporte le « squelette » de la danse, que les danseurs y mettent la matière. Il a fixé dans un CD-ROM, conçu pour être un outil de transmission à usage interne, sa syntaxe, élaborée à partir des codes du classique. Il ne les éclate pas, contrairement à ce qu'il se dit. Il en vérifie la solidité depuis trois siècles qu'ils survivent, évoluent, qu'ils leur tapent dessus, à les démonter pour mieux comprendre comment

tout cela tient encore debout ! Il y a du Faust chez Forsythe. Injecter l'esprit du virtuel dans la peau de la danse classique. Chirurgien esthétique, paré pour l'an 2000. Dans quelques heures, on pourra vérifier la mécanique de sa danse sur l'immense plateau de Bobigny. Il signera une création pour le Ballet de l'Opéra de Paris (du 31 mars au 14 avril), en même temps qu'il sera de retour chez Ariel Goldberger avec une œuvre jamais vue en France, *Workwithwork* (du 10 au 16 avril). Parmi les dix événements majeurs de l'année chorégraphique aux États-Unis, Anna Kisselgoff du *New York Times* l'a classé en sixième position pour *The Vertiginous Thrill of Exactitude*, et *Eidos* : Telos.

« Cela m'a fait plaisir d'être dans le palmarès », reconnaît le chorégraphe, pressé de remettre sur le métier vingt-cinq ans d'expérience. A son œuvre maintenant de subir l'examen. Trier, jeter, garder. Et encore créer.

Près de soixante ballets ! On l'entend déjà rire. Car seule la danse met du bonheur sur le visage de celui qui travaille avec férocité.

Dominique Frébard

★ *Limbs Theorem, Sleepers Guts, Of Any Hand*, du 19 au 24 janvier, à 20 h 30. Dimanche, à 15 h 30. MC93, 1, boulevard Lénine, 93000 Bobigny. M<sup>rs</sup> Bobigny/Pablo-Picasso (terminus ligne 5). Tél. : 01-41-60-72-72. De 70 F à 170 F

## Le PDG de Gallimard Jeunesse rejoint Hachette

L'ÉDITEUR Pierre Marchand, fondateur et PDG de Gallimard Jeunesse, quittera, à la fin février, la présidence de cette filiale pour rejoindre le groupe Hachette. Après de Jean-Louis Lissimachio, PDG d'Hachette Livre, il occupera les fonctions de directeur de la création, chargé du développement et des projets nouveaux dans le domaine du livre illustré, mais pas exclusivement. Indique M. Lissimachio. Le secteur illustré d'Hachette Livre - Jeunesse, tourisme, pratique - réalise un chiffre d'affaires de 750 millions de francs (114 millions d'euros).

C'est avec de grands classiques - Kessel, Bosco, Pergaud et Hemingway - que Pierre Marchand avait donné le coup d'envoi du département Jeunesse de Gallimard, en octobre 1972. Vingt-six ans plus tard, avec quelques 90 collections, 250 nouveautés chaque année et plus de 3 000 titres au catalogue, Gallimard Jeunesse - environ un quart du chiffre d'affaires global de Gallimard - s'est imposé comme l'un des fleurons de l'édi-

tion française. Mais c'est surtout dans le domaine du documentaire que s'est illustré M. Marchand. Nouveaux rapports textes-images, richesse de l'iconographie, interactivité avant la lettre : des collections comme « Les Yeux de la découverte » ou « Premières Découvertes » - qui s'est vendue à 22 millions d'exemplaires dans le monde - ont régénéré un genre jusqu'alors vieillissant. Avec elles, Gallimard Jeunesse est devenu synonyme d'invention et de raffinement visuel : un label admiré, acheté, copié parfois, de Bologne à Francfort, sur les stands des grandes foires.

Ces dernières années cependant, après les demi-échecs de « Sécrets » et de « Phénix », Gallimard Jeunesse a connu de réelles difficultés à se renouveler dans le domaine du documentaire, tandis que les ventes de fiction déclinaient. En 1997-1998, la filiale a même enregistré la première perte de son histoire. Cela n'empêche pas Hachette Livre, dans le sillage de ses récentes acquisitions à l'étranger, de compter sur le talent de ce « créateur », ainsi que sur son savoir-faire en matière de conditions internationales, pour « réfléchir à de nouvelles gammes de produits hors du marché national ». Chez Gallimard, où le nom de son remplaçant ne semble pas connu, on se refuse à tout commentaire sur ce départ.

FL N.

## Pierre Marchand, le découvreur

BRETON OBSTINÉ, débordant de vitalité, voyageur inlassable passionné de mer et de bateaux, éditeur capable de s'enflammer pour « quinze idées à la minute ».

### PORTRAIT

Vingt-six ans de travail pour que les livres pour enfants soient « tout mieux »

emportant ses collaborateurs dans son sillage, voyageur inlassable passionné de mer et de bateaux, éditeur capable de s'enflammer pour « quinze idées à la minute ».

C'est en 1972, en effet, qu'il arrive rue Sébastien-Bottin. Cette année-là marque un tournant : Gaston Gallimard, alors âgé de quatre-vingt-dix ans, a progressivement confié la direction de la maison à son fils Claude, qui décide simultanément d'organiser son propre réseau de distribution, de créer une nouvelle collection au format de poche, « Folio », et, de donner sa chance à un jeune autodidacte, rêvant pour les enfants d'une « façon différente de créer des livres ».

Cet idéaliste s'appelle Pierre Marchand. Après un passage par Bayard Presse, il arrive, sans titres ni diplômes, avec pour principal bagage une faine inextinguible de connaissances et un désir ardent de partager ce savoir. Le même désir, tout neuf, qui semble encore l'animer : « Le livre pour la jeunesse ? Je pense qu'il doit être plus attrayant, plus accessible, mieux écrit. Il doit être tout mieux, puisque c'est le premier livre. Ce sont les livres premiers. Si vous ne savez pas persuader les enfants que le livre est beau, que la lecture est belle, et bonne et plaisante, ils sont infirmes pour la vie. »

Il lance dès 1972 la collection « 1 000 Soleils ». En 1977, c'est « Folio junior », suivie, pour la fiction, de « Folio Jeunesse » (1980), de « Page blanche » (1987) et, tout récemment, de « Prométhée », sans oublier les albums aux prestigieuses signatures (Galeron, Lapointe, Sempé, Duhême, Blake, Delessert, etc.). Mais sa passion, c'est d'abord le documentaire. « Les Yeux de la découverte », avec l'éditeur anglais Dorling Kindersley (1988), « Mes premières découvertes » (1989) ou bien sûr « Découvertes Gallimard » (1986) - cette belle réussite qui déborde le cadre de la jeunesse et incarne le grand rêve encyclopédique de Pierre Marchand - lui offrent la possibilité de jouer de toutes les séductions visuelles.

« L'image, reconnaît-il, c'est la première caractéristique. Dans un siècle où l'image est reine, le livre qui

donne à voir doit être à la hauteur. » Étonnantes trouvailles techniques - comme ces films transparents recto verso qui montrent la face cachée des choses -, iconographie fourmillante, formats bédés - voir le dernier-né de ses « bédés », « Octavius » - : partout, l'image vous tend la main. En 1992, Pierre Marchand applique ce principe aux Guides Gallimard, superbes mais coûteux, et qui connaîtront de lourdes pertes jusqu'en 1996, tandis que, dans le même temps, la créativité du secteur jeunesse marque le pas. D'ailleurs y voient des signes d'essoufflement. L'intéressé répond qu'il n'a pas dit son dernier mot. A soixante ans, l'éditeur navigateur s'embarque vers de nouveaux rivages. Quelques mois après l'annonce du rapprochement Bayard-Gallimard dans le domaine de la jeunesse, ce n'est sûrement pas son dernier cap.

Florence Notville

### LE PETIT BOIS

Eugène Durif

Mise en scène :

Eric LOUVIOT

Auteur :

Michel VIVIER

THÉÂTRE ESSAÏON DE PARIS

Réservations : 01.42.78.46.42

**musée de la musique**  
musée, concerts, centre d'information

**Il était une voix... les Amuse girls**

une fable musicale à travers la variété française et internationale

Suzy Firth, Gillian Boughey, Karen Gluck. Trio vocal et visuel

21, 22, 26, 27 et 28 janvier < 20h

144 84 44 84 (M<sup>rs</sup> Porte de Pantin)



LUNDI 25 JANVIER 20H30

INDE DU SUD

**Ravikiran** 95  
chitra vina (luth)  
un art classique flamboyant

LOCATION 01 42 74 22 77 - 2 PLACE DU CHÂTELET PARIS 4

the Keller offre une mise en scène

Ni morts ni vifs, la

Algérie 1954

La Fuite en Egypte



## Marthe Keller offre aux « Dialogues des carmelites » une mise en scène intelligente et sensible

En s'emparant de l'œuvre de Poulenc et Bernanos, l'actrice a réussi son pari

Pour sa première mise en scène, l'actrice Marthe Keller a pleinement réussi son pari à l'Opéra du Rhin de Strasbourg, intelligent et intelligent,

son travail sur les *Dialogues des carmelites*, de Francis Poulenc, d'après Georges Bernanos, reste fidèle au texte tout en éclairant l'action et

en affinant certains traits psychologiques. Cet opéra est donné jusqu'au 31 janvier à Strasbourg, puis à Mulhouse, les 5 et 7 février.

**DIALOGUES DES CARMÉLITES** de Francis Poulenc. Avec Anne-Sophie Schmidt, Patricia Petitbon, Nadine Deniz, Hedwig Fassbaender, Valérie Millot, Didier Henry, Laurence Dale, Léonard Pezzino. Orchestre philharmonique de Strasbourg, chefs de l'Opéra national du Rhin, Jan Latham-Koenig (direction), Marthe Keller (mise en scène), Jean-Pierre Capcyron (décors), Florence Emr (costumes), Dominique Borriol (lumière), Strasbourg, Opéra national du Rhin, le 17 janvier. Jusqu'au 31 janvier; La Filature, Mulhouse, les 5 et 7 février. Tél.: 03-88-75-48-23.

**STRASBOURG** de notre envoyé spécial  
Aux salons, elle entre un peu de blais, comme si elle craignait le verdict du public. Mais l'accueil chaleureux de la salle la rassure : Marthe Keller a réussi sa première mise en scène, longtemps différée, par aujourd'hui pleinement tenu (l'Opéra du Rhin de Strasbourg, le 17 janvier). Elle l'avait craint, ce premier tir, et elle

nous donne ce que nous n'hésitons pas à considérer comme la production la plus intelligente et intelligente de ce chef-d'œuvre parmi la dizaine que nous avons vue, dominée par les mises en scène d'Alain Garichot et de Francesca Zambello (proposée au palais Garnier en début de saison prochaine).

**SCÈNE D'AMOUR**  
Marthe Keller emporte notre pleine adhésion parce que, sans faire dire autre chose au texte que ce qu'il dit, elle souligne le propos par quelques signes qui éclaircissent l'action et affinent certains traits psychologiques : ainsi, lorsque Blanche a annoncé au marquis de la Force, son père, qu'elle souhaite entrer au Carmel, elle se prosternait vers celui qui déjà lui tourne le dos, dépassé par les événements, comme si elle tentait qu'on la dévot d'une dernière fois de sa peur (l'une des thématiques fortes de l'œuvre de Bernanos, avec celle, non moins centrale, du transfert de la grâce), avant le saut dans l'autre vie.

Plus tard, lorsque son frère vient

persuader Blanche de fuir la Révolution et qu'elle refuse de quitter le Carmel, le baiser qu'il tente de lui donner est empêché par la coiffe de carmelite. A l'issue de cette scène, que Marthe Keller a raison de traiter en scène d'amour, ce geste freiné prend une profondeur de sens incroyable. De même, lorsque Keller fait se traîner au sol la première prieure agonisante, puis fait reproduire le même trajet à Blanche lorsque celle-ci, bien plus tard, dit à Mère Marie sa terreur de la mort, ce parallélisme, discrètement montré, sonne par une évidence justesse. Un seul détail nous aura un peu déçu : le retour de Mère Marie, affolée par le spectacle des carmelites gisant à terre après leur décollation (symboliquement figurée), l'effort mieux valu, nous semble-t-il, la laisser dans son rôle d'observatrice à mi-chemin de la froideur et de l'émotion, telle qu'elle est montrée durant tout le spectacle.

Blanche est chantée d'une voix corsée et tonique par l'intelligible et sensible Anne-Sophie Schmidt. Patricia Petitbon est une Constance époustouflante, délicate et sans

aligreur, diction impeccable, sens musical sans défaut. Nadine Deniz a certes quelques problèmes de lien des registres et une diction partiellement déficiente dès qu'elle chante legato, mais elle incarne l'une des premières prieures les plus bouleversantes que nous ayons vues, hallucinante de crudité lorsqu'elle meurt à terre, la bouche ouverte, dans les bras de Blanche. Un peu raide au début de l'ouvrage, Hedwig Fassbaender « installe » ensuite l'épineuse tessiture de Mère Marie. Valérie Millot donne toutes ses rondeurs maternelles au rôle de la seconde prieure, malgré les écueils d'une écriture tendue.

Les hommes sont excellents dans leur ensemble, même si la diction et l'état vocal de Laurence Dale (le chevalier de la Force) ne sont pas satisfaisants. La direction de Jan Latham-Koenig est ferme, dense, lyrique mais sans apitolement. L'Orchestre philharmonique de Strasbourg devrait cependant perfectionner sa sonorité d'ensemble et certains traits solistes.

Renaud Machart

## Ni morts ni vifs, les corps en cavale de Catherine Diverres

**CORPUS**, de Catherine Diverres. Laurent Péduzzi (scénographie). Marie-Christine Soma (lumière). Cidalia da Costa (costumes). Denis Gambiez (musique). Hafid Bachiri (masques). Théâtre National de Bretagne, salle Didier-Georges-Gabilly, 1, rue Saint-Hélène, 35000 Rennes. Jusqu'au 27 janvier, à 20 h 30. Les 13, 20 et 27, à 19 h 30. Le 24, à 16 heures. Durée : 2 h 10. Tél.: 02-99-31-12-31. Corpus sera repris au Théâtre de la Ville, à Paris, les 9, 10, 12 et 13 février. Tél.: 01-42-74-22-77.

Il faut se laisser porter, surtout ne pas résister. *Corpus* parle des états extrêmes du corps, du vide qui succède aux trop fortes tensions. Corps sous mesalline qui pulsent leur effroi dans les mots de l'Infini turbulent du poète Henri Michaux, corps sous décharge d'adrénaline, notre corps quotidien stressé, disséqué par Jean-Luc Nancy, dans son ouvrage *Corpus* qui donne, ici, son titre à une chorégraphie où des hommes et des femmes livrent de durs combats avec et contre eux-mêmes. Tremblements épileptiques, tics, apathie, catatonie : catalogue du corps anthropophage.

Après *Stances*, créé en 1997, précepte de pure danse en forme de feu d'artifice, la chorégraphe retrouve sa pente naturelle qui est d'associer son art à la littérature, celle de Dostoevski, de Pessoa, de Gombrowicz... Dans *Corpus*, les mots du

poète - « Tout à coup j'ai peur. Je viens de voir des images noires. Et si je n'allais ne plus rencontrer que le noir. Si j'allais, dehors comme dedans, me trouver à tout jamais dans le noir » - répondent à ceux du philosophe - « Corps marchant, transporté, déplacé, remplacé, mis en posture et en posture jusqu'à l'usure, jusqu'au chantage, jusqu'à la famine ». On sait où l'on va.

### « STRANGER » INOPINÉ

La voix d'Edik Gerken, Viking albinos (comédien au Théâtre du Radeau), structure la danse. Sur le plateau, ça secoue : jeunes femmes emballées tels des derviches, hommes-crabes repentants, chaman coloré orchestrant la folle collective. Toute cette douleur est emmaillottée, comme toujours chez Diverres, dans des riches étoffes, des bouillonnements de tulle blanc. Perte d'identité soulignée par l'emploi de masques blancs. Moment fort quand les danseurs cherchent à faire surgir leur propre masque de chair à travers des grimaces figées. Après la fureur, le silence terne du corps vidé. Plages de flottements. Certains spectateurs en profitent pour s'écrouler, ne supportant pas cette façon dure, presque perverse, qu'a Catherine Diverres de refuser tout ce qui ressemble à du divertissement.

Cette cécité des corps rappelle *Le Rêve d'Helen Keller*, première pièce qu'elle consacra, en 1984, à la vie extraordinaire de la jeune aveugle américaine, et accentue cette impression que la choré-

graphie achève un cycle. Deux scènes indiquent ce changement : l'enfantement, jambes serrées, d'un homme par un autre, dont la violence sèche dit assez qu'elle se dévire d'un mystère qui ne regarde qu'elle ; l'arrivée inopinée dans la bande-son de *Stranger in the Night*, de Frank Sinatra, tandis qu'une pauvre fille, assise, ne maîtrise plus ses tressautements. Ces deux instants disent l'envie d'humour de la chorégraphie, un genre dont elle n'est pas avare en privé.

Pour la première fois aussi, les mots se risquent à dire la sexualité. A Rennes, elle est souriante, malgré le bras cassé du Coréen Nam-jin Kim (remplacé à la dernière seconde par l'interprète Giovanni Di Cicco), malgré l'appendicite de Carole Gomès, éloignée de la scène pour encore quelques jours. *Corpus* boite comme un beau diable. On sent la chorégraphie dans un état d'esprit qui n'est déjà plus celui de sa création. Comme si elle avait épuisé le sujet des corps amochés. Quatorze ans de travail, treize spectacles jalonnant son œuvre de silex parmi lesquels *Le Printemps*, *Fragment*, *L'Arbre des délices*, *Ces poussières*, *L'Ombre du ciel* (avec le plasticien Anish Kapoor), *Fruits*, *Stances*... Citons les interprètes qui servent ce travail exigeant : Frédéric Dasse, le Toscan Alessandro Bernadeschi, le Brésilien Osman Kassen Khellil, Fabrice Lambert, Cécile Loyer, Isabelle Kürzi.

Dominique Frérot

## Algérie 1958, la tragédie abâtardie

**LES HUISSIERS**, de Michel Vinaver (Babel, 284 p., 51 F). Mise en scène : Alain Françon. Avec André Baeyens, Jean-Pierre Bagot, Jeanne Balibar, Jean-Luc Bideau, Gilles David, Jean-Yves Dubois, Vincent Garanger, Guillaume Lévêque, Olivier Perrier, Stanislas Stanic, Dominique Valadé, Claire Wauthion, Wladimir Yordanoff.

**THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE**, 13, rue Malte-Brun, Paris, 20<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Gambetta. 80 F à 160 F. Durée : 2 heures. Mardi, à 19 h 30 ; mercredi à samedi, à 20 h 30 ; dimanche, à 15 h 30. Jusqu'au 28 février. Tél.: 01-44-62-52-52.

Au lendemain du 13 mai 1958 à Alger, l'éditorial du *Monde*, signé Sirius (Hubert Beuve-Méry), est intitulé : « Folies ». Publié exceptionnellement sur deux colonnes à la « une », il commence ainsi : « Folie de ces hommes politiques qui croyaient pouvoir confondre indé-

niment l'art de gouverner avec celui de blaser, de tricher, de mentir. Folie plus grande encore de ceux qui n'ont pas craint de jouer avec le feu et transiger, de longue date, avec les émeutiers d'aujourd'hui... » Les huissiers de Michel Vinaver sont les témoins de la « folie » ordinaire de ces hommes, siégeant à Matignon ou au Palais-Bourbon, et qui, confrontés à la guerre en Algérie, ont précipité la République vers l'abîme et la IV<sup>e</sup> à sa fin.

En juillet 1957, l'Assemblée nationale a voté les pouvoirs spéciaux et Anquetil gagné son premier Tour de France. Depuis janvier, la bataille d'Alger fait rage. La torture s'est systématisée, avec les exécutions sommaires, les destructions de villages. La France est montrée du doigt à l'ONU. En novembre, les Nobel décernent leur prix de littérature à l'Oranais Albert Camus. Après la chute du gouvernement Bourges-Maunoury, Mollet, Plevin, Pinay et Schuman se succèdent aux portes du pouvoir, avant que la roue ne dé-

signe Gaillard. C'en est trop pour le jeune Michel Vinaver (trente ans) qui décide de « saisir, comme il se dit en cuisine » ce qui se passe : le soir, il découpe la presse, le matin, il écrit (*Le Monde* du 19 janvier). En parallèle, « ses » politiciens sont mobilisés par le conflit entre cheuvs courts et cheuvs longs, dont le dérisoire agit comme révélateur.

### EMBÊTANT, CE MASSACRE...

En France, hors l'agit-prop, trop souvent abandonnée aux amateurs, le théâtre d'histoire est à peine considéré comme un genre. Les spectateurs sont d'autant plus fâchés avec lui qu'il leur renvoie une image désastreuse de leur proche passé. Et le désastre de l'Algérie vient juste après celui de la collaboration dans l'échelle des désastres contemporains. Aussi, malgré la simplicité du propos, a-t-il fallu une traduction abrégée aux *Huissiers*, fournie sous forme de chronologie par le Théâtre de la Colline. Le massacre de Zeboula renvoie à celui de Melouza (31 mai 1957) ; la mort d'Aiguedon à celle du mathématicien communiste Maurice Audin, arrêté, torturé et assassiné par les parachutistes français (21 juin 1957).

La belle figure de M<sup>me</sup> Aiguedon (Jeanne Balibar) est d'ailleurs la seule qui touche au tragique. Son nom est un quasi-anagramme de celui d'Antigone, et, comme l'héroïne antique, elle se perd dans la douleur de ne pouvoir approcher son « disparu ». Les simples noms

de Simène, la secrétaire, et de Créal, le « parrain » radical-socialiste, donnent la mesure de l'abâtardissement du mythe depuis Ismène et Créon. Dans la mise en scène d'Alain Françon, qui a pris le parti du sourire, M<sup>me</sup> Aiguedon s'impose comme le seul corps étranger. La tragédie qui se déroule au-dehors est gérée au-dedans par des personnages de comédie. Embêtant, ce massacre ! Agaçant, cet enlèvement ! De braves gens, au passé de résistants irréprochable, qui ont pour « métier » la France.

Les cinq huissiers semblent un reletton lointain du chœur antique. Ils ont la permanence pour eux. Avant tous, ils savent humer la chute d'un gouvernement. Leur ballet impeccable fait chorus à la moindre pause. Ils apportent dans les allées du pouvoir un peu de l'air extérieur, la poésie populaire de la réclame, leurs récits de congés payés. L'important, c'est le jardin en banlieue. En face, Olivier Perrier, Jean-Luc Bideau et Wladimir Yordanoff ont des corps éprouvés aux revers larges et aux costumes croisés de la IV<sup>e</sup> des Lacoste, Gaillard ou Mollet. Leurs soucis d'opérette leur accordent de brefs moments de conscience : « La vie politique est une grosse meule qui, au lieu d'aiguiser, émousse les souvenirs de ceux qui la font tourner. » Dans le décor monumental de Jacques Gabel, ils apparaissent beaucoup trop petits pour le sur-saut que réclamaient l'histoire.

Jean-Louis Perrier

## SORTIR

### PARIS

**Poulenc Intégral**  
Centenaire oblige, la Bibliothèque nationale de France poursuit son intéressant cycle de mélodie française par l'intégrale de celles de Francis Poulenc (1899-1963), qui est, à n'en point douter, le grand représentant de ce genre au XX<sup>e</sup> siècle, après Ravel et Debussy. Le tout est classé par thèmes originaux et fait place à la jeune génération des interprètes francophones, pas stars mais exacts et idoine. Bibliothèque nationale de France, quai François-Mauriac, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Quai-de-la-Gare. Du 19 janvier au 16 mars, tous les mardis à 19 heures. Tél.: 01-53-79-49-49. De 65 F à 100 F.

**Michel Benita Trio**  
Contrebassiste pour qui la mélodie apparaît comme l'élément dominant, Michel Benita est l'un des membres du quartette Palatino. Accompagnateur recherché, il prend de temps à autre son envol en leader. Il mêle alors aux standards du jazz son amour pour les grandes chansons de l'Amérique, ainsi celles de James Taylor.

**Au Duc des Lombards**, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. Le 19, à 22 heures. Tél.: 01-42-33-22-88. 80 F.

**La Maison du surd**  
Par la compagnie de l'Arche de Noé, un spectacle d'après les « Peintures noires » que Goya exécuta sur les murs de sa maison à Madrid, dans les années

1820-1823. Guillaume Lagnel et son équipe de comédiens, musiciens, plasticiens ont signé cette réalisation, marquée par la vision monumentale du peintre, qui a représenté la folie destructrice des hommes sous ses formes les plus convulsives. Musiques de Beethoven et de l'Espagnol Cristóbal Halffter. Cartoucherie-Epée-de-Bois, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Château-de-Vincennes. Du mercredi au samedi, à 20 h 30 ; dimanche, à 16 heures. Tél.: 01-48-38-39-74. De 55 F à 110 F. Jusqu'au 24 janvier.

### BRONX (RÉGION)

**Drôle d'endroit pour des rencontres**  
Cette 8<sup>e</sup> édition des Rencontres du cinéma français, organisée au cinéma Les Alizés de Bron, présentent des premiers films (L'Arrière-Pensée, de Jacques Nolot, Déjà mort, d'Olivier Dahan), de jeunes auteurs (Bruno Bontzolakis, Anne Benhalem, Arnaud Dommeret...), de jeunes comédiennes. L'inauguration de cette manifestation se fera en présence de Laurence Côte avec la projection du film *Les Veilleurs*, d'André Téchiné. Deux intégrales (l'une consacrée à Denis Gheerbrant, l'autre à Pierre Salvadori), une carte blanche à Serge Riaboukine et des avant-premières complètent cette programmation. Cinéma Les Alizés, 214, avenue Franklin-Roosevelt, 69 Bron. Du 20 au 26 janvier. Tél.: 04-78-41-05-53. 150 F et 200 F.

Publicité pour le studio théâtre de Vitry. L'île des morts (August Strindberg) du lundi au samedi à 20h45. Le gardien de tombeau (Franz Kafka) et réservations 01 46 82 40 17. mise en scène Frédéric Fisbach 18 janvier - 20 février 1999. PRAC : 355 CROUS BILLET.

## GUIDE

### FILMS NOUVEAUX

*L'Amour, et après* d'Alan Rudolph (Etats-Unis, 1 h 53). *Amour, vengeance & trahison* Film de Malcolm Mowbray (France-Grande-Bretagne, 1 h 30). *Au cœur du mensonge* de Claude Chabrol (France, 1 h 53). *Cassés en tous genres* de John Hamburg (Etats-Unis, 1 h 29). *Et plus il affinité* de Brad Anderson (Etats-Unis, 1 h 36). *Le Fleuve d'or* de Paulo Rocha (Portugal, 1 h 43). *Khroustailov, ma voiture* d'Alexei Guerman (France-Russie, 2 h 17). *Manchek Express* de Gillies MacKinnon (Grande-Bretagne, 1 h 45). *Souviens-toi... l'été dernier 2* (\*) de Danny Cannon (Etats-Unis, 1 h 40). *La Vie est dure, nous aussi* de Charles Castella (France, 1 h 35). *Without Air* de Neil Abramson (Etats-Unis, 1 h 28). *Xiao Wu artisan pickpocket* de Jia Zhang Ke (Chine, 1 h 48). (\*) Film interdit aux moins de 12 ans.

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél.: 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

### ENTREES IMMÉDIATES

Le kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. *L'Amour et la Vérité* ; l'Epreuve de Marivaux, mise en scène de Xavier Lemaire. Nouveau Théâtre Mouffetard, 73, rue Mouffetard, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Monge. Le 19, 20 h 45. Tél.: 01-43-31-11-99. 90 F et 130 F. Jusqu'au 28 février. *Blackie* de Hugo von Hofmannstahl, mise en scène d'Anita Picchiarini. Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. M<sup>e</sup> Saint-Denis Basilique. Le 19, à 20 h 30. Tél.: 01-48-13-70-00. 50 F. Jusqu'au 11 février. *Le Marchand de Venise* de William Shakespeare, mise en scène de Stéphane Braunschweig. Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> La Chapelle. Le 19, à 20 heures. Tél.: 01-46-07-34-50. De 70 F à 130 F. Jusqu'au 27 février.

*Requiem pour Srebrenica* d'Olivier Py, mise en scène de l'auteur. Théâtre des Amateurs, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. RER Nanterre Préfecture. Le 19, à 20 h 30. Tél.: 01-46-14-70-00. De 55 F à 140 F. Jusqu'au 14 février. *Un tramway nommé Désir* de Tennessee Williams, mise en scène de Philippe Adrien. Eldorado, 4, boulevard de Strasbourg, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Strasbourg-Saint-Denis. Le 19, à 20 h 30. Tél.: 01-42-38-07-54. De 150 F à 250 F. Jusqu'au 30 juin. *La Veuve et le Grillon* Autour des airs de cour du XVII<sup>e</sup> siècle. Béatrice Cramoix (Mme de Sévigné), Bernard Deletré (M. de la Fontaine), Marie-Geneviève Massé (le bel esprit), Laurent Stewart (clavessin), Sylvie Abramovitch (luth), Vincent Dumestre (théorbe), Béatrice Cramoix (direction), Mireille Larroche (mise en scène), Françoise Deniau (chorégraphie). Opéra-Comique, Salle Favart, 5, rue Favart, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Richelieu-Drouot. Le 19, à 19 h 30. Tél.: 01-42-44-45-46. 150 F.

*Solistes de l'Ensemble Intercontemporain* Stockhausen : *Refraîn*, Klavierstück XI. Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Solferino. Le 19, à 19 heures. Tél.: 01-40-48-47-97. *Mona Hefre chante Serge Razvany* Gérard Daguerre (piano). Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Sentier. Le 19, à 20 heures. Tél.: 01-42-36-37-27. De 80 F à 100 F. Jusqu'au 23 janvier. *Brassens, chansons* Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. M<sup>e</sup> Bobigny-Pablo Picasso. Le 19, à 21 heures. Tél.: 01-41-60-72-72. 140 F. Jusqu'au 7 février. *Adib Dayikh, Al-Kindi* (Syrie) Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. Le 19, à 20 h 30. Tél.: 01-40-21-70-70. De 80 F à 120 F. Dans le cadre des « Belles Nuits du Ramadan ». *Muloud Benbarek, Emmanuelle Joucla, Stéphane Attia* (Algérie) Centre Mandapa, 6, rue Wurtz, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Glacière. Le 19, à 20 h 30. Tél.: 01-45-89-01-60. 90 F. *Paco Ibañez* Le Trianon, 80, boulevard Rochecouart, Paris 18<sup>e</sup>. Du 5 au 7 février. Tél.: 01-42-60-61-25. 140 F.

هنا من الالح



## EN VUE

■ Les compagnies de chemins de fer japonais renforcent l'éclairage des gares et forment du personnel pour dialoguer avec les voyageurs fixant les rails du regard, en prévision du printemps prochain, saison des résultats financiers, où les faillites se jettent sous les trains.

■ De nombreux pèlerins affluent au village de Kottala, au Sri Lanka, pour voir Sampath Wijebahu, réincarnation du président Ranasinghe Premadasa, bébé de deux ans qui dit « c'est moi ! » en montrant sur les pièces de monnaie l'effigie de l'homme d'Etat assassiné en 1993 par les séparatistes tamouls.

■ Dimanche 17 janvier, dans l'Inde, des pèlerins faisaient trois fois le tour d'une chapelle près des Sacerdes, au pied de Saint-Antoine-du-Désert, pour réclamer la protection des petits cochons. Le lendemain, en Bretagne, la Fédération nationale porcine organisait des actions ciblées et réclamait, une fois de plus, l'abattage des porcelets.

■ Jeudi 14 janvier, à Tourves, dans le Var, soixante vœux s'échappent d'une bétailerie accidentée, gambadent en liberté pendant huit heures sur l'autoroute A8 fermée à la circulation, sautent, bêlent, broutent l'herbe des bas-côtés... Puis les gendarmes, qui en achèvent quatre, font reprendre aux autres le chemin de l'abattoir.

■ Vendredi 15 janvier, Ingeborg Franke, présidente de la Cour administrative fédérale à Berlin, a autorisé, pour ne pas entraver « le libre épanouissement de sa personnalité », Norbert Fell, policier allemand, à porter des cheveux longs et une boucle d'oreille pendant les heures de service.

■ L'administration pénitentiaire britannique libérera prochainement 4 000 détenus munis de bracelets électroniques.

■ Vendredi 15 janvier, des jeunes de Créteil ont blessé un comédien d'un coup de couteau et lapidé un bus de location, pendant le tournage de L'Agression, un téléfilm sur la violence urbaine. Cet été, dans une cité HLM de Saint-Etienne, des inconnus avaient brûlé cinq faux véhicules de police utilisés pour les besoins d'un film sur la délinquance.

■ « Depuis le retour de notre ministre de l'Intérieur sur la scène politique, il n'est plus question que des "sauvagesons". J'aimerais que ce ministre reprenne le mot "délinquant", se plaint dans Le Figaro du 18 janvier M<sup>me</sup> A. Sauvageon, de Paris, « blessée quotidiennement ».

■ Geoff Smith, alias « La taupe humaine », de Mansfield, en Angleterre, vient de reconquérir, après avoir vécu 142 jours dans un cercueil pourvu d'une manche à air, le record ravalé par un Américain à sa mère, Emma, inhumée volontairement pendant 101 jours, en 1968, morte depuis.

Christian Colombani

## Mourir pour du Viagra

L'hebdomadaire « U. S. News and World Report » accuse les autorités sanitaires américaines d'avoir trop rapidement autorisé la commercialisation de la célèbre molécule de la firme Pfizer



à condition, bien évidemment, de respecter les bonnes règles de son utilisation. L'hebdomadaire américain, qui rappelle les considérables chiffres de vente du Viagra aux

LE TEMPS n'est plus où le Viagra alimentait les fantasmes du plus grand nombre tout en augmentant les ventes des magazines. L'heure, aujourd'hui, est à la réflexion. Alors que la filiale française de Pfizer se refuse à communiquer le volume des ventes de ce médicament visant à pallier les dysfonctionnements érectiles masculins, l'hebdomadaire américain U. S. News and World Report s'est intéressé aux conditions dans lesquelles la Food and Drug Administration (FDA) a donné son feu vert à la commercialisation d'un produit qui, les chiffres disponibles le

démontrent, est loin d'être sans danger. Et pour les auteurs de l'enquête la FDA a, selon toute vraisemblance, péché par précipitation.

L'hebdomadaire rappelle que depuis sa mise sur le marché la consommation de Viagra a été impliquée dans 130 décès dus, pour 77 d'entre eux, à des troubles coronariens. Selon les statistiques de la FDA, la molécule de Pfizer serait en outre responsable de centaines de cas d'effets secondaires non mortels, allant d'amaigrissement dans la vision des couleurs à des accidents cardio-vasculaires non mortels en passant par

des érections douloureuses et prolongées, totalement dissociées d'une activité sexuelle et n'aboutissant pas à une éjaculation (priapisme). Outre-Atlantique, des victimes ont engagé les premières actions en justice contre Pfizer, la compagnie pharmaceutique ayant pour sa part décidé, à titre de précaution, de renforcer les mises en garde et d'informer les prescripteurs sur les contre-indications du Viagra.

Pour autant le discours officiel de la multinationale pharmaceutique n'a pas changé : le Viagra est un médicament sûr et a priori sans danger

chassés de leurs maisons, incendiées ou bombardées. (...) L'administration Clinton a laissé les Serbes conduire leur politique d'épuration ethnique tout au long du printemps et de l'été. Puis, en octobre, Richard Holbrooke a négocié un cessez-le-feu. Mais (...) cela n'obligeait pas M. Milosevic à retirer ses troupes du Kosovo. (...) Il avait promis de laisser entrer et travailler les enquêteurs chargés de mettre au jour d'éventuels crimes de guerre, mais l'OTAN n'a rien fait quand M. Milosevic a renié sa parole. Il s'était engagé à relâcher des centaines de prisonniers, mais l'OTAN n'a rien fait non plus quand il a continué à les soumettre à la torture. (...) [Après le massacre de Rakak], il n'est plus possible d'adresser au peuple du Kosovo nos déclarations de « ferme résolution » ou de « grave inquiétude » face à l'évolution de la situation.

Etats-Unis dans les semaines et les mois qui ont suivi sa mise sur le marché, pointe plusieurs anomalies dans le processus qui a conduit la FDA à donner, bien avant l'Agence européenne du médicament, son feu vert. Il remarque notamment que seul un semestre a séparé la demande de Pfizer de la mise à disposition du médicament à la population, un délai beaucoup trop bref pour que les autorités puissent, en toute indépendance, juger de son innocuité.

L'hebdomadaire cite également des critiques, émanant de spécialistes de pharmacologie et de membres de la FDA, concernant le caractère insuffisant des mises en garde ainsi que, en amont de la commercialisation, l'insuffisance des essais cliniques concernant le risque cardiovasculaire associé à la consommation de Viagra.

Plus ému encore, il observe les insuffisances du système américain de pharmacovigilance qui, en dépit du prestige et de l'aura de la FDA, ne recense qu'une fraction des accidents liés à la consommation de médicaments ; ce qui fait qu'en l'occurrence personne ne connaît avec précision le nombre des victimes américaines du Viagra. Et sans doute, à l'avenir, la connaissance de moins en moins avec la multiplication des possibilités d'achat via Internet, en l'absence de prescription médicale et à des prix inférieurs à ceux du marché. Un phénomène inquiétant contre lequel ni la firme ni les autorités sanitaires ne semblent vouloir agir.

Jean-Yves Nau

www.thewordistruth.org

Enfin sur Internet, la Vérité, Dieu et les extraterrestres



ment ils avaient été conçus et fabriqués. M. Firmage appuie sa théorie sur des documents présentés comme « officiels », dont une lettre d'Albert Einstein et Robert Oppenheimer demandant des conseils sur la meilleure façon de se comporter face à un extra-terrestre.

Enchaînant les discours scientifiques et les considérations religieuses, Firmage analyse des documents « démontrant » qu'il est possible de modifier la gravité – un point-clé pour expliquer le déplacement des OVNI – et de créer de l'énergie à partir du vide. Il cite les

Saintes Ecritures et soutient le président Clinton. Il raconte aussi par le menu son propre contact avec un extraterrestre, « revêtu de lumière blanche ». Après s'être déclaré « prêt à mourir » pour voyager dans l'espace, il s'est senti « enveloppé par une sorte d'extase, un plaisir bien plus grand que l'orgasme ». Son corps s'est mis à trembler et il s'est réveillé investi d'une mission à laquelle il consacre désormais sa vie.

Dans la Silicon Valley, M. Firmage est la cible de toutes les plaisanteries. Son départ de US Web serait dû aux pressions de certains actionnaires qui craignent la publicité négative. Pourtant, le 12 janvier, Dan Gilmore, chroniqueur du quotidien San Jose Mercury, s'est insurgé contre le procès fait à M. Firmage. Il rappelle que Henry Ford, toujours très populaire auprès des Américains, était franchement raciste, même pour son époque, et qu'il admirait le fascisme. « Depuis quand, s'insurge Gilmore, rejetons-nous l'originalité ? ».

Francis Pisaní

## SUR LA TOILE

## JUBILÉ

■ Dans le cadre de la préparation du Jubilé de l'an 2000, le Vatican a annoncé l'ouverture prochaine d'un site Web ([www.jubil2000.org](http://www.jubil2000.org)), afin de fournir aux pèlerins et aux membres du clergé de tous les pays des informations sur l'événement. Cent soixante et onze ambassades et évêchés déposeront d'une connexion avec le site.

## BOURSE

■ Le jour même de son introduction à la Bourse de New York, l'action de la société Marketwatch, com inc (filiale de CBS et de Data Broadcasting Corp), propriétaire d'un site Web d'actualités financières, est passée de 37 dollars à 97,50 dollars. Elle a ainsi acquis en une journée une valeur boursière de 1,3 milliard de dollars, alors qu'elle est toujours fortement déficitaire, et qu'elle le restera probablement jusqu'en 2002. Le site a reçu 2,2 millions de visiteurs en novembre 1998.

## CYBERSÈNE FATAL

■ Un homme de cinquante-trois ans, habitant une petite ville de l'Illinois, a tué sa femme avant de se suicider, car il la soupçonnait d'entretenir une liaison via Internet. Il a également tué ses deux enfants. (AP)

## Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à  
**360<sup>F</sup>**  
d'économie  
soit  
**7 semaines**  
de lecture  
**GRATUITE**

Offre valable jusqu'au 31/12/99

ABONNEZ-VOUS ET  
DEVENEZ LECTEUR  
PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Où, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 562 F ☐ 6 MOIS - 1 066 F ☐ 1 AN - 1 980 F

au lieu de 585 F au lieu de 1 170 F au lieu de 2 340 F

\* Prix de vente au numéro (tarif en France métropolitaine uniquement) : 300 F

Je joins mon règlement soit :

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° \_\_\_\_\_

Date de validité \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

☐ M. ☐ Mme Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

TARIFS HORS FRANCE

Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse

Autres pays de l'Union européenne

USA-CANADA

1 AN 2100 F 2800 F

3 mois 660 F 780 F

\* Pour tout renseignement concernant : le portage à domicile, le prépaiement automatique, les tarifs d'abonnement etc.

Téléphonez au 01-42-17-32-00 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi.

\* Pour un changement d'adresse, un transfert ou une suspension temporaire un numéro spécial : 0 800 022 021 (0,99 F TTC/mn)

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements-PA, avenue du Général-Leclerc 695-10 Châtigny Cedex

## Un test culturel

par Alain Rollat

IL N'Y A PAS MALICE à voir dans la tite « L'invention d'un p'tit diable / Humain donc redoutable / Le grand buisson ardent / D'un p'tit dieu décadent / Un câble et puis des chaînes / Qui l'entravent et l'enchaînent / Un gourou, une hypnose / Et des éléphants roses... » Il suffit d'avoir les yeux ouverts. Il n'y a pas malice à la réduire à « Quelques marchands-miracle / Qui délivrent l'oracle / De Sainte Méthé / Et qui s'prennent pour Zorro / Et des morts à la pelle / Cadavres en ribambelle / Au journal de vingt heures / Faut qu'a viole, faut qu'a meure... » Il suffit de porter attention à ses images d'actualité. Il n'y a même pas scandale à y distinguer « Le coït-cuisine aux "pubes" / Le boudoir bleu des putes / L'enchâssement du vent / Le "living" du Néant / Le Palais où pullulent / Les princes qui nous enclent / Et les châtiments / De la démocratie... » Il suffit, en tant que voyeur, d'exercer son

droit d'inventaire sans pince-narines. Il n'y a donc rien à redire à cet état des lieux télévisuels que dresse en chanson, dans son nouveau disque, le dernier survivant de la génération Brel-Brassens, Henri Tachan, ce poète réfractaire aux modes que les marchands du show-biz disent « inclassable » pour camoufler la peur que leur inspire son allergie aux compromissions commerciales. Incassable, ce paillard-là l'est assurément. C'est même son premier titre de gloire. Nul artiste, fût-il maudit, ne survit à une disgrâce médiatique de trente-cinq ans, sous des pouvoirs aussi différents que ceux de Charles de Gaulle, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, s'il n'incarne pas une âme inoxydable. La sienne, à en juger par son allégresse gauloise, est tombée dans la marmite d'Astérix bien avant celle de Depardieu. Nous laisse-

rons toutefois aux spécialistes de l'édictage le soin d'en débattre. Notre préoccupation perverse est ailleurs. La seule chose qui importe, dans l'immédiat, est de savoir ce que va faire Michel Drucker, qui, jusqu'à présent, selon les archives du Monde, n'a offert que trois minutes d'antenne à Henri Tachan en un quart de siècle d'émissions. France 2, par son intermédiaire, a déjà eu le courage de laisser Pierre Perret chanter La bête est revenue un dimanche après-midi ; elle aura sûrement celui d'offrir à Tachan la possibilité de chanter Telle est la télé sur le même plateau.

Philippe Lefait et Pascal Sevrant ont déjà eu cette audace, le premier en pleine nuit, le second en pleine après-midi. Le moment est venu, pour la télévision publique, de parachever son émancipation en prouvant qu'elle est enfin capable de rire de sa propre image à toute heure.



MARDI 19 JANVIER

## FILMS DE LA SOIRÉE

**18.00 La Maison des Bories** ■  
Jacques Doniol-Valcroze (France, 1970,  
10 min). Cinéma

**18.30 Shock Corridor** ■  
Samuel Fuller (États-Unis, 1963, N.,  
v.o., 100 min). Cinéma Classics

**20.30 Première d'illusion** ■  
Carol Reed (Grande-Bretagne, 1946,  
N., v.o., 95 min). Cinéma Classics

**20.30 Paris s'éveille** ■  
Olivier Assayas (France, 1991,  
95 min). Cinéma

**22.35 Frontière chinoise** ■  
John Ford (États-Unis, 1965, N., v.o.,  
85 min). Cinéma

**23.30 Le Port de Fangoisse** ■  
Howard Hawks (États-Unis, 1944, N.,  
v.o., 100 min). Cinéma Classics

**0.15 La Semaine du sphinx** ■  
Danièle Luchetti (Italie, 1991,  
95 min). Cinéma 2

**0.45 Smoke** ■  
Wong Wang (États-Unis, 1995,  
110 min). Cinéma

**1.30 Cornered** ■  
Edward Dmytryk (États-Unis, 1945, N.,  
v.o., 100 min). Cinéma Classics

## GUIDE TÉLÉVISION

## MAGAZINES

**18.00 et 21.00 Le Grand Journal** ■  
LCI

**18.30 Nulle part ailleurs** ■  
Avec Alliance Éclair, Gloria Gaynor,  
Pierre-André Taguier, Mickaël  
Darmont, Christine Sanchez. Canal +

**19.00 Archipel** ■  
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous.  
Invité : Pierre Moscovici. LCI

**20.00** ■  
Semaine de la haute couture.  
Civency. Paris Première

**20.55 En 16** ■  
Le Grand Nord. M 6

**21.00 Le Gai Savoir** ■  
Raymond Barre. Paris Première

**21.05 Temps présent** ■  
SR 111, auto-stop d'une enquête. TV 5

**22.45** ■  
La Vie à l'endroit. Pleins feux  
sur la Comédie-Française. France 2

**23.30** ■  
Science 3. La Moon programmée. France 3

**0.10 Zone interdite** ■  
Vivre au paradis. M 6

**0.55 Strip-tease** ■  
Faux mariage ou défilé ?  
La savetier et le financier.  
Odéon

**21.15 Aux guerriers du silence** ■  
Odyssée

**21.30 Mississippi, les années noires** ■  
Planète

**21.45 Corpus Christi** ■  
12/21. Selon Jean. Histoire

**22.10 Global Family VII** ■  
La survie  
des éléphants d'Afrique. Odyssée

**22.40 Robert Van Gulik** ■  
Le charme de l'Orient. Odyssée

**22.45** ■  
Comedia. Nathalie Sarraute.  
Conversations avec Claude Régy. Arte

**22.50 Les Aquanauts** ■  
Royaumes sous-marins. Planète

**23.00 L'Égypte** ■  
1/18. Les rois et le chaos. Histoire

**23.00 Stephen King** ■  
L'horreur, c'est ça ! 19ème Rue

**23.30 La Balade de l'Australie** ■  
méridionale. Odyssée

**23.45 L'Épopée des fusées** ■  
2/18. Le temps des pionniers. Planète

**23.50** ■  
Comedia. Anton Tchekhov.  
Le témoin impartial. Arte

**THÉÂTRE**

**21.40** ■  
Comedia. Pour un oui  
ou pour un non. Nathalie Sarraute.  
Mise en scène : Jacques Doillon. Arte

**TELEFILMS**

**20.40 L'Éléphant blanc** ■  
Gianfranco Albano (1 et 2). Canal +

**20.55 Le Père irlandais** ■  
Robin Davis (2/2). France 2

**21.15 Les Pédantes** ■  
Harmonie Gelpi (194). RTSP 1

**22.05 Arbutus et rock'n roll** ■  
Ralph Thomas. Festival

**22.35 Un berceau vide** ■  
Paul Schneider. M 6

**0.30 Chute libre** ■  
Christian Göttsch. Arte

**SÉRIES**

**20.30 L'Insti. Vanessa** ■  
la petite dormeuse. Festival

**20.55 La Vie à cinq** ■  
Pour le meilleur  
et pour le pire. Téma

**21.00 Seinfeld** ■  
1/2. L'albion. Canal Jimmy

**21.30 Maximum Bob** ■  
Harmonie Gelpi. Canal Jimmy

**21.45 Ally McBeal** ■  
Thème of life (v.o.). Téma

**22.10 Twin Peaks** ■  
v.o.). Série Club

**22.30 High Secret City** ■  
Les raisons du culte. TF 1

**23.00 Star Trek** ■  
La nouvelle génération. Leçon  
de musique (v.o.). Canal Jimmy

**23.00 Millennium** ■  
La série. TSR

**23.30 Chicago Hope** ■  
Une journée difficile. TF 1

**23.50 Star Trek, Deep Space Nine** ■  
v.o.). Canal Jimmy

**1.30 Friends** ■  
The One with  
All the Kisses (v.o.). Canal Jimmy

## DOCUMENTAIRES

**19.00 La Musée d'Orsay** ■  
L'aventure impressionniste. Odyssée

**19.10 Mécanique vivante** ■  
Planète

**19.55 Plans de vol** ■  
Odyssée

**20.05 Les Tribus indiennes** ■  
[420]. Les Cheyennes. Planète

**20.15 Reportage. Opération Schiff** ■  
Arte

**20.20 La Ville bleue** ■  
Sous la mer. Odyssée

**20.35 Amazonie, la guerre** ■  
de l'ombre. Planète

**20.45** ■  
La Vie en face. Melita.  
Europe au pied du mur. Arte

**20.45 Claude Lévi-Strauss** ■  
Histoire

**SPORTS EN DIRECT**

**20.30 Boxe** ■  
Championnat britannique.  
Poids super-moyens. A. Ippolito.  
Suisse. Eurosport

**23.55 Tennis** ■  
Internationaux  
d'Australie. 3e jour. Eurosport

**MUSIQUE**

**21.00 Tchaïkovski Festival Concert** ■  
Avec Mikhail Pletnev, piano.  
Par l'Orchestre symphonique  
de la Radio de Moscou.  
dir. Vladimir Fedoseyev. Muzik

**22.30 Festival de piano de Munich** ■  
Avec Alexei Sultanov, piano.  
Par l'Orchestre symphonique d'État  
de Moscou, dir. Pavel Kogan. Muzik

**23.05 La Création** ■  
Oratorio de Haydn.  
Par le Scottish Chamber Orchestra  
et les Chœurs du Festival de Lucerne.  
dir. Peter Schreier. Muzik

## FILMS DU JOUR

**13.40 Un thé au Sahara** ■  
Bernardo Bertolucci (GB, 1989,  
135 min). Cinéma 1

**14.20 Cornered** ■  
Edward Dmytryk (États-Unis, 1945,  
N., v.o., 105 min). Cinéma Classics

**14.25 Strange Days** ■  
Kathryn Bigelow (États-Unis, 1995,  
145 min). Cinéma

**16.30 Secrets** ■  
et mensonges ■  
Mille Légi (Grande-Bretagne, 1996,  
135 min). Cinéma 1

**16.50 Ladybird** ■  
Ken Loach (Grande-Bretagne, 1994,  
100 min). Cinéma Classics

**17.45 La Charge héroïque** ■  
John Ford (États-Unis, 1949,  
N., 105 min). Cinéma

**18.40 Brazil** ■  
Terry Gilliam (Grande-Bretagne,  
1984, 140 min). Cinéma 2

**18.55 Une aventure** ■  
de Salvoator Rosa ■  
Alessandro Basseti (Italie, 1999,  
N., v.o., 95 min). Cinéma Classics

**20.30 Le Port de Fangoisse** ■  
Howard Hawks (États-Unis, 1944,  
N., v.o., 100 min). Cinéma Classics

**20.30 Brooklyn Boogie** ■  
Wayne Wang et Paul Auster (EU, 1995,  
85 min). Cinéma Classics

## GUIDE TÉLÉVISION

## MAGAZINES

**14.30 Les Dossiers de l'Histoire** ■  
Vendre la guerre. Histoire

**16.00 Sage-Claire** ■  
Vers chez moi, l'habitat un monde.  
Les films du bâtiment. France 3

**17.00 Les Lumières du music-hall** ■  
Isabelle Aubert. Paris Première

**17.10 Le Débat** ■  
Serge Catinet. LCI

**17.30 Le Club** ■  
Lambert Wilson. Cinéma Classics

**18.00 Stars en stock** ■  
Lee Remick.  
Shirley Maclaine. Paris Première

**18.00 et 21.00 Le Grand Journal** ■  
LCI

**18.30 Nulle part ailleurs** ■  
Invités : Timin et les sauteuses, Jamel  
Black Crowes, Karl Lagerfeld,  
Gianfranco Ferré, Judy Davis.  
Monsieur le substitut.  
La faute à Meynard. TV 5

**19.10 et 0.10 Le Rendez-vous** ■  
LCI

**20.00 et 23.45** ■  
Semaine  
de la haute couture.  
Christian Lacroix. Paris Première

**20.10 Au nom de la loi** ■  
Un week-end ordinaire. Sexe  
et justice. Péri en la demeure. RTSP 1

**20.10 Check-up** ■  
Rajonir  
grâce au laser. Les acouphènes. TSR

**20.45** ■  
Les Mercredis de l'Histoire.  
Les Soldats de l'IRA (1/2). Les  
années sanglantes (1969-1986). Arte

**20.45 Les Dossiers de l'Histoire** ■  
Dans les fils d'argent  
de ses robes.  
Russie : les naufrages de l'Empire.  
Le prix de l'escapade.  
Les «Cocoris» d'été. France 3

**21.00** ■  
Paris modes.  
Les années 50. Paris Première

**21.05 Strip-tease** ■  
Marchands de Tapie.  
Ner rouge et globules blancs.  
Monsieur le substitut.  
La faute à Meynard. TV 5

**22.45** ■  
Ca se discute.  
Fugues, disparitions : pourquoi  
choisit-on de disparaître ? France 2

**23.00 Le Magazine de l'Histoire** ■  
Avec Sylvain Gouxhem,  
Alain Cabanous,  
Lucien Jephagnon. Histoire

**23.30 Un siècle d'écrivains** ■  
France 3

**0.55 Le Cercle** ■  
Cinéma.  
Invités : Claude Chabrol,  
Philippe Grandjeux, Jacques Gambin,  
Valérie Brimi-Tedeschi. France 2

**DOCUMENTAIRES**

**17.50 Sun Ra** ■  
Muzik

**18.05 Howard Hughes** ■  
Odyssée

**18.25 Femmes du Sahel** ■  
Planète

**18.30 Le Monde des animaux** ■  
Les animaux arctiques. La Cinquième

**18.30 L'Égypte** ■  
1/18. Les rois et le chaos. Histoire

**18.30 Harmoniques** ■  
Bach. Haendel. Mezzo

**19.00 Connaissance** ■  
Les inventeurs du futur. Arte

**19.00 Les Mélières** ■  
Multi-Pyramides : l'histoire  
et l'avenir du jeu. Odyssée

**19.30 Expédition à Svalbard** ■  
[3/5]. Au pays des ours polaires. Odyssée

**19.35 Les Grands Compositeurs** ■  
[2/7]. Ludwig Van Beethoven. Planète

**20.00 On the Road Again** ■  
Rencontres en Turquie. Odyssée

**20.15 Reportage** ■  
Bédouins, le pays blanc. Arte

**20.25 La Rivière sacrée** ■  
des Tibétains. Odyssée

**20.35 Mécanique vivante** ■  
Planète

**20.45 Morna Blues** ■  
Mezzo

**20.55 Chères nounous** ■  
Téma

**21.20 Légendes vivantes d'outre-mer** ■  
Odyssée

**21.30 Les Tribus indiennes** ■  
[420]. Les Cheyennes. Planète

**21.40 Clair Impressions** ■  
[3/4]. Au bonheur des génius. Histoire

**21.55 Musica** ■  
Les Voix de l'amour. Arte

**22.00 Amazonie, la guerre** ■  
de l'ombre. Planète

**22.40 Poursuites** ■  
TF 1

**22.40 Sur la route des épiques** ■  
Odyssée

**22.55 Mississippi** ■  
les années noires. [1/2]. Planète

**23.05 Terres sauvages** ■  
de Scandinavie. Odyssée

**23.20 Mon cœur à personne** ■  
Eve Lister-Solier  
et Gottfried Benn. Arte

**0.10 Les Quatre dromadaires** ■  
Le Monde selon Tipp. France 3

**0.20 Les Aquanauts** ■  
Royaumes sous-marins. Planète

**0.40 Umberto Pelizzari** ■  
M 6

**SPORTS EN DIRECT**

**20.30 Football** ■  
Match amical. France - Maroc.  
A. Mireille. TF 1 - Eurosport

**0.30 Tennis** ■  
Internationaux  
d'Australie. 4e jour. Eurosport

**MUSIQUE**

**17.00 Guitare** ■  
Avec Gerardo Nuñez,  
guitare ; Camer Cortés, guitare ;  
Manuel Cortés, guitare ; Ramón  
Perrera, guitare ; Mario Cortés,  
guitare ; Juan Carlos, guitare ;  
Muzik

**19.50 Symphonie n° 6, Pathétique** ■  
de Tchaïkovski. Par l'Orchestre  
philharmonique de Rotterdam,  
dir. Bernard Haitink. Muzik

**21.35 Cesaria Evara** ■  
Batadon 1995. Mezzo

**TELEFILMS**

**20.40 L'Assassin de mes jules** ■  
Richard Cole. RTL 9

**20.40 La Fille** ■  
Bradford May. 13ème Rue

**20.55 Le Cri du silence** ■  
Jacques Malterre. M 6

**1.00 Nés quelque part** ■  
Malk Chibana. Arte

**SÉRIES**

**19.20 Force de frappe** ■  
Odéon

**19.30 Kennedy** ■  
[3/6]. Un amour  
tenace. Le monstre. 13ème Rue

**20.00 Dharma & Greg** ■  
Et avec ça, Monsieur ? Téma

**20.10 Quel docteur ?** ■  
TMC

**20.10 Cosby** ■  
Le miroir. France 3

**20.30 Star Trek** ■  
La nouvelle génération.  
Leçon de musique. Canal Jimmy

**20.40 Homicide** ■  
Rouvoilles. Série Club

**20.55 L'Insti** ■  
de l'insti. France 2

**21.30 Two** ■  
L'aviation. Série Club

**21.50 Presque parfaite** ■  
La coupe  
est pleine (v.o.). Canal Jimmy

**22.13 New York Undercover** ■  
Un amour  
tenace. Le monstre. 13ème Rue

**22.15 Oz** ■  
Plan 8 (v.o.). Série Club

**22.25 Friends** ■  
The One with  
All the Kisses (v.o.). Canal Jimmy

**22.30 Urgence** ■  
TV 5

**22.50 Ally McBeal** ■  
Téma

**22.50 Absolutely Fabulous** ■  
Le défilé de mode (v.o.). Canal Jimmy

**23.05 3e planète après le Soleil** ■  
Dictionnaire (v.o.). Série Club

**23.15 Michel Suroff** ■  
[2/7]. TV 5

**23.30 Townies** ■  
Faith. Série Club

**23.45 Dharma & Greg** ■  
Le pop. C'est pas du nougat. M 6

**0.15 Susan I Mensonges** ■  
M 6

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes de câble et du satellite. Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

**SIGNIFICATION DES SYMBOLES :**

- Signale dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
- On peut voir.
- Ne pas manquer.
- Chef-d'œuvre ou classiques.
- Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

## NOTRE CHOIX

● **19.10 Planète**  
Mécanique vivante  
Franz Clochard (c'est son vrai nom !), gueleu d'atmosphère et imagination débordante, est un « inventeur-concepteur-interprète » qui passe son temps à « fabriquer des trucs inutiles, juste pour épater la galerie ». Tromboniste musclé, bricoleur doué, cet ancien du cirque Archéos a posé ses valises du côté d'Alès et y a fondé la compagnie Mécanique vivante, une association pour la recherche, la fabrication et la promotion d'inventions mécaniques à buts spectaculaires. Avec ses amis musiciens, cascadeurs, techniciens et comédiens, Franz, qui veut « casser le cadre du théâtre », enrueille le public avec sa moto et sa tronçonneuse ascensionnelles. Autres spécificités : le camion toupie (une bétonnière aménagée), devenu lieu de concert ambulant, et le Bar des As, relié à une grue de 100 tonnes, qui permet aux spectateurs de boire une bière, perchés à 22 mètres au-dessus du sol. Vue panoramique assurée. - A. C.

● **20.30 Cinéma 1**  
Paris s'éveille  
Un garçon de dix-neuf ans, mêlé à un vol d'argent à Bordeaux, vient s'installer à Paris chez son père qu'il n'a pas vu depuis quatre ans. Celui-ci vit avec une jeune fille qui a l'âge de son fils et qu'il rabaisse systématiquement. Trois personnages à la dérive - mais l'immaturation c'est l'homme mur - dans un Paris contemporain, admirablement filmé du côté des quartiers populaires, et qui marquent les limites de leur existence. Un beau film de notre temps, émouvant, à la mise en scène maîtrisée. Interprétation remarquable. Olivier Assayas a réussi là ce qu'il n'avait qu'esquissé dans ses deux films précédents. - J. S.

## NOTRE CHOIX

● **17.50 Muzik**  
A Joyful Noise  
Les illuminations musicales de Sun Ra

DE SON VIVANT, le pianiste et chef d'orchestre Sun Ra, né à Birmingham (Alabama) en 1914 ou en 1915, et mort le 29 mai 1993, a souvent été filmé. A la tête de son Arkestra, qui, selon les périodes, a pris les noms de Solar Arkestra, Myth Science Arkestra, Astro Intergalactic Infinity Arkestra et une demi-douzaine d'autres appellations du même acabit, Sun Ra était un homme de spectacle, un personnage unique dans l'histoire du jazz. Et il était facile de faire des images à partir de ces ensembles foisonnants et festifs où les musiciens étaient vêtus de tenues multicolores, où les structures les plus établies de l'histoire du jazz (swing, pop, ballades) étaient mises au défi d'une musique improvisée, free jazz tribal, avec force envolées de cuivres et de percussions.

Le film de Robert Mugge, *Sun Ra, A Joyful Noise* (« A bruit joyeux »), n'échappe pas à cette règle. tourné en 1980, à Baltimore et à Philadelphie, en noir et blanc, il permet de voir l'Arkestra en pleine pompe sur le toit d'un immeuble, dans un club un peu clinquant, dans son studio de répétition. Caméra à l'épaule, dans le style du reportage, le réalisateur tourne autour de l'orchestre, saisit des images au fil, transcription possible de l'apparent désordre des concerts.

Entre les extraits de cette expérience scénique - une aberration inévitable, mais frustrante tant les concerts de l'Arkestra pouvaient prendre des allures de longues cérémonies -, Robert Mugge installe Sun Ra dans les salles égyptiennes d'un musée où sur ce qui semble être un trône. Il le laisse alors délivrer son « message » - un mélange de cosmogonie puisée dans toutes les mythologies - ou se présenter, ainsi qu'il aimait le faire, comme un habitant immortel de la planète Saturne. Entre deux monologues un rien allumés, Sun Ra parle de l'état de la Terre, détruite par la pollution, de la société policière qu'est selon lui l'Amérique. A l'instar de la musique de Sun Ra, qu'il fallait prendre comme elle venait, Mugge ne juge ni n'explique ce va-et-vient permanent entre le sérieux et la fantaisie.

Sylvain Siclier

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

**TF 1**

**18.30 Exclutif** ■  
19.05 Le Bigdill. Météo.

**20.00 Journal** ■  
Météo.

**20.50 Les Babas-cool** ■  
Film. François Leterrier.  
Yong Wang (États-Unis, 1999,  
110 min). Météo.

**22.30 High Secret City** ■  
Les raisons du culte.  
23.20 Chicago Hope. Une journée difficile.  
0.10 Météo in France.  
1.15 TF 1 nuit. Météo.

**1.30 Reportages** ■  
Kéjapings : la méthode colombienne.

## FRANCE 2

**17.20 et 22.35 Un livre, des livres** ■  
17.25 Cap des Pins.  
17.55 Hartley, cœur à vie.  
18.45 22 ans, et deux, et trois.  
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.  
19.20 Qui est qui ?  
20.00 Journal. Météo.

**20.55 Le Frère irlandais** ■  
Téléfilm. Robin Davis (2/2).  
22.40 Bouche à oreille.  
22.45 La Vie à l'endroit.  
Pleins feux sur la Comédie-Française.  
0.40 Journal. Météo.

**1.00 Le Cercle** ■  
Banlieue, l'autre monde.

## FRANCE 3

**18.20 Questions pour un champion** ■  
18.50 Un livre, un jour.  
18.53 L'Euro, mode d'emploi.  
18.55 19-20 de l'information. Météo.

**20.10 Cosby** ■  
Je veux ma fête d'anniversaire.  
20.35 Tout le sport.  
20.55 Spéciale Boulevard du rire.  
22.55 Météo, Soir 3.  
23.30 Science 3. La Mort programmée.  
0.55 Magazine olympique.  
0.55 Strip-tease.

## CANAL +

► En clair jusqu'à 21.00  
18.30 Nulle part ailleurs.  
20.30 Le Journal du cinéma.  
20.40 L'Éléphant blanc.  
Téléfilm. Gianfranco Albano (1 et 2/2).  
23.50 Surprises. Spécial Imagina.  
0.00 La Sicilia M Film. Luc Pien.  
1.30 C'est ouvert le samedi.  
1.55 Nulle part ailleurs Live.

## FRANCE 2

**13.50 et 17.10 Un livre, des livres** ■  
13.51 Derricé.  
14.35 25e sud.  
15.30 Cinq sur 5.  
16.20 Extrême limite.  
16.50 Medicopter.  
17.40 Beverly Hills.  
18.25 Exclutif.  
18.45 22 ans, et deux, et trois.  
20.00 Journal. Météo.

**20.30 Football** ■  
France - Maroc.  
22.40 Poursuites.  
0.00 Minuit sport.  
0.50 Mode in France. Haute couture  
printemps-été 1999.

## FRANCE 3

**13.50 et 17.10 Un livre, des livres** ■  
13.51 Derricé.  
14.35 25e sud.  
15.30 Cinq sur 5.  
16.20 Extrême limite.  
16.50 Medicopter.  
17.40 Beverly Hills.  
18.25 Exclutif.  
18.45 22 ans, et deux, et trois.  
20.00 Journal. Météo.

**20.30 Football** ■  
France - Maroc.  
22.40 Poursuites.  
0.00 Minuit sport.  
0.50 Mode in France. Haute couture  
printemps-été 1999.

## CANAL +

**13.35 Les Forces de la terre** ■  
14.30 H.  
14.55 Blague à part.  
15.15 Le Journal du cinéma.  
15.25 Spin City.  
15.45 Décade pas Bummy.  
16.15 Toonsylvania.  
16.35 C. Cléo.

► En clair jusqu'à 21.00  
18.30 Nulle part ailleurs.  
20.30 Le Journal du cinéma.  
21.00 En clair et en os ■  
Film. Pedro Almodovar.  
22.35 Surprises.  
22.45 Roméo et Juliette.  
Film. Baz Luhrmann (v.o.).  
0.40 South Park. Le zizi de l'ile.  
1.05 Spin City. Le temps des cadeaux.  
1.25 L'Insti ■  
Film. Bigas Luna (v.o.).

## ARTE

**19.00 Archimède** ■  
19.45 Météo. Arte info.  
20.15 Reportage. Opération Schiff.  
20.45 La Vie en face.  
21.40 Comedia.  
21.45 Pour un oui ou pour un non  
Pièce de Nathalie Sarraute.  
22.45 Nathalie Sarraute.  
Conversations avec Claude Régy.  
23.45 Aron Tchekhov.  
Le témoin impartial.

**0.45 Chute libre** ■  
Téléfilm. Christian Göttsch.  
2.15 Court-circuit. Courts métrages.  
Grandes Têtes. Un dimanche matin.

## M 6

**19.20 Mariés, deux enfants** ■  
19.54 Le Six Minutes. Météo.  
20.00 Mode 6.  
20.10 Notre belle famille.  
20.45 Décochage info.  
20.55 E = mc² découverte.  
Le Grand Nord.  
22.35 Un berceau vide.  
Téléfilm. Paul Schneider.  
0.10 Zone interdite. Vivre au paradis.  
1.55 Culture pub. Tous flics Imagina.

## RADIO

**FRANCE-CULTURE**

**20.02 Les Chemins de la musique** ■  
20.30 Agora. Marc-Edouard Nabe.  
21.00 Poésie ardue.  
21.10 Mauvais genres.  
Invité : Joseph Akarac (Encre).  
23.00 Nuits magnétiques. [1/2].  
0.05 Du jour au lendemain. Pierre  
Lazlo (Chemins et sauprés du sol).

## FRANCE-MUSIQUE

**19.40 Prélude** ■  
20.00 Concert. Œuvres de Ravel,  
Wagner, Saint-Saëns.  
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Pascal.  
23.07 Le Dialogue des muses.

**RADIO-CLASSIQUE**

**20.15 Les Soirées** ■  
Œuvres de Donizetti.  
20.40 Missa Solemnis opus 135 de  
Beethoven. Par le Chœur et l'Orchestre  
de Paris, dir. Wolfgang Sawallisch.  
22.04 Les Soirées... (suite). Œuvres  
de Spohr, Mahler.

## LA CINQUIÈME/ARTE

**13.45 Le Fugitif** ■  
14.40 Modes de vie, modes d'emploi.  
15.10 En juin, ça sera bien.  
17.00 Au nom de la loi.  
17.30 100 % question.  
18.00 Le Cinéma des effets spéciaux.  
18.25 Météo.  
18.30 Le Monde des animaux.  
19.00 Connaissances.  
Les inventeurs du futur.  
19.45 Météo, Arte info.  
20.15 Reportage. Belarus, la peur blanche.  
20.45 Les Mercredis de l'Histoire.  
Les Soldats de l'IRA (1/2).  
Les années sanglantes (1969-1986).  
21.45 Les Cent Photos du siècle.  
Avec : l'assassin de l'enfer,  
Jacques Langevin (1991).  
21.54 Musica. 21.55 Les Voix de l'amour.  
22.55 Scherzo. Ballet.  
23.20 Profil : Mon cœur à personne.  
Téléfilm. Helma Sanders-Brahms (v.o.).  
1.00 Nés quelque part.  
Fiction documentaire. Malk Chibana.

## M 6

**13.30 M 6 Kid** ■  
17.05 Des clips et des bulles.  
17.40 Max et associés.  
18.25 Lois et Clark.  
19.20 Mariés, deux enfants.  
19.54 Le Six Minutes. Météo.  
20.00 Mode 6.  
20.10 Notre belle famille.  
20.45 Décochage info.  
Une journée avec...  
20.55 Le Cri du silence.  
Téléfilm. Jacques Malterre.  
22.50 Ally McBeal. L'étoile du bonheur.  
23.45 Dharma & Greg.  
Le yoga, c'est pas du nougat.  
0.15 Susan I Mensonges.  
0.40 Umberto Pelizzari.  
1.35 Boulevard des clips.

## RADIO

**FRANCE-CULTURE**

**19.45 Les Enjeux internationaux** ■  
20.02 Les Chemins de la musique. [3/5].  
20.30 Agora. Pascal Ditle.  
21.00 Philanthropie. Aux origines du Sermont  
de St Antoine aux poissons.  
Invité : Hugues Didier  
22.10 Fiction. Hercule en feu, de Sémone.  
23.00 Nuits magnétiques. [2/2].  
0.05 Du jour au lendemain.  
Alain Schnapp (La Conquête du passé).

## FRANCE-MUSIQUE





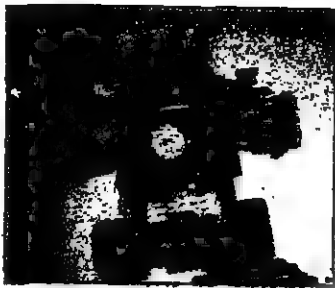


# Le Monde INTERACTIF

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

MERCREDI 20 JANVIER 1999

www.lemonde.fr/nvtechno

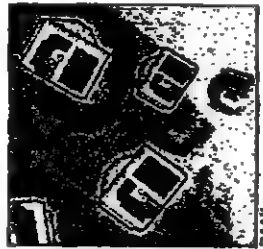


**ROBOTS**  
Lego lance le robot programmable par les enfants. P. II

**PORTRAIT**  
Mathias Fink, l'inventeur de l'onde qui remonte le temps. P. VI



**CONSOMMATION**  
La mode est aux écrans plats et aux équipements légers et compacts. P. IV



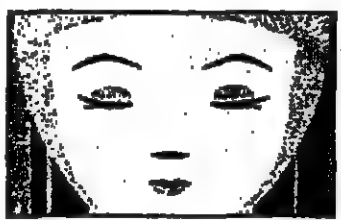
**EN IMAGES**  
Minitel contre Internet : le réseau des réseaux n'a pas encore gagné en France. P. V

**ENTREPRISES**  
Pour le compte de l'annuaire Voilà, Echo, l'un des plus importants moteurs de recherche, recense 6 millions de pages francophones. P. IV



**PETITES ANNONCES**  
8 pages d'offres d'emplois. P. VII à XIV

**6 millions**



## Jini, le nouveau génie de l'informatique

ZAPPING

Tivo s'approprie à commercialiser un disque dur qui se branche sur la télévision et assure toutes les fonctions du magnétoscope. P. III

APRÈS AVOIR conquis la planète et les entreprises, les réseaux s'approprient à envahir la vie domestique en élargissant le champ des usages des appareils audiovisuels et électroménagers à partir du moment où ils sont interconnectés. En 1995, Sun Microsystems avait bousculé l'industrie informatique avec Java, une technologie visant à s'affranchir des différences de fonctionnement des ordinateurs, qui a depuis trouvé des prolongements dans les téléphones à écran, les voitures et les cartes à puce.

Aujourd'hui, l'entreprise revient avec Jini, un ensemble de règles s'appuyant sur Java qui permettront à tous les objets de la vie quotidienne de communiquer entre eux.

Jini repose sur une idée simple. Isolé, un téléviseur n'offre guère d'autres fonctions que celle de photocopier d'appoint. Une fois relié au réseau téléphonique, il devient un extraordinaire appareil à communiquer qui transforme profondément les activités humaines.

**Le 25 janvier, la firme qui a inventé Java lance sa nouvelle norme, qui pourrait bien relancer la domotique**

Sun se propose d'étendre cette aptitude à communiquer à l'ensemble des objets de notre environnement, ordinateurs et périphériques, voitures, téléphones, téléviseurs, réfrigérateurs et machines à laver, dont le fonctionnement repose sur des puces.

Jini devrait renouveler la donne dans la domotique et l'informatique. Aujourd'hui, les grands projets scientifiques sont confiés à des supercalculateurs qui digèrent les milliards de données recueillies par les stations météorologiques, simulent les conditions de vol des avions, fusées et missiles ou analysent les données du génome. Avec des technologies comme Jini, la collaboration de milliers de micro-ordinateurs offrira une alternative aux monstres du calcul.

Outre les scientifiques et les gros industriels, la simplification qu'apporte Jini à cette informatique « distribuée » profitera aux petites entreprises, qui pourront faire évoluer leurs moyens de calcul au fur et à mesure de leur développement. « Jini permettra d'augmenter la durée de vie des équipements », dit en mai 1998 de pronostic Michel Vandenberghe, spécialiste de Java et de Jini dans la filiale française de Sun. Un argument qui devrait trouver une oreille attentive dans les entreprises. Tout ordinateur, même ancien, pourra épauler les machines récentes quand le besoin s'en fera sentir.

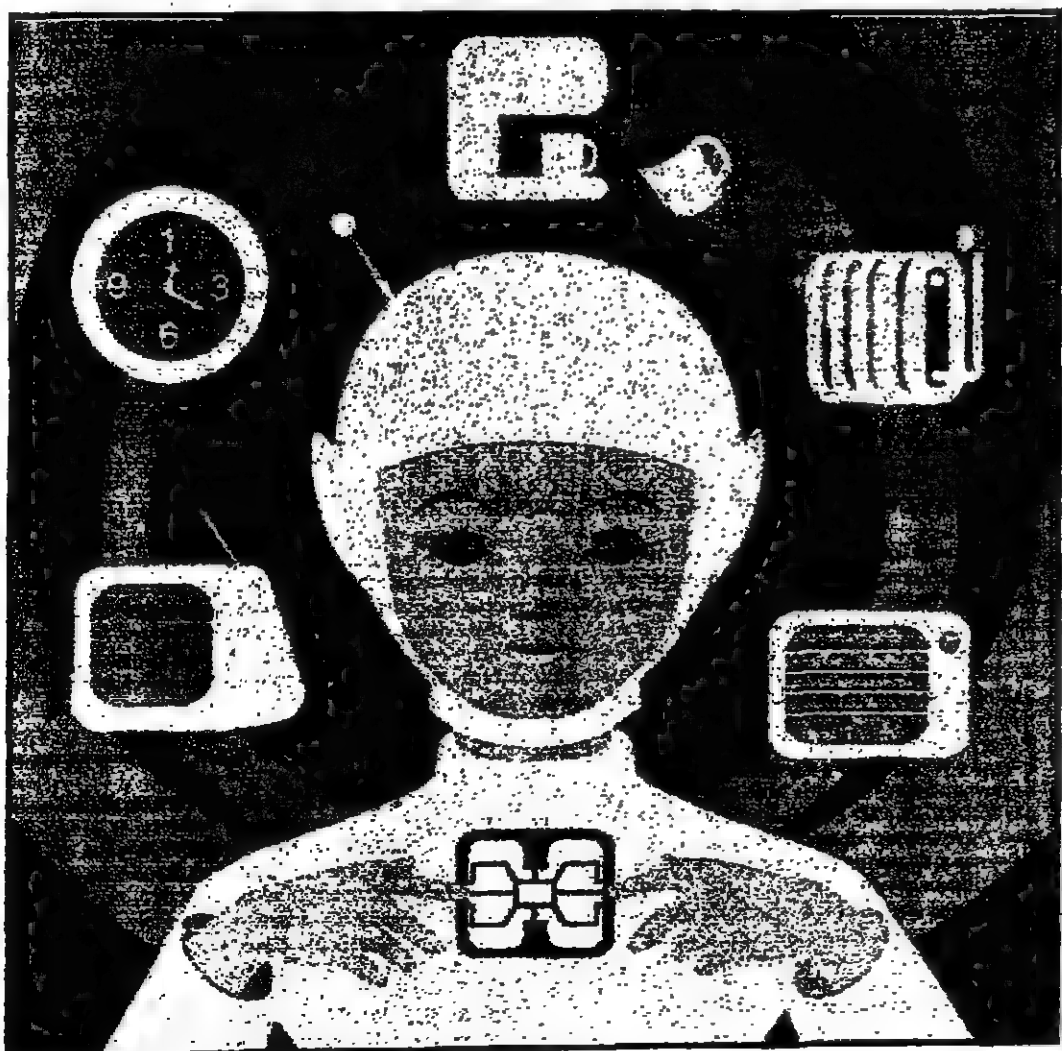
Cette idée de mettre les ressources en commun profitera même aux passionnés d'informatique. A la maison, toutes les puces, qu'elles animent un ordinateur ou un décodeur de télévision numérique, pourront être mises à contribution pour calculer des images du Caméscope ou les enregistrements sonores. Certains chercheurs parlent même d'un système permettant à tous, particuliers ou entreprises, de louer de la puissance de calcul quand leurs puces se tournent les pouces.

**Technophilie ou technopathie ? Les arguments pour ou contre l'informatique diffuse**

Windows en 1995 pour tenter d'alléger les difficultés liées à l'installation de périphériques sur les ordinateurs.

Devant la persistance des problèmes, qui avait conduit certains à parler de « plug & pray » (vous branchez et vous priez), l'alliance UPP cherchera, cette année, à trouver le moyen, comme Jini, de relayer les logiciels de configuration (les fameux « drivers ») aux oubliettes de l'histoire. Quelle que soit l'issue de la bataille qui s'annonce, le tout-puissant micro-ordinateur verra sa domination écornée au profit d'une multitude d'objets communicants. Une évolution qui devrait donner du sens au slogan martelé par Sun depuis le début des années 90 : « The network is the computer. »

Denis Delbecq



Finis, les objets qui fonctionnent seuls dans un coin de la maison : avec la dernière trouvaille de Sun, les appareils sont connectés en réseau et acquièrent dès lors une intelligence collective

**MIEUX VOTRE PRATIQUE DE**  
**BRANCHEZ-VOUS SUR LA CHAÎNE INTERACTIVE book**

✓ **Book** : une pratique de la chaîne interactive par le biais de la télévision interactive.

✓ **Services** : pour tous les services de la chaîne interactive, un large éventail de services interactifs : téléjournal, météo, sport, culture, etc.

✓ **Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche** : pour l'enseignement interactif, le livre interactif est une véritable révolution pour la pédagogie d'aujourd'hui.

✓ **3 Collections** :  
Anglais (Méthode, 3 CD-ROM)  
Anglais (Culture, 3 CD-ROM)  
Anglais (Grammaire, 3 CD-ROM)

Demander le catalogue complet du collectionneur **ATTICA** en écrivant à ATTICA, (Le Parc des Loges, Département de la Seine-et-Marne).

Donner à retourner à ATTICA  
64, rue de la Fête-Marioult - BP 239 75524 - PARIS Cedex 11  
Nom :  
Adresse :  
Code postal :  
Cet ouvrage sera envoyé gratuitement le catalogue. Je note qu'ATTICA m'offre les livres de prêt sur ma première commande.

كتاب من الأمل



« LE RÉSEAU, c'est l'ordinateur » rabâche Sun Microsystems. C'est une bonne formule publicitaire (en anglais, du moins, « the network is the computer »). Jusqu'à présent, elle sonnait creux. Même si Java, le langage à la mode lancé par Sun permet d'écrire des microapplications (« applets ») utilisables sur n'importe quelle plate-forme, le réseau continue d'être composé de machines assez puissantes pour tout faire, et l'ensemble est trop complexe pour être fiable et vraiment utilisable. Bill Joy pense être en mesure de réussir cette simplification annoncée en lançant le 25 janvier un nouveau langage de communication entre les machines dotées de puces, Jini, dont « Le Monde interactif » est d'ores et déjà en mesure de révéler le mécanisme.

Jini aspire à être l'intelligence du réseau. A la différence d'un système d'exploitation (OS) d'ordinateur, cette nouvelle technologie s'occupe exclusivement de la communication entre les unités connectées et ne participe pas aux opérations que chacune d'entre elles effectue. Les OS des ordinateurs sont compliqués parce qu'ils doivent être en mesure de répondre à toutes les demandes de tous les usagers dans toutes les configurations possibles. Jini part d'une logique inverse : il décompose le processus en « objets » (qui peuvent être des machines ou des logiciels), réduits au strict minimum et il permet à chacun de dialoguer avec les autres et de travailler avec eux. L'intelligence est distribuée en fragments minuscules qui savent se parler. « Nos objectifs », explique Jim Waldo, l'un des

## Un petit rien pour tout changer

architectes du projet, étaient de permettre la gestion spontanée du réseau (spontaneous networking), d'avoir une architecture qui permette de se connecter et de travailler instantanément, qui soit fiable et le plus simple possible.

Pour y parvenir, l'équipe de Jini a travaillé à deux niveaux : « L'infrastructure » régit les modalités de connexion et d'enregistrement. Dès qu'un « objet » se connecte, il envoie un petit paquet d'informations qui annonce son arrivée et sa mise à la disposition du réseau (« discovery and join », dans le jargon de Jini). Une sorte de tableau d'affichage tient à jour la liste des services disponibles (« lookup »), alors que les objets eux-mêmes sont gardés dans un espace appelé JavaSpace, qui joue, sur le réseau, le rôle du fichier (« file ») sur le disque : c'est l'unité de classement de base.

Le deuxième niveau est celui de « l'informaticien réparti ». Pour permettre aux objets de réaliser des « transactions », Jini met en place un service de location (« leasing »). Chaque objet peut être activé à distance par le Remote Method Invocation (RMI) et peut négocier avec n'importe quel autre le temps pendant lequel il prêtera ses services. Les contrats sont à durée déterminée (très courte). Si la volonté de continuer n'est pas exprimée à l'échéance, la location prend fin au-

tomatiquement. Le tableau d'annonces prend acte tout seul de l'absence d'offre et retire le service automatiquement. Ça évite d'avoir à informer le réseau quand on débranche un appareil. Tout cela permet, selon M. Waldo, d'avoir un système simple et unifié de gestion des activités sur un réseau. Jini se contente d'assurer les relations entre les différents objets en « définissant un ensemble minimum de règles ».

L'équipe de Jini conçoit les différents objets en réseau comme une fédération ou comme une communauté : « Il faut une langue commune pour communiquer avec les autres membres », explique M. Waldo. Et c'est Java, bien entendu, dont Jini exploite les possibilités au maximum. Mais, une fois la communication établie, chacun réalise sa tâche comme il l'entend, c'est-à-dire dans n'importe quel langage informatique. L'équipe a fait un pari radical de simplicité, et Jim Waldo s'amuse quand il dit « les gens affirment que Jini c'est pas grand-chose. C'est ça, la beauté de l'affaire. Tout tient sur une disquette de 1,5 Mo. Nous avons essayé de construire le plus petit système possible et c'est pourquoi ça nous a pris six ans. C'est le paradoxe de la simplicité. Il est plus facile de construire un système lourd : on n'a pas besoin de penser, il suffit d'ajouter. »

F. P.

UN CD-ROM, un émetteur infrarouge, des capteurs sensoriels... Les premières briques en plastique gris de Lego semblent loin. Mais, à l'heure de l'informatique, des réseaux et des robots, la firme danoise entend bien continuer à proposer les jouets les plus innovants du marché. Avec MindStorms, le bout de plastique devient intelligent et l'enfant peut construire un robot et l'animer en le programmant (Le Monde du 30 janvier 1998).

A première vue, rien ne distingue le petit dernier des productions Lego de celles que l'on trouve actuellement dans le commerce : des briques longues ou carrées, des roues, des barres, des moteurs...

L'innovation commence avec une pièce bien plus grosse que les autres dotée d'un écran à cristaux liquides, le RCX. Véritable petit ordinateur fonctionnant avec des piles, il permet de brancher des capteurs sensoriels et lumineux : fournis - et de recevoir les informations émises par l'ordinateur. Le robot s'élaborer autour de cette brique en suivant l'imagination de l'utilisateur : robot basketteur, réplique du Pathfinder ou

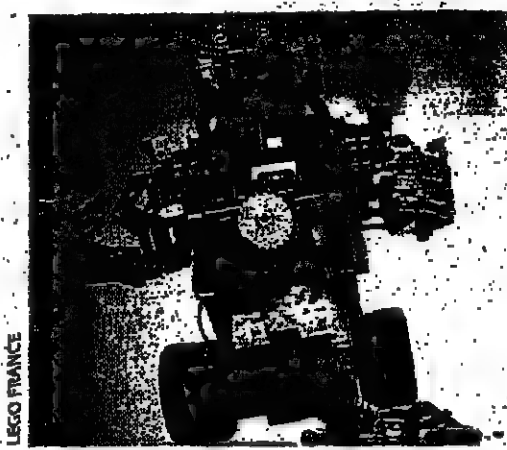
monstre féroce... La suite s'effectue sur le micro-ordinateur avec le CD-ROM Robotics Invention System. Le joueur commence à programmer son robot à l'aide de la souris, choisit les actions et les assemble sur l'écran. Ce programme est transmis au RCX grâce à un émetteur infrarouge branché sur le port série de l'ordinateur. Le robot devient alors autonome et se comporte de la manière définie par l'utilisateur. Sorti aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne pour Noël, le Lego MindStorm sera disponible en France à partir d'octobre 1999 au prix de 1 500 F (228 €). Plus que quelques mois donc pour préparer les parents à voir leurs enfants - à partir de douze ans tout de même - devenir des informaticiens en herbe et la maison se transformer en champ d'exploration pour petits robots colorés.

Guillaume Fraissard

## La brique aussi se robotise

Avec son nouveau jeu MindStorms, le danois Lego fait des enfants des cybernéticiens en herbe

Cinquante ans après le lancement de son jeu de construction, Lego innove et préfigure les jouets de demain



LEGO FRANCE

## Sun prépare le retour de la domotique

FORT DU SUCCÈS de Java, Sun Microsystems s'appuie à donner vie à Jini, une technologie destinée à simplifier la communication entre tous les objets dotés de puce électronique. La firme californienne présente, le 25 janvier, les prototypes réalisés par ses partenaires comme Ericsson (téléphonie), Epson (imprimantes) ou Quantum (stockage magnétique) parmi plus quarante industriels, dont « plusieurs spécialistes de l'électronique grand public ».

Chaque industriel devra respecter quelques règles permettant aux appareils de communiquer avec le monde extérieur. L'utilisateur n'aura qu'à brancher l'objet qui deviendra immédiatement accessible : l'appareil enverra un message dans le Réseau pour signaler sa présence et préciser les services qu'il propose, un peu comme la tonalité dans le système téléphonique. Quelque part dans le circuit, une boîte noire assurera la cohérence de l'ensemble et l'utilisateur le commandera depuis un ordinateur, un agenda, un téléphone ou une télécommande.

La plupart des objets de notre quotidien contiennent des puces, constate Michel Vandenberghe, architecte logiciel chez Sun. Il fallait trouver le moyen de les faire communiquer pour disposer d'une palette de services que l'on serait bien en peine d'imaginer aujourd'hui. « Bill Joy, agitateur d'idées chez Sun et initiateur de Jini, estime que « la plupart des ordinateurs seront un jour invisibles » et que « tous les objets fonctionnant à l'électricité seront connectés en réseau. Moins onéreux, plus



fiables, plus faciles à utiliser, ils fonctionneront ensemble pour nous simplifier la vie. »

Sun n'entend pas fixer de règles sur les moyens de communication. Ses démonstrations reposent sur la

technologie de réseau Ethernet, couramment utilisée dans les entreprises, mais tous les modes sont envisageables : signaux voyageant sur le circuit électrique, installations téléphoniques, ondes radio ou faisceaux infrarouges.

Les premiers appareils estampillés Jini pourraient faire leur apparition fin 1999. « Des centaines d'objets devraient être disponibles d'ici à l'an 2000 », annonce Michel Kochanski, de Sun. On trouvera d'abord des produits venus de l'informatique (disques durs, imprimantes, appareils photo et caméras numériques...). Sun espère convaincre par la suite les spécialistes de l'électroménager. Ils ne devraient pas être rebutés par le surcoût lié à Jini, que Michel Vandenberghe juge « dérisoire en regard du service rendu ». Chez Quantum, on reconnaît que les premiers appareils devraient profiter de l'effet d'aubaine et assurer de meilleures marges.

Une fois pourvus de mécanismes de sécurité, Jini permettra de relier les appareils domestiques ou professionnels à Internet. « Une imprimante pourra, par exemple, bénéficier de la connexion de l'ordinateur ou d'un téléphone à écran pour aller se connecter tous les jours sur le site du Monde et imprimer automatiquement le journal », explique Michel Vandenberghe qui souligne également les possibilités offertes par le diagnostic de pannes des appareils électroménagers par l'installateur, la

mise en route à distance d'appareils de chauffage ou le déclenchement d'un magnétoscope depuis un téléphone portable. « Il faut voir tout cela dans un cadre très large, intégrant le domicile, le bureau et la voiture. »

Avec Jini, la domotique pourrait bien refaire surface après de nombreuses tentatives infructueuses. « Ces systèmes étaient chers, et chacun y allait de sa technologie, reconnaît Michel Vandenberghe. Aujourd'hui, les puces ne coûtent plus grand-chose, et Jini propose un modèle que tout le monde peut adopter. »

Bill Joy estime que c'est l'ergonomie qui séduira le public : « Ces appareils seront si simples à utiliser qu'ils seront facilement acceptés par le public. » Pour Serge Soudoplatoff, de la direction de l'innovation et des nouveaux usages de France Télécom, cela peut aller très vite : « Il suffit d'un adolescent convaincu, dans un foyer, pour faire rapidement basculer toute une famille. »

Jini est une étape vers ce que certains appellent déjà l'« informatique diffuse ». Un univers dans lequel le sacro-saint micro-ordinateur à tout faire céderait la place à une multitude d'appareils pourvus de fonctions spécifiques mais capables de fonctionner en bonne intelligence. « Quand j'ai coupé le courant pour bricoler, je dois ensuite remettre à l'heure une bonne dizaine d'horloges, remarque Serge Soudoplatoff. Un système qui permettrait de synchroniser simple-

ment toutes les horloges qui équipent les appareils domestiques aurait un succès extraordinaire. »

D. D.

### Vu par...

■ **Whisper** - Christian Brabant, dirigeant de la filiale française du constructeur d'électroménager : « Les appareils reçoivent de plus en plus d'intelligence. Un système de communications pourra permettre de faire évoluer les produits, par exemple pour adapter un lave-linge à une nouvelle génération de lessive. L'électroménager est conçu pour durer, alors que les règles du jeu changent rapidement dans l'univers informatique. »

■ **Télés** - Eric Toull, responsable du développement des produits : « L'idée de commander à distance l'allumage de son chauffage tient encore du fantasme. Le seul vrai besoin que nous avons identifié est la sécurité. »

■ **France Télécom** - Serge Soudoplatoff, membre de la direction de l'innovation et des nouveaux usages : « On a tout à gagner d'une simplification du fonctionnement d'un appareil comme le magnétoscope. Les interfaces informatiques sont sans doute la meilleure piste pour y arriver. Le métier des informaticiens a toujours été d'ajouter des fonctions à la complexité. Des industriels comme Sony ont l'art de masquer la technique dans une interface accessible à tous. »

### Trois questions à...

Yves Lasfargue, directeur d'étude au Centre d'étude pour l'accompagnement des changements : contre

1 L'informatique diffuse est présentée comme un progrès technique majeur, facilitant la vie quotidienne de l'usager. Pensez-vous que le citoyen soit prêt à ce tout-informatique ?

L'avènement de l'informatique diffuse pose, en réalité, le problème de l'abstraction de la société. Or, si 70 % des gens sont très à l'aise dans la gestion de l'abstrait, 30 % ont besoin de sentir ou toucher les choses pour les comprendre. Le tout-informatique pose aussi le problème de l'illettrisme. Les informaticiens ont cru pouvoir remplacer les lettres par des icônes, mais aujourd'hui on se rend compte que c'est impossible. Cinq à six millions de personnes sont donc d'emblée exclues du système. L'informatique généralisée a beau être un concept intéressant, les ingénieurs doivent réaliser qu'il n'est pas intellectuellement à la portée de tout le monde. Il ne faut pas oublier la minorité silencieuse et tomber dans un système totalitaire.

2 Quel est le portrait type du réfractaire dont vous parlez ?

Je fais la distinction entre les technophobes et les technophiles. Les premiers refusent les nouvelles technologies d'un point de vue strictement idéologique. Très nombreux au début des années 80, ils ont tendance à diminuer avec le développement des technologies séduisantes, type téléphone mobile ou

Internet. Les seconds sont perdus devant un écran d'ordinateur. Une récente enquête sur les utilisateurs de Carte bleue a montré que, sur les 55 % à 60 % de personnes ayant une carte bancaire, seulement 75 % d'entre elles utilisaient ce moyen de paiement. Certaines personnes ont beau essayer de s'adapter, elles sont trop angoissées à l'idée d'utiliser un distributeur et préfèrent s'adresser à un guichet.

3 Comment faire évoluer les mentalités ?

Les concepteurs font beaucoup d'efforts pour améliorer l'ergonomie des outils. Tout le monde peut utiliser facilement un téléphone portable, même les plus réticents. Mais la facilité d'accès se complique dès que les outils sont connectés entre eux. Or, l'informatique diffuse, c'est précisément la mise en place des réseaux et, avec eux, le risque élevé de pannes. Si, dans le milieu professionnel, la panne se gère généralement assez bien, il est impossible d'obliger les gens à la subir dans leur vie quotidienne, avant tout faite de plaisirs très éloignés de l'informatisation. Tout comme la robotisation a pu l'être, la domotique fait partie du mythe récurrent de l'outil à tout faire. Le nouveau couteau suisse dont on ne se sert finalement jamais.

Propos recueillis par Eve Lengart

### Trois questions à...

Bill Joy, fondateur de Sun : pour

1 Vous avez fondé Sun, vous avez été l'inspirateur du langage Java, maintenant vous lancez Jini. Quels sont les principes de base sur lesquels vous vous êtes appuyés pour ce dernier développement ?

Le premier est la simplicité. Nous avons suivi le principe du moindre étonnement. Toute surprise est source d'erreur. Il en va ainsi de l'interrupteur : il ne suscite pas de surprise et, face à lui, les gens ne se trompent pas. Ensuite, il y a le fait que Jini est langage centré (conçu autour d'un langage). Windows NT a 40 millions de lignes de code qui lui permettent de tout faire. Mais le contrôle central n'est pas efficace. Ce n'est pas le communisme qui ne marche pas, c'est la centralisation des décisions. Nous nous contentons de permettre aux applications de communiquer. Chaque programme réalise sa tâche comme il veut. Cela permet une informatique répartie, qui consiste à briser le système en objets indépendants. Chacun a un rôle et une responsabilité propres, ainsi qu'une adresse et des capacités de communication. Jini est une lingua franca pour les objets informatiques.

2 Comment comptez-vous assurer la diffusion de Jini ?

Je travaille sur le « code source communautaire », un mélange de code source ouvert et de « code source déposé » (proprietary). Je suis chargé d'assurer la compatibilité, qui est essentielle sur le réseau. C'est compliqué. On a d'un côté le code source déposé, qui assure la compatibilité, et de l'autre le code source ouvert, qui assure les droits sans prendre en compte les responsabilités. La communauté

prend en compte aussi bien les uns que les autres. Mais il faut un responsable. Les choses marchent mieux quand il y en a un, et nous ne voulons pas que Jini soit contaminé. Il reste qu'une technologie est toujours meilleure si plusieurs entreprises sont propriétaires d'une partie parée de l'ensemble. Nous en sommes plus convaincu que quiconque.

3 N'est-ce pas tout l'avenir de l'informatique qui est en jeu ?

L'effet an 2000 montre qu'il y a trop de bogues. En tolérerez-vous un entre le volant et les roues de votre voiture ? Les ordinateurs doivent être fiables, car nous dépendons d'eux pour trop de choses. Heureusement, la fin de l'ère du PC a sonné, nous avons déjà franchi le seuil. C'était inscrit dans la loi de Moore, qui permet aujourd'hui au système tout entier d'être gravé sur une puce. Nous avons emprunté à Jacques Attali le concept de « l'informatique nomade ». Tout devient intelligent : ce qui se déplace, les environnements fixes - comme l'intérieur de la maison - et ce que l'on porte sur soi. C'est à la fois inquiétant et troublant. La technologie n'est pas neutre, il ne s'agit pas de gagner de l'argent. On a envie de développer des projets ayant une certaine transcendance. On a besoin de défis, et celui-ci en est un pour le siècle qui vient. D'autres s'intéressent à la robotique, aux transformations de notre espèce. Moi, ça me plaît de faire ça.

Propos recueillis par Francis Pisani (à Palo Alto)

Si tous les P du monde...

Disque dur co magnétoscope

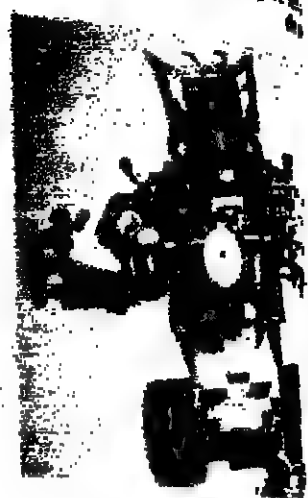
se produira par mais dans

me Howard Sa



brique aussi  
robotise

Avec son nouveau jeu  
MindStorms  
de LEGO  
les enfants  
font des robots  
en herbe



la domotique

## Si tous les PC du monde...

Ce sera la plus gigantesque bataille jamais organisée sous nos cieux. La plus collective des trahisons, la plus universelle des chasses. La plus discrète aussi, car elle se joue au cœur de PC anonymes, dans les entrailles électroniques et secrètes d'ordinateurs ordinaires. Le vôtre peut-être. En avril 1999, le SETI (Search for Extra Terrestrial Intelligence), un des plus importants - mais aussi très controversé - clubs ufologiques des États-Unis et l'université de Californie, à Berkeley, lanceront l'opération SETI@home. Le principe : faire appel aux bonnes âmes disposées à céder quelques mégabits de leur microprocesseur. Qui souhaite collaborer se rend sur le site SETI@home (setiathome.ssl.berkeley.edu) téléchargement d'un petit logiciel exploitant la puissance de l'ordinateur chaque fois que celui-ci n'est pas employé par son propriétaire. En recevant, en analysant, puis en retournant des données provenant du radiotélescope d'Arecibo, à Porto Rico. Cent dix mille personnes à travers le monde devraient y participer.

Une application, parmi d'autres, de ce que l'on appelle le « calcul distribué ». Un concept assez simple sur le fond : puisque nos ordinateurs disposent de ressources souvent inexploitées (l'utilisation d'un traitement de texte laisse finalement assez de loisir à un processeur capable de traiter plusieurs

millions d'instructions à la seconde), pourquoi ne pas mettre en commun ces ressources ? Et disposer ainsi d'une puissance de calcul sans égale ?

La même logique préside aux expériences de « distributed » (www.distributed.net). Là, on souhaite ainsi relever le défi lancé par RSA Data Security Inc. qui consiste à « casser » la clé de chiffrement de 56 bits. Lors de la première tentative, en février 1998, quelque 22 000 participants et 50 000 processeurs avaient mis 41 jours pour y parvenir. Cette fois - le rendez-vous était fixé au 13 janvier - RSA devait offrir 10 000 dollars (8 600 euros, 13 500 francs) de récompense à l'équipe qui y parviendrait en moins de 56 heures.

L'union faisant là aussi la force, le pouvoir des internautes est ainsi sans limite. Ou presque. De quoi, en tout cas, faire pâlir Janus, considéré comme l'un des ordinateurs les plus puissants de la planète. Que sont, en effet, ses 9 216 Pentium Pro soigneusement alignés dans une pièce du laboratoire Sandia National, à Albuquerque aux États-Unis, au regard des quelque 20 millions de processeurs potentiellement reliés entre eux par Internet ? Pour peu que l'on décide un jour de les faire travailler de concert.

Olivier Zilberstein

[www.hardware-fr.com/cpu/q1\\_99/index.htm](http://www.hardware-fr.com/cpu/q1_99/index.htm)

Pour tout savoir sur le processeur, ce véritable cerveau d'un ordinateur, une seule adresse : celle du guide en ligne du matériel informatique. C'est lui, explique le site, qui va effectuer tous les calculs requis pour faire fonctionner une application.

En attendant la nouvelle vague de microprocesseurs (Intel Pentium III et K6 3), dont la sortie est prévue pour mars, le site offre une évaluation comparative des performances des différents microprocesseurs actuellement disponibles, ainsi que leur rapport qualité/prix. Avec une note de 18 sur 20, l'Intel Celeron devance largement l'Intel Pentium II et l'AMD K6 2, tous deux gratifiés de la mention « bien », alors que le Cyrix MII ferme la marche avec un modeste 8 sur 20.

[altern.org/adsl](http://altern.org/adsl)

Contrairement à ce que pourrait laisser penser l'enthousiasme qu'elle suscite actuellement, l'Asymmetric Digital Subscriber Line (ADSL), technologie qui permet d'augmenter le débit des données informatiques transmittant sur le réseau téléphonique, est déjà vieille de dix ans. Elle a tout d'abord été développée pour recevoir la télévision par le réseau commun classique, avant de devenir, avec l'explosion d'Internet, un moyen de connexion rapide à celui-ci. Comment fonctionne-t-elle ? Quels sont ses avantages ? L'internaute apprendra, par exemple, que l'ADSL utilise les propriétés physiques des fils de cuivre, capables de supporter des fréquences de l'ordre du mégahertz (MHz) alors que le téléphone ou Numéris n'utilisent qu'une fréquence ne dépassant pas le kilohertz (kHz). Par ailleurs, ce site regorge d'infographies, de schémas et de photographies qui rendent la technologie ADSL compréhensible par tous.

## le top des réseaux

Les sites scientifiques  
et technologiques à visiter



Missile de croisière  
en coupe, sur le site  
howstuffworks

[www.biosfera.fr/biosfera.dir/intfr.dir/homef1.htm](http://www.biosfera.fr/biosfera.dir/intfr.dir/homef1.htm)

Depuis quelques années, les constructeurs automobiles élaborent des véhicules non polluants. Chaque mois, le magazine électronique *Cleanauto* dresse l'état des dernières avancées technologiques dans ce domaine. En janvier, l'internaute peut découvrir le dernier-né de chez Daimler-Benz : la Necar 3, première voiture à pile à combustible et dotée à son bord d'une unité de production d'hydrogène, ainsi qu'une batterie révolutionnaire utilisant du chlorure de sodium (sel ordinaire) et du nickel. En outre, le site fournit un dossier complet sur les véhicules hybrides, qui combinent une motorisation électrique et une motorisation thermique pour assurer leur propulsion. Les programmes de recherche de Renault, dans ce secteur technologique, sont en ligne.



Prototype  
Renault  
de véhicule  
à propulsion hybride  
électrique et thermique

[www.howstuffworks.com](http://www.howstuffworks.com)

À l'attention des anglophones, ce site à la fois ludique et pédagogique révèle les secrets de fonctionnement des objets à usage domestique faisant intervenir des technologies basiques : un réfrigérateur, un moteur à explosion ou des toilettes, aux produits les plus sophistiqués, comme peuvent l'être un téléphone cellulaire, un GPS (Global Positioning System) ou encore des missiles croiseurs utilisés par les États-Unis pour bombarder l'Irak. À quoi ça ressemble ? À quoi ça sert ? Et comment ça marche ? Trois questions auxquelles le site s'efforce de répondre de la plus simple des façons, en s'appuyant sur des illustrations graphiques et sonores.

[spot4.cnes.fr](http://spot4.cnes.fr)

Réalisé par le Centre national d'études spatiales, le site officiel du satellite d'observation de la Terre Spot-4 essaie de faire comprendre le fonctionnement du satellite et du réseau de diffusion des images qui d'ici à l'an 2000 seront retransmises par liaison optique laser. Première dans l'histoire de l'observation spatiale, des images du satellite européen ERS-1 sont disponibles sur le site, qui propose également de nombreuses animations en réalité virtuelle.

Une sélection de Stéphane Mandard

## Disque dur contre magnétoscope

REMPLENER les cassettes du magnétoscope par un disque dur d'ordinateur ? Cette idée saugrenue - en apparence - signe l'intrusion massive de l'informatique dans les appareils audiovisuels. Aux États-Unis, le studio californien TIVO s'apprête à commercialiser un appareil destiné à s'intercaler entre l'antenne (ou la prise du câble) et le téléviseur. Il comprend un disque dur capable de stocker de six à quarante heures d'enregistrement.

Le disque dur permet une souplesse inégalée dans le monde de la télévision : il évite les fastidieux rembobinages de cassettes vidéo ; le téléspectateur peut s'absentier pendant la diffusion d'un programme hertzien et reprendre l'émission là où il s'est arrêté. De la même façon, le système permet de se faire ses propres ralents sur les programmes diffusés par les chaînes. Le boîtier, en effet, est capable de capter et d'enregistrer les images qui lui parviennent, tout en affichant d'autres images prélevées sur le même disque. Il se pilote à l'aide d'une simple télécommande.

La connexion du boîtier TIVO à l'installation téléphonique multiplie les possibilités. Le système récupère quatorze jours à l'avance les programmes des 13 000 canaux de télévision disponibles aux États-Unis, et le téléspectateur peut spécifier la liste des programmes qu'il souhaite voir enregistrer automatiquement. Un mode de sélection thématique autorise, par exemple, l'enregistrement de tous les documentaires animaliers ou tous les matchs de football.

En attendant le débarquement des géants de l'audiovisuel sur le créneau de TIVO, Replay Networks a présenté son ReplayTV, un boîtier similaire, mais doté en plus de l'interface de communication à haut débit IEEE-1394 imaginée par Apple et désormais reconnue comme norme. Apple l'a intégré sous le nom FireWire à ses nouveaux Macintosh G3, tandis que Sony l'a baptisé i-Link dans sa gamme de Caméscopes numériques et son ordinateur portable Vaio. Le connecteur IEEE-1394 fait l'objet de travaux communs à Sony et Quantum qui cherchent à mettre au point des disques durs connectables sur les équipements

audiovisuels. Décidément très actif dans ce domaine, Sony s'est également associé au fabricant de disques durs Western Digital pour mettre au point de véritables serveurs multimédias destinés à remplacer les magnétoscopes.

L'intrusion du disque dur dans les équipements audiovisuels n'est pas la seule piste explorée par l'industrie électronique grand public. Sony, Philips, Thomson Multimédia (TMM) et d'autres tentent de se regrouper dans plusieurs projets voués à la mise en réseau des équipements. Lors du Consumer Electronic Show (CES), le traditionnel Salon de l'électronique, qui s'est tenu début janvier à Las Vegas, Howard Stringer, le patron de Sony Electronics, a souligné que « la convergence entre informatique et télévision ne se produira pas dans un appareil unique, mais dans les réseaux domestiques ». Il répond ainsi à une question qui taraude les spécialistes depuis plusieurs années.

Les perspectives de profits que pourrait générer le marché du réseau domestique commencent à intéresser les industriels du secteur des télécommunications. Cisco, le numéro un mondial des technologies de réseaux pour Internet, a annoncé, début janvier, son intérêt pour les réseaux domestiques, qui devrait se concrétiser par des partenariats avec les spécialistes de l'électronique. Alcatel, qui peaufine son Minitel-Internet, ne cache pas non plus son intérêt pour le sujet.

Reste à savoir quel sera l'accueil du public : la gestion d'un réseau requiert toujours de solides connaissances en informatique, incompatibles avec une large diffusion de la technologie. Pour Serge Soudoplatoff, de la direction de l'innovation et des nouveaux usages de France Télécom, il faudra sans doute déporter le serveur chez un fournisseur d'accès à Internet ou un opérateur de télécommunications. « Les clients ont généralement confiance dans leurs opérateurs de téléphone. On peut donc imaginer de nouveaux services, avec une infrastructure de sauvegarde de données qui mettrait les usagers à l'abri des pannes. »

D. D.

« La convergence ne se produira pas dans un appareil unique, mais dans les réseaux domestiques » affirme Howard Stringer de Sony

recherche

Cassiopée

voilà

**voilà** Tout ce que vous cherchez est là.

Voilà, c'est le premier moteur de recherche en France. Pour l'instant, il propose : communications, culture, sport, en et offline. Il vous aide à trouver tout ce que vous voulez. Moteur de recherche simple pour tout le monde. Voilà est aussi consultable par Windows.

[www.voila.fr](http://www.voila.fr)

سنة ١٤٢٠ هـ



**Léger**

Moins de 2 cm d'épaisseur et 250 g : le lecteur MiniZip est taillé à la mesure des cartouches Zip standards de 100 Mo ou des ZipTools de Iomega, qu'il reçoit. Idéal pour une utilisation itinérante, il est alimenté directement par un PC portable et ne nécessite pas de branchement externe. Il tire son énergie via une carte à mémoire PCMCIA (PCCard), mais l'autonomie du portable est préservée grâce à un système de gestion de l'alimentation breveté. Le MiniZip est dix fois plus rapide qu'un lecteur Zip branché sur un port parallèle. 2 280 F (347,58 €). AB Soft : 01-69-33-70-50 ; [www.absoft.fr](http://www.absoft.fr)

**Pivotant**

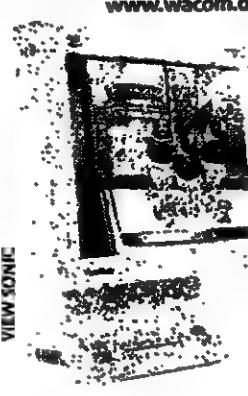
L'écran 15" couleur plat (7,6 cm d'épaisseur) ViewSonic VPD-150 View Panel est piloté par une interface numérique directe qui élimine la conversion analogique/numérique des images. Cette technologie nouvelle garantit une qualité optimale de l'affichage, les réglages se limitant à la luminosité. La visualisation des images passe du mode portrait (normal) au mode paysage (en largeur) grâce à une fonction spécifique du logiciel PerfectPortrait. Des haut-parleurs sont intégrés dans le socle du moniteur. 8 320 F (1 268,38 €, disponibilité 1<sup>er</sup> trimestre 1999). ViewSonic : 01-41-47-49-00 ; [www.viewsonic.com/europe](http://www.viewsonic.com/europe)

## Produits de régime

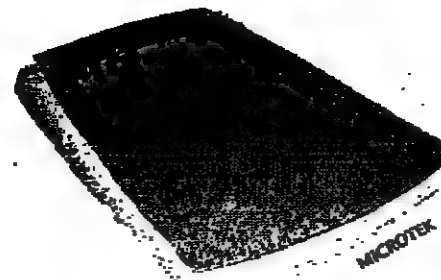
La mode est aux écrans plats et aux équipements légers et très compacts

**Direct**

Le PL-300 combine un écran plat à cristaux liquides et une tablette graphique. À l'aide d'un stylet, l'utilisateur écrit et dessine directement sur ce dispositif sans avoir besoin d'un moniteur et d'une souris. Léger (2 kg) et compact (290 x 255 x 37 mm), le PL-300, doté d'un pied pivotant, se relie à un PC ou à Macintosh. Il est surtout destiné aux marchés « verticaux » (banque, assurance, médecine) pour l'annotation de documents, le remplissage de formulaires ou la signature de documents immédiats. Disponible au siège européen de Wacom. 4 100 DM HT (2 096,30 euros, 13 750,80 francs). Wacom : 49-2131-12-390 ; [sales@wacom.de](mailto:sales@wacom.de) ; [www.wacom.de](http://www.wacom.de)

**Filiforme**

Facile à transporter, le scanner Phantom 336cx USB, pour PC, iMac et PowerMacintosh G3 trouve sa place au bureau comme à la maison. Guère épais (43 mm) et mesurant seulement



416 x 264 mm, le produit est appelé aux États-Unis SlimScan. Pour lancer la numérisation, il suffit d'appuyer sur un bouton. L'analyse des couleurs est assez fine, et le rapport qualité/prix, tout à fait correct pour un usage bureautique ou personnel. Deux logiciels livrés avec permettent d'améliorer les images et de lire les documents (reconnaissance de caractères). 760 F (115,86 €). Microtek : 01-53-57-36-19 ; [www.microtek.nl](http://www.microtek.nl)

**Mince**

De la taille d'une feuille de papier au format A4, l'ordinateur PC portable Ascentia SN 6260T est léger (1,9 kg) et plat (2,8 cm). Livré en standard avec un lecteur de disquette, cette référence inclut également un lecteur de DVD-ROM externe très rapide (24 x). L'écran à matrice active ne fatigue pas les yeux, car il bénéficie de la technologie Trillon, brevetée par Samsung. Le notebook, qui dispose d'une carte son audio stéréo, se connecte à une imprimante, un moniteur, un joystick et un téléviseur grâce à un mini-réplicateur de port. 19 990 F (3 047,46 €). AST Samsung : 0-800-916-065 ; [www.ast.com](http://www.ast.com)

Produits sélectionnés par Agnès Batifoulier

## Stratégies

**Lucent : ascenseur pour Internet**

Après avoir acquis Kenan Systems, éditeur de logiciels spécialisé dans la facturation, Lucent Technologies a finalisé, la semaine passée, ses discussions avec Ascend. L'équipementier américain, leader du matériel de télécommunications, met ainsi la main sur le spécialiste du Réseau pour le transport de données, qu'il convoitait depuis près d'un an. Il lui en coûtera quelque 20 milliards de dollars (soit 17,3 milliards d'euros et 113,5 milliards de francs) par échange d'actions. Cette opération s'inscrit dans la stratégie de convergence entre réseaux pour la voix et données que souhaite mettre en œuvre Lucent. Ce serait même le premier mouvement d'ampleur qui lui permettrait de concurrencer Cisco et 3Com.

**Silicon Graphics et la station pour tous**

Après Apple et l'Imac, c'est au tour de Silicon Graphics de sortir un produit différent pour reconquérir des parts de marché. La société de Palo Alto, connue pour ses stations graphiques aussi performantes que chères, a promis des fonctions équivalentes à celles qu'offraient ses machines à 25 000 \$ (21 600 €, 142 000 F) sur des postes dont le prix serait compris entre 3 000 et 6 000 \$ (soit 2 600 et 5 200 € ou 17 000 et 34 000 F). C'est la première fois que Silicon Graphics utilise les standards de l'industrie informatique, puce Intel et système d'exploitation Windows NT, qu'elle a modifié pour ses propres besoins.

**Compaq dans la logique du portail**

Le numéro un du PC a annoncé, lundi 11 janvier, qu'il achèterait cash, pour un total de 220 millions de dollars (190 millions d'euros, 1 250 millions de francs) Shopping.com. Cette plate-forme de commerce électronique réunissant quelque mille services, des livres au voyage, en passant par les services financiers, guidera son adresse mais sera reliée à AltaVista, le moteur de recherche acquis par Compaq en juin 1998. Ce dernier espère ainsi multiplier son audience sur le Web et, surtout, offrir aux acheteurs de ses PC un ensemble « prêt à l'emploi » de services sur Internet.

**Samsung abandonne AST Research**

Les dirigeants de Samsung Microelectronics, division du groupe coréen Samsung et leader dans la fabrication de puces mémoires, ont reconnu lundi 11 janvier avoir fait une erreur stratégique en acquérant, en 1995, AST Research, un fabricant de PC américain. Ils ont donc annoncé qu'ils en cédaient 65 % à un groupe d'investisseurs menés par Beny Alagiem, ex-président de Packard-Bell, pour un montant total de 12,5 millions de dollars (10,8 millions d'euros ou 70,5 millions de francs). Ce qui est très peu, comparé aux 547 millions de dollars (468 millions d'euros, 3 076 millions de francs) que Samsung avait dû déboursier.

## L'Echo chercheur

En moins de trois ans, une startup française est devenue l'un des plus importants moteurs de recherche francophones

POUR UN VOYAGE, ce fut un beau voyage. Londres, il faut dire, réserve toujours des surprises au visiteur curieux. Une, en particulier, en ce mois de décembre 1994 : Cyberia, le premier cybercafé d'Europe, vient d'ouvrir ses portes sur Whitfield Street. Michel Bisac a appris son existence en lisant un écho dans la presse française, encore peu au fait des choses d'Internet. Il entre au Cyberia. Sans deviner que du même coup son existence vient de basculer versant Web.

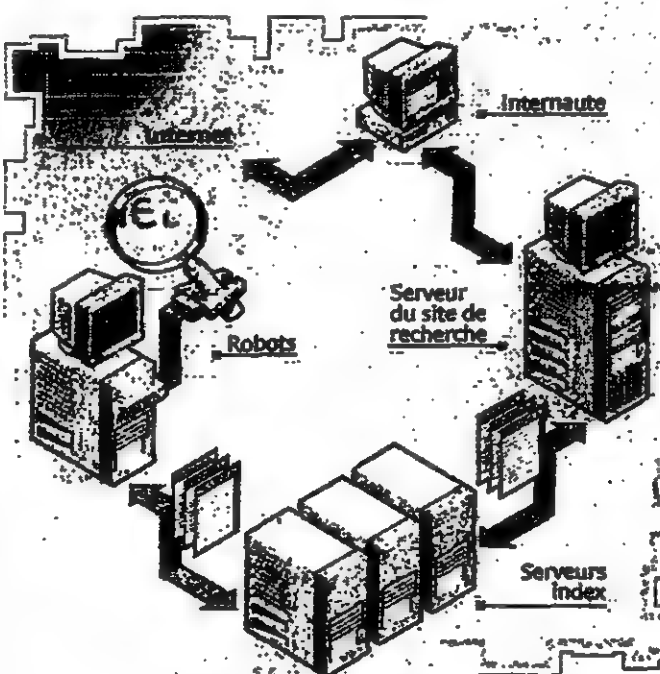
De retour en France, il va en effet abandonner le décor précieux et la clientèle parfois un peu gourmée du Grand Cœur, son hôtel de Méri-bel, pour plonger irrémédiablement dans l'univers nettement plus irrévérrencieux de la musique techno et de la cyberculture. Le voilà à Nice, où il rachète La Douche, sur le marché aux fleurs, un café qui devient le premier du genre en France, ouvert quelques semaines seulement avant le Café Orbital à Paris. Et, quatre ans plus tard, toujours sur la Côte d'Azur, il est l'un des patrons d'une société qui produit le plus important moteur de recherche francophone sur le Web, Echo, du nom d'une des commandes de base de l'informatique, commune à quasiment tous les langages, chargée de la vérification de l'ordinateur au démarrage de celui-ci. Echo, c'est maintenant le moteur adopté par France Télécom pour son site portail Voila ([www.voila.fr](http://www.voila.fr)).

Avant d'en arriver là, Michel Bisac fait la connaissance de deux hommes dont la rencontre est tout aussi déterminante dans la naissance d'Echo que sa visite au Cyberia. Les deux jeunes gens sont autant baignés dans la culture informatique qu'il y était, lui, étranger avant son escapade londonienne. Christophe Ruelle est étudiant ingénieur à l'ESSI (École supérieure en sciences informatiques) de Sophia Antipolis, spécialiste réseaux et Internet. Christophe Dupont est normalien, chercheur en physique et biologie au CNRS, et passe le plus clair de son temps à écrire des lignes de code pour développer un moteur de recherche. Les premiers succès, en fait, d'Echo. Les deux Christophe ont débattu de leur passion commune sur les newsgroups avant de découvrir qu'ils sont voisins. Rendez-vous est

pris à La Douche, le cybercafé musique techno de Bisac. Le trio est formé, ses éléments sont complémentaires. Michel Bisac, l'ainé, âgé maintenant de 44 ans, a conservé l'élégance et les manières plus en cour de l'hôtellerie. Et, surtout, il fait valoir un redoutable sens du contact et des affaires. À l'inverse, Christophe Dupont, 26 ans, qui a quitté le navire pour monter une autre société, est plutôt du genre introverti, exclusivement tourné vers ses travaux. Christophe Ruelle, 27 ans, enfin, contribue avec son enthousiasme, de son acharnement et ses connaissances techniques à l'édifice commun.

Pour le reste, il ne manque pratiquement pas un chapitre de l'histoire panoplie des startups innovantes à Echo. Ni le modeste bureau obligé des débuts, 20 m<sup>2</sup> dénichés dans la pépinière d'entreprises Centre International de communications avancées (CICA) de Sophia Antipolis. Ni les premières galères, sous forme ici d'un journal presque homonyme, qui voit fort logiquement d'un mauvais oeil un autre que lui s'installer à l'adresse [www.echo.fr](http://www.echo.fr). Ni les premières réussites. Ni, au final, le petit coup de pouce décisif de la chance.

Une Dame Fortune, qui porte ici le nom de France Télécom. Fin 1996, quelques mois après la naissance officielle d'Echo, l'opérateur national cherche ses marques sur la Toile. De l'autre côté de l'Atlantique, Yahoo!, déjà devenu une référence, commence à racheter des annuaires américains et projette de s'installer bientôt sur les écrans des ordinateurs français. L'opération risque de couper pas mal d'herbe sous les pieds de France Télécom. La réplique s'appelle Echo. Parce que les moteurs de recherche francophones ne sont pas forcément légion actuellement. Parce que la jeune entreprise s'est déjà taillé un joli succès d'estime sous sa propre bannière, avec quelque 50 000 pages vues chaque jour et 700 000 adresses de site (URL) en langue française recensées. Parce que, enfin, Echo propose un algorithme de recherche capable d'aller dénicher des documents en français dans le



Les logiciels-robots des moteurs répertorient en permanence les documents sur la Toile et les indexent par mots significatifs en éliminant les articles, auxiliaires, etc. Lorsque l'utilisateur lance une requête, le moteur va chercher dans son index pour lui présenter les pages correspondantes en fonction de leur pertinence

texte jusqu'aux coeurs mêmes de sites anglo-saxons. Le tout, fonctionnant sur de très classiques PC, sous Linux.

Michel Bisac : « Echo tourne sur un ensemble matériel qui nécessite environ 1 million de francs (152 449 euros) de matériel, quand AltaVista par exemple réclame 50 millions (7,6 millions d'euros) d'investissement pour ses serveurs Unix ». Son moteur intégré à Pagesweb.com de France Télécom, la petite société de Sophia Antipolis, connaît dès lors une croissance exponentielle : 1,5 million de francs (228 673 euros) de chiffre d'affaires en 1997, 8 millions (1,22 million d'euros) en 1998, et une prévision de 15 millions (2,3 millions d'euros) pour 1999. En juillet 1998, France Télécom a augmenté sa participation à hauteur de 34 % au capital d'Echo, afin de s'assurer l'exploitation exclusive

mondiale du moteur, levier stratégique des nouveaux services Voila de l'opérateur. De quoi voir l'avenir avec toujours plus d'ambition.

Le petit bureau du CICA a été abandonné pour des locaux plus spacieux, 220 m<sup>2</sup> dans le parc des hautes technologies de Sophia Antipolis. L'équipe compte désormais 17 personnes, dont 14 ingénieurs. Les ordinateurs serveurs ont été installés à Jersey City (New York) pour assurer une connectivité plus directe avec les différents pays d'Europe. Un site miroir a été ouvert à Montréal. Des annuaires thématiques ont été développés (voile, entraînement), et Voila dépense régulièrement le million de pages vues. Il ne lui reste plus qu'à s'attaquer au marché américain. Son prochain

O. Z.

## Les requêtes simples

COMME d'autres moteurs, Echo propose la possibilité d'effectuer des requêtes complexes, en employant des opérateurs booléens, c'est-à-dire par exemple la possibilité de rechercher des documents contenant un mot et un autre, un mot ou un autre, une expression, des documents contenant un mot et ne contenant pas un autre. Disponibles en cliquant sur le bouton « plus d'options », offrant une interface particulièrement claire et accessible, ces fonctions avancées de recherche restent cependant encore assez peu utilisées. Selon les statistiques fournies par Echo, 90 % des recherches lancées à partir de Voila le sont directement depuis la page de recherche simple - réparties en 40 % de recherches avec un seul mot, 40 % sur deux mots et 10 % sur trois mots. Seuls les 10 % restants font appel aux options de recherche avancée.

## Ariad, correcteur de gènes

La technique du double hybride ouvre à Harvey Berger la voie des thérapies géniques

APRÈS avoir enseigné la médecine à l'université Yale, Harvey Berger était responsable de la recherche et du développement chez Centocor, une entreprise de Philadelphie spécialisée dans la production d'anticorps monoclonaux, quand il eut l'idée de créer une société qui utiliserait les découvertes et les outils les plus récents de la biologie moléculaire. Ariad vit ainsi le jour en 1992 et des personnalités éminentes se sont penchées sur son berceau. David Baltimore, prix Nobel de médecine 1975 pour ses travaux sur les virus impliqués dans le développement de certains cancers.

Le projet - trouver de nouveaux traitements pour des affections aussi diverses que le cancer, les allergies, l'ostéoporose - ne passa pas inaperçu. L'équipe fondatrice d'Ariad obtint en très peu de temps un financement privé initial de 46 millions de dollars (soit près de 40 millions d'euros, 259 millions de francs). « Le plus important investissement pour une startup dans les biotechnologies », affirme le communiqué disponible sur le site Web de l'entreprise. Depuis, le capital a régulièrement augmenté pour atteindre aujourd'hui 200 millions de dollars (171 millions d'euros, 1 125 millions de francs). Selon son président, Ariad ne dégage pas encore de bénéfices.

En attendant, la société exploite les connaissances récentes sur la transduction de signal, mécanisme par lequel une cellule comprend et intègre un message. Elle travaille dans deux directions complémentaires : il s'agit d'abord de trouver des molécules susceptibles de bloquer ce mécanisme, c'est-à-dire d'interférer dans l'interaction de deux protéines, en prenant ensuite la place de l'une et en bloquant ainsi l'expression du gène.

Dans ce domaine, Ariad rencontre dès les premières années quelques succès : en 1995, par exemple, ses chercheurs annoncent dans la revue scientifique britannique *Nature* qu'ils ont mis au jour la structure tridimensionnelle d'un récepteur des cellules T - des cellules sanguines impliquées dans les réactions immunitaires. À partir de celle-ci, il est facile de dessiner une molécule qui ressemble à celle qui s'accroche normalement au récepteur. En s'y fixant, cette molécule synthétique va supprimer la réponse immunitaire.

Ariad s'attache ensuite à la régulation de l'expression des gènes. En 1994, elle crée une filiale pour exploiter seule une technologie

borée à Harvard et à Stanford. Stuart Schreiber, professeur de chimie à Harvard, faisait partie de l'équipe des fondateurs. La technique, dont Ariad est toujours propriétaire, est basée sur la séparation en deux entités distinctes du facteur de transcription, élément protéique qui se fixe à l'ADN pour déclencher la transcription d'un gène. Chaque partie est associée à un nouvel élément qui servira de récepteur pour une molécule symétrique, la « drogue ». Cette molécule présente dans l'organisme, le facteur de transcription est reconstitué et le gène auquel il se fixe spécifiquement est exprimé.

Dominique Thomas, du Centre de génétique moléculaire de Gif-sur-Yvette, remarque que la technique d'Ariad n'est pas une réelle innovation. Elle dérive, comme toutes les autres, de la technique dite du double hybride, formulée au début des années 90 par Fields et Song. Aux mêmes étaient basés sur les travaux de Paschke et Brent, qui avaient montré que les facteurs de transcription étaient souvent des structures modulaires, que l'on pouvait séparer par fonction, attachement à l'ADN ou transcription. À partir de là, il devenait possible, sinon facile, de les séparer en deux morceaux.

Argent, la technique d'Ariad, est cependant raffinée puisqu'elle fait intervenir trois éléments, et que ceux-ci permettent, non plus de commander ou de stopper l'expression d'un gène, mais de la moduler. Surtout, les recherches d'Ariad sont suffisamment avancées pour que la société puisse envisager des essais cliniques d'ici dix-huit mois. Les productions modifiées d'hormone de croissance humaine chez les souris et d'érythropoïétine chez les primates se sont révélées concluantes. Du Massachusetts Institute of Technology (MIT), à Cambridge (Mass.), où Ariad est implantée, Harvey Berger pense qu'Ariad occupe « une position dominante pour la régulation de la thérapie génique ».

Catherine Manoury

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE  
UNIVERSITÉ DE VIENNE  
COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS  
3 sessions du 4 juillet au 18 septembre 1999  
(3 séries de cours)  
Cours pour débutants et avancés  
Prix du cours pour 4 semaines  
ATS 4.500,- (ca. FF 2.150,-)  
Prix forfaitaire (inscription, cours, chambre)  
pour 4 semaines ATS 9.900,- (ca. FF 4.700,-)  
Programme détaillé :  
Wiener Internationale Hochschule  
A-1010 WIEN, Universitätsstrasse  
74, (+43-1) 405 12 54-0  
Fax : (+43-1) 405 12 54-10  
E-mail : [WIHOK@univie.ac.at](mailto:WIHOK@univie.ac.at)  
<http://www.univie.ac.at/WIHOK>



rique aussi  
robotise

Avec son nouveau jeu  
M-15, forme  
de Gars et  
des enfants  
des robots



domotique

VU par

## Le match Minitel-Internet

■ Dans les entreprises, l'ordinateur est en général allumé et en réseau, donc disponible immédiatement. Pour beaucoup, l'utilité d'encombrer son bureau avec un Minitel n'est alors pas évidente. Gérard Bois, maquettiste à Canal, le journal de la maîtrise de Pantin, conteste ce diagnostic : « Quand je suis en train de travailler sur des logiciels de mise en page ou de retouche d'images, je n'ai pas envie de lancer mon navigateur et mon modem pour chercher un numéro de téléphone ! » Michel Abadie, délégué général du Monde du Bambou, refuse, lui, de se séparer de son Minitel 12 : « Quand j'ai trouvé le nom de mon interlocuteur, mon Minitel 12 compose tout seul le numéro. Mon Mac G3 ne sait pas encore interagir avec ce type de base ! »

■ La vitesse de mise en œuvre du Minitel n'a pas de commune mesure avec celle d'un ordinateur et d'Internet : il faut composer environ une minute pour que le système d'exploitation soit utilisable, puis trente secondes pour charger le navigateur et autant pour que le modem trouve le fournisseur d'Internet. Soit deux minutes au final, le temps qu'il faut pour trouver et noter les coordonnées d'un interlocuteur avec un Minitel, sans que cela coûte quoi que ce soit, puisque France Télécom alloue trois minutes de franchise.

ON COMPTE 25 000 sites déclarés dans le domaine français d'Internet (.fr), et 25 000 services accessibles par Télétel.

La similitude des chiffres est trompeuse, car, dans le cas du Réseau, il faut également prendre en compte les sites français basés dans le domaine commercial international (.com). Dans son rapport sur la situation d'Internet en France, l'Association française de la télématique multimédia (Aftel) estime le nombre de ces sites à 54 800. A la différence de Télétel, Internet est simple d'accès pour l'apprenti éditeur, qui peut s'offrir un site sans rien d'autre à débiter que le coût de sa connexion et son travail, ce qui explique la multiplication des sites d'amateurs. Sur Télétel, les logiciels et l'édition sur le réseau sont payants. Cette sélection par l'argent a professionnalisé les services Minitel.

■ Les Screenphone, dont la diffusion devrait débuter avant l'été 1999, permettront d'obtenir sur le même terminal le téléphone, le Minitel et Internet. Leur prix devrait s'élever à moins de 3 000 F (460 €). « Trop cher », tranche Michel Bon, président de France Télécom, qui refuse d'en commander plus de 300 000 exemplaires. Reste alors la proposition de Louis Roncin, du Groupement des éditeurs télématiques : « Pourquoi ne pas viser les 20 millions de personnes pouvant accéder à Internet et à Télétel en 2001 ? Il y a tout de même 6 millions de Minitel à la disposition de 15 millions de clients. Ils sont vieux, il faut les remplacer, et tout le monde n'achètera pas un PC. »

Michel Puech

## La mue des services

coût - sur Minitel, 22,20 F (3,38 €) l'heure avec trois minutes de franchise ; sur Internet, de 5 F (0,76 €) à 16,80 F (2,55 €) l'heure plus l'abonnement -, mais permet en plus, pour les grandes villes de France, de visualiser le plan du quartier.

La différence de prix est encore plus significative si l'on prend l'annuaire entreprises de France Télécom, les Pages pro (www.pagespro.com) - sur Minitel 2,23 F (0,34 €) la minute soit 133,80 F (20,40 €) l'heure ; sur Internet, de 5 F à 16,80 F (6,55 € à 2,44 €) l'heure plus l'abonnement. Quant à la recherche de numéros de téléphone en Europe ou aux États-Unis, elle revient sur Minitel à 5,29 F (0,80 €) la minute.

Les guides du Réseau tels que Yahoo I, Excite, Lycos ou Voila s'intéressent également de plus en plus au téléphone. Le danger est évident pour les opérateurs. Le « moteur » Lycos France a ainsi passé un accord avec la société Iliad pour la diffusion d'un annuaire des abonnés français.

### MOTEURS

Les services-phares d'Internet ne sont plus les annuaires des abonnés au téléphone, mais les « moteurs », ces annuaires-guides des services qui, curieusement, n'ont jamais fait de grande audience sur Minitel. Les Pages Minitel (ex-MGS), qui recensent plus de 17 000 services, sont depuis la fin 1998 accessibles sur le Web

(www.minitel.tm.fr) avec le même contenu que sur le Minitel (22,20 F l'heure, 3,38 €).

Les moteurs comme Yahoo I et Voila proposent également des fils de dépêches d'agences de presse. L'AFP, tout en ayant son site Web, continue de proposer sa production sur le Minitel à des tarifs compris entre 1,29 F (0,20 €) et 9,21 F (1,40 €) la minute. Martine Merle, responsable du service télématique 3615 AFP, ne voit pas « le trafic faiblir », précisant : « Il n'y a pas de concurrence entre le Minitel et Internet, mais une complémentarité. »

### BANQUES

« Toutes les banques françaises proposeront cette année la consultation de comptes en ligne sur Internet », dit-on à l'Aftel. Mais, pour le moment, l'offre est encore limitée. Le Crédit mutuel propose à ses clients un accès au Réseau avec un logiciel de téléchargement et de gestion des comptes (Cybermut), mais La Poste, un des pionniers du service sur Minitel, n'a pas ouvert l'accès aux CCP via Internet.

### VOYAGISTES

Chez les voyagistes, la migration est en cours : « Nous allons développer des systèmes de réservation. Nous avons décidé de commencer par notre offre Coup de cœur, mais en fait, derrière, c'est la nouvelle application de réservation Minitel en ligne depuis le 4 janvier qui va tourner », indique Philippe

Chemama, responsable de la télématique d'Air France. Dans le secteur marché du voyage, le Minitel a permis la création, il y a dix ans, d'agences de voyages n'ayant pas pignon sur rue comme Dégriffour, qui a réalisé, en 1998, 402 millions de francs (61 millions d'euros) de chiffre d'affaires avec 186 000 clients, dont 25 % provenaient d'Internet.

Créé en 1983, le service Minitel de la SNCF résiste bien à la concurrence d'Internet. Il traite dix fois plus de dossiers de réservation, ce qui représente le trafic d'une grande gare parisienne.

Plus de choix et plus d'informations gratuites sur le Web, mais moins de réservations et de transactions, sauf pour les produits informatiques et les services « roses ». D'ici à la fin de l'année 1999, Internet offrira les mêmes possibilités que Télétel.

« Pour le client, l'utilisation d'Internet est une évolution marquante par rapport au Minitel », souligne Pierre Alzon, directeur général de Dégriffour. Mais, pour les collaborateurs qui sélectionnent les fournisseurs, assurent la soie des produits et gèrent les commandes, le passage sur Internet [a été] un non-événement. Les commandes Minitel et Internet arrivent sur la même imprimante. Elles sont présentées de la même façon et elles suivent exactement la même procédure de traitement. »

M. Pu.

### Minitel

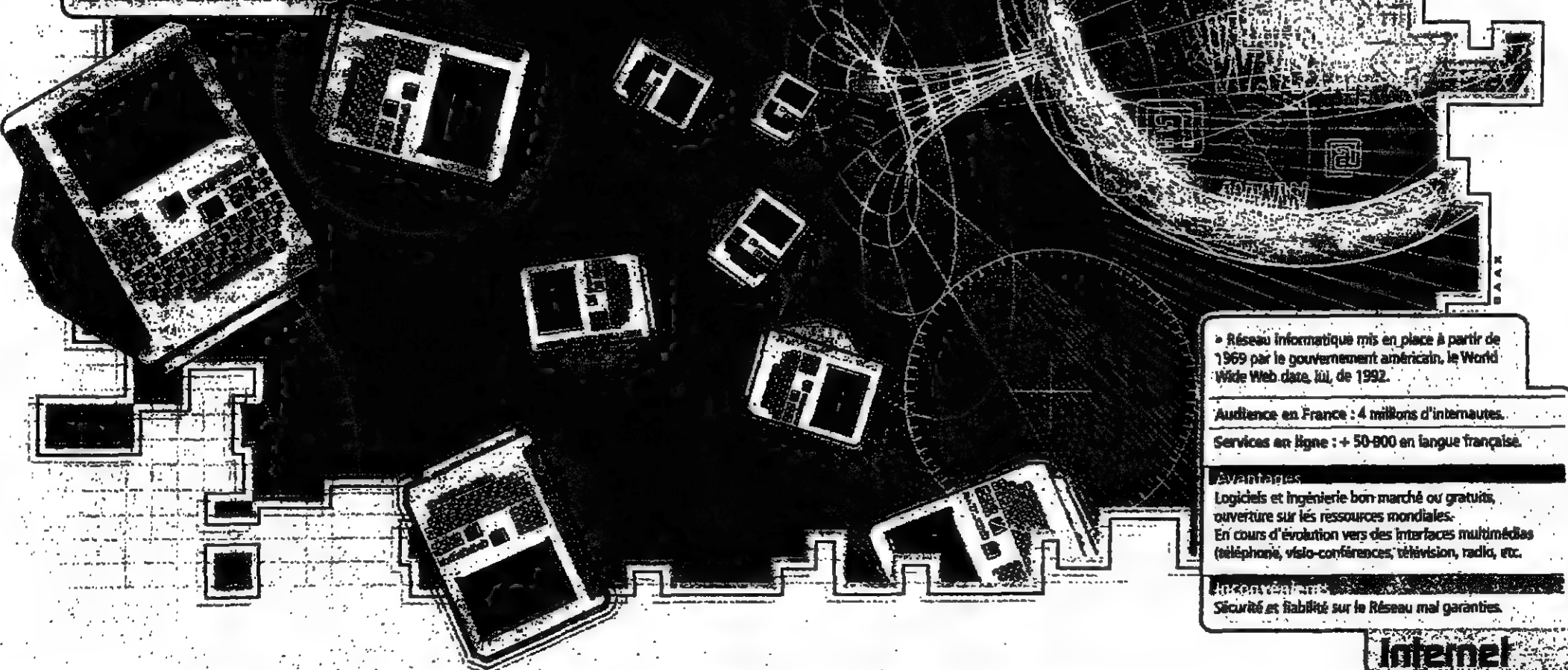
■ Réseau informatique mis en place à partir de 1969 par le gouvernement français.

■ En France : 15 millions de personnes ont un Minitel et 4 millions ont accès au Minitel via l'Internet.

■ Services en ligne : 25 000 en langue française.

■ Avantages :  
Logiciels et ingénierie bon marché ou gratuits, ouverture sur les ressources mondiales. En cours d'évolution vers des interfaces multimédias (téléphone, vidéo-conférences, télévision, radio, etc.).

■ Inconvénients :  
Sécurité et fiabilité sur le Réseau mal garanties.



## Commerce : Télétel résiste au Web

■ 5 MILLIARDS de francs de ventes par correspondance, auxquels s'ajoute 1 à 2 milliards de francs pour les ventes de billets de transport, compte tenu de la vente de l'information en ligne : 0,5 à 1 milliard de francs pour les abonnements et 3,3 milliards de francs pour la vente via les 3615 et autres paliers du kiosque Télétel. Si l'on ne compte pas le coût du transport de l'information et des services, le chiffre des affaires réalisées grâce au Réseau Minitel se situe entre 10 et 11 milliards de francs (1,6 milliard d'euros). Pour les experts du centre de recherche et développement de France Télécom, le total se

monte même jusqu'à 15 milliards de francs (2,3 milliards d'euros). C'est par la taille et par la couverture mondiale, Internet apparaît en France comme un Lilliputien du commerce en ligne à côté de Télétel. Les deux dernières études publiées sur le sujet, en France, le créditent d'un chiffre d'affaires de 300 millions à 3 milliards de francs (45,7 à 457 millions d'euros) en 1998, selon que l'on se réfère à Stratégie Internet, une publication du cabinet Benchmark Group, pour le premier chiffre ou à une enquête Média2, pour le second. Dans un cas, il s'agit des résultats d'un panel de « sites marchands et français » et, pour les autres, des

Dans l'Hexagone, le commerce électronique passe encore majoritairement par le Minitel

achats déclarés par des internautes sur l'ensemble du Web. « De toute façon, le commerce sur Internet est à ses débuts. Au total le chiffre d'affaires est de 10 milliards de francs (1,5 milliard d'euros) pour Internet tout entier, mais il

devrait atteindre 150 à 200 milliards de francs (23 à 30 milliards d'euros) en 2000 », estime un expert du centre de recherche et développement de France Télécom sur la base d'une compilation d'études. « Avec Internet, on est dans le flux total », avoue Louis Roncin, PDG de la société AGI, un des pionniers du commerce en ligne. Avec 350 codes Minitel et 40 noms de domaine sur Internet, son chiffre d'affaires ressemble à celui de beaucoup d'acteurs du secteur : « 200 millions de francs (30 millions d'euros) de chiffre d'affaires en 1997 avec le Minitel, contre 3 millions de francs (458 000 euros) avec Internet. »

Mais, d'un côté, nous avons rentré 50 millions de francs (7,6 millions d'euros) de bénéfice et, de l'autre, nous avons investi 4,5 millions de francs (686 000 euros). Le marché est instable. Personne ne gagne de l'argent, sauf en Bourse, au Nasdaq [National Association of Securities Dealers Automated Quotations] ! », lance-t-il souriant, mais inquiet. « L'e-business en France, aujourd'hui ? », s'exclame un responsable anonyme du secteur bancaire. La recette classique est efficace : un cheval Minitel et une alouette Internet. Et les chevaux ont la vie dure ! »

M. Pu.

### La seconde vie du vieux terminal

TROUVER dans l'annuaire le fameux « petit hôtel sympa », commander ses billets d'avion, vérifier son compte en banque et se faire livrer directement son maillot de bain choisi sur catalogue électronique, c'est possible avec Internet. Mais, pour bénéficier du maximum de choix, on doit encore avoir recours au bon vieux Minitel ou à l'une des passerelles qui relient Télétel à Internet. Pour autant, France Télécom ne constate pas de retour massif de Minitel dans les agences. Comme pour les téléviseurs en noir et blanc, le vieux terminal prend souvent sa retraite dans les maisons de campagne : c'est si pratique et si rapide pour relever son e-mail !

سكرا من الحاصل



## Agenda

### RENCONTRES

**Du 18 au 22 janvier**  
Imagina 99 à Monaco et au CNIT-la Défense  
Le 18<sup>e</sup> Festival européen de l'image numérique se déroule cette année en deux étapes. Monaco accueille, du 18 au 20, des conférences sur les images intégrales et les méta-outils, ainsi qu'une rencontre France-Japon. Le CNIT propose, du 20 au 22, des ateliers architecture et cinéma, ainsi qu'une exposition consacrée aux nouveautés industrielles. Des rencontres étudiantes sont également au programme.  
■ [www.ina.fr/INA/Imagina/](http://www.ina.fr/INA/Imagina/)

**Du 19 au 23 janvier**  
9<sup>e</sup> Semaine de l'astronomie  
Les conférences de la Société d'astronomie de Nantes auront lieu au Muséum d'histoire naturelle de Nantes. De la préhistoire de l'univers au cœur des planètes, la ville des Allumées (festival) devient, l'espace d'une semaine, le centre de la galaxie.  
■ [www.occnet.fr/Associations/san](http://www.occnet.fr/Associations/san)

**Du 20 au 22 janvier**  
Intergraphic-Creaprob  
Le Palais des congrès de Paris accueille pour deux jours le 19<sup>e</sup> Salon de la communication interactive et le Salon de la création et du design.  
■ [www.golding.fr/salons.htm](http://www.golding.fr/salons.htm)

**Du 20 janvier au 30 avril**  
Franceexpo 99  
Premier Salon français des affaires en ligne, Franceexpo 99 donne la possibilité aux entreprises de s'afficher sur Internet sous une seule et même adresse. La visite virtuelle des stands et des pavillons est accessible à tous les internautes.  
■ [www.franceexpo99.com](http://www.franceexpo99.com)

**Le 21 janvier**  
Forum In'Media  
« L'Internet, levier des échanges commerciaux et partenaire du quotidien »  
Une journée de conférences et d'expositions autour du commerce électronique, de l'intelligence électronique et de la documentation à l'ère numérique.  
■ [www.int-evry.fr/immedia](http://www.int-evry.fr/immedia)

**Les 27 et 28 janvier**  
ProSearch, Salon du recrutement en informatique, télécoms et réseaux, au CNIT.  
■ [www.cypurus.fr](http://www.cypurus.fr)

### Les rendez-vous de janvier

**Sécurité des réseaux**  
Un séminaire à l'Ecole polytechnique de Paris pour faire le point sur les outils de sécurisation des réseaux. L'inscription est payante.  
■ [www.aristote.org](http://www.aristote.org)

**Du 25 au 27 janvier**  
Journées-rencontres « Autour du livre »  
Atelier de travail, conférences, débats et tables rondes, démonstrations, tutoriels, et discussions autour de l'écrit. Les journées se tiennent à l'ENST de Brest.  
■ [webbo.enst-bretagne.fr/dig/logicielLibre/](http://webbo.enst-bretagne.fr/dig/logicielLibre/)

**Du 25 au 28 janvier**  
ComNet à Washington  
Depuis sa création en 1979, le ComNet est devenu l'un des rendez-vous majeurs du marché de la communication et des nouvelles technologies. Plus de 300 nouveaux produits sont au programme de cette nouvelle édition.  
■ [www.comnetexpo.com/cnec99/index.html](http://www.comnetexpo.com/cnec99/index.html)

**Le 27 janvier, de 10 à 12 heures**  
Réseau et multimédia  
Une conférence des

Mercrdis de la Cité des sciences, dans le cadre de l'exposition « Nouvelle image, nouveaux réseaux », à Paris, à la Cité des sciences et de l'industrie.  
■ [www.cite-sciences.fr/new/agenda/loria.htm](http://www.cite-sciences.fr/new/agenda/loria.htm)

**Forum emploi au CIDJ**  
A l'occasion du lancement de son site, le Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ) organise une journée d'information sur les nouveaux métiers d'Internet. Des rencontres avec des professionnels et une conférence-débat sont au programme.  
■ 101, quai Branly, 75015 Paris  
■ [www.cidj.asso.fr](http://www.cidj.asso.fr)

**Le 28 janvier, à 19 heures**  
Les militants d'Internet  
Chaque mois, l'Ecole Multimédia, en partenariat avec Le Monde, propose un forum retransmis en direct sur Internet. Les questions peuvent être posées aux intervenants par courrier électronique.  
■ [www.ecole-multimedia.com](http://www.ecole-multimedia.com)

**Le 31 janvier**  
Grève de l'Internet  
Après une première journée d'action le 13 décembre, la grève de l'Internet pour une baisse des tarifs téléphoniques se poursuit

sous la bannière d'IMC (Internet moins cher)  
■ [www.ft-strike.org/](http://www.ft-strike.org/)

### DIALOGUE EN DIRECT

**Le 26 janvier**  
L'auteur de *Travaillons dans la joie avec Dilbert* (First Editions), Scott Adams, livre ses secrets en direct le 26 janvier à 1 h 30 du matin (heure de Paris). Un rendez-vous pour tous ceux qui cherchent le bonheur, aux dépens de leurs collègues.  
■ [www.dilbert.com](http://www.dilbert.com)

**Le 29 janvier, à 3 heures du matin (heure de Paris)**  
Une heure avec deux experts du PC, Jim Aspinwall et Mike Todd, auteurs de *Troubleshooting Your PC* (éditions Fourth Edition). Thèmes et astuces en prévision pour ne plus être totalement désemparé face à une panne de l'ordinateur.  
■ [www.talkcity.com/calendar/event/387.html](http://www.talkcity.com/calendar/event/387.html)

**Le 28 janvier, à 19 heures**  
Les militants d'Internet  
Chaque mois, l'Ecole Multimédia, en partenariat avec Le Monde, propose un forum retransmis en direct sur Internet. Les questions peuvent être posées aux intervenants par courrier électronique.  
■ [www.ecole-multimedia.com](http://www.ecole-multimedia.com)

**Le 31 janvier**  
Grève de l'Internet  
Après une première journée d'action le 13 décembre, la grève de l'Internet pour une baisse des tarifs téléphoniques se poursuit

Rendez-vous notés par Nicolas Bourcier

### Manchettes

#### Juke-box mondial

Des milliers d'adolescents téléchargent quotidiennement leurs morceaux de musique préférés sur Internet et les échangent par courrier électronique avec leurs amis, constate le *Financial Times* du 13 janvier. Ce pourrait être, selon le quotidien, l'annonce d'une véritable révolution dans un marché de 230 milliards de francs (35 milliards d'euros). Après avoir considéré la distribution de musique en réseau comme un détail de technologie, puis comme une menace, les cinq « majors » - Universal, Sony, Warner, EMI et Bertelsmann - ont décidé de participer à une initiative d'IBM, le projet Madison qui permettra aux consommateurs de télécharger en six minutes une version purement numérique d'un album.

#### Thérapie génique

Le *Washington Post* du 11 janvier se penche sur le cas de Gene Logie, une entreprise de biotechnologies dont les créateurs ont séduit les sociétés de capital-risque en brevetant un procédé d'identification statistique des gènes défectueux sur le fléau du fléau d'ADN. L'information est vendue aux groupes pharmaceutiques (Japan Tobacco, Procter & Gamble, Hoechst, Merck ou Rhône-Poulenc) qui focalisent alors leurs recherches sur la mise au point de molécules capables de les inhiber ou de les activer.

#### Les Nobel d'IBM

Le *San Jose Mercury News* du 11 janvier note que, inventeurs dans un passé récent des premières puces dotées d'interconnexions en cuivre et des premiers systèmes de cryptographie inviolables, les chercheurs d'IBM, qui comptent cinq lauréats du prix Nobel, ont enregistré 2 658 brevets aux Etats-Unis en 1998.

#### Bourse

Le *San Jose Mercury News* note, mardi 12 janvier, que la valeur des titres des sociétés réticulaires cotés sur le Nasdaq progressent vivement. Ainsi Infoseek a gagné 60 % dès qu'a été rendue publique l'annonce d'un rachat par Disney et du lancement d'un portail, Go Network ([www.go.com](http://www.go.com)). Le cours du titre de l'un de ses concurrents, Lycos, a crû de 43 % tandis que se répandait une rumeur qui prêtait à l'allemand Bertelsmann l'intention d'en prendre le contrôle.

#### Un avion solaire de haut vol

Le *New York Times* s'intéresse, mardi 12 janvier, au projet d'avion solaire Century croisant à haute altitude, développé dans le cadre du programme Earth (Environmental Research Aircraft and Sensor Technology) de la NASA. Pour devenir une réalité commerciale, les cellules solaires tapissant les ailes devront pouvoir emmagasiner pendant les heures d'insolation l'énergie nécessaire au vol de nuit. Un beau défi technique technologique.

## Les miroirs d'un maître du temps

Mathias Fink a inventé un singulier sonar qui bombarde un objet d'ondes, enregistre l'écho et le réémet à l'envers

DANS SON LABORATOIRE de l'Ecole de physique et de chimie industrielles (Espec), rue Vauquelin à Paris, on peut voir d'étranges aquariums hérissés de forêts de tiges métalliques à travers lesquels les ondes acoustiques « remontent le temps ». Mais aussi de petits billards faits de plaques de silicium sur lesquelles des vagues chaotiques se reconcentrent vers leur point de départ. Ou encore des chambres emplies de petits haut-parleurs qui vous renvoient à l'intérieur du crâne, comme un écho inversé, le mot que vous venez de prononcer.

Mathias Fink, directeur du laboratoire ondes et acoustiques de l'Espec et de l'université Denis-Diderot, est, à sa manière, un maître du temps qui, grâce à ses « miroirs » piézo-électriques, a trouvé le moyen de faire revenir à leur source ultrasons et ondes en tout genre, tout en recueillant sur les milieux traversés des informations permettant de renvoyer les sons à l'endroit voulu. Et d'agir sur la table.

Ce phénomène de « renversement du temps » a permis à son équipe de mettre au point des appareils susceptibles de réduire calculs rénaux ou tumeurs, voire de détruire des mines sous-marines, de localiser des défauts dans des pièces métalliques ou encore d'explorer la frontière entre physique classique et physique quantique (Le Monde du 27 février 1998). « Je passe du fondamental à l'appliqué, hors des sentiers standards », résume Mathias Fink, grand gaillard au front dégarni qui ne se départ jamais de sa voix posée, même pour égratigner ceux qui voudraient que « la recherche se pratique dans une tour d'ivoire ».

Le point de départ de cette carrière de touche-à-tout, il faut le chercher dans le ciel. Passionné d'astronomie, le jeune Mathias se concentre sur les mathématiques, sésame, dit-on, des observatoires. Mais, une fois sa licence de maths en poche, subjugué par un prof de physique, il bifurque, passant une thèse sur les semi-conducteurs piézo-électriques au groupe de physique du solide de l'Ecole normale supérieure (ENS).

« Je me suis rendu compte que je n'étais pas fait pour faire du fondamental toute ma vie », dit-il. Pour quoi ne pas plutôt joindre l'utile à l'agréable, marier la physique et sa passion pour l'archéologie ? « J'ai repêché des amphores un peu partout », avoue-t-il. Il s'intéresse donc aux sons et aux radars pendant son service militaire à l'Onera (Office national d'études et de recherches aérospatiales) et à l'holographie acoustique, dans le laboratoire de Pierre Alais, à l'université Pierre-et-Marie-Curie.

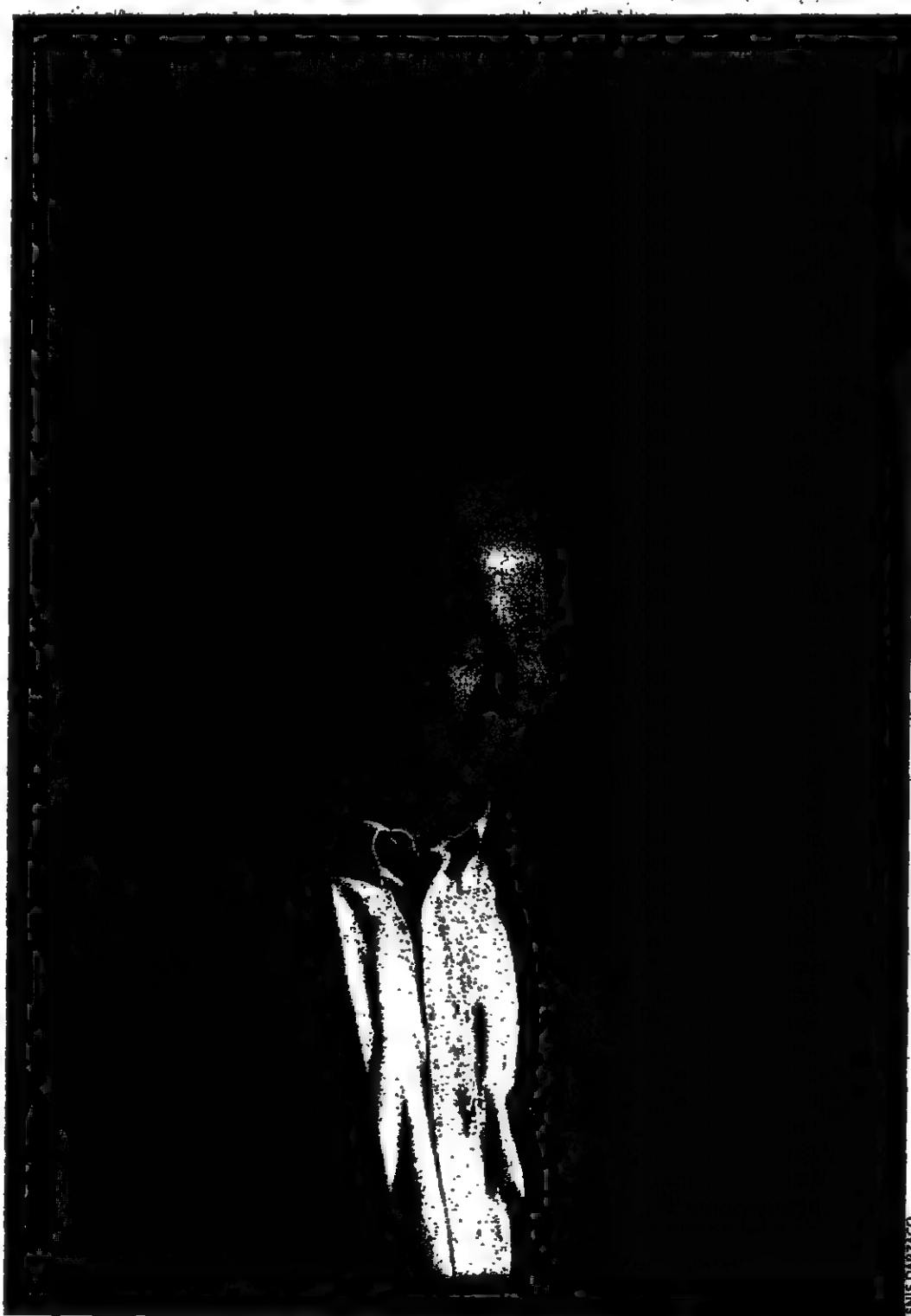
Mais l'exploration sous-marine n'a pas vraiment le vent en poupe

en milieu universitaire, et sa thèse d'Etat s'oriente sur l'échographie médicale en temps réel. « Au début des années 70, se souvient-il, il fallait plusieurs secondes pour obtenir une image la plus souvent floue. » L'équipe fabrique un des tout premiers appareils au monde capable de réaliser des images très focalisées cinquante fois par seconde. La coopération est fructueuse avec l'hôpital Cochin, et Mathias Fink apprend à travailler avec les Industriels General Electric et Philips.

Il part ensuite enseigner à Strasbourg, commence à s'intéresser à d'autres applications des systèmes d'imagerie acoustique, notamment pour le contrôle non destructif des matériaux. En 1983, il s'évade un an à l'université d'Irvine, en Californie, où il travaille pour le compte de Philips à la mise au point d'un échographe de nouvelle génération. L'occasion de « mesurer l'écart entre de belles idées un peu théoriques et leurs implications industrielles ». On lui propose de rester, mais il préfère revenir pour acclimater en France le modèle américain faisant le pont entre recherche et industrie.

Il trouve, au groupe de physique du solide, celui de ses débuts, la possibilité de monter une équipe « avec une finalité appliquée ». Très vite les aviateurs s'intéressent à ses travaux. Un pool d'industriels propose même un plan de financement quinquennal portant sur différents thèmes de recherche. Mais les fondamentalistes refusent de voir leur laboratoire associé à « la clique militaro-industrielle ».

Georges Charpak lui suggère, en 1990, de venir à l'Espec, dirigée par Pierre-Gilles de Gennes. C'est là qu'il peut concrétiser ses projets d'autofocus acoustique et de miroirs à retournement temporels, en s'entourant de jeunes chercheurs passionnés. Mais aussi « faire de la belle physique » qui vaut paradoxalement à son laboratoire l'affiliation au département science physique et mathématiques du CNRS, axé sur le fondamental. Son emploi du temps se partage désormais à quatre parts égales entre recherche appliquée, recherche fon-



Chasseur sous-marin, Mathias Fink rêve d'appliquer sa technique à la recherche archéologique

### Nimbus

MATHIAS FINK n'a rien d'un Docteur Folamour, et certains de ses emballages le classeraient plutôt du côté des Professeurs Nimbus : il a mis au point une méthode permettant de tester la tendreté de la viande. Il rit en évoquant « la tête » de certains de ses collègues devant un projet aussi farfelu. Pas si bête pourtant, puisque ce système d'imagerie élastique, capable aussi de suivre l'affaissement des fromages, pourrait déboucher sur un procédé de détection des tumeurs. Il raconte aussi ses promenades dans les galeries du Louvre avec Georges Charpak, qui n'était pas encore prix Nobel mais rêvait de « faire parler » vieilles pierres et poteries, dont les gravures, comme les stèles d'antiques 78-tours, auraient enregistré les paroles des artisans qui les façonnaient. « C'était quasiment utopique », admet Fink, mais on s'est bien amusés.

### Dates

1972  
Service militaire à l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (Onera), où il s'intéresse aux radars, aux sons et à l'holographie acoustique.

1978  
Mathias Fink passe sa thèse sur les semi-conducteurs piézo-électriques au groupe de physique du solide de l'Ecole normale supérieure (ENS).

1983  
Il part étudier à l'université d'Irvine, en Californie. Il y met au point un échographe de nouvelle génération pour le compte de Philips.

1990  
Il vient travailler à l'Ecole de physique et de chimie industrielles (Espec), où il peut développer ses projets d'autofocus acoustique et de miroirs à retournement temporels, en s'entourant de jeunes chercheurs passionnés.

damentale, enseignement (il est professeur à Paris-VII) et recherche de financements, tant publics que privés. Les contrats industriels couvrent 70 % du budget du laboratoire, ce qui permet d'engager de nombreux thésards et « post-docs ».

Mais l'essaimage est un processus délicat. L'un de ses étudiants a créé une petite société de contrôle ultrasonore, mais celle-ci n'a pas

tardé à être rachetée par une entreprise nord-américaine. « Trois de mes étudiants les plus dynamiques se sont installés pour de bon aux USA dans des sociétés très innovantes », note Mathias Fink, qui constate que la vitalité de ces transfuges est parfois un frein à leur retour dans leur communauté d'origine. Est-il facile de mener de front des recherches appliquées et de la recherche fondamentale ?

« Dans le système d'évaluation français, organisé en de nombreuses commissions, les chercheurs n'ont aucun intérêt à sortir de leur thème, résume-t-il. Alors qu'aux Etats-Unis l'évaluation et la carrière dépendent beaucoup plus des contrats qu'ils sont capables de ramener du monde industriel. » La cinquantaine passée, Mathias Fink s'estime en mesure de faire la part des choses entre les deux ap-

proches et cherche un système permettant de « pousser les jeunes qui ont envie de se bagarrer un peu à ne pas rester dans le cocon du labo ». Peut-être la loi sur l'innovation projetée par Claude Allègre, qui doit permettre d'imbriquer plus intimement sociétés privées et laboratoires, en favorisera-t-elle l'éclosion ?

Harvê Mohr



# Informatique - Réseaux Télécommunications

## LA SOCIÉTÉ GROUPE de RETRAITE et de PREVOYANCE

recherche un :

### INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT

Secteur : PARIS-CENTRE

A 30 ans au moins, de formation école d'ingénieur ou universitaire Bac + 5, vous possédez une première expérience pour prendre en charge le développement et la conduite de projets informatiques.

Au delà de vos qualités de rigueur, d'analyste et de méthode, nous nous attacherons à votre créativité, votre sens relationnel et votre envie de vous investir dans un métier et un groupe aux perspectives largement ouvertes.

Envoyer CV + lettre manuscrite et prétentions

(sous réf. 9896) à : **LE MONDE Publicité**  
21 bis, rue Claude-Bernard  
BP 218 - 75226 PARIS Cedex 05,  
qui transmettra.

## Participez au développement de notre activité « Customer Relationship Management »

### Consultants fonctionnels Marketing / Vente

Vous intégrez les contraintes et les attentes de nos clients (Directeurs Générales, Comptables et Marketing...). En amont de projets, vous analysez les besoins et proposez des solutions. A 28/35 ans environ, de formation grande école de commerce ou ingénieur, vous disposez de connaissances fonctionnelles : marketing, bases de données, gestion de l'information, administration commerciale, S.A.V., acquises en cabinet de conseil, en SSI chez un éditeur ou dans un poste opérationnel en entreprise. Anglaise courant souhaité. Réf. 9897/111

### Directeurs de projets - Chefs de projets

Vous conduisez des projets stratégiques et complexes dans le domaine Marketing / Vente. Vous maîtrisez les méthodes et les technologies les plus avancées. Vous encadrez 5 à 15 personnes et êtes responsable vis-à-vis du client. A 30/40 ans, vous possédez une solide expérience de la conduite de projets en tant que client/serveur (de préférence à base de produits).

### Architectes et Experts en informatique décisionnelle

Vous assistez nos clients dans la définition d'architectures de systèmes d'informations décisionnelles. Vous concevez et construisez des solutions (design, choix d'infrastructures...). Vous validez et gérez les choix techniques effectués, dans le cadre de projets complexes en environnement réparti. Vous possédez 5 à 10 ans d'expérience et vous appuyez sur de fortes compétences techniques : client / serveur, Internet, progiciels, outils décisionnels, datawarehouse / data mining... Réf. 9898/111

### Ingénieurs

Vous possédez 2 à 5 ans d'expérience de développement informatique en environnement client/serveur. Vous vous appuyez sur des solides bases techniques : Unix, Oracle, PostgreSQL, etc. Des projets passionnants vous attendent.

Les postes sont basés à PARIS LA DEFENSE (92)

- Marketing
- Force de vente
- Gestion de clientèle
- S.A.V.
- Systèmes décisionnels

Les Systèmes

d'information

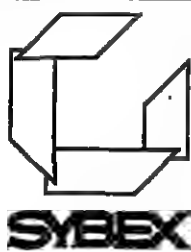
Vente / Marketing :

Un axe de

développement majeur

pour CAP GEMINI.

**CAP GEMINI**  
Idea People Technology



Editeur Livres Logiciels recherche :

## Chef de Produit

pour sa division logiciels

- Formation supérieure (Type école de commerce)
- 5 ans d'expérience
- parlant Anglais
- bonne connaissance du marché

Pour élaborer la stratégie de la société dans ce domaine sur le marché Français, et la mettre en œuvre.

Merci d'adresser votre CV et lettre de motivation à :

**SYBEX**  
A l'attention de Anabelle GOMES  
Immeuble le Polaris -76, av. Pierre Brosolette  
92247 Malakoff Cedex  
agomes@sybex.fr

### THOMSON Broadcast Systems

Filiale internationale en croissance du groupe THOMSON MULTIMEDIA. 1 milliard de chiffre d'affaires dont 70% à l'export, notre métier est la conception, le développement, la fabrication, la commercialisation et l'installation de produits et systèmes de vidéo professionnelle couvrant la chaîne de l'image numérique au marché mondial (caméras, équipements de diffusion et transmission numérique, MPEG...). Nous recherchons :

### Ingénieurs concepteurs logiciel et vidéo professionnelle

Vous concevez, réalisez et intégrez des fonctions audio et vidéo pour des produits broadcast (vidéo et studio numériques). Vous rédigez également les documents destinés aux utilisateurs. Ingénieur spécialisé en informatique industrielle, vous possédez une première expérience qui vous permet de maîtriser le développement en Visual C++ (Windows NT). Des compétences en électronique et en réseaux sont souhaitées. Des déplacements internationaux sont exigés. Poste basé à Cergy (95).

### Ingénieurs responsables projets (Brest et Cergy)

Vous êtes en première ligne dans notre développement : vous dirigez les propositions techniques à partir des cahiers des charges de nos clients pour des systèmes de diffusion, de transmission et de transport numérique. Comme chef de projet, vous dirigez l'équipe qui les réalise en étant garant de la réalisation de contrats en termes de performances, qualité, coût et délais. Vous assurez l'interface entre les équipes internes et les fournisseurs extérieurs. Ingénieur ou universitaire de formation supérieure niveau DEA/DESS électronique, informatique, télécom ou réseaux, vous possédez 5 ans d'expérience dans une fonction de responsable projet acquise dans un contexte international high-tech. Votre sens de la communication et vos connaissances vous permettent d'assurer un rôle d'ingénieur-conseil auprès de nos clients. Nos affaires se traitent au niveau international, vous êtes mobile et maîtrisez l'anglais et/ou l'allemand. Réf. 9899

Pour les postes basés à Cergy (95), merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence choisie, à Thomson Broadcast Systems, service de recrutement - 17 rue du Petit Albi - BP 8244 - 95801 Cergy-Pontoise cedex. Fax : 01 34 20 70 18. <http://www.thomsonbroadcast.com>

Pour les postes basés à Brest, merci d'adresser votre candidature au Service du Personnel de THOMSON Broadcast Systems - Technopôle Brest-Iroise - CP 17 - 29508 Brest cedex. Fax : 02 98 31 75 96

**THOMSON**

Le GROUPE RIB,  
SPÉCIALISTE DE  
L'INFORMATIQUE DES  
MÉTIERES FINANCIERS,  
PRÉSENTE DEPUIS 1987  
LA QUALITÉ DES HOMMES  
ET LA VALEUR AJOUTÉE  
DES POSTES PROPOSÉS.  
IL FIGURE PARMI LES  
20 PREMIERS SSI  
FRANÇAIS.

Le High Tech de la Banque Finance  
Spécialiste des Salles de Marchés  
recherche :

## INGÉNIEURS INFORMATIENS

DÉBUTANTS ET CONFIRMÉS

■ **ÉTUDE ET DÉVELOPPEMENT - MÉTIERS FINANCIERS** Rex. MMF 42  
De formation Ingénieur Grandes Ecoles ou Bac +5/6 Finance avec stages ou première expérience en développement, C++ (UML, SGBDR, CORBA et IBM appréciés).

Motivé par l'acquisition d'une double compétence informatique et financière (Instruments financiers, risques, gestion d'actifs), vous participerez à de nouveaux projets de grande ampleur en environnement OBJET pour les plus grandes Salles de Marchés de la place de Paris.

■ **SUPPORT/ADMINISTRATION - ARCHITECTURES RÉPARTIES** Rex. MSA 42  
De formation Bac +4/5 en informatique ou Ecole d'Ingénieurs en informatique avec une première expérience en support/administration : STATIONS UNIX, WINDOWS NT ou SGBDR (SYBASE, ORACLE).

Vous rejoindrez des groupes d'experts polyvalents, chargés de l'assistance aux utilisateurs et aux équipes études, de l'administration des systèmes, réseaux ou bases de données et de la conduite de projets dans les environnements techniques hétérogènes.

■ **DÉVELOPPEMENT - NOUVELLES TECHNOLOGIES** Rex. MNT 42  
De formation Ingénieur ou Bac +5 en informatique avec une première expérience dans l'une des technologies suivantes : JAVA, LOTUS NOTES, DOMINO.

Excellent technicien, doté d'un bon relationnel, vous participerez à des projets innovants au sein d'équipes dynamiques en plein essor qui vous permettront d'être à la pointe de l'INTERNET/INTRANET/GROUPWARE, et d'acquies une bonne connaissance des marchés financiers.

Retrouvez le détail de tous les postes proposés par le Groupe RIB sur notre site.

<http://www.rib.fr>

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous la référence choisie, à notre Conseil,  
R.I.B., Catherine Bouet, 140 rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 Paris.

RIB RIB RIB RIB RIB RIB RIB RIB RIB RIB



Grand groupe international, nous sommes l'un des leaders mondiaux des systèmes d'information et de communication. La convergence de l'informatique et des télécoms donne lieu à de nouvelles applications (CTI, Call Center...). La très forte croissance de ce marché (35 % par an) nous conduit à renforcer nos équipes internationales. La Direction du Marketing, chargée de développer notre activité dans ce secteur, construit de nouvelles solutions logicielles et met en œuvre des partenariats avec des sociétés extérieures. Dans ce cadre, nous recherchons pour Paris Ouest (92) des

## Responsables Marketing Solutions Logicielles H/F

### Intégration Informatique/Télécoms

Dans un contexte international, vous participez à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie de notre Division. A l'écoute des besoins des grands comptes, sensible à l'évolution de leurs modes de fonctionnement et attentif au positionnement de nos concurrents, vous élaborez avec nos équipes techniques ou nos partenaires externes, une offre de solutions logicielles qui s'intègrent dans les systèmes d'information et de communication de nos clients. En outre, pour accélérer le développement des ventes, vous apportez à l'échelle mondiale les outils et le support marketing nécessaires à nos filiales commerciales et à nos distributeurs.

A 28/35 ans environ, Ingénieur de formation, vous évoluez dans un univers de hautes technologies. Vous bénéficiez d'une expérience significative de développement d'activités logicielles, dans une fonction Marketing ou Projet. La connaissance du monde des télécoms serait appréciée. Votre savoir-faire vous permet de construire des solutions avec des sociétés externes et d'animer des partenariats. Votre langue de travail est l'anglais. Autonome et disponible, vous êtes à l'écoute des marchés et des clients. A la fois créatif et rigoureux, vous avez de réelles qualités de communication, vous aimez travailler en équipe et savez mobiliser les énergies. La dimension de notre groupe et son envergure internationale vous garantissent d'importantes perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous la référence N1696 à notre Conseil : PREMIERE LIGNE 57, avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine - Fax : 01 41 92 98 99.



هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

IV

VIII / LE MONDE / MERCREDI 20 JANVIER 1999

## Informatique - Réseaux

Vous préférez  
l'**enthousiasme**  
d'une start-up  
ou la **puissance**  
d'un grand groupe ?  
**Et si on**  
**vous offrait**  
**les deux ?**



Lé  
Mo  
lect  
ur  
Zip  
un  
dir  
néc  
ité  
PC  
poi  
de  
Mi  
lec  
22  
vv

Pi  
L'4  
Vic  
pai  
dii  
de  
gai  
les  
vis  
po  
lar  
log  
soi  
83  
19  
vv

be  
ré  
st  
en  
be  
ro  
W  
pr  
da  
en  
di  
de

ab  
cli  
du  
be  
de  
vé  
di  
ct  
le  
vi  
av  
q  
C  
d  
fr  
n  
d  
si  
d  
n  
f  
t

s  
h  
a  
s  
r  
t  
i  
e  
r  
c  
s  
t  
i  
l  
t

Recherchons pour cabinet de propriété industrielle en région parisienne

### 1 INGÉNIEUR Brevets

Electronique - Informatique - Télécommunications  
Qualifié INPI (indispensable)  
Mandataire OEB apprécié  
Possibilité d'association  
Confidentialité assurée

Envoyer CV + lettre manuscrite + prétentions (sous réf. 9899) à :  
LE MONDE Publicité - 21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 - 75226 PARIS Cedex 05

Spécialiste de la vente-conseil dans l'univers informatique, devenez

### CONSULTANT(E) EN RECRUTEMENT

A 30-35 ans, de formation Bac + 4/5, vous êtes déjà Consultant(e) ou Chef de Projet informatique ou Responsable Commercial(e) expérimenté(e) en SSII ou dans la vente de services ou logiciels informatiques. Ces quelques années passées en entreprise vous ont permis d'appréhender l'importance de la composante humaine dans la réussite de projets ambitieux.

Au sein de notre cabinet conseil en Ressources Humaines spécialisé dans l'informatique, nous vous proposons de valoriser votre sens de l'écoute, votre capacité d'analyse et votre talent relationnel pour accompagner notre clientèle dans la recherche et la sélection de ses collaborateurs.

Ce sont avant tout vos qualités personnelles, votre envie de monter un business et d'adhérer à une culture basée sur l'exigence et l'échange, qui sauront nous séduire.

Pour ce poste situé à Paris 17ème, merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV et photo à PH CONSEIL - 14 bis rue Torricelli - 75017 PARIS. E-mail : [info@antata.com](mailto:info@antata.com)

PH CONSEIL

— Voilà, docteur,  
je fais toujours le même rêve.  
Pour fidéliser mes clients,  
je leur propose une soirée karting,  
un week-end trekking, un stage de rafting.  
Et ils me répondent :  
"Vous n'auriez pas plutôt  
de l'internet computing ?"



Peur d'être hors sujet ?

### Chez Oracle, gagnez en pertinence.

Systèmes d'information, Télécoms, Multimédia, Internet... A un moment où la convergence de toutes ces technologies s'accroît, il est normal de vous poser les bonnes questions sur votre avenir. Oracle est prêt à y répondre, très simplement... Avec plus de 15 000 ingénieurs dans 55 pays, notre division Conseil répond aux préoccupations de ses clients grâce à une expertise métier et technologique approfondie. Nos ingénieurs ont pour objectif d'assurer la réussite des applications ou programmes fondés sur les technologies Oracle : Web commerce électronique, intranet, Oracle Applications, Data Warehouse et Data Mart...

#### Consultants seniors / Directeurs de projets

Vous êtes l'interlocuteur privilégié de nos clients dans les grands projets pour définir et piloter la mise en œuvre des solutions les plus pertinentes, en vous appuyant sur l'offre progiciels Oracle Applications. Vous avez une formation supérieure, vous avez 10 à 15 ans d'expérience en conception et en mise en place de solutions, acquise dans les domaines de la comptabilité ou de la production/logistique. Vous serez impliqué dans de grands projets nationaux et internationaux dont vous apprécierez la diversité des enjeux. Rigoureux dans vos engagements, vous avez un goût prononcé pour la relation et le service clients. Une formation au conseil et à nos produits vous permettra de pleinement exprimer vos compétences. L'embauchement international d'Oracle et de nos clients exige la maîtrise de l'anglais, de nombreux déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. DPLM/IND à Oracle France, 89 avenue François Arago, 92000 Nanterre. E-mail : [nanterre@fr.oracle.com](mailto:nanterre@fr.oracle.com). Pour en savoir plus : [www.oracle.com](http://www.oracle.com)

ORACLE

B BRAUN

■ LA SOCIÉTÉ : Notre Groupe développe, fabrique et commercialise des produits et des services dans le domaine de la santé depuis 1839. Dans le cadre de l'implantation au niveau mondial du progiciel SAP/R/3, la filiale française (1400 personnes, CA : 1 milliard de francs) recherche un :

### Chef de Projet SAP (CO/PP)

Boulogne-Billancourt (92)

■ LE POSTE : Rattaché au Directeur de Projet SAP, vous viendrez renforcer dans un premier temps l'équipe en charge du déploiement des modules de production (PP) sur les sites de production en France. Puis, vous assurerez la supervision des nouveaux projets SAP sur sites industriels, perfectionnerez les systèmes mis en place et les ferez évoluer en fonction des besoins des utilisateurs. Vous reprendrez également les travaux de développement et de maintenance du module Controlling (CO).

■ LE CANDIDAT : De formation Ecole d'Ingénieur ou Ecole de Commerce, idéalement doublée d'une formation sur les systèmes d'information, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans à un poste opérationnel proche de l'organisation de la fabrication en milieu industriel, en cabinet de conseil ou en contrôle de gestion industriel. La connaissance de la GPAO sur un site industriel ou d'audit opérationnel serait appréciée. Organisé et rigoureux, vous possédez un bon sens relationnel et vous êtes pédagogue et autonome. Une bonne maîtrise de l'anglais serait appréciée.

■ Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous la réf. 4738/JJC à notre conseil Jérôme JOUANNEAU-COURVILLE, ROBERT HALF FRANCE, 15/17 rue Marsollier, 75002 Paris ou par fax au 01 53 04 18 09 ou par e-mail [ejj.courville@roberthalf.fr](mailto:ejj.courville@roberthalf.fr). Consultez notre serveur internet <http://www.roberthalf.com>.



ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPECIALISE AVEC PLUS DE 275 BUREAUX SUR 4 CONTINENTS

SAP R/3

- Directeurs de Proj.
- Chefs de Proj.
- Consultants
- Experts Techn.
- Architectes Syst.

Si vous êtes intéressé, contactez-nous à l'adresse suivante : [recrutement@roberthalf.com](mailto:recrutement@roberthalf.com)



# Télécommunications

**L'avenir de Meta4 s'annonce brillant !**  
Créé en 1991, Meta4 est l'un des principaux éditeurs de progiciels de gestion des Ressources Humaines, déjà représenté par 700 personnes dans le monde. La confiance accordée par les grandes entreprises à son expertise guide soigneusement Meta4 vers son objectif : devenir le leader mondial d'un créneau très porteur, la gestion du capital humain, première richesse de toute entreprise. Ceux qui nous rejoindront aujourd'hui en France se préparent eux aussi... un avenir brillant !

[www.meta4.es](http://www.meta4.es)

## Ingénieurs Développement d'Applications

RM, D/LM

**Votre mission :** vous développez et/ou mettez en œuvre nos solutions applicatives dans le domaine de la gestion des ressources humaines.

Ingénieur Grande Ecole ou Université, vous avez une bonne connaissance des technologies orientées objet et internet. Votre maîtrise de l'anglais, votre aisance relationnelle, votre esprit d'équipe et votre enthousiasme sont vos atouts pour réussir et pour évoluer vers une fonction de consultant.

## Responsables Avant-Vente

RM, AV/LM

**Votre mission :** vous participez activement aux activités commerciales. Vous élaborez et présentez des démonstrations à valeur ajoutée de nos produits. Enfin, vous construisez des réponses fonctionnelles innovantes en étroite collaboration avec nos clients.

Vous êtes un praticien confirmé du domaine RH - paie en entreprise ou avez une expérience de 3 à 5 ans minimum chez un éditeur ou une SSI spécialisée, et faites preuve d'une bonne aisance relationnelle.

## Consultants Knowledge Management

RM, KM/LM

**Votre mission :** vous assurez la promotion de notre vision du "People and Knowledge Management" sur le marché. Vous apportez votre savoir-faire et votre expérience, aussi bien dans les actions d'avant-vente que dans les projets de mise en œuvre des solutions chez les clients.

Vous êtes reconnu pour votre expertise dans le domaine du "knowledge management". Le goût de la communication et du travail en équipe et une parfaite maîtrise de l'anglais sont vos principales qualités.

## Responsables de Comptes

RM, RC/LM

**Votre mission :** vous dirigez les projets de mise en œuvre de nos solutions en collaboration étroite avec les équipes projets de nos clients et nos équipes internes de développement.

Vous avez acquis une expérience dans la conduite de projets d'intégration de progiciels de gestion. Autonomie, maîtrise de l'anglais, sens de la communication, des responsabilités et du service sont vos principaux atouts.

## Responsables Commerciaux Grands Comptes

RM, GC/LM

**Votre mission :** vous commercialisez nos solutions applicatives auprès des directions fonctionnelles des grandes entreprises françaises.

Ayant acquis, à 40 ans maximum, une expérience dans la vente de progiciels de gestion, vous apporterez une expertise commerciale et une reconnaissance personnelle et professionnelle.

## Consultants

**Votre mission :** vous participez à la mise en œuvre de nos solutions applicatives chez nos clients. Vous assurez la qualité de nos prestations et la satisfaction de nos clients.

Vous avez une expérience opérationnelle dans le domaine RH - paie ou de gestion. Votre expertise technique en SSI ou chez un éditeur. Votre expertise relationnelle, vos responsabilités et vos qualités relationnelles. Bien sûr, votre maîtrise de l'anglais.

**Meta4**

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, photo et rémunération actuelle), en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi, à Caroline Pasquier, Meta4 France, Atria Rueil 2000 - 21, Av. Edouard Belin - 92566 Rueil-Malmaison Cedex. E-mail : [candidatures@meta4.es](mailto:candidatures@meta4.es)

## Un nouveau monde

Le groupe CS Communication est un acteur majeur des technologies de l'information. Avec 3000 collaborateurs, réalisant plus de 3,5 milliards de chiffre d'affaires à l'international, CS vous offre de véritables opportunités de carrière. Intégrateur des solutions SAP et de Systèmes d'Information Décisionnels, CS Systèmes d'Information décline une offre complète de prestations : conseil, diagnostic et réalisation. Pour assurer notre croissance, nous recherchons :

### SAP R/3

Réf. LM/SAP 199

- Directeurs de Projets
- Chefs de Projets
- Consultants Seniors
- Experts Techniques
- Architectes Systèmes

### Décisionnel, Datawarehousing

Réf. LM/DD 199

BIW, BO, BRIO, COGNOS, ESSBASE, EXPRESS, GENIO...

- Directeurs de Projets
- Chefs de Projets
- Consultants
- Architectes Techniques
- Ingénieurs Etudes et Conception

Si l'esprit d'innovation, la créativité, l'autonomie et le partage de savoir-faire sont vos valeurs... Si vous avez évolué dans les domaines des télécommunications, de la banque, de l'assurance, des transports, de la distribution et de l'énergie... rejoignez-nous.

Ces postes sont à pourvoir en régions Ile-de-France, Rhône-Alpes, PACA et Midi-Pyrénées. Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la référence choisie, à CS Systèmes d'Information, DRH, Sandrine Heulot, 5 rue Le Corbusier, SIIIC 206, 94518 Rungis Cedex. e-mail : [sandrine.heulot@athesa.fr](mailto:sandrine.heulot@athesa.fr)



هكذا من الأمل



هنا من ليد

IV

X / LE MONDE / MERCREDI 20 JANVIER 1999

REPRODUCTION INTERDITE

# Informatique - Réseaux Télécommunications

Ce n'est pas seulement pour notre  
que vous nous direz

En 1996, Europe Informatique épouse l'évolution de ses marchés, elle devient Syntegra. Une union placée sous le signe de nouvelles ressources technologiques, de l'international et d'une expertise qui marie conseils et services, notamment sur l'intégration de systèmes. Aujourd'hui, Europe Informatique et Alcoria, qu'il a rejoint en 1997, prennent le nom de Syntegra et concrétisent cette logique de progrès dans un groupe de 4500 personnes. De quoi faire des envieux, mais surtout des heureux : nos 700 collaborateurs en France se voient offrir de nouvelles opportunités d'évolution grâce à des missions à l'envergure élargie. Notre réussite repose sur le respect et l'écoute de nos collaborateurs avec lesquels nous aimons travailler en confiance et dans la durée.

## DIRECTEUR DE MISSION

**réf. DM**  
Avec nos consultants vous prendrez en charge la définition d'offres, la direction de missions de conseil, la réalisation et le déploiement de systèmes informatiques communicants : Intégration Messagerie, GED, Groupware, Workflow, Web, Intranet...

Vous avez de 5 à 10 ans d'expérience dans l'encadrement de missions : une bonne connaissance des domaines «force de Vente Nomade» et «Marketing» sera appréciée.

## INGÉNIEUR COMMERCIAL

**réf. IC**  
Après une formation à notre métier, votre mission consistera à prospecter de nouveaux clients grands comptes et à les fidéliser. Vous justifiez d'une expérience de la vente d'au moins 2 ans dans le domaine des services, de préférence en informatique, et souhaitez intégrer une équipe soudée et compétente.

## CONSULTANT SENIOR

**réf. CS**  
Intégration de systèmes  
Responsable de la conduite de projets en intégration de systèmes, vous souhaitez exercer vos talents dans les domaines des Call Centers, de la Gestion de la Relation Clients, CRM, CAM. Vous justifiez d'une expérience d'au moins 5 ans au sein d'un intégrateur.

## INGÉNIEUR D'AFFAIRES

**réf. IAF**  
Intégration de systèmes  
Pour ce poste à haut niveau de responsabilité vous justifiez de 5 ans d'expérience minimum. Vous aimez vendre des projets complexes dans les domaines de l'informatique communicante et de la Gestion de la Relation Clients. Dans le cadre du développement très soutenu de l'activité d'intégration de systèmes vous serez chargé de développer votre clientèle.

Vous avez un Bac + 4/5 et maîtrisez l'anglais. Adressez votre candidature à Syntegra, Christine Doré - Ressources Humaines - Immeuble Lavoisier - 4, place des Vosges 92052 Paris la Défense cedex. [www.syntegra.com](http://www.syntegra.com)

Syntegra est une branche de BT (British Telecom)

Europe Informatique devient

**Syntegra**

## Ingénieur Commercial Telecom

**ascom**

Leader mondial dans le domaine des télécommunications, notre groupe international (13 Milliards de Francs de CA) est présent dans la conception, la fabrication et la gestion de ses différentes activités, sur des marchés porteurs et évolutifs. Dans le cadre de l'extension en France de notre activité spécialisée dans les équipements de transport et d'accès aux réseaux structuraux de télécommunication, nous recherchons un :

Rattaché à la DG et en étroite liaison avec le filial français du groupe à laquelle nous appartenons, vous menez de façon autonome vos actions commerciales auprès de Grands Comptes (recherches d'opportunités, réponses aux appels d'offres).

A 30/35 ans, ingénieur de formation, vous avez acquis des compétences dans le secteur des produits et services de télécommunication chez un constructeur, opérateur ou distributeur, compétences obligatoirement par une expérience réussie de développement commercial.

Vous évoluerez dans un environnement de haute technologie en matière d'architecture de réseaux de télécommunication (centraux téléphoniques, XDSL, SDH...). Vous maîtrisez l'anglais pour les échanges intra-groupe.

Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. 1629 M à notre conseil ALGOE Stanton Chase - 9 bis route de Champagne - 99134 Ecly cedex. e-mail : [stanton.chase.jon@algoe.fr](mailto:stanton.chase.jon@algoe.fr)

**Algoe**  
STANTON CHASE

## Notre métier : l'affacturage

Afin d'accompagner notre rapide développement, nous recherchons un responsable informatique pour :

## Garantir l'efficacité de nos ressources informatiques

CENTRE D'INTERET DIRECTEMENT A LA QUALITE DE LA PRESTATION

Rattaché au Directeur Administratif et Financier et assisté d'une équipe de 15 collaborateurs (développement, maintenance, exploitation et support technique), vous êtes le garant de la fiabilité de notre système d'information et assurez son évolution technique et fonctionnelle. Interlocuteur de la Direction Générale, vous participez à la définition de la stratégie et des moyens adaptés aux objectifs de l'entreprise. Vous êtes responsable des budgets et assurez les relations avec les fournisseurs.

A 35 ans environ, ingénieur ou magistère, vous avez une expérience similaire ou avez exercé des responsabilités en conduite de projets importants et maîtrisez un environnement informatique distribué (AS400, Windows NT). Vos capacités de management et votre aptitude pour le contexte des PME, ou autonomie, réactivité et sens de l'organisation primant, doivent vous permettre de réussir dans ce poste exigeant. L'anglais courant est impératif.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) sous la réf. L.104/01 à notre conseil Philippe Lesage, OBERTHUR CONSULTANTS, 49 rue Saint-Roch, 75001 Paris ou par e-mail : [oberthur-consultants@fal.deleane.com](mailto:oberthur-consultants@fal.deleane.com)



COMPAGNIE GENERALE D'AFFACTURAGE

Filière du Groupe Société Générale, nous proposons aux entreprises une gamme complète de produits de gestion de leur poste client.

Notre client (600 collaborateurs, 25% de croissance), met ses compétences, son expérience et sa vision globale des télécoms au service de ses clients dans une logique de partenariat et dans une recherche constante de la qualité pour une satisfaction totale du client. Il intervient en France et à l'étranger et recherche un :

## RESPONSABLE D'UN CENTRE DE PROFIT TELECOM

Vous serez en charge de la création d'un "Business Unit" Télécom : développement des comptes clients, recrutement et management de l'équipe. Vous serez responsable de la mise en place de votre plan d'action, en accord avec votre hiérarchie, pour atteindre vos objectifs. Agé de 30-35 ans, vous avez déjà eu une expérience en tant qu'ingénieur commercial dans une société spécialisée en prestations de services High-Tech. Vous maîtrisez le marché, votre capacité d'analyse, alliée à un excellent relationnel, vous permettra de développer cette nouvelle activité avec succès. **REF: TAC233/LM**

## CONSULTANT CONFIRMÉ ARCHITECTURE RÉSEAU OPÉRATEUR

Vous intervenez chez les clients comme expert réseau et les aidez dans l'élaboration de leur stratégie. Vous avez aujourd'hui entre 30 et 35 ans et disposez d'une grande compétence télécom avec une solide expérience de l'architecture de réseau opérateur orientée "data" (IP/ATM et Frame Relay). De préférence vous justifiez déjà d'une expérience chez un opérateur ou une société de conseil en télécommunications. **REF: TAC237/LM**

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence ci-dessus à Tanya COX, NICHOLSON INTERNATIONAL, Search & Selection Consultants 14 rue Pergolèse - 75116 Paris. Fax : 01 45 00 03 20. E-mail : [tc@nicholsonintl.fr](mailto:tc@nicholsonintl.fr)

**NICHOLSON INTERNATIONAL**  
31 Orfila - 92015 Courbevoie Cedex

Intégrer un Groupe de conseil et de services informatiques de dimension mondiale.

Notre Groupe est l'un des leaders mondiaux du conseil en management et des services informatiques.

Notre métier :  
• transformer les systèmes d'information en accompagnement du changement des entreprises  
• assurer la maîtrise d'œuvre de grands projets d'intégration de systèmes ou de progiciels.

Agé de 32 à 45 ans, de formation Grande École (X, Centrale, Mines, ENST...) ou équivalent, vous possédez 8 à 15 ans d'expérience acquise en cabinet de conseil, chez un constructeur ou un grand client utilisateur. Vous avez été amené à conduire plus ou moins grands projets de systèmes d'information (sur des propositions en avant-vente et ou dirigé un département ou un pôle d'activité). Vous souhaitez aujourd'hui donner une forte impulsion à votre carrière en rejoignant un Groupe international leader.

Diverses opportunités vous attendent :  
• la direction de grands projets : à la tête d'équipes de 10 à 50 personnes, vous managez un ou plusieurs projets en priorité, en étant l'interlocuteur privilégié des clients au plus haut niveau  
• l'avant-vente et la responsabilité technique de comptes : en lien étroit avec nos responsables commerciaux, vous intervenez en amont dans le cycle d'affaires importantes, la construction de propositions d'envergure (5 à 100 M€), le développement d'affaires ou de comptes stratégiques  
• le management d'activité : vous dirigez un pôle de compétences en centre de profit, en développant l'unité et en assurant la croissance

Ces postes sont fortement évolutifs. Nous recherchons des candidats à fort potentiel, capable de jouer un rôle moteur dans nos nouvelles stratégies de développement et d'évoluer vers des responsabilités de plus en plus larges. Anglais courant souhaité.

Pour nous rencontrer rapidement, avec notre Conseil, merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, lettre de motivation, 14 bis rue Dora - 75178 Paris Cedex 08) sous la réf. 59/30/2 LVI sur lettre et CV, ou E-mail : [59302lvi@mercuriurval.fr](mailto:59302lvi@mercuriurval.fr) (confidentialité assurée).

**Mercuri Urval**

Important groupe français de Conseil, membre d'un réseau international (près de 500 Consultants), recherche, dans le cadre de son développement, son

## Directeur des Systèmes d'Information

Paris 600/700 KF

- Rattaché(e) au Directeur Général, vous serez l'architecte des Systèmes d'Information au sein d'un groupe en forte croissance qui cherche à valoriser le cœur de son activité : l'information.
- Vous assurerez, à la tête d'une équipe de 6 personnes, le développement des systèmes d'information et des outils informatiques.
  - Autonome, vous devrez définir et faire appliquer la politique informatique et des systèmes d'information (réunification des systèmes, politique d'achat, de développement...).
  - Vous définirez et formaliserez les cahiers des charges techniques de projets ambitieux (pôle d'information, Intranet, visioconférence, gestion par des affaires...).
- Vous devrez posséder, outre de solides compétences techniques, d'excellentes qualités relationnelles et managériales.
- Pour ce poste très motivant, nous recherchons un(e) candidat(e) de 30 à 40 ans, de formation supérieure (grande école d'ingénieurs de préférence). Vous avez une expérience réussie de conduite de projets informatiques en entreprise ou dans une société de Conseil.
- Anglais opérationnel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée) sous la référence INF1406.

**AD HOMINEM International**  
5, rue de Surène - 75008 Paris  
Fax : 01 47 42 06 08  
[Adhominem@infonic.fr](mailto:Adhominem@infonic.fr)



# Le monde de l'industrie et de la recherche

**Parrot**

Parrot SA est une société spécialisée en reconnaissance vocale appliquée au téléphone mobile. Nous sommes en fort développement et financés par le capital-risque. Nos clients sont des leaders mondiaux dans ce domaine. Nous recherchons des ingénieurs grandes écoles ou université avec 3-4 ans d'expérience. Vous recevrez des stock-options en plus de votre salaire.

**Nous recherchons :**

**Ingénieurs commerciaux**  
Les candidats doivent justifier d'une expérience de la vente en OEM ou à des distributeurs de produits de haute technologie. La connaissance du marché des téléphones mobiles et des acteurs de ce marché sera fortement appréciée. L'activité est internationale et nécessite de nombreux voyages à l'étranger, notamment en Asie.

**Vous aurez à vous intégrer dans une start-up et être capable d'initiative, car vous serez très autonome tout en sachant rendre compte rapidement.**  
Ce poste nécessite une bonne maîtrise de l'anglais.

Envoyez vos CV et lettre de motivation à  
Parrot SA, 28 rue Meslay, 75003 Paris.

**0,18 MICRON POUR AVOIR UNE LONGUEUR D'AVANCE !**

**Ingénieurs**  
Conception/Design/Vérification d'Asic

Au cœur de la stratégie Bull, intégré dans une équipe motivée et très impliquée sur les technologies nouvelles, vous implémentez les circuits serveurs de demain. Ces projets comprennent le développement de plusieurs circuits VLSI de gros volumes (plusieurs millions de transistors) avec des technologies virtuellement uniques et profondes.

Pour mener à bien ces projets, votre rigueur, votre passion, vos capacités à vous impliquer, votre méthodologie et votre autonomie sont déterminantes.

Dans un contexte international, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Pour avoir une longueur d'avance, adressez votre lettre de motivation, CV, photo et prétentions sous IN-LM, Gerard Crozier, Bull SA, BP 68, rue Jean-Jaures, 78340 Les Clayes-sous-Bois.

**Réseaux et systèmes d'information**

**Bull**

ROCKWELL-COLLINS FRANCE (BLAGNAC - 31)  
recherche

**Ingénieurs systèmes avioniques** (Rég. ISA)

De formation Ingénieur Grande Ecole (ENAC, ENSICA, ENSEEHT...), vous justifiez de 4 à 5 ans d'expérience en systèmes avioniques militaires, civils (de l'élaboration de spécifications systèmes à l'intégration de systèmes sur machine). Des connaissances de FMS, management/coordination d'équipe technique (systèmes, hardware, software), processus de certification sont appréciées. Anglais courant indispensable.

**Chef de projet logiciel senior** (Rég. CPLS)

Vous avez 5 ans d'expérience minimum dans la conduite de projets de développement logiciel (équipe de 10 personnes), vous maîtrisez parfaitement les contraintes de développement DO-178B, niveau A, avionique, et la langue anglaise.

Merci d'envoyer CV et lettre de motivation sous référence choisie à  
**ROCKWELL-COLLINS France**  
Service Ressources Humaines  
BP 8 - 31701 Blagnac cedex.

**Rockwell**

JEUNE DIPLOME GRANDES ECOLES

**Votre 1ère expérience en fusions-acquisitions peut vous mener loin !**

L'axe stratégique de développement de Paribas, banque internationale solidement implantée en Europe, est le développement sélectif sur des marchés en croissance. Ses points forts s'articulent autour de l'innovation technologique, la créativité ainsi que la présence et la capacité de développement à l'international.

C'est dans ce contexte stimulant que nous vous proposons de rejoindre notre département Stratégie et Développement nouvellement créé dont le vocation est de conseiller les entités opérationnelles de Paribas en matière d'acquisitions, cessions, joint ventures ou études stratégiques sectorielles.

Votre mission comportera trois axes majeurs :

- la réalisation d'études industrielles sectorielles,
- l'identification des cibles potentielles d'acquisitions,
- la participation aux différentes étapes des études d'acquisitions (simulations, études de rentabilité, coordination du processus de négociation, due diligence).

Ce poste stratégique aux perspectives largement ouvertes s'adresse obligatoirement à un jeune diplômé (X, Centrale, Mines, Ensa, HEC, Essec) possédant une bonne connaissance des fusions acquisitions, acquise au cours d'un stage long, d'un CSNE ou d'une première expérience professionnelle.

La pratique courante de l'anglais est indispensable et la connaissance d'une autre langue européenne (allemand, italien, espagnol) souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 9052 à Marie-Caroline Combeaud, Paribas, Service Recrutement, 5 avenue Kléber, 75798 Paris Cedex 16.

**PARIBAS**

**Vous avez toujours eu une idée en tête : anticiper.**

Le réseau Air France offre une couverture mondiale de plus en plus importante, notamment grâce à la stratégie d'alliances internationales de la compagnie et à la performance de son hub. L'analyse économique du trafic et des recettes passagers joue un rôle majeur dans la compétitivité du réseau. Au sein de la Direction Générale Economie Finances, le service contrôle des dessertes a pour principale caractéristique d'allier expertise théorique et pratique pour comprendre et analyser les sources des recettes.

**INGENIEUR ECONOMISTE**

Au cœur de la stratégie d'Air France, dans le cadre de grands projets transversaux (marketing, planification, alliances, budget...), vous réalisez des études économiques dans une démarche prospective et d'aide à la décision : modélisation des flux de trafic et des recettes à moyen terme, suivi et analyse des résultats économiques des dessertes (recettes/coûts).

Vous apportez votre expertise au Contrôle de Gestion Central en matière de prévisions de recettes pour la préparation du budget, du plan à moyen terme et pour la contre-analyse des résultats.

De formation Ingénieur (Centrale Paris option Economie, ENPC option Economie Réseau-Aménagement, Supaéro ou Enac + DEA Economie des Transports), vous êtes débutant ou bénéficiez d'une première expérience, de moins de trois ans, dans le domaine du transport ou de l'économie. Votre sens de l'analyse et de la synthèse alliés à une rigueur intellectuelle seront particulièrement appréciés.

Ce poste, basé à Roissy, exige un anglais courant. Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. LAIE, à Air France, Service Recrutement, BP 60111 Villepinte, 95975 Roissy CDG cedex.

[www.airfrance.fr/emploi](http://www.airfrance.fr/emploi)

**AIR FRANCE**

G A G N E R L E C Œ U R D U M O N D E

**Matra BAe Dynamics**

Filière du Groupe Logardère et société franco-anglaise avec British Aerospace, Matra BAe Dynamics (5000 personnes), souhaite intégrer de nouvelles compétences au sein de sa filiale française (2400 personnes, chiffre d'affaires : 4 milliards de francs) chargée d'étudier, fabriquer et commercialiser des produits industriels de haute technologie (missiles, équipements mécaniques, électroniques...) dans le secteur aéronautique.

**INGENIEUR D'ETUDE EN PILOTAGE GUIDAGE**

Vous assurez : - la conception des algorithmes de navigation guidage et pilotage embarqués, - la réalisation des études théoriques d'asservissement pour les valider et les régler. Vous participez également à l'interprétation des résultats des essais au sol et en vol. Ingénieur Mécanicien/Electronicien, l'automatique est un domaine qui vous motive. Réf. 055A

**INGENIEUR D'ETUDE INFORMATIQUE TECHNIQUE**

Outre la conception de logiciels temps réel, vous réalisez le développement et les tests de sous-ensembles logiciels pour la mise en œuvre de missiles et de systèmes de commandement (spécification, conception, validation et vérification fonctionnelle). Ingénieur Electronicien/Informaticien, vous connaissez la programmation, les tests de logiciels en temps réel, le langage C et si possible ADA, UNIX. Réf. 531

**INGENIEUR ELECTRONICIEN**

Vous participez à la conception de calculateurs embarqués et en étudiez les architectures. Vous menez les études amonts dans les domaines des algorithmes du traitement du signal et de l'image. Vous assurez également la simulation. Réf. 056E

**INGENIEUR D'ETUDE SYSTEMES MECANQUES/AERONAUTIQUES**

Vous menez les études de performance de nos systèmes en élaborant les scénarios opérationnels. Vous participez à la mise en place d'un modèle dynamique de référence, à ses évolutions et à sa validation à partir des essais, en liaison avec les équipes de simulation françaises et anglaises. Vous établissez la partie simulation des dossiers d'aptitude au vol de nos produits dans le cadre des tirs guidés. Ingénieur grande école, vous possédez une première expérience système et appréciez le travail de synthèse des performances d'un système (aérodynamique, guidage, propulsion...). Réf. 0575

**INGENIEUR ELECTRONICIEN D'ETUDE DE SURETE DE FONCTIONNEMENT**

Intégré aux équipes de projet chargées du développement de nos produits (missiles, équipements), vous réalisez les études de sûreté de fonctionnement (définition et élocation d'objets, architectures de fiabilité/sécurité, études de sécurité des essais en vol...). Vous prenez part à l'élaboration et à la mise en place de nouvelles méthodes et concepts dans ce domaine. Vous avez complété votre formation par une expérience en conception électronique, en études systèmes. Réf. 058E

**INGENIEUR D'ETUDE EN AERODYNAMIQUE**

Ingénieur Mécanicien, vous menez les études de développement aérodynamique de missiles (études de définition de configuration, essais de validation en soufflerie, mise au point de modèles aérodynamiques). Réf. 060M

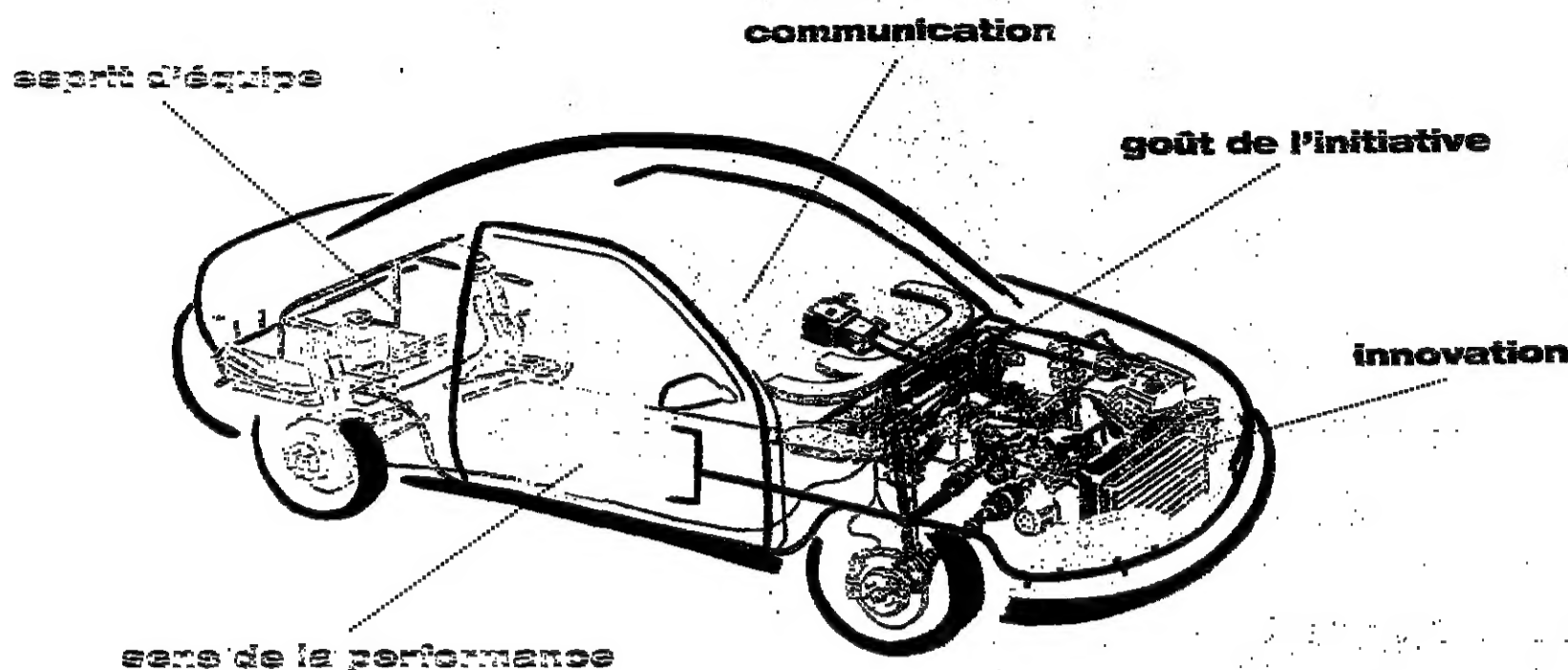
Pour tous ces postes, basés à Val de France (78), vous êtes Ingénieur Grande Ecole débutant ou doté d'une expérience de 2 à 5 ans et possédez un bon niveau d'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) en précisant la référence choisie à Matra BAe Dynamics, Jodelle Digeon, Direction des Ressources Humaines, BP 1, 78148 Val de France Cedex.

هنا من لاجد



# Nous avons beaucoup de points communs



**Le sens de la performance**  
fait de nous le plus important  
et le plus diversifié  
des équipementiers automobiles  
du monde (216 000 personnes, 194 usines,  
27 centres techniques, 68 sites en Europe).

**L'innovation technologique**  
et la qualité sont à la base de notre vaste  
gamme de solutions.

**Le goût de l'initiative nous permet**  
de répondre à toutes les exigences  
européennes en matière de systèmes,  
de modules et de composants.

## Ingénieur commercial

Vous assurez, au sein du département ventes en relation étroite avec un important constructeur automobile, le rôle d'interface avec ce client. Leader au sein de l'équipe commerciale, vous êtes responsable de la bonne communication des programmes client ainsi que de toutes les informations essentielles à nos relations commerciales, qu'elles soient d'ordre financier, technique, logistique, etc. Vous veillez à la satisfaction de notre client dans les délais voulus, et participez aux différentes négociations menées en vue de développer nos activités auprès de ce constructeur.

## Ingénieur produit

Rattaché au directeur du département systèmes de suspension contrôlés, vous concevez et développez les composants les plus appropriés pour nos systèmes avancés de suspension. Vous définissez les spécifications techniques de test et de validation et collaborez avec le service achats pour sélectionner auprès des fournisseurs le matériel le plus adapté.

Ingénieur avec une spécialisation mécanique ou hydraulique industrielle, vous avez 3 ans d'expérience en conception de composants dans ces domaines et une connaissance des processus de management de projet. Esprit d'équipe, capacité à travailler dans une organisation matricielle et sens de la communication seront vos meilleurs atouts pour réussir. Poste basé à Roissy. Réf. 1P

## Ingénieur projet senior

Vous êtes responsable d'un des projets majeurs de l'entreprise : conception, développement, tests et contrôle, vous pilotez et coordonnez les processus et actions à mettre en place avec les directeurs de clientèle, les ingénieurs et les techniciens en charge du projet, dans le cadre des systèmes de qualité définis par Delphi.

Ingénieur de formation, vous êtes expert en ingénierie et principes de conception de composants automobiles et vous avez une expérience significative des produits. Maîtrise de l'italien impérative. Poste basé à Roissy. Réf. 1PS

## Ingénieur calculs

Vous utilisez vos compétences en simulation numérique et en calculs de structures pour améliorer la performance de systèmes mécaniques. Vous travaillez en étroite collaboration avec les dessinateurs, les ingénieurs produit et les ingénieurs d'essais pour définir et valider les pièces. Diplômé d'une école d'ingénieurs ou équivalent, vous avez une ou deux années d'expérience dans le calcul de structures.

Vous êtes compétent dans l'application d'un code de calcul par éléments finis majeur et vous possédez une bonne connaissance des principes fondamentaux de résistance des matériaux. Vous avez l'esprit pratique, analytique et l'énergie pour mener un projet à terme. Poste basé à Roissy. Réf. ICA

## Responsable d'activité Ingénierie bruits et vibrations

Vous dirigez, coordonnez et supervisez l'activité du département ingénierie bruits et vibrations. Vous participez à la préparation des plannings, à la définition du plan de formation et à l'évaluation des ingénieurs et des techniciens.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous bénéficiez de 10 ans d'expérience en ingénierie bruits et vibrations ou en développement des composants, modules et/ou systèmes dans le domaine automobile. Vous connaissez la dynamique des fluides et êtes expert en machines tournantes. Manager et animateur d'équipe, vous avez un très haut niveau de communication écrite et orale. Poste basé à Roissy. Réf. RIB

## Ingénieur bruits et vibrations

Au sein du département ingénierie bruits et vibrations, vous définissez et analysez les problèmes de bruits des systèmes automobiles.

Vous êtes chargé de développer des méthodes et procédures d'essais et de proposer des solutions d'amélioration. Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous bénéficiez de 10 ans d'expérience en ingénierie bruits et vibrations ou en développement des composants, modules et/ou systèmes dans le domaine automobile. Vous connaissez la dynamique des fluides et les outils de modélisation et de simulation avancée dédiés aux bruits. Poste basé à Roissy. Réf. IBV

## Ingénieur produit échappement

Vous concevez et développez des composants pour le traitement des gaz d'échappement et l'intégration des systèmes. Vous êtes responsable de la coordination des activités entre différents groupes en relation avec le projet et le développement de solutions. Vous définissez les spécifications, la construction et le développement des techniques d'essai.

Ingénieur en mécanique ou matériaux, vous avez de préférence une expérience similaire de 2 ans et une connaissance des moteurs à combustion interne et de la gestion d'un projet. Poste basé au Luxembourg. Réf. 98/10

## Ingénieur produit fonderie

Vos responsabilités se trouvent au niveau de la conception, du développement et de la construction des prototypes des pièces de fonderie pour des générateurs. Vous faites l'interface avec les clients, fournisseurs, modélisateurs et ingénieurs d'essai du programme.

Ingénieur en mécanique ou matériaux, vous avez une expérience de 5 ans minimum en fonderie. Esprit d'équipe et sens de la communication sont vos meilleurs atouts. La connaissance de l'allemand serait un avantage. Poste basé au Luxembourg. Réf. 98/196

## Ingénieur produit générateurs

Vous êtes responsable de la conception et du développement d'une nouvelle gamme de générateurs. Vous définissez les spécifications techniques de test et de validation et dirigez la coordination des activités entre différents groupes en relation avec le projet et le développement de solutions.

De formation ingénieur, vous êtes expert dans le développement des composants électriques pour le secteur automobile. Vos capacités d'analyse sont indispensables pour ce poste. La connaissance de l'allemand serait un avantage. Poste basé au Luxembourg. Réf. 98/17

Pour tous ces postes, la maîtrise de l'anglais et d'une autre langue européenne est indispensable. Si vous êtes autonome, ouvert, disponible et avez le goût du challenge, merci de nous faire parvenir votre dossier complet (CV, lettre de motivation et prétentions), en indiquant la référence choisie sur la lettre et sur l'enveloppe, à Press Emploi, BP 513, 75431 Paris Cedex 09.

**DELPHI**  
Automotive Systems

Achats

Chef de projet

nal



rique aussi  
robotise

REPRODUCTION INTERDITE

LEMONDE / MERCREDI 20 JANVIER 1999 / XIII

## Devenez Consultant(e)



François Barbé  
39 ans  
3 ans d'audit  
Depuis 11 ans consultant Mercuri Urval.

"Après plusieurs années d'audit, je me suis aperçu que le succès d'une entreprise dépendait avant tout de la qualité de ses collaborateurs.

Mercuri Urval m'a permis de prendre le risque de changer totalement de métier et de pouvoir ainsi contribuer utilement à résoudre un des problèmes clés d'aujourd'hui : la place de l'Homme dans l'entreprise.

Comme responsable opérationnel, vous partagez peut-être cette conviction ?

Osez changer de métier, nous serons là pour vous accompagner ! "

**Mercuri Urval**

Envoyez votre candidature à  
MERCURI URVAL - 14 bis, rue Daru,  
75378 Paris Cedex 08 - tél. 43 MU/ILM

Evidence

## Achats - Logistique - Organisation

### Chef de projet organisation

**labinal**

26 000 personnes,  
7 Divisions,  
66 filiales étrangères,  
exerce ses activités dans  
les secteurs Automobile  
et Aéronautique.

Sa Division SYLEA,  
se situant au premier  
rang européen  
dans son domaine,  
renforce les équipes  
de son service  
Organisation et Systèmes  
en recherchant un :

Au sein du Service Organisation et Systèmes, vous aurez en charge la revue de l'ensemble des fonctions de la Division. Vous contribuerez à faire évoluer le système d'information et à le recentrer sur son rôle d'aide à la décision auprès des opérationnels.

En animant un Groupe Projet, vous aurez pour missions :

- Auditer, analyser les fonctions au travers des objectifs, des tâches et des moyens
- Elaborer des préconisations et les faire valider par un Comité de Pilotage
- Rédiger les cahiers des charges, les procédures et la documentation utilisateurs.

Pour la conduite de ce projet, vous serez en liaison constante avec les opérationnels et les services informatiques.

Agé d'environ 30 ans, diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce, vous justifiez d'une expérience d'environ 5 ans de Consultant GPO ou de Conseil en Organisation, dans un groupe industriel à implantation internationale.

Votre ouverture d'esprit, votre faculté d'écoute, votre capacité à cerner l'essentiel, votre relationnel et vos qualités rédactionnelles vous incitent à nous rejoindre. Vous parlez couramment l'anglais et êtes disponible pour de fréquents déplacements en Europe.

Vous serez basé, à votre choix, soit à Blagnac (31), soit à Montigny (78).

GILBERT RAYNAUD & PARTNERS, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature, en mentionnant votre niveau actuel de rémunération, sous référence 9902, au 7 rue de Monceau, 75008 Paris.



**Gilbert Raynaud & Partners**  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

UN MONDE À VOTRE IMAGE



### CHEF DE PROJET ORGANISATION ET SYSTÈME H/F

Et si nous vous al-  
lions à écrire vous-  
même le scénario  
de votre carrière ?  
Numéro 1 mondial  
du Transport Ex-  
press international  
de colis et docu-  
ments de porte à  
porte (35 000 per-  
sonnes dans 228  
pays), DHL mise  
essentiellement sur  
la qualité des Hom-  
mes dans sa stra-  
tégie d'expansion  
constante. En Fran-  
ce, nous sommes  
aujourd'hui 1800  
collaborateurs sur  
30 sites.

Dans un premier temps, vous vous familiarisez à notre  
environnement et appréhendez les enjeux de l'entre-  
prise. Puis, en relation avec les utilisateurs, vous par-  
ticipez à la mise en place de systèmes d'information  
(recueil des besoins, choix des solutions fonctionnelles  
et organisationnelles, paramétrage, tests, formation des  
utilisateurs ...).

A 30 ans environ et de formation supérieure (bac + 4/5),  
vous bénéficiez d'une première expérience de la mise  
en place d'organisations et de systèmes d'information.  
Vous avez pu progresser en démontrant d'indéniables  
qualités : rigueur et pertinence dans l'analyse, relationnel  
efficace, écoute et objectivité.

Une réelle maîtrise de l'anglais est requise pour ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre de  
motivation et CV en précisant la réf. ORG/10388 à DHL  
Service Carrières & Compétences, 21 Paris Nord II,  
BP 50252, 95957 ROISSY CDG cedex.



هناك من لا يصدق



سنة 1419 هـ

# INITIATIVES LOCALES

Ingénieurs et informaticiens

## La mairie de Paris organise un concours pour le recrutement de

### 4 INGÉNIEURS des services techniques (génie urbain)

DIPLOMÉS DE CERTAINES GRANDES ÉCOLES

- INSCRIPTIONS du 11 janvier au 11 février 1999.  
Limite d'âge : 35 ans - prorogation sous réserve des dispositions légales
- CONCOURS à partir du 6 avril 1999.
- FORMATION rémunérée et assurée à l'école nationale des ponts et chaussées.

Un dossier d'inscription vous sera remis sur place ou envoyé par courrier sur demande (merci de joindre une enveloppe format 32,5 x 22,5 affranchie à 11,50 F)

Mairie de Paris,  
bureau du recrutement,  
2 rue Lobau,  
75196 Paris RP (précisez la réf : LM)

MAIRIE DE PARIS



## LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE-MARITIME

RECRUTE

POUR SA DIRECTION DU PATRIMOINE

### 1 INGÉNIEUR

**MISSIONS :** • Assister le directeur du patrimoine dans l'animation d'une équipe d'une trentaine de personnes chargées de l'adaptation du patrimoine à l'évolution des services départementaux et dans ses relations avec les partenaires du Conseil Général • Participer activement à l'exploitation des résultats de l'inventaire des biens immobiliers en cours et à la mise en place d'actions de rationalisation du patrimoine • Accompagner le développement de l'informatisation de la direction.

**PROFIL :** • Ingénieur de formation bâtiment (INSA, ESTP...) ayant une expérience en conception et suivi d'opérations, de bonnes connaissances en marchés publics et Loi MOP, une formation de Coordinateur Sécurité Protection Santé de niveau 1 serait un plus.

**RECRUTEMENT :** Sous conditions statutaires (mutation, détachement...).

Adresser C.V. détaillé lettre de motivation, photo, dernier arrêté de promotion, copie des 3 dernières fiches de notation à :

Monsieur le Président du Conseil Général de la Seine-Maritime  
Direction des ressources humaines - Hôtel du Département  
Quai Jean Moulin - 76101 ROUEN Cedex.

Collectivité territoriale de  
4200 agents, avec un budget  
de 9 milliards de francs,



le Département du Nord agit  
quotidiennement pour  
ses 2,5 millions d'habitants.

recrute pour sa Direction de l'informatique :

### 1 Chef de service Etudes H/F Réf. 73

Cadre d'emplois : Ingénieur ou attaché territorial option informatique  
par voie statutaire prioritairement

#### Missions :

Sous l'autorité du Directeur de l'Informatique, vous serez chargé de conduire la mise en place de sous-systèmes d'information depuis l'étude de faisabilité jusqu'à la mise en œuvre de projets qui concernent le patrimoine immobilier, les opérations de travaux, le Système d'Information Géographique et la communication interne (Intranet) ou externe (Extranet). Vous assurerez :

- la préparation de la mise en place de ces sous-systèmes (études d'opportunité et de faisabilité avec les utilisateurs, élaboration du cahier des charges, du calendrier et du devis de mise en service, propositions de solutions techniques et logicielles, définition des ressources à mettre en œuvre en fonction de l'architecture préconisée), le contrôle de ces réalisations et leur suivi avec les utilisateurs concernés.
- l'encadrement d'une équipe composée d'analystes, d'analystes-programmeurs et de programmeurs.

**Profil attendu :** Cadre A de la fonction publique territoriale ou d'Etat, vous êtes spécialisé en informatique. Vous possédez des qualités relationnelles, de management et d'organisation.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite accompagnée d'un CV détaillé, d'une photographie d'identité sous réf. 73 à Monsieur le Président du Conseil Général du Nord.  
DRH/Service Effectifs Emplois - 51, rue Gustave Delory - 59047 Lille cedex  
avant le 28 Janvier 1999.

Le  
Conseil  
Général  
du Puy-de-Dôme  
188.000  
habitants  
Budget  
2,1 Mds  
100%  
agricoles  
Appareils  
par voie  
statutaire  
Inscription  
par  
candidature



## Programmeur Rédacteur ou Technicien territorial

Au sein de la sous-direction des systèmes d'information du Conseil général du Puy-de-Dôme, vous serez intégré dans une équipe en charge d'un ou plusieurs dossiers fonctionnels.  
Vous serez chargé de la maintenance de produits spécifiques ou progiciels, du recueil et de la réalisation des besoins des utilisateurs, du développement d'applications.  
Vous possédez les connaissances suivantes : • développement client/serveur (langue appréciée), • bases de données relationnelles (ORACLE) sous système d'exploitation UNIX, • utilisation confirmée de SQL et des outils bureautiques Microsoft (Word, Excel et Visual Basic).

La pratique des environnements réseau Novell 4.11, des systèmes d'exploitation Windows 3.11, 95, 98, NT, la connaissance d'outils d'aide à la décision Business Objects ainsi que des données fonctionnelles (paie, gestion financière, etc) seront appréciées.  
Vous possédez, en outre, le sens du contact humain et du travail en équipe permettant de mettre en évidence la section de services rendus aux utilisateurs du système d'information.

Rejoignez-nous : M. Alain AUBERT au 04 73 42 20 20 poste 2164.

Merci d'adresser lettre de motivation manuscrite et CV à M. le Président du Conseil Général du Puy-de-Dôme, DRH, Hôtel du Département, 24 rue Saint Esprit, 63033 CLERMONT FERRAND Cedex, avant le 5 février 1999.

(Val d'Oise) 11 communes - 185 000 habitants  
recherche pour

LA DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE  
DU DÉVELOPPEMENT



## Un Adjoint

pour sa Cellule Programmation (h/f) Réf. ACT

Sous l'autorité du Responsable de la Cellule Programmation et en relation avec la Direction de la Construction et des Bâtiments, vous serez chargé(e) de la conduite et du montage d'opérations neuves et de réhabilitation de bâtiments dans le cadre de la programmation pluriannuelle du SAN.

Vos missions : • élaborer des programmes et préparer des dossiers de faisabilité en coordination avec les services du SAN concernés et les partenaires extérieurs, • assurer le suivi technique des programmes jusqu'à la phase Avant-Projet Sommaire, • organiser des procédures (concours, marchés de maîtrise d'œuvre, marchés négociés), • coordonner les interventions extérieures : mandataires, maîtres d'œuvre, coordinateurs travaux et sécurité, bureau de contrôle, concessionnaires, • participer à l'animation des réunions et à l'élaboration des comptes-rendus, • assurer le suivi financier, • élaborer le cahier des équipements.

Diplômé en architecture, vous justifiez d'une première expérience de programmeur. Vous possédez des compétences en économie de la construction, une aisance relationnelle et maîtrisez les outils bureautiques. Vos qualités relationnelles et la connaissance du code des marchés publics seront appréciées.

## Deux Chargés d'Opération

pour la Direction de la Construction et des Bâtiments (h/f) Réf. COO  
Cadre d'emploi des Ingénieurs Subdivisionnaires

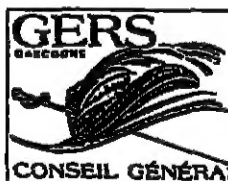
Sous l'autorité de l'Ingénieur Responsable du Service, vous prendrez en charge la gestion de travaux neufs et d'entretien du patrimoine du SAN.

Vous aurez pour missions principales : • à partir de la phase d'Avant-Projet Sommaire, de prendre en charge la conduite d'opérations pour la réalisation d'équipements publics inscrits au Programme Pluriannuel d'Investissement du SAN (aspects technique, administratif, financier), • de mettre en place et suivre les procédures liées à la maîtrise d'œuvre publique et aux marchés publics pour le déroulement des opérations, • de coordonner l'ensemble des intervenants.

• d'assurer le suivi d'opérations soit en direct soit par l'encadrement de techniciens, • de gérer les équipements intercommunaux (élaboration et suivi des budgets investissement et fonctionnement).  
Titulaire d'un diplôme technique de l'Enseignement Supérieur, vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire. La connaissance des marchés publics et de la loi sur la maîtrise d'œuvre est souhaitée. Vous faites preuve de qualités relationnelles, d'esprit d'initiative, de disponibilité, d'aisance rédactionnelle et d'aptitude à la coordination et au travail d'équipe.

Ces postes peuvent faire l'objet de contrats.

Adresser lettre manuscrite avec CV avant le 31 janvier 1999 à M. le Président du SAN, Direction du Personnel et des Relations Humaines, BP 309 - 95027 CERGY PONTOISE Cedex



Conseil Général du Gers  
recrute en priorité par voie de mutation  
ou inscription sur liste d'aptitude un

### INGÉNIEUR ANALYSTE (Cat. A)

Missions : Placé sous l'autorité directe du chef de service informatique et des NTIC, vous interviendrez dans la mise en place et le suivi de plusieurs projets d'informatique de gestion.

- Compétences requises :
- Formation informatique générale niveau INSA, MIAGE, Maîtrise ou équivalent
  - Conduite de projet d'informatisation
  - Analyse et programmation MERISE, UNIX/ORACLE, Windows NT
  - Expérience souhaitée.

Rémunération statutaire + régime indemnitaire - Le poste est à pourvoir le plus rapidement possible.  
Les candidatures accompagnées d'un CV + copie des diplômes sont à adresser à :  
Monsieur le Président du Conseil Général du Gers, Service des Ressources Humaines  
Hôtel du Département, 51, route de Peassan, BP 559, 32022 AUCH Cedex 9

## Retrouvez chaque semaine la rubrique INITIATIVES LOCALES

⇒ **Lundi dans le supplément Le Monde Economie "enjeux et initiatives"**  
• Cadres territoriaux, Gestionnaires et Financiers, Avis de Concours

⇒ **Mardi dans le supplément Le Monde Interactif "les nouvelles technologies"**  
• Ingénieurs et Informaticiens

Pour insérer vos annonces dans ces rubriques, contactez le : ☎ 01-42-17-39-42